

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION 3
BOURSE

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE N° 13270 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

MARDI 29 SEPTEMBRE 1987

Raison gardée à Tunis

La raison l'a donc finalement emporté à Tunis. Contrairement à ce que beaucoup de Tunisiens avaient prédit et redouté — du moins jusqu'aux incertitudes de ces derniers jours — la Cour de sûreté de l'Etat a prononcé, dimanche 27 septembre, un verdict modéré au terme du procès des quatre-vingt-dix militants du Mouvement de la tendance islamique (MTI) qui, tous, encouraient la peine de mort. Soulagée parce qu'elle craignait le pire, les avocats des intégristes parlent de « sagesse » et d'« apaisement ».

Certes, deux des accusés — on ne peut l'oublier — risquent la potence, l'un pour avoir participé aux attentats du 2 août contre des hôtels touristiques à Sousse et à Monastir, l'autre, pour avoir jeté du vitriol au visage d'un responsable du parti gouvernemental. Encore n'est-il pas exclu qu'ils bénéficient d'une mesure de grâce présidentielle. Les cinq autres condamnés à mort, en exil ou en cavale, échapperont, eux, au gibet. Mais — et c'est là l'essentiel — les juges de Tunis, et le pouvoir qui les inspire, ont fait montre d'habileté et de bon sens en épargnant la vie des chefs du MTI en état d'arrestation.

Que s'est-il passé dans le secret du palais de Carthage ? Certains des ministres, qu'on disait hostiles à un lourd châtiment collectif, ont-ils su semer le doute dans l'entourage du président Bourguiba et contribuer ainsi à faire fléchir un homme qui a pourtant juré la perte des extrémistes musulmans depuis que ceux-ci firent conspuer son nom dans les rues de Tunis ? Le Combatant suprême a-t-il de lui-même mesuré l'énormité de l'horreur qu'il eût commise en gratifiant les dirigeants islamistes de l'aurole du martyr ? Les démarches inquiètes des amis occidentaux de la Tunisie — en premier lieu de la France — ont aussi dû entrer en ligne de compte dans les calculs du président tunisien.

Toujours est-il qu'au terme d'un procès peu convaincant, le régime a su éviter une faute majeure qui aurait inévitablement terni l'image qu'il projette à l'étranger d'une Tunisie moderne et tolérante. Mais le défi islamiste reste entier. Bien qu'affaibli par près de deux mille arrestations, le MTI n'est pas découragé à mort. Poussés dans la clandestinité, de nouveaux militants plus jeunes et plus résolus ont déjà pris la relève des chefs historiques. La solution la plus sage pour empêcher une dérive terroriste de l'islamisme serait de légaliser le MTI et de l'obliger à jouer le jeu des institutions. Invités à agir au grand jour, les intégristes seraient contraints d'abandonner leur double langage et d'exposer leurs thèses rétrogrades à une population tunisienne qui reste largement attachée aux « acquis modernes » du bourguibisme.

L'évolution récente du régime, hélas ! signe mal d'un tel épilogue. En cette fin de règne qui s'annonce, certains traits de ce régime — autoritarisme, culte de la personnalité, luttes de pouvoir — sont forcés jusqu'à la caricature. L'opposition, légale ou non, ne bénéficie plus des minces libertés qui lui avaient été octroyées il y a quelques années au nom du pluralisme. Les jeux de sécul et les intrigues florentines paralysant souvent l'action gouvernementale, tandis que le président semble de moins en moins en phase avec les réalités quotidiennes de son pays. Il en sera sans doute ainsi tant que le Combatant suprême ne se résoudra pas à désigner un dauphin et à lui passer le flambeau.

(Lire nos informations page 2.)

Les réunions monétaires de Washington

Accord des pays industrialisés pour stabiliser le dollar

A Washington, à la veille de l'assemblée générale du FMI et de la Banque mondiale, les sept principaux pays industriels ont réaffirmé leur engagement de stabiliser le dollar « autour de son niveau actuel ». Sur la dette du tiers-monde, ils proposent un léger assouplissement aux banques créancières. Le président Reagan, pour sa part, a accepté à contrecoeur les règles du jeu votées par le Congrès pour réduire le déficit budgétaire.

WASHINGTON
de notre envoyé spécial

Deux thèmes ont dominé les réunions monétaires tenues à Washington pendant le week-end pour préparer l'assemblée générale des cent cinquante pays membres du Fonds monétaire et de la Banque mondiale dont la session doit s'ouvrir solennellement, mardi 29 septembre au matin dans la grande salle de conférence de l'hôtel Sheraton. Le premier thème a trait à l'endettement international, question sur laquelle on a pu noter une prudente mais certaine évolution

de la position des pays créanciers qui ont donné pour la première fois le feu vert aux banques commerciales pour proposer, si elles le veulent, une capitalisation d'une partie des intérêts échus.

L'autre thème est la stabilisation du dollar; les Sept (Etats-Unis, France, République fédérale d'Allemagne, Grande-Bretagne, Japon, Italie et Canada) ont confirmé, le samedi 26 septembre, les termes d'un accord conclu à ce sujet le 22 février au palais du Louvre.

PAUL FABRA

(Lire la suite page 36.)

Mévente d'avions et suppressions d'emplois

La situation de Dassault jugée « très préoccupante » par son PDG

A trois semaines du premier anniversaire de son accession à la tête de l'entreprise fondée par son père, M. Serge Dassault lance un grave avertissement aux 15 000 salariés du groupe aéronautique: Dassault-Breguet n'est pas en bonne santé faute de vendre depuis deux ans, et le personnel est invité à de nouveaux sacrifices — ce qui veut dire des suppressions d'emplois — pour sauver la pérennité de la société.

La situation du groupe Dassault-Breguet, qui est jugée « très préoccupante » par son président-directeur général, inquiète jusqu'à ses partenaires industriels. En effet, cette société a toujours joué un rôle moteur. Matra et l'Aérospatiale vendent à sa suite des missiles. Thomson-CSF place ses radars. La SNECMA et une autre société privée de moteurs d'avions, Turboméca, commercialisent leurs réacteurs dans la foulée. Sans compter les nombreuses sociétés d'électronique.

Avec la mévente actuelle du Mirage-2000, c'est une large partie du secteur aéronautique fran-

çais qui souffre et qui est obligée, dans ces conditions, de proposer ses équipements à d'autres constructeurs d'avions. Quitte, finalement, à conforter des rivaux de Dassault sur les marchés extérieurs.

Son nouvel avion Rafale ne devant pas être prêt avant 1996, Dassault-Breguet doit se préparer à des années de vaches maigres et chercher, à tout prix, du travail pour ses ateliers de production, qu'il vienne de ventes ou de sous-traitances.

(Lire page 18 l'article de JACQUES ISNARD.)

M. Gorbatchev : réapparition annoncée

PAGE 40

Exécution en Iran

Un ancien collaborateur de l'ayatollah Montazeri fusillé pour « corruption ».

PAGE 40

La coopération franco-égyptienne

Lune de miel dans un méro.

PAGE 3

Succession à Publicis

M. Maurice Lévy remplacera M. Marcel Bleustein-Blanchet à la tête de l'agence le 1^{er} janvier.

PAGE 18

Le sommaire complet se trouve page 40

La préparation de l'élection présidentielle

Six personnages en quête de certitude

Tandis que M. François Mitterrand s'exprime, le lundi 28 septembre, sur la démocratie parlementaire à Strasbourg, avant de visiter mardi à Toulouse le Salon des techniques et énergies du futur, M. Jacques Chirac annonce un déplacement à Marseille et à Fréjus à la mi-octobre.

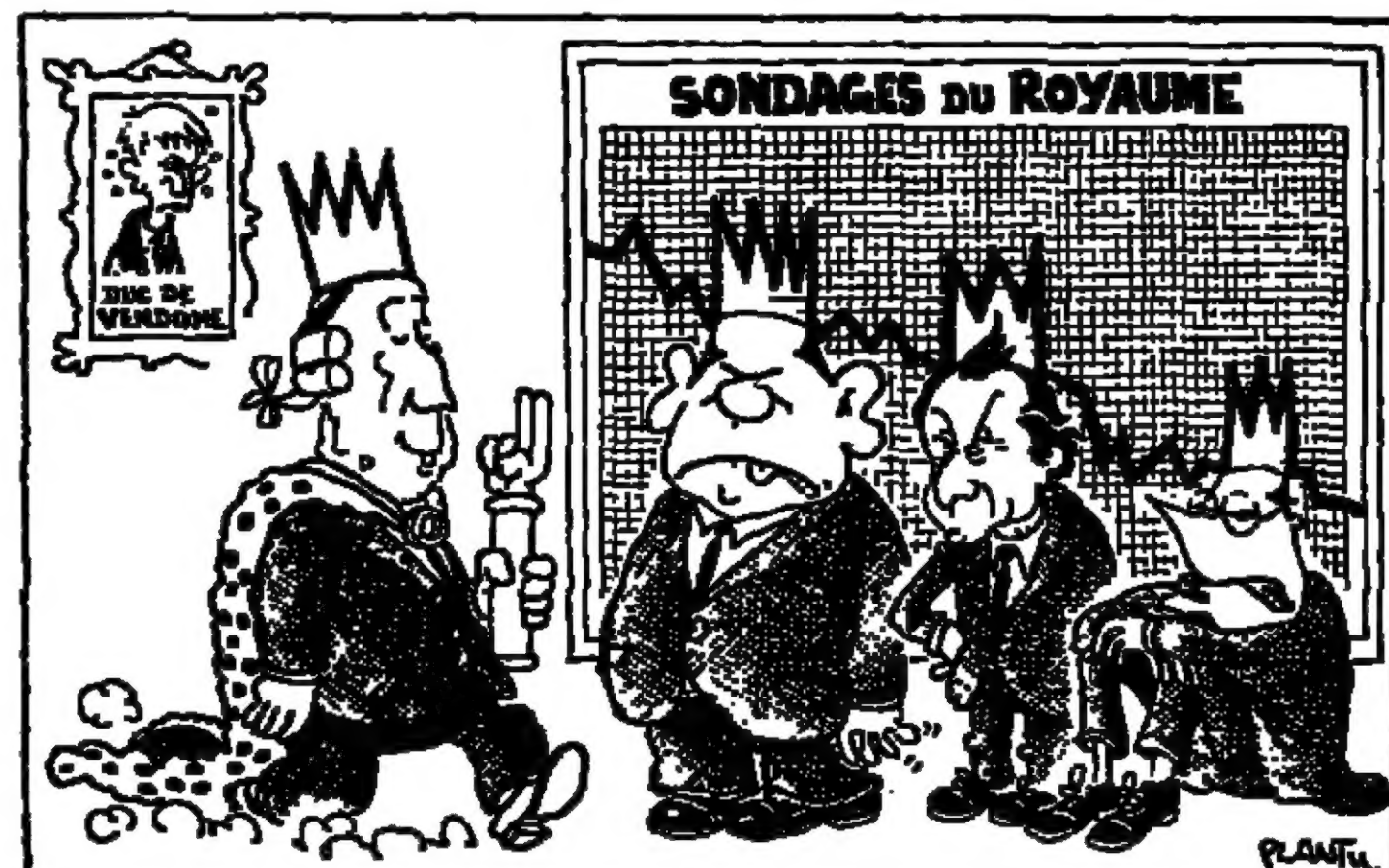
par Jean-Marie Colombani

« C'est vous qui avez la bonne explication : je m'enfuis, alors je parle. » C'est M. François Mitterrand qui plaisante ainsi avec M. Charles Pasqua à l'occasion de l'une des nombreuses cérémonies officielles qui mettent en présence les « cohabitants » (1). Entre ces deux hommes-là, il est vrai, subsiste une certaine connivence, seul vestige des jours tranquilles de la cohabitation. Entre le président et les autres, rien ne va plus. Et la situation politique ne prête guère à sourire.

Car le climat est tendu et à toutes chances de le rester, tant est grande l'imprévisibilité de la campagne qui s'est ouverte. L'incertitude concerne les candidatures : même si M. Denis Baudouin met « sa main à couper », nul ne connaît la décision de M. Mitterrand. Elle s'applique aussi aux résultats : jamais compétition présidentielle ne s'est présentée de façon aussi ouverte, aussi bien en ce qui concerne la primaire à droite au premier tour que le pronostic du second tour. A la même date, en 1980, la classe politique vivait plus calmement car elle était installée dans la quasi-certitude de la réélection de M. Giscard d'Estaing. Cette fois, personne n'ose parier quoi que ce soit sur qui que ce soit, les acteurs s'énervent et leur mise en place ne va pas sans mal. Après un mois de rentrée chaotique, où en sont-ils ?

1. M. François Mitterrand engagé. — Au début de l'été, en lançant une violente offensive contre lui, le RPR voulait placer le président en position de candidat et cherchait ainsi à tester la réponse de l'opinion. Cette campagne, comme l'admet M. Denis Baudouin, a été en fait « contre-productive », et le chef de l'Etat plane toujours, dans les enquêtes d'opinion, au-dessus de la mêlée.

Cette fois, il est volontairement sorti du bois. Il y a fort à parier qu'à son tour il cherche à connaître



tre quelle serait la réaction des Français s'il se transformait en candidat combattif. Les multiples fronts qu'il a ouverts ont toutefois un objectif plus immédiat, et plus important pour lui : mettre un terme au processus de « placardisation » lancé contre lui. « Je ne serai pas René Coty », avait-il dit avant le 16 mars 1986. Je ne le suis toujours pas, veut-il démontrer aujourd'hui. Cet engagement du président dans l'arène politi-

que ne va pas sans risque, ne serait-ce que parce qu'il est réputé tenir sa popularité de la sagesse qui l'avait conduit, jusqu'à présent, à rester sur l'Aventin.

(Lire la suite page 7.)

TAHAR BEN JELLOUN

TAHAR BEN JELLOUN

La nuit sacrée

ROMAN

AUX ÉDITIONS DU SEUIL

79 F

Editions du Seuil

C'est un roman d'initiation grave et tendre, une évocation tout à la fois puissante et retenue de l'après bonheur que procure une liberté toute neuve, un beau chant de grâce aussi en l'honneur de la femme qui trouve en elle la force, dans une société régentée par les mâles, d'affirmer son existence autonome, fût-ce au prix de la solitude.

Pierre Lepape/Le Monde

Iparretarrak : de la violence au doute

BAYONNE
de notre envoyé spécial

Des arcades du vieux Bayonne aux maisons blanches de Saint-Jean-Pied-de-Port, un visage triste sur les murs rappelle jusqu'à l'obsession que la violence au Pays basque s'apparente, à bien des égards, à un cruel malentendu.

Ce visage, yeux doux et inquiets, un air de fragilité, c'est celui de Maddy Heguy, militante d'Iparretarrak (Ceux du Nord), déchiquetée en avril par un train, au moment où un policier venait l'arrêter. Son deuil est toujours porté, six mois après sa disparition. Sa fin tragique perturbe encore bien des sommeils, même parmi les adversaires de la « cause basque », même curieusement parmi les enquêteurs qui traquaient la jeune fille.

Le malentendu, c'est celui qui semble marquer l'histoire d'Iparretarrak. Une histoire peut-être partiellement involontaire, en tout cas jamais vraiment assumée, une trajectoire sans doute déviée de ses objectifs. La justification

d'une « lutte armée » a souvent été mise en cause depuis dix ans, au sein du mouvement patriote (abertzale). Depuis le meurtre d'un gendarme à Biscarrosse le 24 août, imputé à Philippe Bidart, le chef présumé d'Iparretarrak, c'est désormais l'heure des comptes, mêmes provisoires. Comme si un besoin urgent d'y voir clair se faisait sentir pour la première fois. Comme si quelque chose pouvait mal finir après un été de coups durs et d'événements dramatiques, après la mort de Maddy Heguy, celle de Christophe Istekue, ami d'enfance de Philippe Bidart, après des arrestations en cascade et le face-à-face mortel de Biscarrosse.

Curieusement, dans cette recherche de compréhension, Philippe Bidart ne tient pas vraiment la première place. L'homme en cavale depuis six ans paraît, lui, appartenir, désormais, à une autre catégorie. Celle des solitaires traqués dont la survie est devenue la seule cause par nécessité.

PHILIPPE BOGGIO.

(Lire la suite page 10.)

Le Monde

ÉCONOMIE

- La dette du tiers-monde : une enquête de Françoise Crouigneau sur la transformation des créances douteuses en investissements productifs.
- Devoirs de vacances : le jugement des lecteurs sur la « copie » des ministres et anciens ministres.
- La chronique de Paul Fabra : La grande tradition social-démocrate.

Pages 31 à 34

SPORTS

- Football : promus en première division, les Chamois niortais s'imposent.
- Golf : les Européens dominent pour la première fois les Américains chez eux.

Page 12

Etranger

ALGÉRIE

Les entretiens de M. Madelin à Alger
ont permis de « clarifier »
la négociation sur le gazALGER
de notre correspondant

Le ministre français de l'Industrie, M. Alain Madelin, a rencontré dimanche 27 septembre à Alger le ministre algérien de l'énergie, M. Belkacem Nabi, avec lequel il s'est entretenu des « perspectives d'avenir des relations gazières algéro-françaises et des négociations de révision de prix du gaz liquéfié en cours entre Sonatrach et Gaz de France », a annoncé l'agence officielle Algérie Presse Service (APS). Cette rencontre a permis « une première clarification des positions », ajoute l'APS, en précisant que les deux ministres sont convenus de « se donner un délai de réflexion supplémentaire et de se rencontrer une seconde fois dans le courant du mois d'octobre ».

Les négociations entre Sonatrach et Gaz de France, entamées en juillet 1986, devaient, contractuellement, aboutir au début de cette année et déboucher sur de nouvelles dispositions de fixation des prix pour le gaz algérien livré en France. Jusqu'à présent, rien n'a été signé. Gaz de France souhaite obtenir plus de souplesse dans le rythme de ses enlèvements et propose une formule de prix considérée comme inacceptable par Alger.

Potémique
sur la francophonie

Une fois de plus, des discussions entre les deux compagnies ont glissé du terrain strictement commercial vers un champ politique qui s'est élargi cette semaine. Jeudi et vendredi derniers, le ministre algérien des affaires étrangères, M. Ahmed Taleb Ibrahim, en visite à Paris, a déclaré que le gaz constituait « le nerf de la coopération entre la France et l'Algérie ». Ses propos ont dû être entendus puisque, deux jours plus tard, le ministre français de l'Industrie se déplaçait pour rencontrer à Alger le ministre de l'énergie. Les négociations étaient bloquées depuis le 10 septembre, jour où la

délégation de Gaz de France avait quitté Alger sur un constat d'échec, après soixante-douze heures de négociations.

D'autre part, dans un article intitulé « La domination par la culture », le rédacteur en chef d'*Algérie Actualité*, l'hebdomadaire le plus libre de ton de toute la presse algérienne, relance la polémique sur l'utilisation de la francophonie. Dans sa chronique publiée jeudi 25 septembre, le journaliste écrit que « le terrain de la francophonie » est devenu « un espace proprement politique ». « Quarante pays qu'on ne convoque plus car, plaçant d'impudence d'être réunis dans un sommet qu'ils disent être plus efficaces que les arènes habituelles, où par instants, chacun pointe avec un acte établi d'inutilité, quarante pays demandent donc une francophonie qui dépasse les larvairesments autour d'une langue menacée pour traduire leur réalité économique si triste, si dramatique qu'on ne s'embarrasse plus dans les formules creuses pour en dire toute l'acuité », ajoute le journaliste avant de complimenter les « largesses » caennaises et de constater que l'aide de la France est « quatorze fois plus importante ».

« Au sommet de Québec, constate encore le journaliste, la francophonie a déplacé son centre d'intérêt, c'est là assurément la plus belle réussite du septennat de M. Mitterrand », poursuit l'hebdomadaire, car, selon lui, « le président de la République française a utilisé magistralement cet espace « géoculturel » pour infiltrer de manière insidieuse les organisations internationales ». OUA, Conférence des non-alignés, Ligue arabe, etc. et pour prendre quelques distances vis-à-vis d'une Europe où la France vit à l'étranger ».

Algérie Actualité conclut en remarquant que « l'Algérie, qui ne participe pas à ces sommets pour des raisons historiques, doit désormais observer les mutations de ce grand club avec une attention soutenue », car « il y a là des risques évidents d'une forte influence de celui-ci sur les organisations traditionnelles ».

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

TUNISIE : l'épilogue du procès des « islamistes »

La Cour de sûreté de l'Etat
a rendu un verdict moins sévère que prévu

La Cour de sûreté de l'Etat de Tunis a prononcé, le dimanche 27 septembre, un verdict moins lourd qu'on ne l'avait généralement prédit, contre les quatre-vingt-dix militants intégristes du Mouvement de la tendance islamique (MTI) jugés pour complot et atteinte à la sécurité de l'Etat. Sept accusés ont été condamnés à mort, dont cinq par contumace. Aucun d'eux n'appartient à la direction politique du MTI. Le chef du mouvement, l'émir, Rachid Ghannouchi, a été condamné aux travaux forcés à perpétuité.

Cette relative clémence de la justice tunisienne a été accueillie avec un vif soulagement à Tunis. Pour M. Saadine Zamerim,

président de la Ligne des droits de l'homme tunisienne, « la Cour s'est montrée sage et modérée, le pire a été évité ». De discrètes démarches entreprises ces derniers jours par les amis européens de la Tunisie — et par ses partenaires arabes — ont sans doute contribué à ce verdict d'apaisement. M. Jean de Lipkowski, ancien ministre gaulliste et ami commun de MM. Mitterrand et Chirac est arrivé dimanche soir à Tunis où il devait remettre, lundi à M. Bourguiba, un message conjointement adressé par le président et le premier ministre français. En outre, l'Europe des Douze avait arrêté, en cas de verdict sévère, le

principe d'une démarche européenne commune auprès du gouvernement tunisien.

A Beyrouth, l'organisation terroriste du Djihad islamique a exigé, dimanche 27 septembre, la libération des intégristes condamnés à Tunis et menacé de « tuer les piliers du régime tunisien » si les condamnés à mort étaient pendus. Dans un communiqué parvenu à une agence de presse occidentale à Beyrouth et authentifié par la photo de l'otage américain Terry Anderson — le journaliste américain détenu depuis mars 1985 — le Djihad islamique affirme que le verdict de Tunis est « une déclaration de guerre contre les musulmans du monde entier ».

TUNIS
de notre correspondant

« S'ils sont condamnés à mort, Dieu les aura choisis pour mourir en martyrs ». Dans la bouche de l'épouse de l'un des accusés du procès de Tunis, une telle exclamation mystique avait de quoi faire frémir. Il était 22 heures, samedi 26 septembre. Journalistes et avocats se pressaient en conjectures sur un verdict que l'on savait imminent. Ils espéraient tous la modération. Et elles, les épouses, mères et sœurs des cinquante-trois accusés en état d'arrestation semblaient venir d'une autre planète.

Le verdict a été rendu en leur absence, l'accès du tribunal leur ayant été interdit. Un verdict qui tout « profane » aurait jugé cruel : sept condamnations à mort. Mais, au regard des prévisions, il est d'une grande clémence. Des sept condamnés à mort, cinq sont en état de fuite, et, surtout, le président du Mouvement de la tendance islamique (MTI), M. Rachid Ghannouchi, qui depuis son arrestation porte plus que jamais l'aura d'« émir » de son mouvement, purgée, seulement serait-ce tenté de dire, une peine de travaux forcés à perpétuité.

Il ne fait pas de doute que ces mères, femmes, filles des accusés sont somnolentes. Mais on leur a ravi leurs martyrs. Et c'est ce que tout le monde espère. Cette clémence est louable, qu'elle soit le résultat de conseils de gouvernements occidentaux ou arabes, qu'elle atteste de la fragilité du dossier de l'accusation, ou qu'elle traduise une volonté de justice ou un calcul politique intelligent.

Pour rendre son verdict, la cour de sûreté de l'Etat avait convoqué la première heure du trentième jour du procès. Dimanche à 1 heure du matin, dans Tunis qui venait de passer à l'heure d'hiver : après un exposé fatidique des charges retenues contre les accusés, le président de la cour, M. Hachemi Zammel prononce le verdict : sept condamnations à mort. Rachid Ghannouchi n'a pas été nommé. On retient deux autres noms : Mehrez Boudegga, ce jeune Tunisien de vingt-cinq ans qui a avoué avoir fabriqué les explosifs ayant servi aux attentats du 2 août dans des hôtels de Sousse et de Monastir (treize blessés) et celui du porte-parole du MTI vivant dans la clandestinité, Hamadi Jebali.

Les journalistes et certains avocats se sont alors levés comme pour mieux entendre. Impossible de voir les visages des accusés. Ils tournent le dos à la salle et surtout sont ceinturés par un double cordon de sécurité : les unités de la police en tenue noire et les parais.

« Sent condamnés aux travaux forcés à perpétuité : Rachid Ghannouchi... » Comme si c'était tout ce qu'on voulait savoir. Un autre nom suit, mais on ne l'entend pas. Suit la liste des condamnés à vingt, quinze, douze, dix ans de travaux forcés, celle des accusés qui doivent purger des peines de sept, cinq et deux ans

de prison. Sur les quatre-vingt-dix accusés — dont trente-sept sont en fuite, — quatorze sont acquittés.

La salle exigüe du tribunal militaire aux lourds rideaux noirs devient soudain oppressante. Le président annonce la levée de la séance. Du box des accusés monte une clameur : « Allah akbar ! » Certains des accusés ne veulent pas sortir. La police les entraîne. Les avocats sont satisfaits. Ils avaient senti tourner le vent ces derniers jours et ils ne s'étaient pas trompés.

Les heures qui avaient précédé le verdict avaient évidemment semblé les plus longues. La cour s'était retirée pour délibérer jeudi en milieu de matinée après une ultime audition de témoins. On attendait le verdict pour la nuit suivante. Il ne fut pas rendu. Et dans Tunis, aucune mesure de sécurité particulière n'était prise en prévision d'un verdict que l'on prévoyait très sévère et qui aurait pu susciter des manifestations de rue.

L'arrêt de la cour a été accueilli avec soulagement. Tombé trop tard pour la presse, il n'avait encore suscité lundi matin qu'un seul commentaire, celui de M. Ahmed Mestiri, secrétaire général du Mouvement des démocrates socialistes (MDS, opposition), qui a jugé que « l'irréparable avait été évité, du moins pour les dirigeants du MTI en état

d'arrestation, notamment M. Rachid Ghannouchi ». Il a exprimé l'espoir que la condamnation à mort ne serait pas exécutée.

Les forces de sécurité ont arrêté l'un des condamnés en fuite, à 4 heures du matin. Il s'agit de M. Mohamed Treschi, trente-trois ans, condamné dimanche à vingt ans de travaux forcés.

Les condamnés à mort peuvent se pourvoir en cassation dans un délai de sept jours. En cas de confirmation du verdict, ils peuvent solliciter la grâce présidentielle. Un éventuel refus de cette grâce est généralement rapidement suivi de l'exécution des condamnés.

Reste à savoir comment réagira le MTI. Dans un communiqué publié avant la fin du procès, il menaçait de ne pas rester les bras croisés si ses membres « étaient injustement conduits aux abattoirs ».

Dimanche soir, dans Tunis la pousseuse, en fin de jour férié chassé, on ne percevait aucune effervescence. La police semblait néanmoins avoir discrètement renforcé son dispositif de sécurité, et des camions de l'armée étaient visibles sur certaines grandes artères et devant le siège de la radio-télévision. Les cafés étaient pleins et les promeneurs nombreux.

(Interim.)

M. Rachid Ghannouchi : idéologue et tribun

Condamné dimanche aux travaux forcés à perpétuité, M. Rachid Ghannouchi, l'émir du MTI à qui ses disciples ont fait serment d'allégeance, incarne à leurs yeux l'archétype du chef charismatique, à la fois idéologue et tribun, prophète et stratège. Né il y a quarante-sept ans dans un village du Sud tunisien, benjamin d'une famille de huit enfants, il commence ses études à Gabès. Élève doué, il « monte » à Tunis, où il obtient en 1962 un diplôme de théologie.

Après un séjour au Caire, où il se signale déjà comme « forte tête », et à l'université de Damas, d'où il est licencié en philosophie, Ghannouchi présente en Sorbonne une thèse sur *Les vertus du Coran*. A Paris, il milite activement au sein de l'Association des étudiants musulmans de France. Il retourne en 1969 à Tunis, où il devient un an plus tard l'un des animateurs de l'Association pour la sauvegarde du Coran, fondée avec la fondation du pouvoir bourgeois afin de faire pièce à la gauche.

En 1972, il participe au lancement d'une revue, *El Mawrid* (la connaissance), dont il deviendra

rédacteur en chef avant qu'elle ne soit interdite. Pendant ces années 70, Ghannouchi hante les mosquées, Bab el Bhar, médina blanche et chéchia rouge, il s'inspire de la parole de Sabri El Banna, le chef des Frères musulmans égyptiens, dont le fils vient d'assister, en tant qu'observateur, au procès de Tunis. Chaque vendredi, après la grande prière, Ghannouchi donne aux fidèles des leçons « d'islam ou il explique le Coran à sa façon. Ses diatribes et sa forte conviction font de ce débiteur incise un prédicateur très écouté et très lu (il a publié quatre ouvrages théologiques).

Sermons
intégristes

Appréhendé puis relâché une première fois en 1979, Ghannouchi annonce en janvier 1981 la création du MTI et demande au pouvoir de légaliser celui-ci. Non seulement il s'attire une fin de non-recevoir, mais ses amis et lui sont traduits en justice en septembre 1981. Condamné à deux ans de prison, il sera gracié et libéré en août 1984. Soucieux de ménager le courant islamiste,

M. Mohamed Mzali, alors premier ministre, fit des avances au MTI, sans aller toutefois jusqu'à lui accorder le statut légal qu'il briguait. Loth d'être à l'époque un parti, Ghannouchi est resté à plusieurs reprises par M. Mzali. Il fréquente aussi les cocktails d'ambassadeurs.

Le limogeage, en juillet 1986, de M. Mzali et son remplacement par M. Rachid Star marquent un renouveau du pouvoir envers les islamistes. En novembre 1986, Ghannouchi est assigné à résidence. Avec des policiers pendus à ses basques, il n'en poursuit pas moins dans les mosquées ses sermons intégristes. On lui demande de s'engager par écrit à y mettre fin mais il refuse tout net de se taire. Arrêté le 9 mars 1987, il est inculpé pour « prise de parole dans les lieux publics » et « constitution d'organisation illégale ». Lorsque des bombes artisanales explosent, le 2 août, à Sousse et à Monastir, il est au secret, isolé de tous, depuis près de cinq mois. La poursuite des désignations pourtant comme le « cerveau » du « complot terroriste ». Mais il n'a pas commis l'erreur d'en faire un martyre.

J.-P. L.

A TRAVERS LE MONDE

Argentine
Brève révolte
dans une caserne
de Buenos-Aires

La situation dans l'unité d'infanterie qui s'était mutinée dans la nuit de dimanche à lundi est redevenue « normale », a affirmé ce lundi 28 septembre, à Buenos-Aires, un porte-parole de l'état-major de l'armée argentine. Il a précisé que le commandant en chef de l'armée, le général Cardini, s'était rendu personnellement à la caserne de La Tablada, dans la banlieue de la capitale, où les officiers et les sous-officiers du régiment s'étaient volontairement enfermés afin de protester contre la décision, annoncée vendredi par les autorités, de sanctionner leur commandant, le lieutenant-colonel Dario Fernandez Maguer.

Ce dernier avait été frappé de vingt jours d'arrêt pour avoir refusé de mater en avril la mutinerie dirigée par le lieutenant-colonel Rico à l'école d'infanterie du Campo de Mayo près de la capitale. Le président Alfonsín n'était alors reparti lui-même au Campo de Mayo pour clore la fin de cette mutinerie.

Le porte-parole de l'armée n'a pas précisé si les mutins s'étaient rendus sans conditions au général Cardini ou si le retour à la normale s'était accompli en avril avec le président Alfonsín la conséquence d'un accord négocié. — (AFP, AP.)

Ethiopie

La FAO évoque
le risque
d'une nouvelle famine

Une forte baisse des principales récoltes de céréales, spécialement dans les provinces de l'Érythrée, du Tigré et de l'Harar, est « inquiétante », ce qui risque de provoquer de graves pénuries de nourriture d'ici à la fin de cette année et tout au long de 1988, vient d'indiquer M. Edouard Saouma, directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Il appelle donc la commu-

nauté internationale à se mobiliser sans tarder pour combler ce déficit alimentaire, qui, selon lui, pourrait excéder 950 000 tonnes.

A la mi-août, M. Berhanu Jembere, le chef de la commission éthiopienne d'aide et de réhabilitation (RRC), avait averti les pays donateurs des conséquences d'une nouvelle sécheresse qui pourrait être aussi dramatique que celle de 1984-85 et affecter plusieurs millions de personnes. Pour prévenir cette « nouvelle crise », les autorités locales ont déjà porté à 92 000 tonnes de céréales leurs réserves stratégiques et importé 100 000 tonnes à titre d'urgence, mais il est à craindre que la communauté internationale ne se montre pas aussi prompt à répondre à cet appel au secours qu'elle l'avait été lors de la famine de 1984-85. — (Corresp.)

Italie

La police
aurait découvert
un important
trafic d'armes

La police italienne a annoncé, le samedi 26 septembre à Rome, l'arrestation d'un avocat calabrais interpellé alors qu'il cherchait à passer en Suisse avec 23,8 millions de dollars en lettres de change émises par le ministère indonésien de la défense. Cette arrestation, opérée le jeudi précédent au poste frontière de Chiasso, pourrait être liée à un important trafic d'armes.

Outre les lettres de change, précises-t-on, les policiers auraient découvert un dossier d'une centaine de pages sur un important trafic entre Dakar, Damas et Beyrouth, dont le chiffre d'affaires atteindrait 1 milliard de dollars et qui impliquerait plusieurs personnes domiciliées à Wiesbaden en RFA.

L'avocat avait été condamné dans les années 70 à un an de prison pour avoir participé aux « insurrections de Reggio de Calabre » provoquées par des groupes néo-fascistes. Il avait défendu ces dernières années plusieurs chefs de la mafia calabraise. — (AFP.)

B
P&F

Depuis 1781
BOUCHARD PÈRE & FILS

BEAUNE DU CHATEAU
présent
exclusivement
des vins
originaux
DOMAINE
DU CHATEAU
DE BEAUNE
L'Alsace
Le Beaujolais
Le Bourgogne
Le Chablis
Le Côte de Nuits
Le Côte de Beaune
Le Côte de Charolais
Le Côte de Mâconnais
Le Côte de Saint-Etienne
Le Côte de Val d'Auxois
Le Côte de Val de Saône
Le Côte de Val de Loire
Le Côte de Val de France
Le Côte de Val de Provence
Le Côte de Val de Corse
Le Côte de Val de Sardaigne
Le Côte de Val de Sicile
Le Côte de Val de Calabre
Le Côte de Val de Campanie
Le Côte de Val de Basilicate
Le Côte de Val de Molise
Le Côte de Val de Marche
Le Côte de Val d'Umbrie
Le Côte de Val d'Abruzzo
Le Côte de Val de Lazio
Le Côte de Val de Tuscany
Le Côte de Val de Lazio
Le Côte de Val de Tuscany
Le Côte de Val de Lazio
Le Côte de Val de Tuscany

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Téléx MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde
Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Woutas.
Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.
Correspondant en chef :
Claude Sauter.

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)
L - BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS
399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE
584 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écarter tous les autres journaux en capitales d'imprimerie.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 3615 - Tape LEMONDE

Le Monde
PUBLICITE
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléx MONDPUB 206 136 F

مكتبة من الكتب

Etranger

M. Jacques Chirac au Caire

Lune de miel dans un métro

LE CAIRE
de nos envoyés spéciaux

En moins de vingt-quatre heures passées au Caire, M. Chirac a confirmé l'ampleur de la lune de miel que connaissent les relations franco-égyptiennes. L'inauguration de la première ligne du métro de la capitale égyptienne, construite par un consortium d'entreprises françaises et locales, a symbolisé dimanche 27 septembre l'excellent état des rapports La France-Caire. La France, il est vrai, consent de gros efforts à l'égard de l'Égypte, un pays dont la déstabilisation constituerait une catastrophe, estime-t-on aussi bien à l'Élysée qu'à Matignon.

Ces efforts — qui atteignent 3,7 milliards de francs en 1987 — vont encore être accrus, a annoncé M. Chirac, peu avare de compliments à l'adresse du président Mubarak, « un homme sage, réaliste et courageux ». La situation du pays, il est vrai, s'est quelque peu améliorée depuis un an : le tourisme, qui avait beaucoup souffert de l'affaire de l'Achille-Lauro, a repris à un bon rythme et c'est la France qui envoie aujourd'hui le plus fort contingent de touristes sur les bords du Nil ; les pays du Golfe, qui renvoyaient l'année dernière encore de nombreux travailleurs égyptiens dans leurs foyers, font de nouveau appel à eux ; les cours du pétrole, enfin, ont cessé de s'effondrer.

Cela ne veut pas dire que tout soit rose en Égypte, loin de là : la démographie galopante, l'inflation aussi, le système des subventions des prix et services — dont ceux qui en profitent le plus restent les nantis — coûtent toujours un maximum au Trésor public, ainsi qu'une pléthore de fonctionnaires dont le sens inné de la bureaucratie freine considérablement le développement du pays. La répartition d'un courant ingénuiste islamique, enfin, sans menacer le régime, entretient un climat malsain.

M. Chirac ne s'embarrasse pas de telles nuances, quand il faut donner un coup de main à un ami. Or il se veut l'ami du président Mubarak, tout comme le rais se déclare l'ami de M. Mitterrand. C'est dire que le premier ministre a eu recours au superlatif pour saluer « le travail extraordinaire effectué par le gouvernement égyptien sous l'impulsion du président Mubarak », pour louer « les efforts remarquables faits par l'Égypte pour surmonter sa crise économique » et pour souligner « la confiance vraiment très forte que les pays

occidentaux ont dans la situation économique et financière de l'Égypte ». Dubitées les inquiétudes françaises sur le retard de certains remboursements égyptiens. La dette du Caire, il est vrai, a été heureusement renégociée le 3 septembre dernier, et un nouveau protocole financier doit être négocié à la mi-octobre.

En attendant, la visite express de M. Chirac, qui était accompagné par MM. Noir, Doufflaque et Longuet, respectivement ministres du commerce extérieur, des transports et des télécommunications, a été mise à profit pour signer deux contrats, l'un prévoyant la construction par Alstom d'une cinquième turbine à la centrale d'Aboukir, l'autre, la construction par Alcatel de deux centraux téléphoniques. Un ancien projet portant sur la construction par Fives-Cail d'un cinquième à Minia aurait été également débloqué et, avant de quitter le sol égyptien, dimanche après-midi, le premier ministre a inauguré le Centre d'information de l'aéroport du Caire, autre réalisation française qui inquiète tous ceux qui n'ont pas la conscience trop tranquille dans la capitale et qui se demandent déjà comment rendre contrebande et informatique compatibles...

Un air de RER

Mais la grande inauguration, c'est dans la matinée qu'elle avait lieu, et celle-ci ne pouvait pas faire peur aux habitants du Caire, grands habitués des pires embouteillages. Nasser, Sadate, Mubarak... la première ligne du métro égyptien ses stations comme un livre d'histoire. Il n'en fallait pas moins pour donner une caution nationale au premier métro construit sur le continent africain, tant la réalisation a un petit air français.

Dans la cabine de la motrice de la première rame, MM. Mubarak et Jacques Chirac, manifestement au anges, ont parcouru, aller, arrêts-bains de foule et retour, les 4 kilomètres et demi du tronçon souterrain. Un tunnel percé non sans mal, au prix de cinq ans et demi de travaux, pleins de mauvaises surprises. Le Monde daté 27-28 septembre. Résultat : vingt-trois mois de plus que prévu et un surcoût de 1 milliard de francs puisque la facture, financée par des crédits privilégiés français, a bondi de 1 530 millions à 2 580.

En fin de matinée, la foule tourbillonnante s'était glissée dans tous les espaces libres de la place Tahrir, au cœur du Caire. C'est là, sous

les blocs grisâtres, les gravats et la poussière du chantier à peine cicatrisés, que s'ouvre la station Sedate. Au-dessus des têtes, des pancartes ; celle-ci par exemple « Bonne arrivée Jack Chirac ! ». Le cortège officiel passe dans le hall climatisé de la station devant la plaque scellée pour l'histoire : « Le dimanche 4 septembre 1987, le président Mubarak en présence de Jacques Chirac a inauguré... »

Les voitures bleu et blanc ont un air de RER parisien, avec ventilateurs en prime. Sur les quais, même sièges-coquilles, mêmes tourniquets, mêmes panneaux publicitaires ou presque. L'indication des directions est bilingue, anglais-arabe, mais les couloirs jouent au miroir pharaonique de la station Louvre à Paris : dans une cage de verre, Caire paraît songer aux fresques assyriennes exposées au bord de la Seine.

Les voies sortent au soleil à la station Sayeda Zennab, au milieu des maisons repeintes couleur fraise pour faire oublier les habitations détruites pendant les travaux. La ligne se prolonge par près de 24 kilomètres de voies rénovées, rééquipées. C'est donc 28 kilomètres, de Héliouan, terminus sud, à la station Mubarak, place Ramsès ! Vingt et une stations que les Cairetes peuvent désormais emprunter. Le ticket est tarifé selon trois zones, il coûte 25 à 50 piastres, c'est-à-dire l'équivalent de 75 à 150 centimes. Deux à quatre fois plus que celui de l'autobus.

Cette ligne régionale est capable d'acheminer 25 000 voyageurs à l'heure. D'ici quelques mois, quand les rames comprendront neuf voitures, quand la fréquence sera passée d'une rame toutes les quatre minutes à une rame toutes les deux minutes et demie la capacité atteindra 80 000 voyageurs/heure. Des chiffres qui parlent fort dans une agglomération qui s'accroche sur 30 kilomètres le long du Nil et où la population — 13 millions d'habitants — approche celle du Grand Londres sur une superficie cinq fois moindre !

Aussi les Cairetes sont-ils déjà fiers de leur métro. Le cortège avait à peine réussi à fendre la foule que gamins et adultes se précipitaient vers la station. Sous son keffiyeh bariolé, le ministre des travaux publics du Qatar, venu en invité comme seize autres ministres africains, revêtait à ces machines « very good ». Sans cesse les imaginer traverser sa capitale de sable...

JACQUES AMALRIC
et CHARLES VIAL

La visite du président mozambicain à Paris

M. Chissano demande l'aide de la France pour lutter contre la famine et contre la rébellion

Guerre, famine et sous-développement. C'est pour qu'on l'aide à combattre ces trois fléaux qui ont ramené son pays, aujourd'hui exsangue, au rang d'un des plus pauvres du monde que le président Joaquim Chissano a catamé lundi 28 septembre une visite officielle de quarante-huit heures à Paris.

Le chef de l'Etat mozambicain, qui a succédé le 3 novembre dernier à Samora Machel, tué dans un mystérieux accident d'avion en Afrique du Sud, devait rencontrer M. Mitterrand lundi soir et M. Chirac le lendemain.

Aux deux hommes, M. Chissano fera les mêmes demandes. D'abord que la France, qui a appuyé avec succès le rétablissement de la dette extérieure du Mozambique, aide encore celui-ci à réduire les taux d'intérêt de ses emprunts en cours. Ensuite que Paris lui apporte un appui d'ordre militaire dans sa lutte contre les rebelles de la RENAMO. Activement soutenu par l'Afrique du Sud, en dépit du fameux accord de « bon voisinage » signé avec Pretoria à Nkomati en 1984, ce mouvement marxiste de quatre ans au « gouvernement marxiste de Maputo » une guerre sans merci qui désorganise totalement l'économie du pays et fait régner une sanglante insécurité sur la quasi-totalité de son territoire.

Selon l'agence portugaise LUSA, dans une dépêche datée de samedi 26 septembre, la RENAMO aurait ainsi massacré récemment trente-huit villageois et en avait blessé soixante-quatre lors d'une attaque contre la ville de Zavala, dans le sud du pays. Les rebelles ont également affirmé samedi avoir blessé trois ressortissants britanniques qui travaillaient sur une ligne de chemin de fer dans le nord du Mozambique.

Le président Chissano ne demandera pas l'intervention directe de la France dans le conflit — la Tanzanie et le Zimbabwe maintiennent déjà sans grand succès au Mozambique

plusieurs milliers de soldats — mais simplement une « aide technique ». En clair : du matériel et de l'entraînement. Le projet d'un centre français d'entraînement militaire à Maputo, projet dont on parle depuis des années, revient ainsi à l'ordre du jour, avec sans doute plus de chance d'aboutir qu'auparavant. D'abord, parce que l'Angleterre de M^{me} Thatcher elle-même s'est engagée dans cette voie — les pays occidentaux d'une manière générale savent gré au Mozambique « marxiste » de ne pas avoir appelé, au contraire de l'Angola, les forces cubaines à son secours. Ensuite, parce que la France est en quelque sorte redevable à Maputo de l'avoir aidée à obtenir de l'Afrique du Sud la libération récente du coopérateur français Pierre-André Albertini. Le vaste échange de prisonniers qui a permis l'élargissement du jeune Français n'aurait pu avoir lieu sans la coopération du Mozambique.

Militant nationaliste diplomate et polyglotte

Militant nationaliste, diplomate et polyglotte — il parle français couramment — le président Chissano (quarante-huit ans) était, jusqu'à son accession à la tête de l'Etat, le chef d'une diplomatie qui, en dépit d'une certaine proximité avec l'Union soviétique, se veut non alignée et favorable à des liens avec les pays occidentaux. Reconnu samedi 26 septembre les lettres de créance du nouvel ambassadeur des Etats-Unis à Maputo, M^{me} Melissa Wells, le président mozambicain a déclaré que Washington avait « joué un rôle important » dans l'aide internationale à son pays et a souhaité que les deux pays continuent de travailler ensemble à la recherche d'une solution aux problèmes de l'Afrique australe.

Enfin, le chef de l'Etat mozambicain, qui fait partie du comité ad hoc de l'OUA chargé du différend Tchad-Libye, a abordé également cette question avec ses interlocuteurs français. La veille de son départ pour une tournée diplomatique qui le conduira, après Paris, aux Nations unies puis à Washington, où il sera reçu par le président Reagan, M. Joaquim Chissano a reçu du colonel Kadhafi un message dont il révélera peut-être la teneur aux Français.

● UNESCO : la candidature de M. M'bow. — Le Japon, premier contributeur de l'UNESCO depuis le retrait des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, entend empêcher une réduction à la tête de l'Organisation du Sénégalais Amadou Mahtar M'bow, dont la candidature vient d'être présentée par l'OUA, a-t-on indiqué, le vendredi 25 septembre, au ministère des affaires étrangères à Tokyo. Le Japon appuie la candidature du ministre des affaires étrangères du Pakistan, M. Yakoob-Khan.

La guerre du Golfe

M. Weinberger souhaite un embargo sur les ventes d'armes à l'Iran

Le secrétaire américain à la défense, M. Caspar Weinberger, a déclaré, le dimanche 27 septembre, que la guerre irano-irakienne ne prendrait pas fin tant qu'un embargo sur les ventes d'armes à l'Iran ne serait pas adopté ou que le régime « irrational et fanatique » de Téhéran ne serait pas remplacé. Dans une interview à une télévision américaine accordée à Bahreïn, où il poursuivait sa tournée dans la région du Golfe, M. Weinberger a émis l'espoir que l'ONU « adopte très prochainement une résolution prévoyant un embargo sur les ventes d'armes à l'Iran » et que cette résolution soit « véritablement appliquée », de sorte qu'elle « épuise progressivement les capacités de combat de l'Iran ». « Faute de quoi, a-t-il poursuivi, il faudrait à long terme un gouvernement complètement différent en Iran [pour voir la guerre se terminer]. Personne ne peut traiter avec un gouvernement irrational et fanatique » comme celui au pouvoir actuellement à Téhéran.

M. Weinberger a, d'autre part, répété que les Etats-Unis avaient parfaitement respecté le droit international en attaquant puis en coulant, la semaine dernière, l'Iran-Ajr, un navire iranien surpris en train de mouiller des mines dans le Golfe. A Téhéran, en revanche, le président iranien Ali Khamenei a déclaré que la destruction de l'Iran-Ajr constituait un « acte de piraterie maritime » et nullement une « opération militaire dotée d'un objectif raisonnable ». « Si les Etats-Unis ne renoncent pas et ont pu fournir une explication logique à leur attaque contre le navire iranien, il n'aurait pas été nécessaire pour eux de détruire ce bâtiment, faisant ainsi disparaître la preuve flagrante de leurs accusations », a-t-il ajouté.

Entre-temps, les vingt-six survivants de l'Iran-Ajr ont reçu dimanche un accueil triomphal à leur arrivée d'Oman, de la part d'une foule importante venue les attendre à l'aéroport de Mehrezad. Les survivants ont été personnellement accueillis par des officiers supérieurs de l'armée, tandis qu'une fanfare militaire jouait une musique féroce au passage des trois cercueils descendus des soutes de l'avion. M. Khamenei, le responsable du bureau d'information sur la guerre, a affirmé qu'une offre d'asile politique avait été faite en persan à chacun des membres de l'équipage, qui, a-t-il souligné, ont subi un traitement « inhumain » : « couchés sur le ventre, les mains liées derrière le dos, dans un local jouxtant la chambre des machines du bâtiment à bord duquel ils avaient été transportés ».

L'Irak s'est déclaré déterminé, dimanche, à provoquer une véritable « hécatombe » de pétroliers iraniens ou affiliés par Téhéran, après avoir perdu l'espoir de voir le Conseil de sécurité contraindre l'Iran à appliquer la résolution 598 exigeant un cessez-le-feu. Joignant l'acte à la parole, l'aviation irakienne a, en moins de quarante-huit heures, bombardé cinq « objectifs navals » près des côtes iraniennes, touchant au moins trois pétroliers : un iranien, qui n'a pas été identifié, un super-

pétrolier chypriote, le *Coral Cape*, et un petit pétrolier libérien, qui pourrait s'appeler le *Malin*, selon les sources maritimes de Bahreïn.

D'autre part, plusieurs mines ont été repérées, le lundi 28 septembre, au large des côtes des Emirats arabes unis, dans le couloir de navigation commerciale où l'aviation irakienne a bombardé au moins cinq pétroliers durant le week-end. Ce couloir est utilisé par de nombreux bâtiments civils et militaires, dont notamment ceux battant pavillon iranien.

Grave attentat en Irak début septembre

Quatre hommes armés ont mitraillé la tribune officielle dans laquelle se trouvaient des diplomates en poste en Irak lors d'un défilé pour l'anniversaire du déclenchement de la guerre Iran-Irak, le 7 septembre, à Bagdad, à quatre-vingts kilomètres au nord-ouest de Bagdad, annonce l'AFP citant des sources diplomatiques. Il y a eu de nombreuses victimes parmi le public et les participants au défilé, notamment des enfants, à la suite de la riposte d'une trentaine de gardes de sécurité en faction devant la tribune, ont précisé ces sources.

En revanche, aucun diplomate et aucun cadre régional du parti Baas, au pouvoir en Irak, parmi ceux qui se trouvaient dans la tribune, n'a été atteint. C'est le premier attentat de cette gravité depuis 1982, indiquent les sources diplomatiques, qui ajoutent que les quatre tireurs s'étaient cachés dans un char fleuri. — (AFP, Reuters.)

Le « Clemenceau » regagne la mer d'Arabie

Immobilisé à Djibouti depuis le 10 septembre pour une révision de ses installations aéronavales et, notamment, de sa catapulte (le Monde des 6 et 11 septembre), le porte-avions *Clemenceau*, accompagné de son

escorte, a repris la mer, le 26 septembre, pour rejoindre son précédent lieu de patrouille, la mer d'Arabie et le golfe d'Oman. Il y aura d'autres arrêts du porte-avions à Djibouti, qui fait aussi partie de sa

zone de déploiement opérationnel. On l'a ci-dessous la réflexion que nous a adressée le contre-amiral Hervé Le Pichon, commandant les porte-avions et l'aviation embarquée.

TÉMOIGNAGE

L'amiral Le Pichon : il n'y a pas d'action militaire sans aviation

Commandant les porte-avions et l'aviation embarquée, j'ai reçu le 28 juillet la responsabilité du groupe aéronaval composé du *Clemenceau*, du *Suffren*, du *Ducquesne* et de la *Mausse*. Partis de Toulon le 30 juillet, nous avons effectué quarante-deux jours de mer consécutifs pendant lesquels nous avons volé jour et nuit sans terrain de secours, en Méditerranée comme dans l'océan Indien.

Pendant ces quarante-deux jours, soit plus de mille heures, nos « moteurs » ont tourné sans arrêt. Faut-il rappeler que ce temps correspond à la durée moyenne au-delà de laquelle la plupart des Français changent d'automobile. Il est donc bien

normal que les machines aient besoin de souffler.

Les hommes aussi. Mis en alerte pour la deuxième année consécutive en plein été, ils ont appareillé dans les délais qui leur étaient prescrits. Plus de la moitié d'entre eux, quinze cents environ, ont été privés, dans préavis, de toute vacance. Certains, apprenant à l'étranger la mise en alerte par les médias, ont laissé sur place caravane et famille pour rallier leur unité en temps voulu. Près de six cents hommes font leur service national. Tous ont fourni sans faille — pour quelques francs — un travail dur et pénible dans des conditions climatiques particulièrement sévères.

Malgré les incertitudes de la situation, leur moral et leur volonté de servir sont à un niveau exceptionnellement élevé. La raison tient peut-être au fait qu'au-delà de toute signification patriotique leur vie quotidienne est placée sous le signe de deux valeurs fondamentales parfois bien oubliées de nos sociétés : la vérité et le courage. Aucun ne peut tricher, car le mensonge est parfois puni de mort pour lui et souvent pour les autres. Pour affronter la séparation, la fatigue, le danger, il leur faut du courage, toutes les minutes de tous les jours.

Quant à la valeur du groupe aéronaval, j'y crois suffisamment pour y avoir consacré une vie. Il n'y a pas de

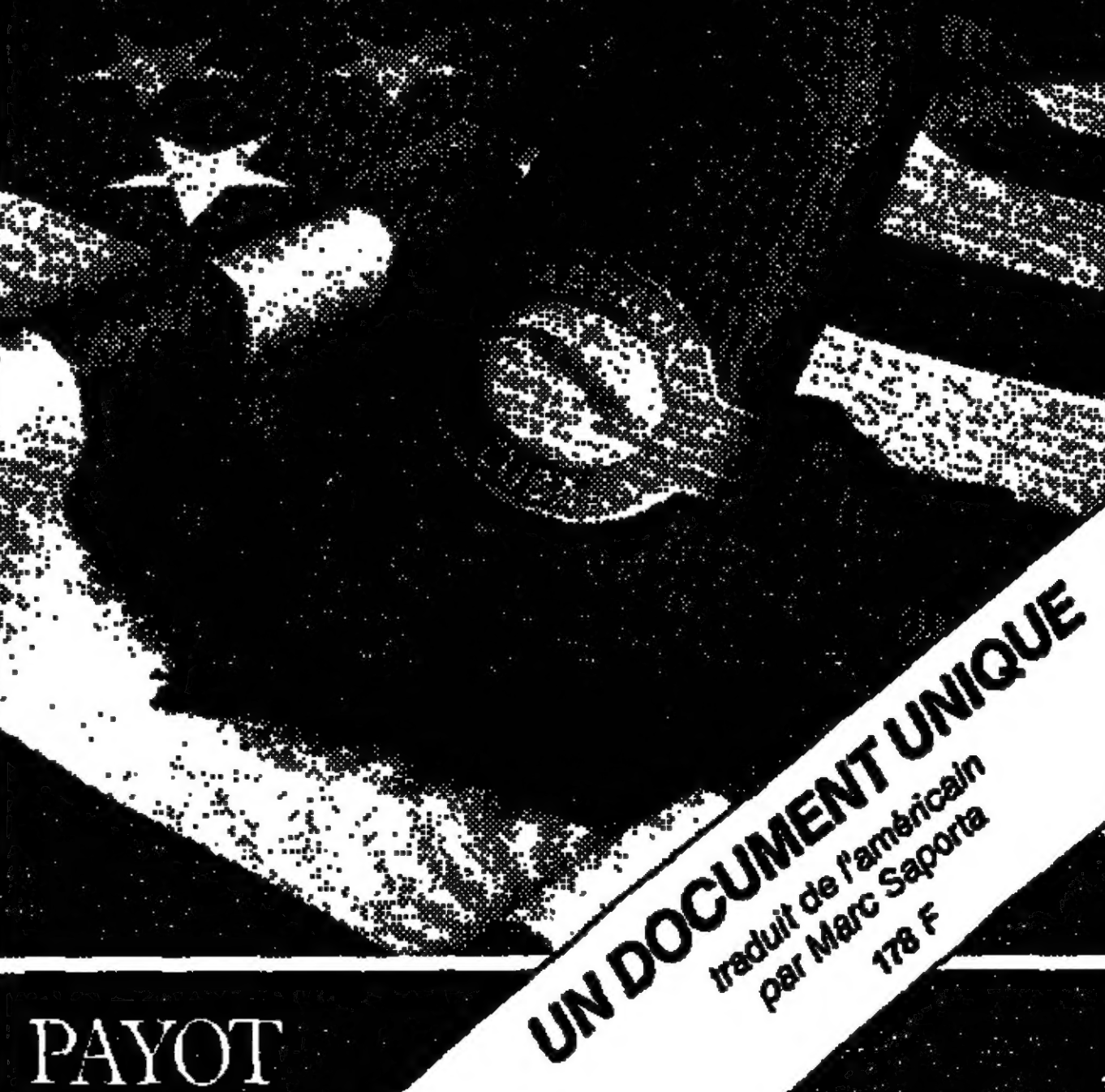
nos jours d'action militaire sans aviation. Nombreux sont les endroits du monde où les avions ne peuvent être utilisés qu'à partir de bateaux. Le pays serait bien coupable de n'y pas penser. Il n'y a pas que les Américains qui ont construit à grands frais des bases abandonnées parfois dramatiquement et souvent sans contrepartie.

Je ne me prononcerais pas sur l'usage qu'on peut faire de la force dans la stratégie générale d'un Etat. « Cedant arma togæ », c'est l'affaire de ceux qui gouvernent. Mais je ne peux m'empêcher de penser avec Mirabeau qu'on peut tout faire avec des baïonnettes sauf s'essuyer dessus ».

TAD SZULC

CASTRO

30 ANS DE POUVOIR ABSOLU



PAYOT

UN DOCUMENT UNIQUE

traduit de l'espagnol par Marc Saporta

176 F

Europe

La visite de M. Bush à Varsovie

Les Etats-Unis faciliteront un rééchelonnement de la dette polonaise

Au deuxième jour de sa visite officielle en Pologne, et peu avant de recevoir à dîner M. Walesa, le vice-président américain George Bush a donné l'assurance, le dimanche 27 septembre, au général Jaruzelski que les Etats-Unis l'aideraient à obtenir du Club de Paris un rééchelonnement de la dette publique polonaise.

Aucune précision n'a été donnée sur les solutions auxquelles Washington pourrait donner son appui, mais l'engagement pris par M. Bush marque, en tout état de cause, un succès appréciable pour le général, qui doit aujourd'hui faire face à une dette extérieure de 35 milliards de dollars, dont près de 15 milliards en dette publique. De son côté, le chef de l'Etat et du parti polonais aurait annoncé au vice-président américain qu'il comptait prendre prochainement des mesures concrètes pour développer — considérer, préférerait-on dire dans les milieux officiels — le processus de réconciliation nationale et de réforme économique.

Souvent présenté comme l'événement politique le plus important depuis le début de la période qui s'est ouverte, en août 1980, avec la naissance de Solidarność, le plénum du comité central polonais devrait se tenir à la fin du mois d'octobre pour débattre d'une possible libéralisation politique. Beaucoup de rumeurs circulent à ce sujet à Varsovie, mais,

en dehors du fait qu'il est exclu que Solidarność puisse retrouver son statut légal, aucune direction claire ne s'est encore dessinée, et ce plénum pourrait même être reporté de quelques semaines — jusqu'à après les discours qui seront prononcés à Moscou pour le sixième anniversaire de la Révolution d'octobre.

Au risque de peiner la Pologne officielle, M. Bush s'est cependant comporté comme si l'ouverture politique était déjà devenue réalité. Lundi matin, il est allé se recueillir sur la tombe du Père Popieluszko, l'une des grandes figures de l'opposition, assassiné en 1984 par des hommes de la police politique. Recevant, la veille, M. Walesa et ses principaux conseillers, il avait déclaré : « Nous avons une grande affection pour vous, nous vous soutenons (...), soutenons Solidarność, soutenons le pluralisme et avons été très clair à ce sujet » au cours des entretiens officiels.

Soutien à l'opposition

Dans la matinée, à l'issue d'une messe dans une petite commune de la banlieue de Varsovie, M. Bush avait ravi son auditoire en lançant : « Nous sommes sûrs que vous ferez mieux que simplement survivre face aux difficultés présentes et que vous l'emporterez, pour votre liberté et la

notre. » Samedi enfin, le vice-président américain s'était entretenu avec des représentants de l'opposition intellectuelle qu'il a étonnés par sa connaissance des problèmes polonais.

Candidat à l'investiture républicaine, et suivi par une équipe de caméraman de sa campagne, M. Bush aurait difficilement pu se permettre d'en faire moins dans le soutien à l'opposition démocratique polonaise, mais la vigueur de ses démonstrations de sympathie est aussi un élément fondamental de la nouvelle politique américaine à l'égard de la Pologne.

Se rendant à Varsovie pour y annoncer officiellement un prochain échange d'ambassadeurs entre les deux pays, le vice-président américain vient définitivement conforter l'acceptation du général Jaruzelski par la communauté internationale. Sauf à se renier totalement et à ignorer la réalité polonaise, les Etats-Unis ne pouvaient pas réaffirmer avec éclat qu'ils souhaitent voir — comme l'a déclaré samedi soir M. Bush — « les Polonais plus libres, plus indépendants et plus prospères ».

En route pour l'ambassade américaine, M. Walesa et son principal conseiller politique, le professeur Geremek ont été brièvement interpellés par des policiers. — (AFP, UPI.)

URSS : la visite de M. Lionel Jospin

Andrei Sakharov décrit la « perestroïka » comme un processus « fragile » et « contradictoire »

MOSCOU de notre envoyé spécial

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste français, a terminé, le samedi 26 septembre, le voyage en URSS qu'il avait commencé mardi, en rencontrant un groupe de dissidents et de refuzniks dont M. Sergueï Grigoriants, libéré il y a quelques mois après plusieurs années de camp et fondateur du bulletin *Glasnost*, puis M. Andreï Sakharov et sa femme, M^{me} Elena Bonner.

La veille, avant le dîner d'adieu officiel, M. Jospin avait soumis à M. Anatoli Dobrynine, secrétaire du comité central du PCUS chargé des affaires internationales, quatre cas de refuzniks, qui lui avaient été signalés par le CRIF. Selon M. Jospin, M. Dobrynine a répondu que ces questions sont examinées « cas par cas » par le bureau politique du parti.

M. Jospin s'est déclaré « assez satisfait » de son voyage et il tire l'impression qu'il se passe « quelque chose de réel » en URSS. Dans la mesure où « le mouvement vient d'en haut », à l'inverse de ce qui s'était passé en Hongrie, en Tchécoslova-

quie ou en Pologne, la question est de savoir si ce mouvement « sera assez fort pour irriguer la [société] jusqu'en bas ».

Les refuzniks et les dissidents ont donné à M. Jospin l'impression qu'ils ont, eux aussi, du mal à appréhender exactement l'ampleur du mouvement déclenché par M. Mikhaïl Gorbatchev. Néanmoins, ils ont reconnu la réalité des progrès effectués depuis deux ans : « Comment pourrais-je dire qu'il n'y a pas de progrès », a lancé M. Grigoriants, alors qu'il y a sept mois j'étais en prison ? — des progrès plus rapides même que ce qu'ils avaient prévu. Mais ils ont remarqué, aussi, que le mouvement de réforme est fragile, car il repose sur une personnalité.

Après sa rencontre avec M. Jospin, M. Grigoriants s'est entretenu avec les journalistes français présents. Il a nuancé l'appréciation positive qu'il avait portée, devant M. Jospin, sur le processus de « perestroïka » (restructuration). « Nous espérons, a-t-il dit, mais nous ne sommes pas sûrs que ces changements ne soient pas concrétisés », il a cité notamment l'adoption de dispositifs restrictifs sur le droit de manifester à Moscou et les récentes déclarations publiques de M. Egor Ligatchev.

M. Sakharov a, lui aussi, commenté la « perestroïka » en jugeant qu'il s'agit d'un phénomène « sérieux », mais en même temps d'un processus « fragile » et « contradictoire ». L'académicien a estimé que deux cents prisonniers politiques ont été libérés et qu'il en reste environ quatre cents emprisonnés.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

Selon un journal suédois

Une opération subie par sa femme expliquerait l'absence de M. Gorbatchev

Stockholm. — Le numéro un soviétique Mikhaïl Gorbatchev est resté absent des affaires ces dernières semaines « pour rester au chevet de sa femme Raïssa, opérée de l'appendicite », affirme, dans sa livraison du samedi 26 septembre, le quotidien suédois à grand tirage *Expressen*.

Le journal s'appuie sur les confidences faites par un chirurgien soviétique, le professeur Sviatoslav Fiodorov, à un confrère suédois de passage à Moscou, le docteur Mikael Lonn. Selon *Expressen*, le professeur Fiodorov a indiqué à son collègue qu'il a eu, « mardi dernier, un entretien téléphonique avec le secrétaire général qui devait subir un examen prévu de longue date, le 15 septembre, dans sa clinique spécialisée pour les maladies de l'œil, examen retardé en raison de l'opération suivie de complications de M^{me} Gorbatchev ».

Mikhaïl Gorbatchev « n'a jamais été malade mais a prolongé ses vacances en raison de complications intervenues durant l'opération de son épouse, qui est restée hospitalisée deux semaines au lieu des trois jours initialement prévus », a précisé le chirurgien soviétique. — (AFP.)

GRANDE-BRETAGNE : le congrès du Parti travailliste à Brighton

M. Kinnock tente d'amorcer un recentrage

BRIGHTON de notre envoyé spécial

Reconquérir les classes moyennes, ramener le parti sur des positions plus modérées et moins anticapitalistes en matière économique et sociale, et surtout convaincre l'opinion que le Labour est capable de revenir un jour au pouvoir : tel est le triple objectif que poursuit le leader travailliste, M. Neil Kinnock, alors que s'ouvre, lundi 28 septembre à Brighton, le congrès d'un parti encore sous le choc de sa troisième défaite électorale consécutive en neuf ans, aux législatives de juin dernier.

Le dernier sondage Gallup publié dimanche n'est guère encourageant. Quarante-neuf pour cent des électeurs estiment apparemment que les travaillistes ne reviendront jamais au 10 Downing Street, 70 % considèrent qu'ils sont gravement divisés, 56 % les jugent « trop à gauche » et 62 % ne savent même pas ce qu'ils veulent vraiment... Pour couronner le tout, 65 % des personnes interrogées qualifient de « dangereuse » la position officielle du Labour en faveur du désarmement nucléaire unilatéral de la Grande-Bretagne.

Compromis en coulisse

La première journée du congrès devait être consacrée à la lancinante question du mode de désignation des candidats aux élections parlementaires. Un compromis a peut-être été trouvé en coulisse dès dimanche soir entre les partisans de véritables « primaires » au sein du parti dans chaque circonscription (selon le principe « un adhérent - une voix ») et ceux qui veulent laisser à l'appareil le soin de sélectionner les candidats.

Le débat est plus politique qu'il n'y paraît. De nombreux « gauchistes », à l'image de l'ancien président du conseil du Grand Londres, M. Ken Livingstone, ont investi la bureaucratie travailliste au cours des années 70. Ce noyautage — que M. Livingstone reconnaît candidement dans un livre brillant et passionné paru peu avant le congrès — a encore accentué le décalage entre la base du parti, nettement plus modérée, et l'appareil. L'électeur qui vote travailliste simplement par tradition a fatalement été influencé par les idées de la « révolution thatchérienne », alors que de nombreux cadres du parti médisaient face aux échecs successifs en adoptant un

socialisme de plus en plus dogmatique.

La gauche militante est donc hostile dans cette affaire à l'extension de la démocratie au sein du parti que représenterait la tenue de « primaires ». La direction, rassemblée autour de M. Kinnock, a adopté une attitude moins tranchée, mais n'est pas non plus favorable au principe « un adhérent - une voix ».

L'explication est simple. Les syndicats, qui financent le parti à hauteur de 80 % et occupent des postes-clés dans ses organes dirigeants, veulent garder la mainmise sur le choix des candidats au Parlement. Ils prônent dans chaque circonscription la création de collèges électoraux qui désigneraient les candidats et dans lesquels ils auraient eux-mêmes une minorité de blocage de l'ordre de 40 %. Il est vraisemblable que cette formule l'emportera malgré les efforts de l'aile modérée du parti, qui souhaitait redonner plus de pouvoir à la base.

Le désarmement nucléaire

M. Kinnock ne devait prendre la parole que mardi après-midi pour faire le bilan de l'échec de juin dernier et définir sa stratégie de reconquête du pouvoir et de recentrage. La presse conservatrice affirme qu'il est disposé à « brader l'héritage socialiste » pour attirer les faveurs

des nouvelles couches sociales à qui ont profité les « années Thatcher », notamment les salariés du secteur des services. La gauche « dure » lui prête les mêmes intentions.

La réalité est plus nuancée. M. Kinnock n'est pas un dogmatique et n'éprouve pas la même passion dévorante que de nombreuses personnalités travaillistes pour le secteur public. Il a laissé entendre qu'il ne déferait pas tout ce que M^{me} Thatcher a accompli en matière de privatisations. Il a dit clairement qu'il n'y avait aucune honte à acheter ou à posséder des actions. Dans ce domaine, les travaillistes sont décidés à remettre, lors de ce congrès, leurs pendules à l'heure.

M. Kinnock semble résolu, en revanche, à ne pas modifier la ligne du parti favorable au désarmement nucléaire unilatéral de la Grande-Bretagne. Il est lui-même personnellement convaincu du bien-fondé de cette position, ce qui le réhabilite un peu aux yeux de la gauche « dure », massivement « unilatéraliste ». L'influence de sa femme, ardente pacifiste, joue également son rôle.

M. Kinnock a cependant compris que le Labour avait perdu les élections de juin en partie à cause de son hostilité de principe à l'arme nucléaire. Il ne deviendra lui-même premier ministre que s'il se montre un peu plus souple dans ce domaine.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Amériques

ÉTATS-UNIS : les révélations sur l'« Irangate »

La veuve de l'ancien directeur de la CIA dément les « confidences » de son mari

M^{me} Sophia Casey, la veuve de William Casey, l'ancien directeur de la CIA décédé en mai dernier, a mis en doute dimanche 27 septembre les affirmations du journaliste du *Washington Post* Bob Woodward, *Monde* daté 27-28 septembre. Ce dernier explique, dans un livre consacré à la CIA et dont les médias ont déjà publié de larges extraits, que M. Casey aurait admis, devant lui, sur son lit d'hôpital (il venait d'être opéré d'une tumeur au cerveau), avoir été au courant des ventes d'armes américaines à l'Iran dont le bénéfice servait à financer la Contra nicaraguayenne.

Citant un rapport de la CIA, M^{me} Casey a déclaré que Bob Woodward ne s'était rendu qu'une seule fois à l'hôpital, le 32 janvier 1986, qu'il avait été pincé par des agents de sécurité « veillant sur son époux, qui l'avaient jeté dehors ». « Je démens que M. Woodward ait été reçu à l'hôpital », a-t-elle conclu, ajoutant que la chambre de son mari était sous surveillance constante des services de sécurité, ainsi que des membres de sa famille, et que, de toute façon, William Casey

« ne pouvait plus parler après son opération ».

De son côté, l'ancien directeur adjoint de la CIA, Ray Cline, a émis les doutes les plus sérieux sur la véracité des propos de M. Woodward. Interrogé par une chaîne de télévision américaine, Ray Cline a estimé que, même si William Casey avait été au courant du trafic d'armes américain avec l'Iran, « il n'était certainement pas le genre de personne à en faire état devant un journaliste ».

Bob Woodward affirme avoir eu des entretiens particuliers à quarante-huit reprises avec l'ancien directeur de la CIA, et ce à un moment où les enquêteurs du Congrès n'avaient justement pu lui arracher aucune information sur l'« Irangate ».

Enfin, dans une mise au point publiée à Beyrouth, le cheikh Fadallah (leader des chéites libanais pro-iraniens) dément à son tour avoir accepté de l'argent de la CIA pour mettre un terme aux attentats anti-américains à Beyrouth. — (AFP, Reuter.)

La visite du roi d'Espagne

Juan Carlos à la rencontre de la communauté hispano-américaine

MADRID de notre correspondant

La « ceinture hispanophone » du sud du pays constitue la destination principale du voyage de neuf jours qu'effectue le roi Juan Carlos aux Etats-Unis. Accompagné de son épouse, la reine Sophie, le souverain était, dimanche 27 septembre, à San Antonio, au Texas. De là, le couple royal devait se rendre à Houston, Santa-Fé, San Francisco et Monterrey, avant de regagner Madrid, le 4 octobre.

C'est toutefois par un bref séjour à Washington — au cours duquel il a déjeuné vendredi avec le président Reagan, puis à New-York, que le monarque a commencé son voyage américain. Une manière de démontrer qu'il n'entend nullement, durant son voyage, renforcer le particularisme d'une communauté hispanophone de dix-huit millions de personnes, qui constitue aujourd'hui la principale minorité linguistique du pays.

Reste que Juan Carlos pourra difficilement éviter, dans ses interventions publiques, d'aborder certains aspects conflictuels du sort de cette collectivité, comme le statut de l'espagnol dans l'administration ou même l'immigration illégale et massive de ressortissants mexicains.

L'Espagne estime être la mieux placée pour représenter un point de référence culturelle commun aux yeux de cette communauté hispano-

phone américaine d'origine très diversifiée. On reconnaît toutefois à Madrid que, faute de moyens matériels, l'Espagne n'a guère été vraiment à même jusqu'ici de jouer le rôle qui devrait lui être sien.

Le gouvernement espagnol entend pallier cette carence à un moment où le continent américain redevient l'une des priorités de la diplomatie de Madrid. Le voyage du roi s'inscrit dans le cadre de l'« offensive sous azimuts » lancée par l'Espagne en direction de la communauté hispano-américaine et latino-américaine en prévision de la grande Exposition universelle de Séville, qui célébrera en 1992, le cinquantième centenaire de la découverte de l'Amérique.

Les thèmes culturels ne seront toutefois pas les seuls abordés au cours du voyage. Durant son séjour en terre hispanophone, le roi Juan Carlos aura l'occasion de visiter quelques-unes des zones qui sont aujourd'hui à la pointe du dynamisme économique américain, notamment en matière de nouvelles technologies. Il s'agira pour le monarque et la délégation qui l'accompagne de favoriser les échanges entre entreprises des deux côtés de l'Atlantique en rappelant que l'Espagne est aujourd'hui pressée de rattrapper son retard en matière de technologie et de recherche.

THIERRY MALINIAK.

Pour ou contre Trotski

Le cas Trotski préoccupe de plus en plus les historiens et le monde politique en URSS. Si le nom du fondateur de l'armée rouge — de même que ceux d'autres victimes célèbres du stalinisme comme Boukharine, Zinoviev, Kamenev, etc. — est désormais fréquemment cité, par exemple dans la nouvelle encyclopédie de la Grande Révolution socialiste d'Octobre, le jugement qu'il convient de porter sur sa personnalité ne fait manifestement pas l'unanimité. La preuve en est donnée par le ton passionnément contradictoire de plusieurs articles parus ces derniers jours dans différentes publications.

Le plus sévère est l'œuvre d'un docteur en histoire, V. Ivanov, qui s'insurge dimanche 27 septembre dans *Sovetskia Rossiia* — journal de tendance plutôt conservatrice — contre les rumeurs circulant en Occident sur une possible « réhabilitation » de Trotski. Partageant l'opinion récemment exprimée à Paris par le rédacteur en chef de la *Pravda* (le *Monde* du 17 septembre), M. Ivanov estime qu'une telle réhabilitation est hors de question.

L'historien admet que Trotski a pu prouver « de volonté et de courage », mais il le critique vigoureusement sur plusieurs plans. Personnel d'abord : l'homme était « égoïste », « narcissique », « orgueilleux », animé d'une « ambition extrême », il avait même abandonné femme et enfants en Sibérie en 1902 lorsqu'il avait lui-même mené une activité « fractionnelle » au sein du parti bolchevik, qu'il n'hésitait pas à « changer à la légère de convictions idéologiques » et qu'il s'était « toujours senti

étranger au Comité central léniniste » du parti.

Surtout V. Ivanov s'applique à démentir la version selon laquelle « la défaite du trotskisme aurait été l'œuvre du « dictateur Staline ». Lénine, rappelle-t-il, avait rendu hommage à Trotski pour avoir notamment « eu rompre avec les mencheviks » et organiser l'armée rouge. Mais « le trotskisme a été idéologiquement écrasé du vivant de Lénine, avec la participation décisive de cette lutte de Lénine lui-même » et « au cours des années suivantes, le parti a achevé ce travail commencé par Lénine ».

Tout le monde est-il bien d'accord sur ces thèses ? On pourrait en douter à la lecture des trois pages consacrées cette semaine par *Ogoniok* à la vie d'un vieux militant trotskiste envoyé en camp de travail sur ordre de Staline et qui vit encore à Moscou.

Ogoniok, qui s'est distingué par ses interprétations audacieuses de la politique de « transparence », relate comment Ivan Vratchev, aujourd'hui âgé de quatre-vingt-neuf ans, prit part aux événements d'octobre 1917 et fut élu député au dixième congrès du parti (1921) en reprenant les thèses de Trotski. Ayant continué à militer au sein de l'opposition trotskiste, c'est en 1938 qu'il fut contraint de quitter le parti, puis de s'éloigner de Moscou sur ordre du NKVD. Arrêté le 2 septembre 1949, il fut condamné à vingt-cinq ans de camp à régime sévère dans le grand nord.

Ogoniok indique qu'il ne fut libéré et réhabilité que trois ans après la mort de Staline, en 1956.

A. J.

RECYCLAGE SCIENTIFIQUE BACHELIERS LITTÉRAIRES

D'octobre à juin, classe préparatoire annuelle médecine, pharmacie, concours paramédicaux, S.N.V., etc.

CEPES

57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly 47.45.09.19 ou 47.22.94.94.

SCIENCES PO. Préparations

Documentation sur demande

- Stage intensif d'été
- Stage annuel
- Stage parallèle

IPEC Enseignement supérieur privé 46, bd Saint-Michel, Paris 6^e Téléphone : 46.33.91.23 / 43.29.03.71

DROIT SCIENCES ECO.

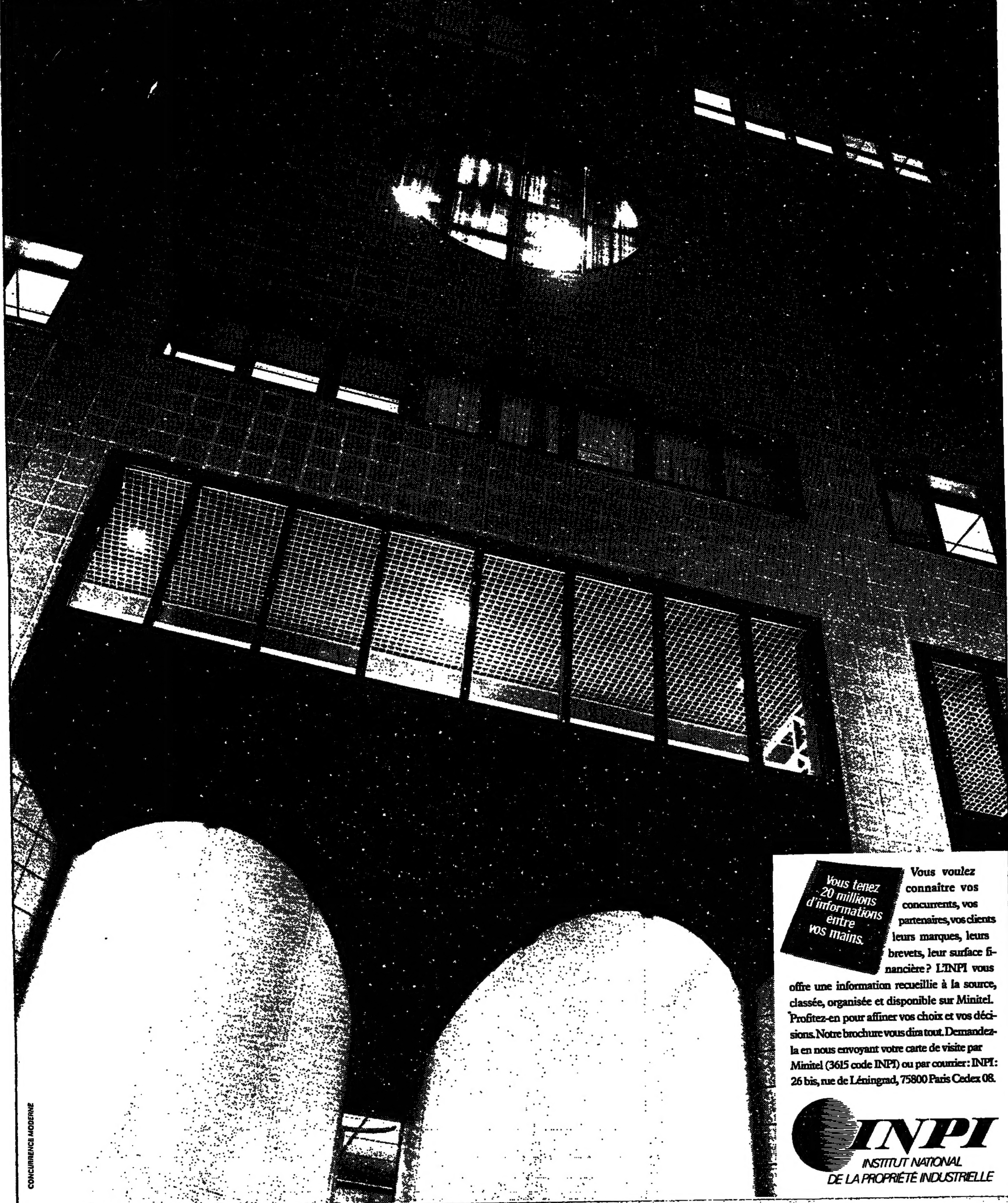
Documentation sur demande

- Stage session septembre
- Stage de pré-rentree
- Soutien annuel

IPEC Enseignement supérieur privé 46, bd Saint-Michel, Paris 6^e Téléphone : 46.33.91.23 / 43.29.03.71

مكتبة من الأصول

Voici les renseignements généraux sur toutes les entreprises de France et de Navarre. Pour y accéder, il suffit d'avoir un Minitel.



Vous tenez
20 millions
d'informations
entre
vos mains.

Vous voulez
connaître vos
concurrents, vos
partenaires, vos clients
leurs marques, leurs
brevets, leur surface fi-
nancière? L'INPI vous

offre une information recueillie à la source,
classée, organisée et disponible sur Minitel.
Profitez-en pour affiner vos choix et vos déci-
sions. Notre brochure vous dira tout. Demandez-
la en nous envoyant votre carte de visite par
Minitel (3615 code INPI) ou par courrier: INPI:
26 bis, rue de Léningrad, 75800 Paris Cedex 08.

INPI
INSTITUT NATIONAL
DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

INPI. 20 millions d'informations sur Minitel.

Renseignements 3115 toute INPI

CONCURRENCE MODERNE

Amériques

de l'Amérique...
ent les...

Juan Carlos
communauté

Europe

Réunis à Berlin-Ouest

Les dirigeants conservateurs européens souhaitent que le problème du terrorisme soit abordé au prochain sommet Reagan-Gorbatchev

Réunis à Berlin-Ouest pour leur traditionnelle rencontre bi-annuelle, les dirigeants des vingt-cinq partis conservateurs européens ont adopté le samedi 26 septembre une résolution sur le terrorisme dans laquelle ils se prononcent pour une interruption des livraisons d'armes aux Etats qui « engendrent ou soutiennent le terrorisme ». Ils ont lancé à cette occasion un appel au président Reagan et à M. Mikhaïl Gorbatchev pour que la lutte antiterroriste soit inscrite à l'ordre du jour de leur prochaine rencontre.

ESPAGNE

Un mort et sept blessés dans deux attentats au Pays basque

L'explosion d'une voiture piégée a fait un mort et six blessés, dimanche 27 septembre, à Saint-Sébastien. L'attentat s'est produit vers 15 h 30, en plein centre de la ville, à quelques mètres à peine de l'endroit où s'était déroulé jusqu'au samedi 26 le Festival international du cinéma.

Une bombe, placée dans une voiture en stationnement et actionnée à distance, a explosé au passage d'une fourgonnette de la police nationale qui se dirigeait vers une manifestation proche. Le conducteur du véhicule a été tué sur le coup. Quatre autres policiers ont été hospitalisés dans un état grave. Deux touristes canadiens qui se trouvaient à proximité ont également été atteints.

Cet attentat n'a pas encore été revendiqué, mais personne ne doute qu'il soit l'œuvre de l'ETA militaire. Un attentat similaire avait déjà eu lieu vendredi soir à Baracaldo. Un policier avait été très grièvement blessé par l'explosion d'un engin fixé sous sa voiture personnelle. — (Corresp.)

La réunion de Berlin, à laquelle ont pris part le chancelier Kohl, le premier ministre britannique, M^{me} Margaret Thatcher, et le premier ministre français, M. Jacques Chirac, s'est déroulée au Reichstag, l'ancien Parlement allemand, situé contre le mur de Berlin. Elle a surtout été dominée par les négociations en cours sur le désarmement. Dans une déclaration commune publiée vendredi, les participants s'étaient félicités du « nouveau climat dans les relations Est-Ouest » résultant de l'accord conclu sur les missiles à moyenne portée. Ils avaient néanmoins réaffirmé la nécessité de réduire aussi le nombre des missiles à longue portée, qui constituent selon eux « le plus fort potentiel de déséquilibrage », et l'importance qu'ils attachent aux discussions à venir sur les armes chimiques et conventionnelles.

Les discussions de ces deux jours ont clairement fait apparaître les différences de préoccupations, notamment entre la RFA et les deux puissances nucléaires européennes, La Grande-Bretagne et la France, à propos de la prochaine étape des négociations. Au cours d'une conférence de presse commune, le chancelier Kohl s'était fait vendredi l'avocat d'une stratégie commune de l'OTAN en prévision de la prochaine étape des négociations, insistant sur la menace que représentent tout particulièrement pour l'Allemagne de l'Ouest les armements nucléaires de courte portée déployés par les Soviétiques en Europe de l'Est.

M^{me} Thatcher et M. Chirac ont en revanche attiré l'attention sur le danger que ferait courir à l'Europe une nouvelle réduction des missiles nucléaires tant qu'un équilibre des forces militaires conventionnelles ne serait pas atteint. M. Jacques Chirac a souligné à ce propos l'importance de « veiller à maintenir en Europe une capacité suffisante de dissuasion nucléaire ».

Asie

CHINE : la préparation du treizième congrès du PC

M. Zhao Ziyang « ne souhaite pas » conserver la direction du parti

PÉKIN de notre correspondant

« Je ne souhaite pas être secrétaire général du PCC, car je pense que je ne suis pas fait pour ce poste. Je suis plus fait pour m'occuper de questions économiques parce que, comme certains le disent à l'étranger, je suis un pragmatique. » Ces propos que M. Zhao Ziyang, premier ministre et secrétaire général par intérim du Parti communiste chinois depuis janvier, a tenus le dimanche 27 septembre sur la chaîne de télévision américaine NBC — qui consacre une semaine spéciale à la Chine — surprennent de la part d'un homme dont tout porte à croire qu'il sera confirmé à son poste à la tête du parti par le treizième congrès en octobre, et qu'il devra abandonner la direction du gouvernement à M. Li Peng, un dirigeant plus jeune, mais aussi plus conservateur.

Manque d'enthousiasme

Ce n'est pas la première fois que M. Zhao fait publiquement part de son manque d'enthousiasme envers ses nouvelles fonctions, mais il n'a pas refusé sa nomination : « Tout militant doit obéir au parti », s'est-il contenté de dire.

M. Zhao s'est efforcé de donner à NBC l'image la plus ouverte : il a affirmé que les réformes devaient se poursuivre sans ralentir. Il n'a mentionné que deux des « quatre principes fondamentaux » brandis par les conservateurs pour en tempérer le rythme : le socialisme et la direction du parti, omettant la « pensée Mao Zedong » et la dictature du prolétariat. Il a démenti qu'il y ait récemment une répression contre les intellectuels : « même cachés du parti, ils continueront d'être respectés et pourront encore jouer leur rôle d'intellectuels ».

Abordant la politique étrangère, M. Zhao a assuré qu'en dépit de l'« amélioration continue » des rela-

tions économiques et culturelles avec l'URSS, « il n'y aura aucun changement dans les relations politiques » avant la disparition des « trois obstacles » (1), en particulier le départ des Vietnamiens du Cambodge. Enfin, il a réaffirmé que « la Chine n'a pas vendu d'armes à l'Iran », a refusé de croire que ce dernier possédait des fusées chinoises Silkorm — pourtant déployées dans le Golfe, tout en reconnaissant que, en raison de « la grande complexité du marché international des armes », il n'était pas impossible que l'Iran ait acquis indirectement du matériel chinois. Il semble toutefois que Pékin soit devenu l'un des principaux fournisseurs de Téhéran.

Peu avant la diffusion de cette interview, le chef de l'Etat, M. Li Xiannian, avait déclaré à des visiteurs japonais qu'il prendrait sa retraite après le congrès. Le chef de l'Etat chinois est attendu en visite officielle en France au début du mois de novembre.

PATRICE DE BEER.

(1) Retrait des forces soviétiques de la frontière chinoise et d'Afghanistan, retrait des Vietnamiens du Cambodge.

(Publicité)

L'association pour la formation permanente des personnels d'imprimerie annonce la parution pour le 15 octobre 1988 du premier tome d'un ouvrage technique qui regroupera trois volumes : « La photo-rotation et l'impression offset sur rotatives ».

Après un chapitre portant sur l'histoire et l'avenir des métiers graphiques, du papier et des ouvriers du livre, ce premier volume de 248 pages abondamment illustrées propose des développements très simples et didactiques sur la physique, la chimie, l'électricité, le comportement de la lumière, le fonctionnement des ordinateurs et le rôle des salariés dans la modernisation des entreprises.

A plus d'un titre il dépasse largement le seul cadre des préoccupations graphiques et est susceptible d'intéresser un large public.

En souscription jusqu'au 15 octobre 1987 au prix de 100 F (frais de port en sus) ce livre sera disponible et mis en vente 150 F à compter de la même date.

Vous pouvez adresser votre souscription ou votre commande aux adresses suivantes :

1) AFPII, 31, rue Paul-Lafargue, 93200 Saint-Denis.

2) Editions François Robert, 18, rue Théodore-Deck, 75015 Paris.

A partir du 15 octobre, vous pouvez également commander l'ouvrage chez votre libraire en précisant l'éditeur.

* Le second volume traitant des matériels d'impression et de leurs équipements paraîtra en janvier 1988 et le troisième portant sur les matières d'impression et les méthodes de travail, en janvier 1989.

Océanie

FIDJI : après le putsch du 25 septembre

La République pourrait être proclamée à Suva

L'avenir constitutionnel des îles Fidji, trois jours après le second putsch du colonel Sitiveni Rabuka, est en balance entre l'appartenance de l'archipel au Commonwealth et la proclamation d'une République qui l'en exclurait.

Le colonel Rabuka a annoncé, le lundi 28 septembre, à des diplomates étrangers en poste à Suva, la capitale, qu'il avait abrogé la Constitution de l'archipel, Etat indépendant du Commonwealth depuis 1970, et s'appropriait à nommer un conseil militaire. Il a également fait savoir à plusieurs journalistes, au cours du week-end, qu'il comptait convoquer d'ici à la fin de la semaine une réunion du grand conseil des chefs coutumiers afin d'entériner la proclamation d'une République fidjienne, seul moyen à ses yeux de garantir la suprématie des Fidjiens de souche sur la communauté indienne, légèrement majoritaire.

Le chef des putschistes a rencontré dimanche le gouverneur général, Ratu Sir Penia Penia Ganilau, représentant de la reine d'Angleterre, qui demeure le chef d'Etat en titre, mais il n'a pas obtenu la démission de ce dernier.

On s'inquiète visiblement à Londres de l'obstination du colonel

Rabuka. La proclamation de la République à Suva entraînerait pour les Fidji, en vertu des statuts du Commonwealth, une exclusion immédiate de l'organisation. Divers responsables du Commonwealth se sont montrés réticents à l'idée que l'archipel puisse être réadmis parmi les quarante-neuf membres du groupement si les militaires y déclarent le pouvoir de façon plus ou moins déguisée. Le chef de la diplomatie britannique, Sir Geoffrey Howe, a brandi l'arme de l'assistance économique dont les Fidji bénéficient au titre de leurs relations avec la Grande-Bretagne, et exclu que celle-ci se poursuive en cas de rupture de ces liens.

On crut en outre que la situation ne dégénérerait à Suva, où l'on a déjà signalé, samedi, un premier incident inquiétant avec l'explosion, à bord d'une voiture, d'une bombe qui a fait un mort — un employé d'origine indienne de l'université du Pacifique sud — et deux blessés.

L'atmosphère restait tendue dans la capitale lundi, des soldats en armes patrouillant en ville. La plupart des magasins appartenant à des Indiens avaient rouvert. En revanche, le colonel Rabuka a annoncé la fermeture sine die de toutes les banques, de crainte que la communauté indienne ne procède à des retraits massifs en raison de l'incertitude pesant sur son sort. On a appris, enfin, l'arrestation de deux responsables syndicaux, une mesure qui pourrait déclencher un nouveau boycott de l'archipel par les syndicats australiens et néo-zélandais, comme cela s'était produit lors du premier putsch de mai dernier à Suva.

F.D.

● **INDONÉSIE** : 41 morts dans l'incendie d'un autobus. — Quarante et une personnes sont mortes, samedi 26 septembre dans l'incendie d'un autobus qui a pris feu sur une autoroute près de Surabaya, dans l'est de Java, a annoncé lundi la police locale. Selon des survivants, une petite explosion a été entendue à l'arrière peu avant l'incendie de l'autobus. — (AFP.)

LIBEREZ-VOUS POUR UN ESSAI

PUBLICIS D 0669

95 808 F

120ch. (86,5kW ISO), 9,7 secondes de 0 à 100km/h, 200km/h sur circuit: la Renault 21 Ti n'attend que vous pour démarrer. Lève-vitres électrique avant, sièges baquets, projecteurs additionnels antibrouillard, télécommande à infrarouge de l'ouverture des portes, vitres teintées: c'est une sportive qui a de la classe. Ne la faites pas attendre. Libérez-vous pour un essai!

Modèle présenté Renault 21 Ti. Prix clés en main au 17/09/87. Millésime 88. Consommations UTAC: 5,8L à 90km/h, 7,1L à 120km/h, 10,7L en cycle urbain. Garantie anti-corrosion Renault 5 ans. DIAC: votre financement. RENAULT présente ELF



RENAULT 21 Ti: LA LIBERTÉ VERSION SPORT



مكتبة من الكتب

EDOU

INVITÉ DU "81" JEAN-PIERRE E

avec Jean-Pi

EN DIRECT DE W

MARDI 29 SEPTE

DE GRANDS

La préparation de l'élection présidentielle

M. Rocard lance sa campagne d'affichage et commence une série de meetings

La campagne d'affichage de M. Michel Rocard a commencé le lundi 28 septembre. Il s'agit d'affiches de grand format, sans référence directe à l'élection présidentielle, qui forment quatre messages. Elles seront apposées pendant une semaine sur environ 600 panneaux, à Paris et dans les grandes villes de France. La semaine prochaine, M. Rocard commencera une série de meetings pour présenter ses propositions.

Interrogé, le lundi 28 septembre sur Europe 1, à propos de ces affiches, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a remarqué qu'elles ne « concernent pas directement le PS ». « Leur influence, a-t-il ajouté, durera ce que dure une campagne, environ huit jours ». Tout comme l'annonce par M. Jean Poperen, ministre du PS, que sa « composante » sera présente dans la compétition à l'intérieur du PS et M. Mitterrand ne se présente pas, cette campagne fait partie, pour M. Jospin, des « éléments préparatoires » à la désignation du candidat socialiste.

La campagne de M. Rocard survient alors que son image se détériore dans l'opinion. Ainsi, dans le sondage effectué par la SOFRES pour le *Nouvel Observateur* du 10 au 14 septembre (et publié dans le numéro daté 25 septembre - 1^{er} octobre de l'hebdomadaire), sur un échantillon national représentatif de mille personnes, M. Rocard est cité par 10 % des personnes interrogées comme « la personnalité la plus apte à exercer la fonction de président de la République ». (Il est derrière MM. Mitterrand, Barre et Chirac). Seuls 4 % des sondés jugent que M. Rocard est « la personnalité la plus capable de faire face à une grave crise internationale ». Sur sa capacité en matière de chômage, de politique internationale, etc., M. Rocard ne recueille que des chiffres inférieurs à 10 %. Pour la première fois, le nombre des Français qui pensent que M. Rocard ne serait pas un bon président est supérieur à celui des Français qui émettent une opinion inverse.

L'échéance de 1988 est « très importante » mais « pas décisive » déclare M. Marchais au « Grand Jury RTL-Le Monde »

M. Georges Marchais a déclaré, le dimanche 27 septembre, au « Grand Jury RTL-Le Monde », que l'accord soviéto-américain sur les armes nucléaires est un « accord historique », car « c'est la première fois, dans l'histoire de l'humanité, que l'on va revenir en arrière » dans la course aux armements. Selon le secrétaire général du PCF, le président de la République et le gouvernement sont, au contraire, « pleinement d'accord sur une politique qui, en définitive, va tout à fait à l'encontre du désarmement ».

M. Marchais a critiqué les manœuvres franco-allemandes et, au sujet de la force nucléaire française, il a déclaré : « Il faut revenir à la conception qu'avait fait prévaloir, en son temps, le général de Gaulle, force de dissuasion tous azimuts, sans adversaire déclaré. En l'état actuel, elle est capable d'assurer la défense de notre pays. Par consé-

quent, il n'y a aucune raison de se lancer dans une politique de modernisation ».

Après avoir affirmé que « Le Pen, c'est une politique fascisante », le secrétaire général du PCF, interrogé sur la comparaison entre le stalinisme et le nazisme, a déclaré : « Le stalinisme était une perversion du socialisme. Cela n'avait rien à voir avec le socialisme. C'est aujourd'hui, en définitive, que l'Union soviétique revient, avec sa politique telle qu'elle la développe, à ce que doit être le socialisme : une société de progrès, de bien-être, de liberté et de paix. » Il a ajouté : « L'hitlérisme a été la création de la bourgeoisie allemande et de l'impérialisme international, comme un élément de combat contre le socialisme, tandis que le stalinisme, avec ses victimes, est une perversion du socialisme ».

M. Marchais a indiqué, ensuite, que « la priorité », pour le PCF, est d'« être sur le terrain, [d']aider les gens à se rassembler et à agir pour tenir en échec la politique de la droite », et que l'élection présidentielle est, pour les communistes, « une échéance très importante » mais « pas décisive ».

M. Marchais a affirmé, enfin, qu'il était « plus préoccupé, aujourd'hui, de savoir si Mitterrand allait gagner le Grand Prix des nations que de savoir si Juquin sera candidat » à l'élection présidentielle. Soulignant qu'« il y a un candidat du Parti communiste, c'est André Lajoinie », le secrétaire général s'est demandé quels maîtres pourraient parrainer la candidature de M. Pierre Juquin, dans l'hypothèse où l'ancien porte-parole du PCF serait candidat au nom des « rénovateurs ».

En noir et blanc

Quatre mètres sur trois ; texte noir sur fond blanc ; le pamphlet de M. Rocard lui-même, et au bas des affiches, un bandeau à gauche, « Convaincre » (il s'agit du club créé par l'ancien ministre de l'Agriculture) et à droite « le parler vrai ».

Ces affiches sont un pied de nez à la société audiovisuelle en même temps qu'un pari. Tant dans la présentation que dans les textes, le candidat s'est fait plaisir.

Première affiche : « Il paraît que je suis trop sérieux. Deux millions et demi de chômeurs, ça vous fait sourire ? » Deuxième affiche, celle qu'on devrait voir le plus : « J'ai décidé de travailler la période de congé du pouvoir comme j'ai envie de l'avancer, en reconnaissant la complexité des choses et en faisant appel à la lucidité des gens. » Troisième affiche : « Certains pensent qu'un sondage peut faire office de politique. Croyez-vous qu'on puisse combattre l'inflation en lui faisant du charme ? » Et enfin : « On voudrait limiter le débat politique à une bataille de petites phrases. Peut-on combler 30 millions de déficit du commerce extérieur avec de bons mots ? »

En contrepoint de cette leçon d'économie M. Rocard explicite sa démarche dans la dernière lettre de son club. Intitulé « Promesses... », son éditorial développe l'idée qu'il avait renoncé aux promesses ne veut pas dire que l'on n'a « pas de politique ».

« Avoir une politique, affirme M. Rocard, ce n'est pas forcément pouvoir la symboliser par des annonces simples et médiatisables. Or plus exactement, cela n'est possible que sur des objectifs dont on voit mal qui pourrait les contraindre (...). Ce n'est pas à ce niveau-là qu'apparaissent les différences. Je crois MM. Barre ou Chirac sincèrement soucieux de l'intérêt de la France. Mais je ne crois pas leurs valeurs, leur démarche, leurs pratiques, aptes à la servir efficacement. Or valeurs, démarches, pratiques, peuvent encore être définies (...) mais elles se prouvent à l'usage bien plus qu'elles ne se détaillent. »

M. Rocard fait ensuite référence à Pierre Mendès France, dont « nul ne songerait à dire de lui qu'il n'avait pas de politique » et dont le discours d'investiture, à part sur l'indochine, « était avant tout affaire de méthode et de style, bien plus que sujet à des promesses ou des mesures précises ». « La France de l'époque », conclut l'ancien ministre, ne s'en est pas trouvée plus mal.

Une cote d'amour qui faiblit

M. Rocard ne peut plus se permettre une gestion de « père de famille » de son image. L'enfant chéri des sondages n'a plus de rente de situation. Il reste l'un des hommes politiques français les plus populaires, mais sa cote s'effrite.

L'entourage de l'ancien ministre compte sur un automne actif pour enrayer cette baisse, qui a ramené, en septembre, le député des Yvelines à son plus mauvais score depuis 1980 au baromètre SOFRES-Figaro-Magazine. Même s'il reste, avec 49 % d'avis favorables, la plus populaire des personnalités de gauche, en dehors de M. Mitterrand (le Monde du 5 septembre).

La comparaison des moyennes annuelles, depuis 1981, de la « cote d'avenir » que mesure ce sondage révèle au demeurant que l'image de M. Rocard, pendant cette période, s'est dégradée d'année en année (1). Jusqu'en mars 1986, cette baisse est enregistrée dans un contexte où la gauche tout entière faiblit dans les sondages. Mais ce phénomène pourrait aussi indiquer une « banalisation » de l'image du maire de Conflans-Sainte-Honorine. Depuis mars 1986, M. Rocard continue à baisser alors que la gauche remonte. Effet pervers de la stratégie de différenciation du candidat par rapport au PS ?

Autre sujet de préoccupation pour M. Rocard : les préférences pour un candidat exprimées à l'intérieur de la gauche : selon le sondage BVA-Paris-Match de juillet 1987 donnaient 30 % des suffrages exprimés à M. Mitterrand, 11 % pour M. Rocard. Le baromètre l'Express-Louis Harris d'août ne donne plus que 9 % à l'ancien ministre (contre 12 % le mois précédent). M. Rocard entre ainsi dans la zone dangereuse : 10 % des suffrages représentent approximativement la barre en dessous de laquelle l'entourage du candidat ne voudrait pas tomber. Selon ce raisonnement, faire plus de 10 %, ce serait assez pour créer un « rapport de forces » et conduire le PS - second tour obligé - à ne pas rejeter complètement M. Rocard dans les ténèbres extérieures.

M. Rocard récupère-t-il à droite ce qu'il perd à gauche ? Le baromètre IFOP-Journal du dimanche d'août fournit, à ce propos, des indications intéressantes : avec 65 % de bonnes opinions parmi les sympathisants du PS, M. Rocard perd 12 points. Il atteint 50 % de bonnes opinions parmi ceux de l'UDF (+ 8 %) et 48 % (+ 9 %) au RPR. Dans l'entourage de l'ancien ministre, on affirme que le candidat doit être « de gauche, mais pas révéler vis-à-vis des centristes ». Il semble qu'il ne soit pas si facile de faire les deux à la fois.

M. Rocard enregistre, par ailleurs, un revers important dans le patronat : le sondage IPSOS-Le Monde-TF 1 publié par le Monde Affaires du 5 septembre indique que 2 % seulement des sondés pensent que l'ancien ministre a « les meilleures chances » d'être élu au printemps 1988 ; 8 % seulement des dirigeants consultés pensent que, parmi les présidentiables, M. Rocard est « celui qui comprend le mieux les problèmes des dirigeants des grandes entreprises » (M. Mitterrand obtient 2 % et M. Barre 54 %).

Enfin, l'image de M. Rocard, non plus dans les sondages mais dans les médias, s'est quelque peu dégradée ces derniers mois. A terme, ce ne sera peut-être pas sans influence sur l'opinion électorale, encore que l'entourage du candidat fasse remarquer qu'avant l'élection de 1981 M. Mitterrand avait une presse très sceptique, voire hostile.

L'une des spécificités du personnage Rocard est que certains électeurs de gauche éprouveraient de fortes réticences à voter pour lui. A l'inverse, certains électeurs ne voteront pas pour un autre candidat dévoué de gauche. L'un des problèmes de M. Rocard est qu'il risque une déperdition de voix à gauche, alors qu'il aura forcément en face de lui (s'il est candidat du PS) un candidat de droite.

Face à M. Mitterrand, combien M. Rocard obtiendrait-il ? Le sondage BVA-Paris-Match de juillet 1987 donnait 30 % des suffrages exprimés à M. Mitterrand, 11 % pour M. Rocard. Le baromètre l'Express-Louis Harris d'août ne donne plus que 9 % à l'ancien ministre (contre 12 % le mois précédent). M. Rocard entre ainsi dans la zone dangereuse : 10 % des suffrages représentent approximativement la barre en dessous de laquelle l'entourage du candidat ne voudrait pas tomber. Selon ce raisonnement, faire plus de 10 %, ce serait assez pour créer un « rapport de forces » et conduire le PS - second tour obligé - à ne pas rejeter complètement M. Rocard dans les ténèbres extérieures.

J.-L. A.

(1) De 1981 à 1986, ces moyennes sont respectivement : 60,2 ; 59,8 ; 57,3 ; 55,8 ; 53,9.

Six personnages en quête de certitude

(Suite de la première page.)

2. M. Michel Rocard asphyxié. — Au moment où il lance une campagne nationale d'affiches, qui vise à mettre en valeur sa spécificité, M. Rocard est dans une situation inédite pour lui. Pour la première fois en effet, les Français sont plus nombreux à considérer qu'il ne ferait pas un bon président de la République (2). Si M. Rocard est ainsi privé d'oxygène, il le doit au fait que, progressivement, l'idée d'une nouvelle candidature de M. Mitterrand s'installe dans l'opinion. En outre, dans son propre camp, c'est-à-dire à gauche, une candidature Mitterrand s'impose comme la plus efficace. Dès lors, M. Rocard ne donne plus le sentiment d'incarner un combat collectif mais au contraire d'obéir à une démarche individuelle. Sa campagne d'affiches est d'ailleurs de nature à renforcer cette perception. Dans ces conditions, le maire de Conflans-Sainte-Honorine devrait être contraint de revoir sa position officielle de « candidat qui qu'il arrive », sauf à prendre le risque d'un suicide politique.

3. M. Jacques Chirac « gouvernamental ». — Pour les trois mois qui viennent, le premier ministre mise tout sur la gestion gouvernementale et son bilan. M. Alain Juppé l'avait précisé récemment au *Monde* : l'axe essentiel de sa campagne sera de « valoriser » les deux années d'exercice du pouvoir. Sur la foi de ces deux années-là, M. Chirac dit aux Français : donnez-moi sept ans de plus ! Cette « gouvernamentalisation » d'un premier ministre qui avait davantage cherché jusque-là à se comporter en président-bis présente un avantage et un inconvénient. Elle a pour but - et y réussit partiellement - de réduire l'espace de M. Raymond Barre et M. Mitterrand. Puisque la majorité est

solidaire de l'action gouvernementale, et que M. Barre l'est aussi, il lui sera très difficile de se distinguer et donc de justifier sa propre candidature. Quant à M. Mitterrand, il a été contraint de durcir le ton pour exister face à un gouvernement qui flirte avec la catégorie après l'autre. Bref M. Chirac se bat, et cette image-là ne peut que le servir. En revanche, il ne paraît toujours pas en mesure de combler son principal handicap : des deux candidats de la droite, seul M. Barre est crédité d'une réelle capacité à exercer la fonction présidentielle.

4. M. Raymond Barre bousculé. — Cette meilleure image présidentielle est naturellement l'atout essentiel de l'ancien premier ministre dans une campagne qui devrait être davantage personnalisée que les précédentes. Alors que le « microcosme » semble déjà considérer que la primauté serait gagnée par M. Chirac - hommage soit rendu sur ce point à la capacité d'influence de M. Denis Baudouin - M. Barre est toujours en bonne position dans l'opinion : les enquêtes le montrent plus souvent en tête au premier tour. En outre, les attaques de M. Mitterrand contre le gouvernement et le déroulement de la cohabitation qui les avait précédées servent l'ancien premier ministre : n'avait-il pas, le premier, mis en garde contre les effets pervers de cette expérience ?

Le principal problème de M. Barre aujourd'hui est dû à un certain « retard à l'allumage » : il a été bousculé par l'accélération de la campagne, et il a dû - notamment dans le discours prononcé à Autun - se découvrir plus vite et plus fort qu'il ne l'avait prévu.

5. M. André Lajoinie marginalisé. — A l'écart du concert des grands, le Parti communiste, qui enregistre un léger mieux aux élections locales, ne se préoccupe guère de l'échéance présidentielle. M. André Lajoinie ne seulement doit faire avec l'encombrante présence de M. Georges Marchais, mais il a peu de chances de percer dans l'opinion. Il n'a pas saisi la chance qu'il s'était donnée en affrontant M. Le Pen en face-à-face à la télévision, et, plutôt que de se poser en porte-parole de tous les démocrates face au chef de file de l'extrême droite, il s'est enfilé dans un combat douteux. Même si M. Marchais croit bon d'affirmer, sans conviction, que M. Lajoinie a « battu Le Pen à plates coutures », le candidat communiste ne créera pas autour de lui un mou-

vement analogue à celui qui avait profité à Jacques Duclos.

6. M. Jean-Marie Le Pen extrême. — Le président du Front national cherchait la respectabilité. Il est aujourd'hui méprisé et isolé. La question est maintenant de savoir si l'affaire des chambres à gaz va être effacée par la course médiatique ou bien si elle marquera profondément le comportement de l'électorat d'extrême droite. D'ores et déjà, M. Le Pen a singulièrement compliqué le jeu de la majorité. Quoi qu'en disent ses porte-parole, la majorité aura besoin de M. Le Pen au second tour de l'élection présidentielle, et c'est au moment où elle commençait à lui faire des avances que le président du Front national est devenu infréquentable.

Ainsi, de quelque côté que l'on se tourne, les inconnues sont nombreuses, et les certitudes rares.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(2) A la question « Pensez-vous que les personnalités suivantes feront un bon président de la République dans les sept prochaines années ? », les réponses concernant M. Michel Rocard sont les suivantes : 43 % de oui, 45 % de non, 12 % de sans opinion. (Sondage SOFRES-Nouvel Observateur).

Le candidat de M. Jean Poperen

M. Jean Poperen, ancien numéro deux du PS, a affirmé, le dimanche 27 septembre, lors de l'émission « Forum RMC-FR3 », que, si M. François Mitterrand n'est pas candidat, « la nouvelle composante qui s'est dégagée au congrès de Lille et qui s'affirme chaque jour davantage (...) ne pourrait pas être absente » de la compétition à l'intérieur du PS. Cette « nouvelle composante » est celle que M. Poperen tente de créer depuis son départ de la direction du PS (il a reçu, notamment, le soutien de dissidents de l'ex-CERES, qui lancent en ce moment une campagne de signatures pour soutenir l'initiative de M. Poperen).

Le député du Rhône a précisé qu'« en aucun cas [il] n'imaginait être [lui] le porte-parole de ce combat-là ». Bien que M. Poperen n'ait cité aucun nom, il pense probablement à son principal lieutenant, M. Jean-Marc Ayrault, trente-sept ans, député PS de Loire-Atlantique et maire de Saint-Herblain.

EDOUARD BALLADUR

INVITÉ DU « 8 h - 9 h » DE
JEAN-PIERRE ELKABBACH
avec Jean-Pierre Joulin
EN DIRECT DE WASHINGTON
MARDI 29 SEPTEMBRE 8 H - 9 H

EUROPE 1

DE GRANDS MOMENTS A CHAQUE INSTANT.

Politique

Au club Espace 89 Comment refaire le terrain perdu par la gauche ?

Lucidité oblige : en 1981, la gauche a gagné électoralement mais elle a perdu idéologiquement. Comment pourra-t-elle refaire le terrain perdu ? Espace 89 s'est penché sur la question à l'occasion d'un séminaire dans le samedi 26 et dimanche 27 septembre à Evry (Essonne). Ce club, proche du PS, est né, en juillet 1983, du constat suivant : là où la gauche échoue, la droite réussit en reconstruisant des réseaux. La gauche a fait les beaux jours du socialisme triomphant s'interroge sur un ancrage à gauche trop traditionnel qui a montré ses limites. Les intellectuels de gauche sont silencieux, handicapés pour remplir leur fonction de médiateur. Porteurs d'une culpabilité marxiste, ils ne sont plus manichéens, mais leurs discours plus nuancés qu'autrefois ne « passent » pas dans des médias forcément réducteurs. Les syndicats sont dépassés par des mouvements partis de la base (conflits des cheminots) ou se montrent moins efficaces que les associations de consommateurs (coup d'arrêt aux chèques payants). La gauche a-t-elle su magnifier le rôle syndical ? Non, constate M. Maurice Beuassay, président d'Espace 89, qui ajoute : « La gauche au pouvoir a fait la confession, mais pas la grand-messe », avec les confédérations.

Pourquoi le succès de Nouvelle Frontière et le recul de la fédération Léo-Lagrange ? Pourquoi l'engouement pour SOS-Racisme et un certain désintérêt pour la Ligue des droits de l'homme ? Les explications prennent en compte le poids du « look » dans ces changements, certes, mais aussi un conflit latent de générations. A M. Yves Jouffé, président de la Ligue des droits de l'homme, hostile au principe même d'une réforme du code de la nationalité, M. Francis Terquem, de SOS-Racisme, répond qu'il est plus mobilisateur de proposer une modification de ce code (en l'occurrence de son article 44) pour prévoir que, « quand on naît en France, on est français » (l'essai « entre ancien et moderne »). Le sociologue Alain Touraine préfère parler de « complémentarité », de l'urgence de « nouveaux acteurs sociaux », d'ouverture de nouveaux lieux de débats, et de l'apparition de « nouveaux thèmes ».

Quand M^{me} Geneviève Domenech-Chich, présidente de la fédération Léo-Lagrange, est membre du comité direc-

teur du PS, évoque ce nouveau militantisme « à durée et à champ déterminés », où « les gens sont contents d'être ensemble ». M. Thierry Mandon, secrétaire général d'Espace 89, souligne que la « synthèse d'un monde atomisé » est difficile à concevoir. Cette tâche reviendrait-elle au Parti socialiste ?

M. Jacques Guyard, député de l'Essonne, a une recette : le contact personnel mené par les élus locaux et les militants est « un bon moyen de pénétration de nos idées », dit-il, à condition qu'il y ait « cohérence des messages ». Ce souci de cohérence est particulier à la gauche, remarque M. Jean Popere, « la droite n'ayant d'autre fonction, selon lui, que de durer tant bien que mal ». Le député du Rhône s'interroge sur le dépeçage du rôle du Parlement, de la prépondérance des médias de communication sur ceux d'organisation, et de l'atomisation des structures sociales. Quant à M. Laurent Fabius, il use l'accent sur quelques paradoxes : dans un monde qui s'internationalise, les institutions restent nationales ; les contre-pouvoirs impartiaux n'ont pas de pouvoirs ; ceux qui sont partiaux en ont, comme la CNCL.

Il souligne les « déviations », les « perversions » auxquelles la démocratie directe peut aboutir. Ainsi raconte-t-il qu'en 1985 il avait été envisagé de soumettre à référendum la réduction du mandat présidentiel. M. Mitterrand y avait renoncé, car les Français auraient été tentés de répondre à une autre question que celle posée (pour ou contre M. Mitterrand ? par exemple), et l'opposition se serait empressée de demander, en mars 1986, l'application immédiate du quinquennat.

Pour le Parlement, le député de Seine-Maritime observe : « Quand on est dans l'opposition, on limite ses possibilités de l'ouvrir ; quand on est dans la majorité, on veut recommander de la fermer ». Il suggère une automatisation par le gouvernement du recours aux procédures contraignantes (article 49-3 de la Constitution, notamment). Mais c'est sur le rôle du PS que M. Fabius a insisté. Le parti sera dans les prochaines années « acteur des transformations sociales ». D'où des interrogations sur son recrutement, son mode de fonctionnement.

ANNE CHASSEBOURG.

Dans les Hautes-Pyrénées

M. Alain Juppé joue les rassembleurs à Tarbes

TARBES
de notre correspondant

Le malentendu larvé qui existait entre l'UDF et le RPR dans certaines zones des Hautes-Pyrénées paraît dissipé. Du moins, M. Alain Juppé, ministre chargé du budget, venu, le vendredi 25 septembre à Tarbes, à l'invitation du député UDF, M. Gérard Trémège, se mettre « à l'écoute des préoccupations des uns et des autres », a-t-il voulu donner l'image d'une droite consolidée. MM. Juppé et Trémège ont plaidé l'union et cimenté la fissure née après les élections législatives de 1986 entre le député UDF et M. José Marthe, vice-président du conseil régional de Midi-Pyrénées, ancien secrétaire départemental du RPR. Ce dernier a été, depuis le début de septembre, remplacé dans ses fonctions, dont il avait démissionné fin juin, par M. Pierre-André Breton, conseiller municipal de Bagueres-de-Bigorre, et réputé plus tempéré que son prédécesseur.

Entre une visite dans une entreprise performante, la SEPAME de Lourdes, l'inauguration d'une permanence RPR à Tarbes et un dîner-débat en présence de quatre cent vingt convives, M. Juppé est venu parler « d'optimisme et de sérénité ». Évoquant les prochains rendez-vous électoraux, il a déclaré : « La seule menace qui existe, c'est la division de la majorité ». Quant à M. Trémège, il a placé cette visite sous le triptyque « du témoignage, du symbole et du gage de l'avenir ».

Sur le plan strictement départemental, M. Juppé a annoncé l'octroi d'un enveloppe de 2,8 millions de francs au site de Soulan, dans le cadre de la revitalisation industrielle de la région, et a évoqué la prochaine réforme de la taxe de séjour, un sujet qui divise le secteur hôtelier, principalement à Lourdes.

JEAN-JACQUES ROLLAT.

Le comte de Paris prépare sa succession

« Acte dynastique » à Amboise

Dimanche 27 septembre, en présence de plus de trois mille invités réunis dans les jardins du château d'Amboise (Indre-et-Loire), propriété de la Fondation Saint-Louis qu'il préside, le comte de Paris (soixante-neuf ans), chef de la Maison de France, a chargé son petit-fils le prince Jean (vingt-deux ans), étudiant en philosophie, d'« exécuter pleinement [après sa disparition] les droits et devoirs historiques et politiques de la famille capétienne » (le Monde daté 27-28 septembre).

AMBOISE
de notre envoyé spécial

Homme politique bien de son temps, donc homme de médias, le comte de Paris avait visé juste en fixant aux deux tiers de l'année commémorant l'élection de son ancêtre Hugues Capet au trône de France l'acte dynastique par lequel il tenta d'assurer selon ses vœux sa succession.

Le prétendant à la couronne de France pouvait d'autant moins manquer d'attirer l'attention que la cérémonie d'Amboise construite à proprement parler une innovation dans les traditions de sa famille — sauf à voir une adaptation du sacre des héritiers présomptifs, du vivant de leur père, pratiqué jadis par les premiers Capétiens — encore mal assurés.

Ajoutons le soleil frais de l'automne tourangeau et la vaste terrasse surplombant la Loire d'un palais à jamais marqué par les fortes figures de François 1^{er} et de Catherine de Médicis. Sans oublier le piment politique contemporain apporté par l'absence remarquée du maire de la petite cité (douze mille habitants), M. Michel Debré (RPR), dont « un voyage à l'étranger était prévu de longue date », mais qui, en réalité, selon un de ses proches, n'avait pas voulu cautionner un événement à ses yeux anti-républicain. Pour compenser, les « gaullistes-monarchistes » se poussaient du coude au passage du général Alain de Boissieu, gendre de De Gaulle.

Bref, ce fut une journée réussie avec de subtils équilibres. Sur une estrade en plein air, le comte de Paris — entouré de sa belle-fille, Marie-Thérèse de Wurtemberg (divorcée de son fils aîné Henri (I), et faite depuis lors par son beau-père duchesse de Mont-

pensier), et de trois des cinq enfants (les deux autres sont handicapés) de celle-ci, Marie, Jean et Eudes — assista à une messe en français entrecoupée de quelques cantiques en latin.

Puis celui que les royalistes nomment le « Prince », feute du pouvoir dire « le roi », prit la parole, définissant l'acte dynastique comme la « réaffirmation publique de la volonté de la Maison de France de poursuivre son œuvre au service de la patrie ». Sa tournure ensuite vers celui qui pour quelques minutes encore, était simplement « Jean de France », il martela : « Tu sais que le chef de notre Maison doit préserver sa pleine indépendance à l'égard de toutes les formations politiques et de tous les groupes d'intérêt ».

Le prince Jean, costume sombre et œil bleu de France, répondit : « Si, un jour, les circonstances amenaient les Français à me confier des responsabilités nationales, ce sera parce que, par mon travail, je l'espère, par les services rendus, j'aurai mérité cette confiance ».

Le comte de Paris conféra ensuite les titres de « duc de Vendôme » à Jean et de « duc d'Angoulême » à Eudes. La République ne reconnaît naturellement que par courtoisie ces apanages fictifs, ultimes restes d'un antique usage de la lignée capétienne. Le nom de Vendôme appartient à cette dernière depuis 1364 et celui d'Angoulême depuis 1317. Avant d'être roi, Henri IV porta le premier et François 1^{er} le second. Le dernier prince titré Vendôme fut Emmanuel (1872-1931), arrière-petit-fils de Louis-Philippe 1^{er} et le dernier titré Angoulême fut Louis (1775-1884), fils de Charles X et époux de Madame Royale, fille de Louis XVI.

L'absence d'Henri de France

La salle des états généraux — décorée d'un portrait de l'émir Abdelkader d'Algérie, hôte forcé d'Amboise (2) de 1848 à 1852 — devait ensuite être le lieu d'une plus prosaïque conférence de presse du comte de Paris et des deux nouveaux ducs.

Après un coup de chapeau à la « bonne Constitution de 1958 » et à la « présente cohabitation qui est à la fois royale et républicaine », et une condamnation du référendum en Nouvelle-Calédonie, « qui coince la population [de la] dans un système ne

donnant pas entière satisfaction », Henri de France a dû quand même s'expliquer sur le grand absent — et, pour tout dire, le « gros usage » de la journée, un autre Henri de France, son fils aîné, père de Jean et d'Eudes.

Le bruit avait couru avec insistance dans les hôtels bondés d'Amboise que le prince Henri, aperçu en ville par plusieurs personnes, se trouverait sur le podium, en signe de réconciliation avec son père. Celui-ci lui tient en effet rigueur non point tant de son divorce (le comte de Paris est lui-même séparé de son épouse Isabelle d'Orléans-Bragance) que pour son mariage en 1984, évidemment civil, et de plus sans consentement préalable du chef de la dynastie, selon l'usage, avec M^{me} Michaëlla Coustou, d'une famille franco-espagnole établie au Chili.

Révéant qu'il avait ces temps derniers « revu fréquemment » son fils, le comte de Paris a précisé : « Nous ne sommes pas encore parvenus à une entente, mais l'espérance demeure ».

Désormais sans doute au regard de la vie politique actuelle sur laquelle les princes français n'ont plus de prise, important peut-être pour une minorité de Français (selon un sondage IPSOS de début 1987, 17 % d'entre eux sont favorables au rétablissement de la royauté) (3), l'acte dynastique d'Amboise porte en lui, sauf si un accord intervient ultérieurement, les germes d'une querelle de succession sans précédent dans les annales capétiennes (4).

Il en est cependant de la famille de France comme du Parti socialiste français : dans un cas comme dans l'autre, tant que le « vieux chef » sera là, les flammes resteront au fourneau, ou du moins seront mouchetées.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) A l'occasion de leur mariage en 1957, de Gaëlle, qui y voyait, dit-on, un symbole de la réconciliation franco-allemande, avait écrit au comte de Paris : « L'avenir du prince Henri, celui des vôtres, sont intégrés aux expériences de la France ».

(2) Louis Lullat, *Abdelkader, adversaire et ami de la France*, Pymon, 250 pages.

(3) La plupart des aspects juridiques et historiques des successions capétiennes sont décrits dans *La Lignée dynastique en France*, (130 pages grand format), ouvrage de Hugues Trounstein qui vient de publier les éditions Roussard, 44, rue Bizanet, 38000 Grenoble.

9 162 ; suffr. expr. 8 869. M. Demange, 3 691 ; M^{me} Lamm, 2 931 ; MM. Todech (PS), 1 785 ; Kiffer (FN), 514 ; Girard (ext. d.), 396 ; Sanaé (POE), 113 ; Dal Pezzolo (MPT), 39. Au second tour du scrutin de 1985, Claude Lamm l'avait emporté avec 5 788 voix, contre 4 925 à M. Demange, sur 10 705 suffrages exprimés, 11 116 votants et 16 474 électeurs inscrits.)

Longeville-la-Metz. En recueillant 72,55 % des suffrages, la liste de la majorité ne retrouve pas le score obtenu par la liste commune par M. Henry au premier tour du scrutin de 1983 (76,15 %).

Au premier tour de l'élection de 1983, la liste conduite par Robert Henry l'avait emporté, avec 1 597 voix et 24 sièges, contre 500 voix à celle conduite par M. Demange qui avait obtenu 3 sièges, sur 2 097 suffrages exprimés, 2 141 votants et 2 706 électeurs inscrits.)

Deux élections cantonales et une municipale

LOT-ET-GARONNE : canton de Beaulieu (1^{er} tour).

Inscr., 1 987 ; vot., 1 440 ; suffr. expr., 1 392. MM. Jean-Pierre Bissières (UDF), 756 voix, ELU ; Pierre Gorju (PS), 460 ; M^{me} Ginette Dussel (PCF), 176.

[Le candidat de la majorité a remporté dès le premier tour cette élection partielle, organisée à la suite du décès, le 17 août, de Claude Archambault de Vencay, conseiller général (UDF) de Beaulieu depuis 1973. M. Bissières, qui a recueilli 54,31 % des voix, perd près de 3 points par rapport au résultat obtenu par M. Archambault de Vencay en 1985 (57,15 %). En l'absence de la représentante du Front national qui recueillait 5,81 % des suffrages en 1985, les deux candidats de gauche réalisent une bonne opération : avec 12,64 % des voix, la candidate du PCF gagne près de 2 points par rapport à son score de 1985 (11,09 %), tandis que celui du PS, qui obtient 33,04 % des

voix, améliore de plus de 6 points le résultat obtenu par le candidat socialiste (26,73 %).

Au premier tour du scrutin de 1985, les résultats étaient les suivants : Inscr., 1 958 ; vot., 1 524 ; suffr. expr., 1 496 ; Claude Archambault de Vencay, 855 ; REELU ; M^{me} Sanaé (PS), 400 ; Dussel, 166 ; Lamm (FN), 75.]

MOSELLE : canton de Maizières-lès-Metz (2^e tour).

Inscr., 16 427 ; vot., 9 985 ; suffr. expr., 9 604. M^{me} Claudette Lamm (PCF), 5 228 voix, ELUE ; M. Maurice Demange (RPR), m. de Maizières-lès-Metz, 4 376.

[Le Parti communiste conserve le seul siège qu'il détenait au conseil général de Moselle. En recueillant 54,43 % des suffrages, M^{me} Lamm, épouse de Claude Lamm, conseiller général sortant décédé, a amélioré de près d'un

point le résultat obtenu par les trois candidats de gauche au premier tour (53,61 %) et de près d'un demi-point celui de son mari aux élections cantonales de 1985 (53,99 %). Elle a essentiellement bénéficié d'une meilleure mobilisation électorale ce dimanche (39,21 % d'abstentionnistes au lieu de 44,59 % au premier tour).

Au premier tour, les résultats étaient les suivants : Inscr., 16 427 ; vot., 9 985 ; suffr. expr., 9 604. M^{me} Claudette Lamm (PCF), 5 228 voix, ELUE ; M. Maurice Demange (RPR), m. de Maizières-lès-Metz, 4 376.

MOSELLE : Longeville-la-Metz (1^{er} tour).

Inscr., 2 745 ; vot., 1 758 ; suffr. expr., 1 534. Liste div. droite, conduite par M. Henri Chateau, 1 113 voix, 24 ELUS ; liste div. gauche, conduite par M. René Branche, 421 voix, 3 ELUS.

[La liste conduite par M. Chateau a remporté cette élection partielle organisée à la suite du décès, en août dernier, de Robert Henry, maire (div. d.) de

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA
1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, Ca 94109

MBA Master of Business Administration
Programme à San Francisco en 14 mois spécialisé en Management International, associant une pédagogie active à une expérience pratique par le projet personnel/professionnel.

3^e CYCLE Diplômés de l'enseignement supérieur : Titulaires de maîtrise, ingénieurs, médecins, pharmaciens, architectes, I.E.P....
Programme de 12 à 18 mois préparant au Master of Business Administration (M.B.A.) à Paris et à San Francisco.

2^e CYCLE Intensif : Cursus spécifique de deux ans préparant au Master of Business Administration à Paris et à San Francisco.

Informations et sélections : European University of America
17-25, rue de Chailot (Métro Iena), 75116 Paris - (1) 40 70 11 71
Communiqué par European University of America • San Francisco • California

Tout ce que vous souhaitez. Et plus.

Dans les hôtels Holiday Inn® les chambres sont plus spacieuses que dans la plupart des chambres d'hôtels, et la qualité des chambres spécialement aménagées pour satisfaire l'homme d'affaires n'entraîne pas de suppléments.

Et tout cela avec un service discret mais professionnel, rend les voyages d'affaires tellement plus faciles.

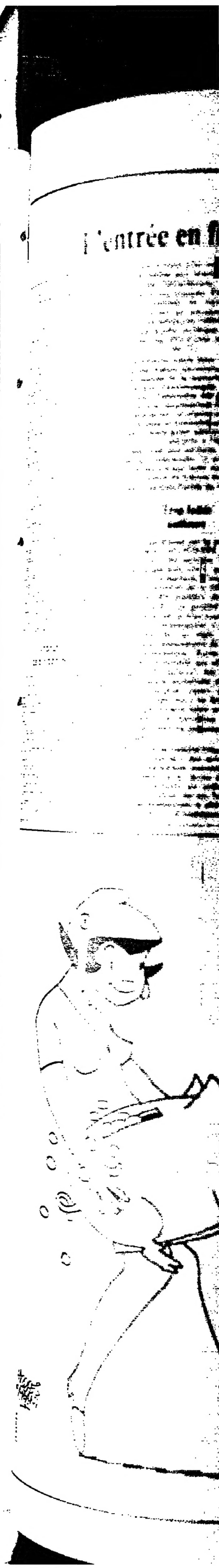
Vous avez tout ce que vous pouvez souhaiter et souvent plus, mais sans que cela vous coûte davantage.

C'est ça, les hôtels Holiday Inn.

You're more than welcome®

POUR TOUTE RÉSERVATION, CONTACTEZ RÉSERVATIONS CENTRALES PARIS, (1) 43 55 39 02, OU L'UN DES 10 HOTELS HOLIDAY INN EN FRANCE : LILLE AEROPORT 20 97 92 • LILLE NORD MARCO-DU-BAROEUL 20 72 17 30 • LYON ATLAS (1) 46 87 25 66 • PARIS-PLACE DE LA REPUBLIQUE (1) 43 55 44 34 • PARIS-PORT DE VERSAILLES (1) 45 33 76 63 • PARIS-RODS-CHARLES DE GAULLE (1) 39 88 00 22 • PARIS-VELIZY (1) 39 46 86 88 • STRASBOURG 88 35 70 00 • VOUS SEREZ TOUJOURS LES BIENVENUS.

HOLIDAY INN CROWNE PLAZA LYON ATLAS MAINTENANT OUVERT



L'Université et les technologies nouvelles

L'entrée en force de la télématique

SAINT-ETIENNE
de notre envoyé spécial

« L'Université se lance dans la télématique me fait penser à une grand-mère qui voudrait apprendre à faire du pain à roulettes ». L'annonce sans ménagement de l'ouverture des deuxièmes Journées UNISTEL (Université et télématique), qui se sont déroulées du 22 au 24 septembre à Saint-Etienne, cette formule d'un étudiant en communication visait juste. A en juger pourtant par le nombre des participants — plus de deux cent cinquante personnes, venues d'une cinquantaine d'universités — la grand-mère a bon pied, bon œil et fait des adeptes.

C'est en effet le premier enseignement de ces trois journées de réflexion : après la presse, l'entreprise ou les collectivités locales, le minitel est en train d'acquiescer droit de cité dans les universités. Il y a un an, les quelques services de télématique universitaire qui existaient à Dauphine, Montpellier, Nancy, Saint-Etienne ou Bordeaux faisaient figure de pionniers. En juin dernier, l'on recensait déjà une vingtaine de services. Aux Journées de Saint-Etienne, ce ne sont pas moins de trente-cinq responsables de services vidéotex qui présentaient leurs réalisations ou des projets bien avancés. Autrement dit, une université française sur deux est aujourd'hui en passe d'utiliser la télématique.

Ardeur de néophytes

Et le mouvement n'est pas terminé. Selon une enquête menée à l'occasion de ces Journées (1), il apparaît que les responsables universitaires, présidents ou secrétaires généraux, sont tout à fait favorables à ce nouveau média : 87 % d'entre eux estiment que le minitel est un outil de communication efficace et la quasi-totalité (97 %) prévoient que leur université développera un service télématique, dont la moitié dès l'année prochaine. La DBMIST, la direction de l'enseignement supérieur, qui a beaucoup œuvré depuis

quelques années pour sensibiliser les universitaires aux nouvelles technologies de l'information, ne s'y est d'ailleurs pas trompée. Elle a profité des rencontres de Saint-Etienne pour publier un annuaire des services universitaires vidéotex et surtout un guide juridique destiné à faciliter les démarches des promoteurs de services (2).

Le minitel entre donc peu à peu dans les mœurs universitaires. Cette banalisation et la maturité grandissante qui l'accompagne autorisent d'ailleurs l'ensemble des partenaires (ministère, responsables des services universitaires d'orientation, documentalistes et bibliothécaires, enseignants, mais aussi administratifs et étudiants) à adopter à l'égard de la télématique une attitude plus critique qu'aspirant. L'ardeur des néophytes n'a pas faibli mais chacun évalue mieux les limites de leurs services et les spécificités du vidéotex.

Trop faible audience

Le bilan dressé par la plupart des participants d'UNISTEL est sans ambiguïté : les services qu'ils ont mis en place sont loin — parfois très loin — d'être parfaits. L'enquête réalisée à l'initiative de la DBMIST le confirme. En matière de contenu tout d'abord, « la qualité moyenne des services est le plus souvent décevante ». L'orientation « informative », qui est la règle générale, entraîne un sous-emploi de l'interactivité télématique. Rares sont en effet les universités qui offrent aux usagers du minitel des services d'information actualisée et vivante (offres d'emploi, report de cours, manifestations, etc.) ou des services d'échanges directs entre utilisateurs (messageries ouvertes, petites annonces, tests de connaissances par exemple).

En outre, la tonalité fréquemment « administrative » des services fait qu'ils apparaissent souvent comme la transposition à l'écran des documents habituels de présentation d'une université, de ses formations et de ses prestations. A côté de quelques initiatives dynamiques, comme

UNIAIX (faculté de sciences économiques d'Aix-Marseille II), bien des services télématiques présentent encore, en matière de graphisme, de maquette, d'affichage, de ton ou de définition de rubriques, une allure peu attrayante, surtout pour des étudiants qui ont pris l'habitude des services grand public.

Enfin, la promotion de la télématique universitaire est largement insuffisante. Beaucoup reste à faire sur ce plan : meilleure définition des publics visés (étudiants, enseignants ou usagers extérieurs à l'université), recherche de partenaires disposant de relais efficaces (presse ou collectivités locales, par exemple), mais surtout « développement massif des lieux de consultation publique dans l'université afin de susciter un trafic de découverte » et une base d'utilisateurs réguliers. Or, à côté de l'effort réalisé sur ce point par UNISTEL Montpellier, qui a dispersé près de deux cents minitels en accès gratuit sur l'ensemble de l'université, bien des services n'offrent que de rares points de consultation. Ce manque de promotion explique largement l'audience souvent très faible des services universitaires : trois d'entre eux seulement atteignent ou dépassent les trois mille interrogations mensuelles.

Centralisation et spécialisation

Ces constats sévères n'ont cependant pas découragé les responsables présents à Saint-Etienne. Au contraire : le consensus était général sur la nécessité de dépasser le bricolage qui a présidé jusqu'à présent à la plupart des initiatives. M^{me} Marie Marchand, de la direction générale des télécommunications, a fait un tabac en présentant pourtant des recommandations très ciblées : centralisez les moyens, spécialisez les fonctions et animez les réseaux, bref, ayez une approche professionnelle ! Toutefois les promoteurs de la télématique universitaire ont tendance à expliquer les imperfections de leurs services par une insuffisance de moyens financiers et humains. Et à éluder du même coup

des blocages beaucoup plus profonds.

Malgré l'intérêt affiché par les présidents d'université, l'ensemble de la communauté universitaire apparaît en effet beaucoup plus réservée, indifférente, voire dédaigneuse. Et foncièrement réticente à l'égard d'un média qui risquerait de bousculer des cloisonnements et un isolement qui ne sont pas sans confort. Deuxième point de blocage : il apparaît de plus en plus évident que, faute de se regrouper au niveau local et régional, les animateurs de services télématiques risquent de s'épuiser. Mais ce qui est déjà difficile à réaliser au sein même d'une université paraît encore utopique entre plusieurs établissements. Enfin les ministères de Saint-Etienne ont passé sous silence un point essentiel : l'Université ne serait-elle pas la mieux placée pour explorer les possibilités pédagogiques de l'outil télématique ? Ne trouverait-elle pas, sur ce terrain, une raison spécifique et valorisante de s'approprier ce média ?

GÉRARD COURTOIS.

(1) Les Services vidéotex universitaires, étude réalisée par la société Futur simple pour la DBMIST et la DGT.

(2) Université, vidéotex : guide des aspects juridiques, par Jean Martin et Odile Conseil. DBMIST, 3, bd Pasteur, 75015 Paris.

Les enseignants revendiquent le droit de copier les logiciels

L'inculpation, le 27 août dernier, pour contrefaçon de logiciels informatiques, d'un professeur de l'IUT d'informatique de l'université, Paul Sabatier de Toulouse, est en train de déclencher un mouvement de solidarité dans l'ensemble de la communauté universitaire. L'affaire remonte au printemps dernier, lorsque l'association pour la protection des logiciels informatiques pour la commercialisation frauduleuse de copies de logiciels informatiques. L'enquête aboutit en avril à l'inculpation de deux étudiants toulousains, mais ceux-ci désignent l'un de leurs professeurs de l'IUT d'informatique comme étant à l'origine des copies des disquettes incriminées, et cet enseignant est à son tour inculpé.

La mobilisation de ses collègues toulousains est immédiate. Dès le 12 septembre, des universitaires — dont les trois présidents des universités de Toulouse ainsi que les directeurs d'Institut universitaire de technologie (IUT), d'unité de formation et de recherche (UFR) et de laboratoires de recherche — publient un communiqué dans la Dépêche : ils affirment être amenés, eux aussi, à enfreindre la loi du 3 juillet 1985 sur le droit d'auteur, l'article 47 de cette loi, qui organise la protection des logiciels, interdit en effet « toute reproduction autre que l'établissement d'une copie de sauvegarde par l'utilisateur ».

Or les enseignants d'informatique, ainsi que d'autres disciplines utilisant des logiciels, soulignent que, devant la modicité des moyens budgétaires dont

ils disposent et du fait du coût des logiciels, « ils sont amenés à faire des copies pour faciliter l'enseignement ». Ces « copies pédagogiques », estiment-ils, sont la seule solution dont ils disposent pour faire travailler correctement leurs étudiants. Ils demandent donc, d'une part, à être inculpés à leur tour par solidarité avec leur collègue et, d'autre part, un assouplissement de la législation « en ce qui concerne l'utilisation purement pédagogique des logiciels ».

En quelques jours, l'affaire a pris une ampleur nationale. Le comité de soutien à l'enseignant toulousain a adressé une lettre de demande d'inculpation par solidarité à l'ensemble des présidents d'université française, directeurs d'IUT, de départements d'informatique et de Maitrise d'informatique appliquée à la gestion (MIAGE). En quarante-huit heures, ils ont reçu environ trois cent quarante demandes d'inculpation venant de collègues informaticiens de toute la France et espèrent attendre rapidement un millier de réponses.

M. Jean-Jacques Conté, président de l'université Paul-Sabatier, s'est adressé à M. Jacques Valade, ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur, pour prendre la défense de l'enseignant inculpé, « dont l'intégrité ne peut être mise en cause » et pour lui demander de prendre rapidement des mesures afin que les enseignants puissent désormais assurer leur mission pédagogique sans être en permanence sous le coup de la loi. Au ministère de l'enseignement supérieur, l'on estime qu'il « faudrait effectivement modifier la loi de 1985 ». Mais « ce n'est pas facile », ajoute-t-on. M. Jacques Valade, qui se rend à Toulouse le 1^{er} octobre, pourrait saisir cette occasion pour préciser officiellement sa position.

G. C.

• Manifestations pour les écoles basques. — De brèves effusions ont opposé, samedi 26 septembre à Bayonne (Pyrénées-Atlantiques), les forces de police et mille cinq cents manifestants venus réclamer des subventions de l'éducation nationale en faveur des Ikastola, écoles où l'enseignement est dispensé en basque. (Corresp.)

COMMENT SAUVER LA SECU ?

SCIENCE VIE ECONOMIE OCTOBRE

CHOSE PROMISE, CHOSE DUE.

MOINS D'IMPOTS

- 1 La bonne gestion de l'Etat permet de **réduire** les impôts de **69 milliards** de francs*.
- 2 La moitié de cette baisse profite aux entreprises. Celles-ci auront ainsi **accru leurs investissements de 10%** en 1986 et 1987, soit plus en 2 ans que pendant les 8 années précédentes.

- 2 L'impôt sur le revenu des Français est **allégé** de près de **22,5 milliards** de francs en 2 ans soit 10% du montant total de l'impôt sur le revenu payé en 1986*.

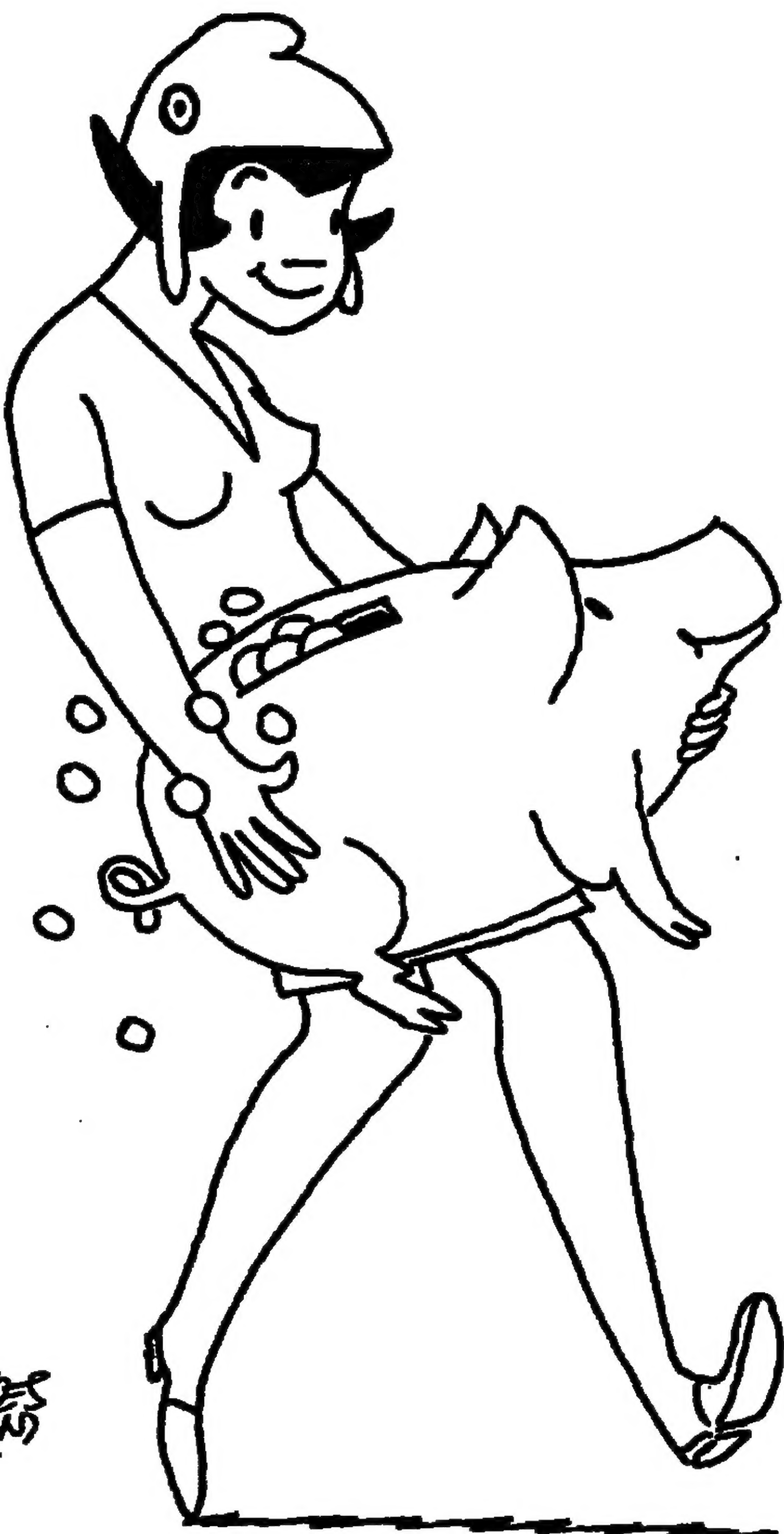
Revenu mensuel 1987 d'un couple avec 2 enfants	Impôt payé en 1986	Impôt payé en 1988	Baisse de la pression fiscale (en %)
7.500 F	1.358	0	- 100,0%
9.000 F	3.048	2.077	- 35,0%
30.000 F	52.978	52.189	- 6,9%

(*) Projet de loi de finances pour 1988. Documentation à demander à : B.P. 36 - 93152 LE BLANC-MESNIL.

- 3 Préparant 1992, le gouvernement réduit la TVA sur :
 - les automobiles et les motos de plus de 240 cm³ : de 33,3% à 28%,
 - les disques : de 33,33% à 18,6%,
 - les médicaments de 7% à 5,5%.

La France tient le bon cap !

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA PRIVATISATION



MODÈS
PARIS
L'ESPRESSO

welcome!

Société

L'automne basque d'Iparretarrak

(Suite de la première page.)

Mais l'inconscient basque, les conversations ou les tentatives d'analyses contournent avec soin le « cas Bidart », trop embarrassant pour les uns, trop proche du « syndrome Mearine » pour les autres. Les nationalistes qui s'interrogent, les enquêteurs qui s'efforcent d'une explication de la violence d'Iparretarrak, parlent actuellement plus volontiers de Maddy pour appréhender l'avenement collectif d'une poignée de clandestins basques. Quand cet officier de gendarmerie veut résumer ses impressions encore floues, il évoque le destin de la jeune militante : « Une méprise, dit-il, un terrible gâchis. »

Rêves de souveraineté

Aujourd'hui, martyr au souvenir douloureux pour les nationalistes, Maddy, la jeune employée de vingt-cinq ans, a vécu quatre ans de clandestinité, et quelques mois de prison. Son enfance, son adolescence à Hélette, un village proche de Saint-Etienne-de-Baigorri, avaient ressemblé à celles de tous les militants. Avec une mère, un père, un curé dévoué à la tradition basque, avec des rêves de souveraineté « euskadienne » auxquels les jeunes se laissent aller le dimanche sur les places d'églises du pays intérieur, à l'heure de la pelote, de la danse ou du chant.

Rien d'original. Très exactement l'éducation de base donnée quelques kilomètres plus haut dans la montagne à Philippe Bidart, et à ses trois frères, comme à Gaby Mousca (repris), à Joseph Echeveste (en fuite), ou à Didier Laffitte (décédé). Un mélange de ferment catholique inspiré par ces prêtres basques proches de la « théologie de la libération », d'attachement pieux à la langue et à la culture, et d'admiration envieuse pour le combat mené au sud par l'ETA.

Simplement, certains, même parmi les *Aberzales*, ces sincères, se basardaient à dire que Maddy n'avait pas tout à fait la vocation d'une clandestine. Qu'elle aurait bien pu être, comme d'autres figures d'Iparretarrak, dépassée par les événements, piégée par l'engrenage de l'attentat et de la fuite permanente. La jeune militante était douce et terriblement dévouée. On ajoute « un peu paumée aussi ». Elle s'aima Gaby Mousca, autre chef d'Iparretarrak.

Elle s'était fait prendre la première fois parce que, un jour de 1984, un indicateur de police avait vendu des explosifs à l'organisation basque, et que la jeune fille avait

conservé le stock dans la cave de son ancien logement. En 1986, un commando l'avait libérée en compagnie de Mousca : un très « joli » coup, mené de main de maître par Philippe Bidart à la prison de Pau. Maddy avait-elle tellement envie de retourner dans la clandestinité ? Elle s'expliqua plus tard avec les mots stéréotypés des communiqués. Elle parut, quelques instants, à visage découvert, lors d'une conférence de presse nocturne. On ne cache pourtant pas aujourd'hui, à Hélette, qu'à certains signes la jeune fille était peut-être lasse de ses combats dans l'ombre.

Parmi ses proches, certains, à mots couverts, laissent entendre qu'elle aurait secrètement préféré achever sa peine de détention. Huit mois encore avant la liberté et le droit de circuler, sans la crainte de tomber sur une patrouille... Elle fut reprise le 22 avril, quelques minutes avant sa mort. Elle courut à perdre haleine sur le ballast de la voie ferrée, pour distancer le policier qui la poursuivait. Elle tenait un pistolet à la main. Maddy ne tira pas.

« C'était une fausse dure, reconnaît un policier. Rien à voir avec les terroristes italiennes, avec les filles d'Action directe ou les Basques espagnols. » Une perdante née pour les exigences de la clandestinité, trop douce, trop fragile.

Un sentiment de culpabilité

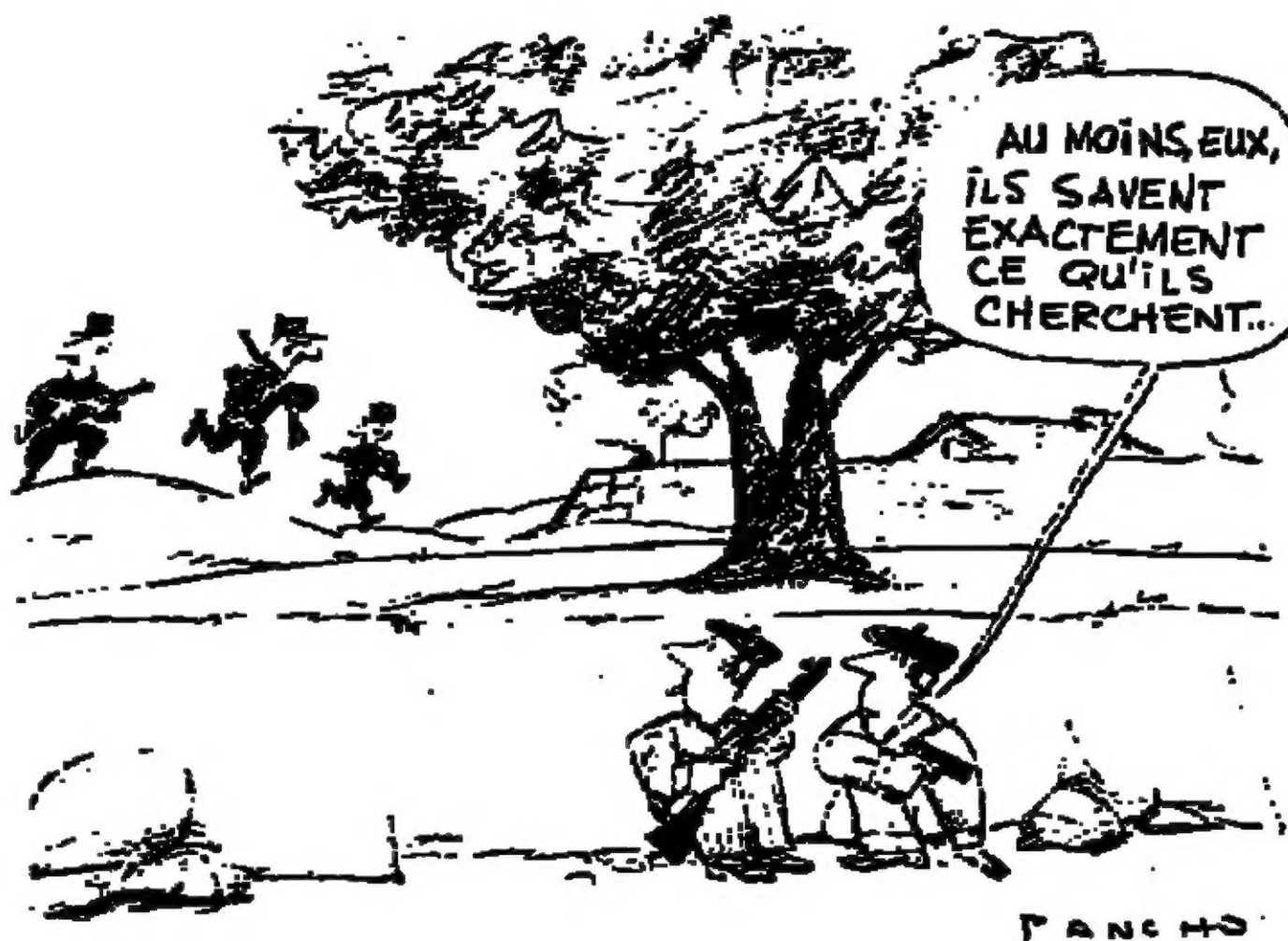
L'inadaptation de Maddy aux méthodes qu'elle avait elle-même choisies pourrait s'appliquer à la plupart des membres d'Iparretarrak. Une hypothèse paradoxale est même avancée : les clandestins basques seraient enlisés dans un sentiment de culpabilité, imprégnés, même l'arme à la main, de fortes valeurs catholiques, mal à l'aise dans la peau de desperados, incapables de cynisme.

Un détail étonne toujours les observateurs basques : les communiqués d'Iparretarrak, même après des événements graves, même après une mort d'homme, contiennent toujours inconsciemment une forme d'excuse implicite : « Nous ne recherchons pas l'affrontement », écrivent les amis de Philippe Bidart, quand, à trois reprises, leur chef tue des membres des forces de l'ordre. « Nous n'avons pas choisi la lutte armée de gaieté de cœur », lit-on dans chacun des dix numéros d'*Ido*, le journal de l'organisation.

Le Pays basque en armes est, en effet, loin d'Action directe ou de la Corse. La mort du gendarme Busch-

mann, le 24 août, a provoqué une certaine tristesse, une nouvelle crise de doute même parmi les *Aberzales*. Les enquêteurs eux-mêmes ont pu le constater. « Vous croyez que ça ne nous fait pas mal au cœur ? », demande « Xan Cascara », militant d'Elan, la vitrine politique de « Ceux du Nord », et qui passe pour l'un des théoriciens du mouvement. Comme Maddy, comme Philippe Bidart, Xan a été profondément marqué par son éducation religieuse.

Comme tous ceux qui tentent, ces temps-ci, d'expliquer « le geste de Philippe », cet intellectuel militant n'a pas recours aux mots de la haine.



Il ne justifie rien, surtout politique. « A Biscarrosse, le 24 août, c'était lui ou le gendarme, dit-il. Je préfère que mon frère vive, c'est tout. »

Les communiqués révèlent une autre anomalie : les revendications sont toujours fort modérées, hors de propos, démesurées par rapport à la violence exprimée par la clandestinité. Dans le long récit difficile, maladroite, du meurtre de Biscarrosse, Iparretarrak résume ses trois seules volontés : « L'officialisation de l'Euzkara », la langue basque ; une économie faisant la part moins belle au tourisme, et la « définition d'un cadre institutionnel permettant au peuple basque de déterminer librement son avenir, de maîtriser sous les paramètres de son existence ».

Rien de très extrémiste, rien qui puisse s'apparenter politiquement au dessin du terrorisme radical de la fin des années 70 en Europe. Aucune trace de séparatisme. Les *Aberzales* ont, depuis longtemps, renoncé à toute idée d'une réunification de part et d'autre des Pyrénées d'un Euzkadi libre.

« Quelque chose cloche dans cette histoire », répète un officier de gendarmerie spécialisé depuis des années dans les affaires basques. Pour la première fois, avec une telle force, sans doute en raison de la précipitation des drames, des voix se sont élevées pour affirmer que « la lutte armée ne se parle plus qu'à elle-même » ; qu'elle n'a peut-être été, en dix ans, qu'une suite brouillonne de circonstances.

L'obsession d'une culture basque

De plus, rares sont les personnes capables de raconter au Pays basque l'histoire trop mouvementée d'Iparretarrak, et surtout les raisons de la naissance de cette organisation.

Tout commence au début des années 70, dans le terrain nationaliste de Saint-Etienne-de-Baigorri. Philippe Bidart, ses frères, les frères Istea, quelques autres, rêvent d'imiter les *Euzkarras* du Sud, de copier au Nord les méthodes employées au-delà du col d'Ispeguy. Ce besoin de ressemblance a sans doute été le plus déterminant. « Ils ont eu comme nous le complexe de Guernica », note l'ancien maire de Baigorri, M. Jean Haritschelhar, directeur du Musée basque de Bayonne. « Pour ma génération, ce fut 1936. Pour la leur, le procès de Burgos. »

Pendant plusieurs années à partir de 1973, Iparretarrak manifestait son existence, apparemment

Les trois personnes interpellées à Bordeaux sont inculpées et écrouées à Paris. — Catherine Totorica-Ondicola, son épouse Christian Ondicola et Xavier Macazagui-Urrutia, basque espagnol, membre présumé de l'ETA militaire interpellé avec eux le 23 septembre dans le Sud-Ouest (le Monde daté 27-28 septembre), ont été transférés à Paris, où Michel Legrand, premier juge d'instruction, les a inculpés, lundi 28 septembre, d'association de malfaiteurs dans les termes de la loi de septembre 1986 visant les entreprises de terrorisme. Ils ont été placés sous mandat de dépôt et écroués.

sans rien demander au mouvement basque lui-même, occupé à défendre sa cause par des moyens légaux. Un pharmacien fut attaqué dans des circonstances demeurées mystérieuses. La maison d'un chasseur fut plastiquée dans la montagne. Un rocher explosa devant la caravane du Tour de France.

A quoi servaient les attentats des années qui suivirent ? La mémoire *aberzale* mélange les dates, les objectifs. Le mouvement, comme entraîné par ses clandestins, s'efforça de faire croire qu'il agit sur ordre d'un comité exécutif. Un premier militant est arrêté. Deux autres

meurent tués par la bombe qu'ils avaient placée sous la voiture du sous-préfet de Bayonne. Le 7 novembre 1981, Xavier Montsera et Philippe Bidart commettent une attaque à main armée à Saint-Paul-lès-Dax (Landes). Bidart apprend l'arrestation de Montsera après qu'il s'est réfugié à Durango (Espagne). Il entre alors en clandestinité.

Pour venger cette première série d'échecs, Iparretarrak commettra, l'année suivante, l'irréparable. Ce que le mouvement n'assurera jamais : le meurtre de deux CRS à Saint-Etienne-de-Baigorri. Un meurtre involontaire et non un assassinat, puisque Philippe Bidart et ses compagnons voulaient « simplement » à l'origine enlever les deux policiers en patrouille. Mais une rafale de pistolet mitrailleur fut tirée. Iparretarrak ne revendiqua jamais ce meurtre. ETA tenta d'obtenir, en vain, la paix des bombes et des armes. Le mal était fait. Philippe Bidart et les clandestins, Mousca, Echeveste, Perez, Maddy et les autres allèrent dorénavant consacrer l'essentiel de leur énergie militante à survivre, à échapper aux poursuites.

Deux autres fois, le chef d'Iparretarrak tua pour s'enfuir, pour tenir encore. En 1983, à Léz (Landes), un gendarme, et cet été encore, à Biscarrosse.

Nombreux sont, aujourd'hui, les Basques qui considèrent que l'histoire politico-militaire de ce groupe s'est arrêtée depuis le début des années 80. Beaucoup estiment que la contribution des clandestins à la cause n'a été, depuis, qu'une source d'ennuis et de tracasseries policières. Les « actions concertées », le plastiquage de la voie ferrée Paris-Madrid ou 1983, juste avant le passage du Talo, la campagne antiterroriste de 1984-1985, se sont soldés par des échecs mal ressentis par des sympathisants.

La destinée d'Iparretarrak, depuis, échappe pour beaucoup au « problème basque ». Les *Aberzales* pleurent leurs morts. Beaucoup abriterait encore Philippe Bidart ou Joseph Echeveste pour une nuit, « parce que ce sont des frères ». Mais un fossé s'est creusé. Navrés, crédules, les sympathisants assistent, désormais, à une chasse à l'homme qui les émeut, mais qui coince de moins en moins leurs convictions ou leur engagement.

PHILIPPE BOGGIO.

Trois détenus s'évadent de la prison de Montpellier

Après avoir pris un gardien en otage, dans la menace d'un revolver, trois détenus se sont évadés, dimanche 27 septembre, de la prison de Montpellier. Au moment de la distribution de café, peu après 7 heures, Hamdale Djemaa, vingt-neuf ans, a menacé d'une arme un gardien et l'a forcé à ouvrir les portes d'André Gausserent, trente-six ans, d'André Ségura, vingt-huit ans, et d'un petit délinquant, Guy Rocher.

Après avoir franchi sous la protection de leur otage les différentes portes, les fuyards ont escaladé le mur d'enceinte et sauté dans la rue, disparaissant immédiatement. Seul

Deux extrémistes italiens arrêtés en France

L'ancienne terroriste Raffaella Esposito voulait reconnaître publiquement que « la lutte armée est une erreur »

VALENCE de notre correspondant

L'ancienne militante de l'organisation terroriste italienne Prima Linea Raffaella Esposito, vingt-cinq ans, arrêtée vendredi après-midi à Montélimar (Drôme), a été écrouée samedi 26 septembre à Valence en attendant son éventuelle extradition pour l'Italie. Visée par neuf mandats d'arrêt internationaux, la jeune femme était recherchée pour escroqueries, complicité de meurtres, fabrication d'engins explosifs et vols à main armée.

A l'issue de son activité terroriste (1979 à 1981), Raffaella Esposito était spécialisée dans l'attaque de banques pour financer l'organisation terroriste. Elle aurait rapporté plus de 70 millions de lires aux caisses du mouvement, lors d'une attaque à main armée à Naples. La jeune femme avait échappé aux policiers lors du démantèlement de Prima Linea en novembre 1981.

Arrêtée six ans plus tard, la jeune terroriste voulait, semble-t-il, tirer définitivement un trait sur son passé. Installée depuis un an et demi dans une ferme du village ardéchois d'Aubignas, Raffaella Esposito avait écrit au printemps dernier aux juges et aux procureurs italiens qui la recherchaient, pour leur dire qu'elle voulait bénéficier du statut de « dissociée ». Contrairement aux terroristes « repentis », qui vivent à la police les noms de leurs complices, les « dissociés » reconnaissent publiquement que « la lutte armée était une erreur », mais ne collaborent en aucun cas avec les policiers. Ce simple aveu d'avoir commis une erreur peut amener les juges à la clémence.

Quelques mois auparavant, l'ancienne terroriste avait fait une démarche identique auprès du consulat d'Italie à Marseille. Mais le courrier posté à Montélimar ainsi que l'adresse où les magistrats italiens étaient censés envoyer leurs réponses aux lettres de Raffaella Esposito — celle d'un de ses amis domicilié à Montélimar — ont déconvoqué la jeune femme.

Ce sont des inspecteurs de la direction centrale des renseignements généraux et du SRPJ de Lyon qui ont procédé à son arrestation en pleine ville, alors qu'elle se rendait à son travail : depuis quinze jours, elle

vendait des sacs à main dans une boutique de Montélimar.

Si l'on en croit son ami Jean-François, Raffaella avait définitivement coupé les ponts avec le terrorisme : un passé dont elle parlait peu. Elle avait débuté à dix-sept ans, enrôlée par son beau-frère déjà membre de Prima Linea.

« Après, je crois que tout est allé très vite, comme un engrenage, explique Jean-François. Mais aujourd'hui, c'était fini et elle avait envie de vivre libre et non plus dans la clandestinité ».

L'an dernier, ses parents étaient venus de Naples voir Raffaella en Ardèche.

GÉRARD MÉJEAN.

Marco Affatigato est écroué à Grenoble

Marco Affatigato, trente-quatre ans, militant de l'extrême droite italienne, vient d'être arrêté à Valence (Drôme) en compagnie de deux autres personnes dans le cadre d'une enquête menée par le SRPJ de Lyon sur une affaire de chèques falsifiés. Les policiers ont saisi sur eux une série de faux chèques d'un montant d'environ 40 millions de francs. On se trouvait en présence d'un réseau à ramifications internationales.

Marco Affatigato, qui a été inculpé et écroué à la prison de Valence, près de Grenoble, le 18 septembre, avait été impliqué en Italie dans l'attentat de la gare de Bologne qui fit quatre-vingt-cinq morts et deux cents blessés le 2 août 1980, et qui fut revendiqué à l'époque par le mouvement d'extrême droite italien Ordine Nuovo. Mis hors de cause dans cette affaire, il faisait l'objet de plusieurs mandats d'arrêt pour association de malfaiteurs et détention d'explosifs à la suite d'autres attentats commis en Italie. Considéré comme un ami de Mario Tuti, animateur de la récente prise d'otages à la prison de l'île d'Elbe, Affatigato, qui a acquis la nationalité française par mariage, avait été arrêté à Montélimar le 4 août 1980, puis extradé à la demande des autorités italiennes. Il devait être libéré de la prison de Pistoia en 1986 et avait regagné la France. Il semble que la police française ne l'ait pas perdu de vue.

L'assassinat en avril de M^e Mecili

La France a expulsé un suspect vers l'Algérie

Dans son édition du 28 septembre, l'hebdomadaire *le Point* affirme que la police française a interpellé, il y a plusieurs semaines, « dans le plus grand secret », un Algérien qui serait impliqué dans l'assassinat d'Ali Mecili, avocat français d'origine algérienne, proche de MM. Ali Ahmed et Ahmed Ben Bella, tué à Paris le 7 avril 1987 (*le Monde* du 9 avril). Entendu par M^e Françoise Canivet-Beuzit, juge d'instruction chargé du dossier, le suspect, Abdelmalek Amellou — présenté par *le Point* comme un « proxénète », aurait été expulsé vers l'Algérie le 14 juin.

Selon *le Point*, l'assassinat aurait fait l'objet d'un « appel d'offres » dans le milieu pour la somme de 800 000 F. Abdelmalek Amellou, plusieurs fois condamné pour vol, chèques sans provision et détention d'armes, aurait servi d'intermédiaires. Interpellé peu après par la brigade criminelle, il a nié toute participation au meurtre d'Ali Mecili et n'a pas été

reconnu par l'amie qui accompagnait l'avocat lorsque celui-ci a été assassiné. Les policiers ont néanmoins trouvé dans l'appartement d'Abdelmalek Amellou un ordre de mission de la Sécurité militaire algérienne l'autorisant à utiliser un véhicule officiel mis à sa disposition par les services algériens.

Toujours selon *le Point*, le véritable assassin « aujourd'hui identifié, a pris le large ». Quelques jours après son interpellation par la brigade criminelle, Abdelmalek a été expulsé vers l'Algérie.

L'éventuelle implication des services secrets algériens dans l'assassinat d'Ali Mecili est considérée comme hautement probable par les observateurs de la vie politique algérienne. Au ministère de l'Intérieur on confirmait, lundi 28 septembre, qu'Abdelmalek Amellou, placé sur écoute téléphonique pour une affaire de proxénétisme, a bien été expulsé vers l'Algérie après que M. Robert Pandrand eut signé son arrêté d'expulsion. On confirme également que le suspect était en possession de papiers émanant de la Sécurité militaire algérienne. Maintenu en garde à vue, puis entendu par le juge d'instruction, Abdelmalek Amellou a été libéré sans qu'aucune charge ait pu être retenue contre lui.

Replacé immédiatement en garde à vue, à la demande de M. Gilles Boulogne, juge d'instruction chargé du dossier concernant plusieurs attentats commis à Paris, Abdelmalek Amellou, qui, au téléphone, avait confié à l'une de ses amies qu'« il valait mieux ne pas se promener dans les grands magasins après le 15 juin », a, cette fois encore, été relâché.

L'ex-CRS Jean-Paul Taillefer remis en liberté

Nombreuses réactions après l'arrêt de la cour d'assises des Bouches-du-Rhône

Jean-Paul Taillefer, l'ex-CRS qui avait tué en 1980 un jeune Maghrébin, Houari Ben Mohamed, dix-sept ans, lors d'un contrôle d'identité, a été libéré le vendredi 25 septembre dans la soirée, vingt-quatre heures après sa condamnation pour « homicide involontaire » à dix mois de prison, dont quatre avec sursis, par la cour d'assises des Bouches-du-Rhône (*le Monde* daté 27-28 septembre).

Ce verdict, qui avait provoqué l'indignation des parents de la victime et de nombreux habitants des cités populaires de Marseille, connue de susciter de vives réactions. Le comité de soutien à la famille de la victime, Houari Ben Mohamed, a appelé à une manifestation qui doit avoir lieu le samedi 3 octobre à Marseille. Dans un communiqué, le comité souligne qu'il « ne peut qu'exprimer sa révolte et ses craintes devant une telle injustice ».

Pour sa part, l'association SOS-Racisme déclare dans un communiqué : « Sept ans après sa mort, le mémoire de Houari Ben Mohamed vient d'être bafoué. » L'association

annonce que son président Harlem Désir demande à rencontrer le garde des sceaux, M. Albin Chalandon.

L'association France-Plus estime, de son côté, que le verdict « tendrait à démontrer à l'évidence qu'il existe aujourd'hui en France deux catégories de justiciables ».

Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), soulignant que le verdict est « le reflet d'un climat malsain qui risque de le déteriorer encore », demande : « Est-ce ainsi que notre société répond à l'inquiétante multiplication des attaques, crimes, bavures, visant les immigrés et leurs enfants ? »

D'autre part, la radio algérienne a, elle aussi, vivement critiqué le verdict. Selon elle, cette clémence signifie que « six mois de prison, c'est tout ce que vaut la vie d'un homme ».

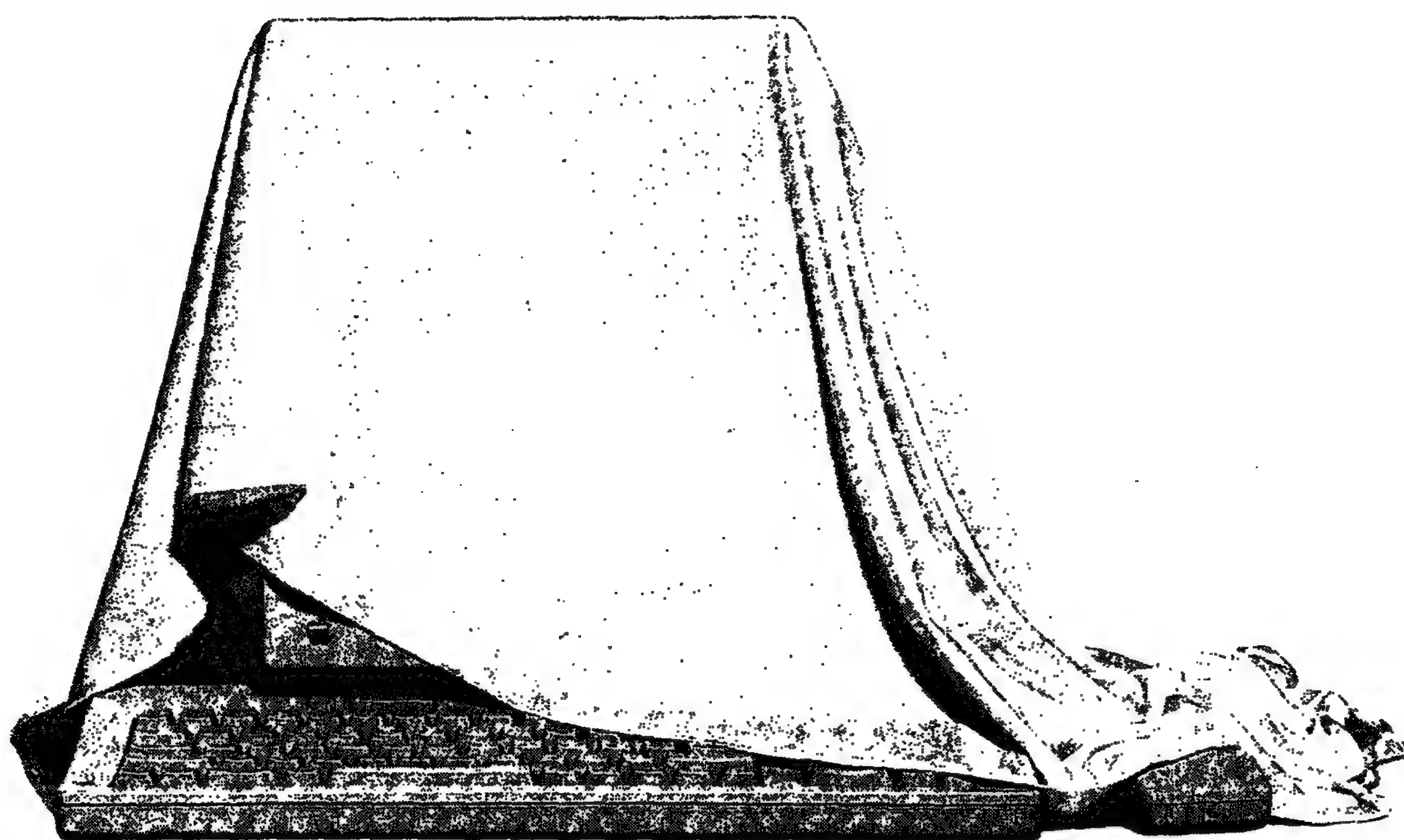
Enfin, deux journaux marocains d'opposition, *l'Opinion* et *Al Bayane*, s'inquiètent du « laxisme » de la cour française.

● Fusillade dans un cabaret parisien : trois morts. — Samedi 26 septembre vers 20 heures, deux hommes ont ouvert le feu au pistolet-mitrailleur à l'intérieur d'un des plus grands cabarets de Pigalle, le Topless, 60, boulevard de Clichy, tuant un touriste américain, M. Bach-Thien Vu, ainsi que deux employés de l'établissement, Mlle Dolorée Ceppied et M. Rupan Kuyumnyal. Un troisième employé, M. Jean-Luc Nicoli, a également été touché par une balle dans la jambe.

Les policiers de la brigade criminelle chargée de l'enquête n'ont pas encore eu de nouvelles de la victime, mais sembleraient s'orienter vers la recherche de deux individus parlant italien, présents peu avant le drame dans

مكتبة في الجزائر

Apple Expo 87 : inutile de taper 36.15 pour que je vous montre tout.



Apple, le logo Apple, Macintosh sont des marques déposées de Apple Computer Inc.

Si vous désirez vraiment taper 36.15 (code d'accès : Vilette, mot clé : Apple) vous trouverez tous les renseignements utiles à propos d'Apple Expo.

Toutefois, si vous désirez faire des rencontres intéressantes, ou tout simplement tout voir d'un coup d'œil décomplexé, nous avons toujours pensé chez Apple que rien ne remplacera les vraies expériences humaines, et surtout pas les machines.

En fait, il s'agit d'un coup d'œil particulièrement panoramique puisque vous pourrez en 14.000 m² à travers 160 exposants contempler tout un univers, sa culture, son présent et son avenir, celui d'Apple. Celui de votre Apple.

Voyons d'abord ce que vous pourrez

voir du 30 septembre au 3 octobre.

Lorsque vous aurez vu l'ensemble des produits Apple et non Apple, mis au point par des développeurs extérieurs, vous pourrez contempler tous les logiciels disponibles aujourd'hui sur l'Apple II ou Macintosh ; avec une attention toute particulière pour les derniers-nés des Etats-Unis visibles en France pour la première fois.

Au passage, n'oubliez pas de demander au Macintosh II de se livrer à une petite exhibition personnelle.

Gardez un peu de votre temps pour regarder les domaines où Apple tient une place toute particulière, comme l'éducation ou l'édition personnelle.

Et si vous n'êtes toujours pas rassasiés,

arrêtez-vous au village de formation pour demander à voir tout ce que vous n'auriez osé imaginer.

En ce qui concerne les rencontres, rien n'a été laissé au hasard. Que ce soit au cours de l'une des nombreuses conférences, pendant un spectacle, au Club Apple, ou tout simplement au restaurant, vous rencontrez qui vous voulez.

Apple Expo du 30 septembre après-midi au 3 octobre 1987. La Grande Halle - La Villette. Heures d'ouverture : mercredi de 12 h à 19 h, autres jours de 10 h à 19 h. Jeudi : journée professionnelle. Métro : Porte de Pantin.



Apple Expo - La Grande Halle - La Villette. Du 30 septembre au 3 octobre.

Apple

Sports

FOOTBALL : la réussite de Niort en championnat

Les Chamois s'installent au sommet

La douzième journée du championnat, disputée samedi 26 septembre, a été marquée par la défaite à domicile de Marseille, devant Auxerre (0-1). Les Chamois niortais, grâce à leur victoire sur Brest (3-0), sont désormais seuls à la deuxième place du classement à trois points de Monaco, victorieuse de Lille (1-0) et devant Bordeaux vainqueur de Laval (1-0).

NIORT
de notre envoyé spécial

Un défilé à faire débordier le marais poitevin tout proche ? Quand une dépression s'installe, comme ce week-end, sur la région, les dirigeants des Chamois niortais essaient un petit coup de déprime. Non pas qu'ils craignent de voir leurs joueurs pasturer sur la pelouse et s'enliser au classement. Ceux-ci ont au contraire facilement conservé leur deuxième place face à une fantomatique équipe de Brest. Mais la pluie est le seul élément capable de décourager les pilotes qui, de plus en plus nombreux, convergent vers le stade de cette « Venise verte ». Ici, en effet, l'unique tribune couverte n'offre que 2 500 places abritées. Le public niortais doit vivre son rêve à la belle étoile, sur des gradins métalliques installés à la hâte au début de l'année.

Malgré la précarité de l'accalmie, ils étaient près de 9 000 au coup d'envoi samedi soir. Une foule considérable pour cette équipe qui, il y a seulement quatre ans, se débattait en quatrième division devant une poignée de moutons. L'essor des Chamois promus cette saison après une courte halte au purgatoire de la deuxième division, a selon Patrick Parizon, entraîneur-comblé, « bouleversé la vie du Niortais, une personne naturellement pondérée mais qui nous manifeste beaucoup d'enthousiasme ».

Après les victoires à Monaco et à Lille, les supporters étaient plusieurs milliers à attendre leurs héros en pleine nuit sur le petit aéroport de Niort.

Les tribunes démontables du stade se dressent comme les échafaudages d'un club en construction, club-champignon dont les structures tentent

de rattraper les résultats sportifs. En bondissant d'un seul coup du niveau régional à la cime de l'élite nationale, les Chamois ont placé la municipalité niortaise dans une situation inédite. « Il faut accompagner l'événement et le vivre dans la mesure et l'enthousiasme », dit Bernard Belloc, maire (PS) de la ville. Niort n'aura jamais les moyens financiers des grandes métropoles. Nous devons les remplacer par l'intelligence et le travail. » Pour adapter les infrastructures au standing sans cesse amélioré du club, la commune a néanmoins dû consentir « un investissement de 10 millions de francs en dix-huit mois sur un budget moyen annuel d'investissement de 70 millions ». L'aide municipale, comprenant une subvention de 1,2 million de francs, est estimée par le maire à 4,5 millions de francs. Cet effort est compensé, selon M. Belloc, par le fait que « les Chamois sont le premier vecteur de la promotion de la ville dont l'essor économique passe par le développement d'une notoriété ». Par sa résonance médiatique, le football est un bon coup publicitaire pour une ville que peu de Français savent situer correctement sur une carte.

Toutefois, M. Belloc prévient : « Si le phénomène devait se pérenniser, il faudrait songer à des équipements d'une autre dimension que la commune ne pourrait assumer seule. » Appel du pied en direction des collectivités régionales (60 % de spectateurs ne sont pas niortais) et de l'Etat.

« Imiter Saint-Etienne et Nantes »

La prémissure ! C'est l'obsession des dirigeants du club. Malgré les bons résultats actuels, l'objectif n'a pas été révisé à la hausse. Il demeure le maintien. Et si possible pour longtemps. « Le but est de s'implanter définitivement en première division », explique Patrick Parizon. L'objectif est encore plus ambitieux car nous sommes confrontés par la suite à la tâche de construire le toit, mais nous nous efforçons de l'associer sur des fondations solides. Nous voulons imiter Saint-Etienne et Nantes, des clubs qui perdurent malgré les aléas sportifs. »

Rude programme pour un club passé sans transition de l'amateurisme au professionnalisme. Toutes les tâches

doivent être menées de front et en urgence. L'homme-orchestre est Pierre Figari, chef du service informatique de la ville de Niort, porté à la présidence en juin 1984, au plus fort de la crise du petit club. Aujourd'hui, ce Corse de quarante-sept ans déploie toute son énergie à « tirer des sommes » pour boucler un budget de 30 millions de francs.

Soutenu pour ses matches à domicile par un centre commercial local, le club n'a pas encore de sponsor pour ses rencontres à l'extérieur. « De même qu'il est difficile de recruter des joueurs de renom parce qu'ils redoutent de s'embarquer dans une galère, il est difficile de trouver une entreprise acceptant de lier son image à un club

nouvellement promu », explique Pierre Figari.

Effectivement, dans les rangs niortais, il n'y a pas de vedettes. Le gâchis Abodi Fodé, dont le manager s'était montré trop gourmand, est parti. Une dizaine de joueurs plus ou moins anonymes, recrutés sur les bancs de touche des clubs huppés, ont renforcé l'effectif. « Ces joueurs dits « moyens » ont eu de prouver qu'ils ont du talent », dit le président. Patrick Parizon, qui vient de signer un nouveau bail de trois ans avec le club après avoir failli le quitter à l'intersaison, a réussi l'alignement en un temps record. Sur le terrain, la force de Niort est collective. Cet état d'esprit plaît car, selon M. Belloc, « il est conforme à la ville où les notions de solidarité, de mutualité et d'entraide sont très vivantes ».

L'autre « vecteur de notoriété » de Niort, plus ancien, ce sont en effet les mutuelles. Des entreprises qui font de cette ville de 65 000 habitants la cinquième place financière de France. Elles ne se désintéressent pas du club puisque le comité d'honneur, qui regroupe soixante-dix entreprises, est présidé par un dirigeant de la MACIF, M. Jean Simonnet. Mais leur engagement demeure discret car, fait remarquer M. Belloc, lui-même cadre de direction d'une mutuelle, « ce sont des sociétés à vocation nationale qui n'ont pas d'obligation particulière à l'égard des Chamois. Leur participation financière à cette aventure ne peut se concevoir qu'à travers une démarche conforme à leur objet et un message conforme à leur éthique ». En attendant, la MAAF, la MAIF et la MACIF sont les sonnettes que M. Figari tire avec le plus d'insistance dans l'espoir de « faire un grand club ».

« On cite la réussite de Laval et d'Angers, mais ces clubs tirent la ficelle, dit-il. A Niort, il y a le potentiel pour faire mieux. Les exploits des Chamois lui sont d'un précieux secours pour rassurer les partenaires qui attendent notre consolidation ». Et si ce président d'un club encore fragile fait preuve de tant d'assurance, c'est qu'il a « conscience qu'en cas de pépin, les mutuelles ne laisseront pas tomber les Chamois ».

JEAN-JACQUES BOZONNET.

Orage sur le Vieux Port

Atmosphère de crise autour du stade vélodrome. La défaite de l'Olympique de Marseille sur son terrain le samedi 26 septembre face à Auxerre (0 à 1) a mis la cité phocéenne en ébullition. A la sortie du stade, une cinquantaine de supporters autochtones ont pris les armes et entrainés à partie. Le président de l'OM lui-même est sorti de ses gonds.

La pitoyable prestation de ses joueurs a inspiré d'acides commentaires à Bernard Tapie, vice-président fédéral et récemment affecté par Michel Hidalgo et Gérard Banide. « Il ne suffit pas de prendre la liste des internationaux », a-t-il déclaré. Chez nous, trop de joueurs ont leur carrière ébréchée. Ce soir, ils se sont plantés pour ne pas jouer. A Niort, il y a le potentiel pour faire mieux. Les exploits des Chamois lui sont d'un précieux secours pour rassurer les partenaires qui attendent notre consolidation ». Et si ce président d'un club encore fragile fait preuve de tant d'assurance, c'est qu'il a « conscience qu'en cas de pépin, les mutuelles ne laisseront pas tomber les Chamois ».

LAÏCEZ pourrait se jouer devant moins de trente-cinq mille spectateurs.

AUTOMOBILISME : le Grand Prix d'Espagne

Cavalier seul de Nigel Mansell

Le Britannique Nigel Mansell (Williams-Honda) a remporté sa cinquième victoire de la saison en gagnant le Grand Prix d'Espagne de formule 1 automobile, dimanche 27 septembre, sur le circuit de Jerez (Andalousie). Après avoir doublé son coéquipier brésilien Nelson Piquet dès le premier tour, le Britannique a effectué un véritable cavalier seul pour s'imposer devant les deux McLaren-TAG-Porsche du Français Alain Prost et du Suédois Stefan Johansson.

Sur ce circuit étroit et trop sinueux, où le revêtement très sale incitait de s'écarter de la trajectoire sans risquer la sortie de route, la tâche du Britannique a été involontairement facilitée par le comportement du Brésilien Ayrton Senna (Lotus-Honda) qui a résisté jusqu'à neuf tours de l'arrivée pour tenter de préserver sa deuxième place sans changer ses pneus.

A l'inverse d'Alain Prost qui a su, une fois de plus, attendre son heure pour passer à l'offensive, Nelson Piquet a manifesté une trop grande fébrilité dans ses tentatives pour doubler son compatriote puis pour résister au Français. Après un tête-à-tête et une sortie de piste, il a dû se contenter du quatrième rang à l'arrivée, mais demeure le mieux placé pour le titre mondial des conducteurs.

Alors qu'il ne reste plus que trois grands prix à disputer (Mexique, Japon et Australie), une victoire suffirait à Nelson Piquet pour lui assurer un troisième titre si Nigel Mansell ne termine pas ce jour-là deuxième et ne gagne pas les deux autres courses. Deux victoires consécutives le Britannique si son coéquipier brésilien ne finit plus dans les trois premiers. Pour conserver son titre, Alain Prost devrait impérativement gagner les trois dernières courses sans que Nelson Piquet ne termine jamais mieux que troisième.

G. A.

MOTOCYCLISME : Grand Prix du Brésil

Gardner champion

« Je veux absolument battre Mamola lors du Grand Prix du Brésil afin de remporter le titre avant la dernière course de la saison », affirmait Wayne Gardner le 13 septembre au soir du Grand Prix du Portugal.

Pari tenu pour le pilote australien, qui, au guidon de la 500 cm3 Rothmans-Honda, a remporté dimanche 27 septembre le premier Grand Prix disputé sur le circuit de Goiânia, près de Brasilia. Parti en pole position, Gardner, l'amoureux de la vitesse (le Monde du 15 septembre), a mené la course de bout en bout, accroissant régulièrement son avance sur le duo américain Eddie Lawson-Randy Mamola, les deux pilotes de Yamaha luttant pour la deuxième place. Alors qu'il reste encore un Grand Prix à disputer, dimanche prochain en Argentine, Gardner s'est déjà adjugé le titre mondial 1987 avec un total de 168 points devant Randy Mamola (148).

Dans la catégorie des 250 cm3, Dominique Sarron a remporté sa première victoire de la saison sur un circuit de vitesse. Fédéré français pour le plus jeune des frères Sarron qui, après son succès au Bol d'or le 20 septembre, s'impose sur sa Rothmans-Honda devant son compagnon d'écurie Anton Mang virtuellement titulaire du titre de champion du monde depuis le Grand Prix du Portugal.

S. B.

CYCLISME : le Grand Prix des Nations

Charlie Mottet : comme une plume au vent

Déjà vainqueur en 1985, Charlie Mottet a remporté pour la seconde fois le Grand Prix des Nations — 89 kilomètres contre la montre — dimanche 27 septembre à Cannes. En outre, il a battu en 2 h 0 min 36 s (moyenne 44,276 km/h) le record de l'épreuve, qui depuis 1984, appartenait à Bernard Hinault : 2 h 0 min 50 s (moyenne 44,193 km/h). Excellente fin de saison donc pour le coureur de Cyrille Guimard qui s'était classé quatrième du Tour de France après avoir enlevé le Critérium du Dauphiné Libéré.

CANNES
de notre envoyé spécial

On le qualifiait, sans méchanceté du reste, de « petite cylindre », en raison de sa taille jockey et pourtant, Charlie Mottet est bien, qu'on le veuille ou non, le meilleur cycliste français de l'année... avec Jeanie Longo s'entend.

Malgré sa morphologie de poids plume et ses épaules d'anguille, il a roulé plus vite que tout le monde dans les Nations. Plus vite que Jean-François Bernard, Sean Kelly ou Marc Madiot. Plus vite aussi que Bernard Hinault à l'époque de sa meilleure forme. Il faut dire, que, à mi-parcours, un fort mistral soufflait dans le dos des coureurs.

De toute évidence, Mottet avait bien préparé son affaire. Inspiré par une course exigeante dont il maîtrisait parfaitement les difficultés, il a cumulé victoire et record en suivant une trajectoire régulière et en évoluant en permanence à la limite de ses possibilités. Jacques Anquetil l'affirmait naguère et Hinault abonde en son sens : « On ne gagne pas contre la montre en temporisant. Il faut appuyer sur l'accélérateur (sic), à fond, de bout en bout. »

Mottet était déjà en tête au dixième kilomètre et, au soixante-quinzième, il avait porté son avance sur Jean-François Bernard à 3 minutes. Un Jean-François Bernard qui avait pris un départ prudent afin de finir plus fort. Il termina très fort en effet, mais compta néanmoins 11 secondes supplémentaires au cours des 15 derniers kilomètres. Mottet lui, s'efforça de respecter une moyenne constante — 44,400 km/h à mi-course, 44,276 à l'arrivée, — apportant ainsi la preuve que la méthode était bonne.

Mottet a finalement précédé Jean-François Bernard de 3 min 12 ; l'Espagnol Lejarraga, longtemps installé en deuxième position, de 3 min 29 ; Kelly de 4 min 11 ; le champion de France Marc Madiot de 4 min 20 et l'ancien champion du monde Claude Criquielion de plus de 5 min.

Dans cette galère, ceux qui ne disposaient pas d'une forme convenable ont été submergés. Laurent Fignon a perdu la bagatelle de 12 mn 5 sec, soit 8 secondes par kilomètre. Il a beau dire que son mental le trahit, tout se passe au niveau de la tête, du côté des jambes ça ne marche pas fort non plus.

L'avenir de Kelly

Si Fignon inquiète, Kelly intrigue. Les deux hommes avaient dominé en 1986, le Grand Prix des Nations. L'Irlandais arrachait la victoire aux Français pour 5 secondes. Mais en l'espace d'une année, le paysage du cyclisme s'est transformé. Kelly, qui n'en tenait, il y a peu de temps, pour le numéro 1 mondial, n'a rien gagné depuis six mois. Vainqueur en début de saison de Paris-Nice, du Critérium international et du Tour des Pays Basques, il a échoué tant dans les classiques — sa spécialité — que dans les épreuves par étapes — son objectif. Successivement battu à l'occasion de Milan-San Remo (quatrième), du Tour des Flandres (deuxième) et de Paris-Roubaix (treizième), il allait s'adjuger le Tour d'Espagne quand une blessure à la selle l'obligea à renoncer. Non, vel abandon dans le Tour de France, à cause d'une fracture de la clavicule, cette fois... An cours des derniers kilomètres du championnat du monde, il se fit débordé par son équipier Stephan Roche, et dans le Tour de Catalogne il s'inclina devant l'Espagnol Pino. Enfin, sur les 89 kilomètres du Grand Prix des Nations, il a été dominé non seulement par un super Mottet mais également par Jean-François Bernard et Lejarraga.

Kelly est-il sur le déclin ? Les cent cinquante victoires qu'il totalise chez les professionnels depuis dix ans peuvent paraître lourds aujourd'hui dans ses jambes. On hésite à mettre ses échecs, comme ceux de Fignon d'ailleurs, sur le compte d'un moral défaillant. L'Irlandais retrouvera au Grand Prix d'automne et au Tour de Lombardie ?

JACQUES AUGENDRE.

GOLF : Ryder Cup

L'Europe met le pied en Amérique

L'équipe européenne de golf a conservé dimanche 27 septembre sur le parcours de Muirfield (Ohio) la Ryder Cup acquise il y a deux ans en Angleterre. Sur le score de 15 points à 13, elle a obtenu sa toute première victoire sur le sol américain, la cinquième en vingt-sept rencontres.

COLOMBUS
correspondance

Sur le monticule verdoyant qui surplombe le dix-huitième trou, les drapeaux de l'équipe de la vieille Europe étaient déployés. Scène d'élégance : une partie des deux mille cinq cents supporters européens venus, qui par Concorde, qui par charter, scandaient les noms des joueurs, tandis que les Faldo, Woosnam, Ballessteros et Olazábal entonnaient un « on a gagné » avec leur capitaine, Tom Jacklin, l'un des premiers Européens à être allé « chercher » les champions américains sur leur terre.

Les Européens ont bien été les plus forts. Le capitaine américain, enfant de Columbus et « inventeur » du parcours, Jack Nicklaus, devait en convenir dimanche soir : « Huit matches sur douze aujourd'hui sont allés jusqu'au dix-huitième trou. Jamais pourtant nous n'avons pu le prendre. Pas une seule fois. Jamais le coup de rein décisif. Dans les moments cruciaux comme tout au long de ce week-end, les Européens se montraient les plus forts. Voilà la grande leçon de cette rencontre. »

Sam Torrance grappilla ainsi un demi-point grâce à la nervosité de Larry Mize, vainqueur au Masters. L'Américain eut « comme un tic dans les mains » au moment de driver le dernier trou alors qu'il avait un avantage d'un point. Résultats : bon finish avec point de pénalité. Et Torrance n'avait plus qu'à assurer. Autre exemple donné par l'Irlandais Eamonn Darcy contre l'illustre Américain Ben Crenshaw...

Darcy s'était qualifié pour l'équipe en s'accrochant à la neuvième place sur la liste des gains en Europe. Il devait surtout sa place à un titre au rabais remporté à l'Open de Belgique écourté par la pluie. Darcy a trente-cinq ans. Son swing est d'une rusticité technique à don-

ner des syncopes à un « pro ». Le coude droit pointé vers le ciel dans un « backswing » invraisemblable. « Pour gagner ici, avait écrit ironiquement un Britannique, il suffit d'étrangler les Yankees en leur montrant le swing de Darcy. »

« Je savais que nous avions laissé de bien meilleurs joueurs que moi à la maison, a dit l'Irlandais dimanche. Je savais que j'allais aussi affronter des golfeurs qui m'étaient bien supérieurs. Mais dans ce sport, il y a plus que les seuls éléments techniques. Je sentais l'émotion de Crenshaw, sa peur de l'échec. »

Après neuf trous, Darcy menait de trois points. Mais à partir du dou-

zième trou, il perd quatre coups sur cinq. Au dix-septième, Crenshaw est dans le bunker, Darcy revient à égalité. A ce moment-là, Woosnam, si extraordinaire pendant deux jours, avait perdu. Faldo et Lyle aussi. Ballessteros menait, mais les chances de points se faisaient rares. L'espoir s'amoindissait dans le camp européen.

Et sur le green du 18, Darcy se trouvait face à un « putt » de 1,5 mètre en descente pour gagner. Il le rentra. Avec une solidité de paysan. Un point. Autour du green la foule scandait les noms de Ballessteros et de Darcy. A juste titre.

MARC BALLADE.

Septembre!
le mois de la reprise
chez **NEUBAUER**



REPRISE DE VOTRE VOITURE
5555 f au moins
pour tout achat
d'une PEUGEOT neuve*
en livraison immédiate

NEUBAUER

* sauf séries limitées

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

Les résultats

Athlétisme

RECORD DE FRANCE
L'équipe de France de relais 4 x 200 mètres composée de Daniel Sangouma, Jean-Jacques Boutevin, Patrick Barré et Aldo Cami, a battu le record de France en 1 min 21 s 30. L'ancien record était de 1 min 21 s 58.

Automobilisme

GRAND PRIX D'ESPAGNE DE FORMULE 1
1. Mansell (G-B, Williams-Honda), les 303,696 kilomètres en 1 h 49 min 12 s ; 2. Prost (Fra., McLaren-TAG-Porsche), à 22 s ; 3. Johansson (Sué., McLaren-TAG-Porsche), à 30 s ; 4. Piquet (Bré., Williams-Honda), à 31 s ; 5. Senna (Bré., Lotus-Honda), à 1 min 13 s ; 6. Alliot (Fra., Larrousse-Calsonic), premier moteur atmosphérique, à un tour.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE (Deuxième journée)
Tours b. *Mulhouse 85-77
*Caen b. Saint-Etienne 103-71
*Antibes b. *Vichy 83-76
Nantes b. *Reims 88-68
*Orthez b. Racing 91-87
*Cholet b. Lorient 94-73
Limoges b. *Monaco 105-94
*Villeneuve b. Avignon 102-82

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE Première Division (Deuxième journée)
*Monaco b. Lille 1-0
*Niort b. Brest 3-0
*Paris-SG b. Saint-Etienne 3-0
*Bordeaux b. Laval 0-0
*Montpellier b. Nantes 2-0
*Lens b. Metz 0-0
*Toulouse b. Metz-RP 1-0
*Caen b. Toulon 1-0
*Angers b. *Marseille 1-0
*Le Havre b. Nice 2-1

Rugby

ECOSSE-FRANCE
Pour le dernier match de sa tournée en Ecosse, l'équipe de France a été battue 15 à 12 par une sélection écossaise, samedi 26 septembre à Glasgow. Les quinze points écossais ont été marqués par Ramsey sur des pénalités. Les Français ont inscrit un essai par Marnet et transformé par Blanchet, qui a réussi deux pénalités.

سكوتيا في الجزائر

RÉFLÉCHISSEZ : être présent dans 85 pays, n'est-ce pas se donner 85 fois plus de chances de saisir toutes les opportunités financières?

Le soleil ne se couche jamais sur le Groupe Suez. Dans tous les coins du monde, sur tous les fronts, partout où se joue l'économie mondiale, de Hong-Kong à Los Angeles, de Paris à Sydney, Suez intervient et investit.

Au Brésil, il installe une usine de verre plat. En Chine Populaire, il finance une centrale nucléaire. En Thaïlande, il exporte des locomotives françaises. Par l'intermédiaire de Suez International, il est un opérateur actif sur les cinq continents, dans les domai-

nes du négoce, de la distribution et des transports. Le négoce d'actions et d'obligations à Tokyo, de « futures » et d'options à Chicago, les participations dans des sociétés d'informatique de la Silicon Valley, c'est Suez.

Ce tempérament de pionnier a toujours été la marque du Groupe et des principales sociétés qui le constituent. En 1858, la Compagnie de Suez percevait le canal qui relie la Mer Rouge à la Méditerranée. Quarante ans plus tard, la Banque de

l'Indochine était, de son côté, la première banque française à s'installer à Hong-Kong. Depuis, cette vocation internationale n'a cessé de s'affirmer: le financement d'Eurotunnel, c'est encore Suez.

Suez prépare activement l'ouverture du marché européen de 1992. A travers la Banque Indosuez, il intervient dans 17 pays d'Europe, il participe, en Allemagne et en Grande-Bretagne, à des fonds d'investissements de capital-risque et de capital-développement.

Demain, seuls seront encore présents dans la course à l'avenir les groupes financiers qui auront pris une dimension internationale. Suez l'a compris très tôt: depuis un siècle, toutes ses actions sont conçues avec le monde pour horizon. C'est cela être un stratège de l'argent.

SUEZ
Les Stratèges
de l'Argent

TELEPHONEZ AU (16.1) 45 613 613 OU ECRIVEZ A SUEZ PRIVATISATION 1 RUE D'ASTORG 75008 PARIS. MINITEL 3615 SUEZ



Prochainement, vous pourrez devenir actionnaire du Groupe Suez.

UNE NOTE D'INFORMATION (VISA CDB N° 87-314 DU 01 05 87) EST TENUE GRATUITEMENT A LA DISPOSITION DU PUBLIC AUPRES DES ETABLISSEMENTS CHARGES DE LA VENTE DES ACTIONS

Culture

MUSIQUES

Musica 87 à Strasbourg

Compositeurs de trente ans

La musique contemporaine est largement dominée par les quinquagénaires. Musica 87 s'est attaché à présenter des compositeurs de trente ans. En particulier Philippe Manoury et son Aleph.

A mi-parcours, Musica reçoit la visite de quelques vedettes : Berio dirigant samedi un festival de ses œuvres, dimanche Richard Bédier interprétant le *Tribuna* de Kagel, et mardi, c'est Raymond Devos qui viendra fêter avec elles le vingt-cinquième anniversaire des Percussions de Strasbourg. Concerts phares comme le récital Messiaen d'Almut Rössler dans l'éclatant sonnet du grand orgue de la cathédrale, qui rehausse un programme de recherches et de découvertes suivi par un public toujours aussi curieux d'aventures nouvelles.

La musique contemporaine reste un peu trop dominée par les compositeurs de cinquante, voire de soixante ans. Musica s'est attaché ces jours-ci opportunément aux « trinitaires ». Un Italien, Giorgio Battistelli (trente-quatre ans), nous a entraînés sur les traces de Jules Verne dans une fantastique échelle où le trio maître du Cercle s'offre à nous joie, chantant, jouant du piano ou de la trompette, frappant sur les multiples corps sonores qui composent le décor « futuriste » caricaturant les fameuses gravures des *Voyages extraordinaires* : Jean-Pierre Drouot, vaillant explorateur du centre de la Terre, Gaston Sylvestre en Capitaine Nemo barbotant dans un aquarium, et Willy Coquilhat, héros de *Cinq semaines en ballon*.

La musique n'a malheureusement pas la rigueur de celle d'un Kagel ou d'un Aperghis pour copier la verve un peu pagailleuse de nos héros, dont ici la mise en scène de Michael Lonsdale vient difficilement à bout. Mais le spectacle, fort drôle, trouvera sans doute son équilibre au cours du périple qui va le mener pendant deux ans à travers la France, l'Italie, la Yougoslavie et l'Allemagne.

A la même classe d'âge appartiennent aussi les compositeurs espagnols inconnus que nous a révélés l'excellent Grupo Circulo de Madrid, une formation insolite (quatre de bois, trio à cordes, contrebasse, piano et percussions) magistralement dirigée par José Luis Torres. Des œuvres vivantes, claires, colorées, d'une écriture musicale raffinée, qui ne ressemblent en rien aux modèles de l'avant-garde européenne patentes, dues à José Luis Turina, Alfredo Arancibia, Tomás Garrido, José Manuel López et à leur aîné, bien connu celui-là, Tomás Marco.

Jean-Baptiste Devillers (trente-quatre ans) a eu moins de chance avec ses propres interprètes, et on devra réentendre sa *Primavera*, dont la subtile poésie disparaissait dans une exécution trop confuse.

On attendait avec une vive curiosité la version définitive d'*Aleph*, de Philippe Manoury (trente-cinq ans), dont la première avait fait sensation à Musica 85. Chose curieuse, malgré l'adjonction d'une quatrième partie, la durée de l'œuvre (une heure et quelques minutes) est restée sensiblement la même.

Cette partition somptueuse (pour quatre voix, solistes instrumentaux et quatre groupes d'orchestre) repose sur une « image musicale unique » qui, « sous différentes perspectives, donne naissance à des

configurations variées ». Chaque partie est articulée autour d'un des quatre sons privilégiés (do dièse, sol, fa, si) et en fonction de conceptions diverses du temps : « fragmenté, déroulé, figé et circulaire », mais avec des moments d'anticipation ou de réminiscence des autres parties.

D'autres promesses

L'ensemble est ainsi d'une complexité qui fait penser aux évolutions des planètes et des étoiles sur les cartes astronomiques, d'une richesse sans cesse renouvelée qui n'épuise jamais l'image mère. A tout moment, l'œuvre scintille, frémit, explose lyriquement, reliée à la note fondamentale de la partie comme pivot harmonique, enveloppée de trémolos mélodiques, de soli savoureux qui émaillent la trame (piano, synthétiseurs, trompette, wha-wha, clarinette, etc.) et de bouquets vocaux ou instrumentaux qui s'éveillent les uns et les autres en rumeurs merveilleuses.

Pourtant, l'œuvre m'a semblé cette fois moins maîtrisée, plus éparpillée, avec des procédés un peu monotones, malgré la présence des mêmes interprètes (l'Orchestre Carme di Milano et le groupe vocal Electric Phenix, sous la direction de Luca Pfaff), peut-être en raison d'une régie cherchant des équilibres sonores trop réducteurs, qui écarte les différences d'un groupe à l'autre. L'audition d'*Aleph* à l'IRCAM l'an prochain nous donnera sans doute la clé de l'énigme.

La dernière semaine de Musica 87, promet encore bien d'autres partitions importantes, de Monnet, Numa, Baccus, Kagel, Donatoni, Ligeti et Xenakis (avec l'*Orestia*, créée cet été à Gênes), même s'il s'agit de compositeurs des générations précédentes.

JACQUES LONGCHAMPT.

La semaine du mélomane

Empêtré dans un système de défense hasardeux, le mélomane indolent a copié de neuf mois de concert forcé. Ravi du verdict, son avocat s'offre à aller écouter avec lui : lundi : le *Triptyque*, de Puccini, avec Lafont, Bacquert, Marpazan, etc., mis en scène par Jean-Louis Martinoty, à Favart (reprises les 2, 3, 6, 9, 12, 15, 17, 27 et 29 octobre, à 19 h 30 : 42-96-08-11). Mardi : l'opéra-ballet d'Alfred Roussel *Padmévari* en version de concert, par le chœur et l'Orchestre national du Capitole de Toulouse (direction : Michel Plasson), salle Playel, à 20 h 30 (45-63-88-73), à 20 h 30 à l'église Saint-Roch (42-61-93-26). Mercredi (ou vendredi) : la symphonie *Résurrection*, de Mahler, par le chœur et l'Orchestre de l'Opéra de Paris (direction : Lorin Maazel), au palais Garnier, à 20 heures (47-42-53-71). Jeudi : *Prométhée*, tragédie de l'écoute, de Luigi Nono, au Théâtre de Châtelet (reprises les 3, 4, 6, 7 et 9 octobre, à 20 h 30 : 47-27-81-15). Samedi, ils iront à Versailles dès l'aube pour ne rien manquer de la journée Lully organisée par le Centre de musique baroque dans le château, le parc et la ville (43-36-43-49) ; ou à Angers pour le Festival des musiques du vingtième siècle (du 1^{er} au 11 octobre ; (16) 41-88-24-58). G. C.

« Guerccœur », par le Capitole de Toulouse La Vérité de Hildegard Behrens

En acceptant d'apprendre un opéra inconnu, français de surcroît, et de l'enregistrer, Hildegard Behrens a donné un bel exemple de courage et d'amour de l'art, exceptionnel à son niveau. Elle a été récompensée par le franc et grand succès remporté par l'œuvre, et son interprétation dimanche soir, au Festival de France, avec le superbe Orchestre du Capitole de Toulouse, empoigné par Michel Plasson, l'artisan de cette résurrection.

Gérard Condé a dit ici la splendeur de ce *Guerccœur*, d'Albéric Magnard lors de sa découverte (*le Monde* du 8 juillet 1986). Cette musique, d'essence symphonique, jaillit avec une rectitude et une puissance rares, soutenue par un souffle inextinguible, qu'on retrouve dans le *Chant funèbre*, écrit peu auparavant, où la noblesse idéalisée survole le drame chez ce musicien atché.

Les extraits du premier et du troisième acte de *Guerccœur* présentés à ce concert mettent en scène des entités philosophiques (Vérité, Souffrance, Bonté, Beauté) au paradis des idées, entourant un tribun mort jeune qui souhaite revenir sur terre pour retrouver sa femme et son disciple et s'en retourner désemparé de s'être vu trahir par l'un et l'autre dans son amour et ses principes démocratiques.

Sujet austère et peu dramatique, que Magnard a traité avec une pureté, une grâce, une générosité et une paix profondes en dépit du pessimisme du

livret. Car ce misanthrope se sait le prophète d'un avenir lointain où, « sur toute la terre, le rêve de sa vie s'accomplira ». Et par la voix sublime de Behrens, Vérité, velle Brimhilde, chante pour *Guerccœur* : « Gloire à ceux qui devancèrent l'heure : leur être est éphémère, leur effort immortel, qu'ils s'endorment en paix, bercés par l'espérance ».

En un violent contraste, la grande cantatrice interprète ensuite la scène finale de la *Salomé* de Strauss, réunissant les deux héroïnes antithétiques dans la même transcendance, la même transfiguration, par cette voix jaillie des profondeurs de l'être.

J. L. L'Orchestre du Capitole interprète un autre chef-d'œuvre français peu connu, *Padmévari*, d'Alfred Roussel, mardi 29 septembre, salle Playel à Paris. L'enregistrement intégral de *Guerccœur* vient de paraître en un coffret de trois disques compacts (EMI, 749.193). Disponible également en trois microcassettes (270.6413).

● RECTIFICATIF. — Une modification fautive a attribué au *Cento* sopoese de Nono tout ce qui était dit de la *Grande Audioté* pour flûte, hautbois et orchestre de Bruno Maderna (*le Monde* du 25 septembre), erreur d'autant plus regrettable que Nono avait tenu à voir figurer à côté de son œuvre celle de celui qui fut son maître et ami, et dont la rentre en 1948 fut déterminante pour l'orientation de sa vie musicale.

Communication

A l'aube de la campagne électorale

Europe 1 ne boycottera plus M. Le Pen

Mobilisation générale à Europe 1. En passe d'être filialisée avec un statut d'agence de presse, la rédaction de la rue François-1^{er} met en place un dispositif pour temps électoraux. Collaborations nouvelles, alliances avec la télévision et levée de la sanction prise il y a deux ans contre Jean-Marie Le Pen et lui interdisant les portes de la station.

C'était le 20 octobre 1985 à la fête bleu-blanc-rouge organisée par le Front national. Vociférant tour à tour contre les « immigrés », l'« Etat fiscaliste », les « mafias du pouvoir » et le « terrorisme politico-syndical », Jean-Marie Le Pen cria haut sur les journalistes « agents de l'anti-France » et fit huer les noms — comme par hasard d'origine juive — de Jean-François Kahn, Jean Daniel, Ivan Leval et Jean-Pierre Elkann. Un discours glapissant qui avait révolté l'ensemble de la presse et conduit Gérard Carreyrou, alors directeur de la rédaction d'Europe 1 — où collaboraient les quatre journalistes — à annoncer sa décision de fermer les portes de la station au leader du Front national aussi longtemps que des excuses publiques n'auraient pas été adressées aux journalistes agressés. Appliquée sur-le-champ, la mesure n'avait jusqu'à présent subi aucune entorse, les réunions ou déclarations de M. Le Pen se voyant normalement couvertes par les reporters de la station sans que celui-ci franchisse le seuil d'Europe 1.

La perspective des élections présidentielles a pourtant posé le problème et Jean-Pierre Elkann, directeur de l'antenne, a manifesté son souhait de réintégrer M. Le Pen dans ses émissions. Une invitation avait même été faite au président du Front national pour le vendredi 11 septembre. Comment continuer en effet à bouter un candidat à

l'élection présidentielle ? demande Gérard Carreyrou. Au nom du pluralisme et de l'égalité de traitement due à tous les candidats, au nom de l'intérêt journalistique dont nous priverait un boycott prolongé, il nous a semblé nécessaire de reconsidérer notre position et de consulter la rédaction. Renonçant — à regret — à l'organisation du débat Jospin-Le Pen (suggéré pourtant par le secrétaire général du PS lors d'un club de la presse), les responsables de la rédaction sondèrent donc par écrit l'ensemble des journalistes (les deux tiers) en proposant trois solutions : le maintien de la sanction, sa levée définitive, ou sa levée temporaire pendant la campagne. 75 % des personnes consultées arguèrent de l'équité pour souhaiter la levée de la sanction. « étant entendu », ajoute Gérard Carreyrou, que je resterai très vigilant sur ses propos, notamment à l'égard de la presse ». M. Le Pen participera donc vraisemblablement à l'un des clubs de la presse exceptionnels organisés pendant la campagne, voire à une revue de presse.

La perspective des élections donne à la station l'élan dont elle avait cruellement manqué il y a quelques mois. L'arrivée d'une nouvelle équipe de direction, les espoirs d'élargissement de l'écoute, les tentatives de débouchage des journalistes par les chaînes de télévision avaient provoqué malaise et flottements au sein de la rédaction. « Mais le sur-saut est net », déclare Gérard Carreyrou. Les chaînes — et notamment la « 5 » — ont pillé plusieurs piliers d'Europe, mais la station s'est aussi enrichie d'apports importants (Rapp, Paoli, Courchelles, Cavada) et forme de jeunes journalistes. Et la station a décidé de multiplier les coups et les innovations. D'abord ces revues de presse hebdomadaires effectuées au petit matin par un personnage politique (récemment Jean-Pierre Chevènement).

ment, Georges Marchais et Marie-France Garaud) ; l'arrivée des collaborateurs consultants, comme Harlem Désir ou Roland Joffrin ; et surtout, l'accord passé avec MM. Delors et Giscard d'Estaing, considérés l'un comme l'autre comme des experts (au sens américain du terme, précise-t-on) et qui seront interrogés chacun, une fois par mois, le premier sur la vie européenne, le second sur les grandes questions internationales.

« Une vocation naturelle »

« Une expérience, commente Carreyrou. Ils ont des informations, des relations, des activités qui en font des observateurs privilégiés des affaires du monde. Essayons d'en profiter et de dépasser leurs engagements politiques ». Le coup d'envoi sera donc donné mardi 29 septembre par M. Valéry Giscard d'Estaing interrogé à l'antenne de 19 h 20 à 20 heures, et M. Jacques Delors prendra le relais dès jeudi 1^{er} Octobre.

Enfin, avant même les nuits électorales pour lesquelles Europe 1 s'est associée à Antenne 2, la rédaction coproduira avec la chaîne une série d'émissions (débats et portraits secrets de candidats). « Une vocation naturelle de la rédaction, conclut la direction de l'information. Europe est appelée à fonctionner comme une agence d'information radio et télévision. Aux journalistes d'être bivalets et de maîtriser le travail sur les deux supports ». Autrement dit, la radio (Europe 1 et Europe 2, dont les bulletins d'information sont très différents sur la forme et le fond) — et la télévision (Antenne 2, la « 5 » peut-être un jour pour les petits matins ?), en attendant d'autres projets (RMCTMC ?) dont chacun, à la station, se refuse encore de parler.

ANNICK COJEAN.

Les publicitaires jugent peu attractifs les nouveaux programmes de la Cinq

M. Robert Hersant connaissait-il le verdict de la profession lorsqu'il a décidé de casser les tarifs publicitaires de la Cinq ? (*le Monde* daté 27 et 28 septembre). Deux cents publicitaires et professionnels de la communication interrogés les 21 et 22 septembre, par IPSOS pour l'hebdomadaire *Stratégies*, estiment en effet qu'il faut « plutôt revoir la baisse le volume des recettes publicitaires attendues » sur la chaîne de MM. Berlusconi et Hersant (contre 30 % seulement à la hausse). Une défaveur partagée par FR 3 (25 % à la hausse, 40 % à la baisse) et M 6 (21 % à la hausse, 40 % à la baisse).

Le malheur de ces trois chaînes fait en revanche le bonheur de leurs rivales. TF 1, en particulier, réalise un score tout à fait remarquable : 49 % à la hausse contre 30 % à la baisse.

● Hervé Jammic, rédacteur en chef de l'*Expansion*. — Le directeur de la rédaction du bimensuel *l'Expansion*, M. Albert du Roy, a nommé Hervé Jammic au poste de rédacteur en chef, aux côtés de Gérard Moatti. Entré à l'*Expansion* en 1969, après avoir travaillé au journal *Entreprise*, Hervé Jammic, quarante-neuf ans, était rédacteur en chef adjoint depuis 1979.

baisse, suivi de Canal Plus (42 % à la hausse contre 30 % à la baisse) et d'Antenne 2 (39 % à la hausse, 26 % en baisse).

Ces jugements recoupent fidèlement ceux portés sur les grilles de programme mises en place à la rentrée par chacune des chaînes : 75 % des publicitaires et professionnels interrogés estiment en effet « très » ou « assez réussies » celle de TF 1, 71 % celle de Canal Plus et 70 % celle d'Antenne 2. Au contraire les appréciations positives ne s'élèvent qu'à 46 % seulement pour la Cinq, 40 % pour FR 3 et 26 % seulement pour M 6. L'ordre est le même pour les émissions du « prime-time », particulièrement importantes pour les annonceurs. TF 1 arrive en effet en tête entre 19 h 30 et 22 heures, suivie d'Antenne 2. Après 22 heures toutefois, si TF 1 tient toujours la corde, la Cinq se retrouve en deuxième position et Antenne 2 en troisième. « Champs-Élysées » de Michel Drucker (A 2) est jugé, comme la meilleure émission de variétés et « Dix sur Dix » de Patrick Sabatier (la Cinq) comme la moins réussie. La politique d'achat des stars à prix d'or par la chaîne de M. Hersant se solde donc pour l'instant par un résultat plus que mitigé.

L'aide aux radios sans publicité

50 millions de francs attendus depuis un an

Les radios associatives ne collectant ni ne diffusant pas de publicité vont à nouveau pouvoir bénéficier d'un fonds alimenté par un prélèvement sur les ressources publicitaires des autres radios et télévisions. Cette disposition, prévue par la loi de l'audiovisuel du 30 septembre 1986 et attendue depuis par de nombreuses radios locales n'ayant pas d'autres ressources, a été approuvée en Conseil d'Etat et paraîtra sous forme de décret dans les prochains jours.

Elle répond, dit le ministère de la culture et de la communication, à « un souci de solidarité » entre les radios et montre que, « si la radio est une affaire d'entreprise, c'est aussi une liberté qui exige le pluralisme des courants d'expression ».

Le mécanisme dit de « soutien à l'expression radiophonique » s'inscrit donc dans la continuité — la loi de 1982, complétée en 1984, prévoyait déjà le fonds d'aide alimenté par une taxe parafiscale sur les recettes publicitaires — en opérant toutefois un certain rééquilibrage entre radios et chaînes de télévision. En effet, les contributions imposées aux télévisions sont divisées par 3,5, alors que celles des radios ne le sont que de moitié, les radios commerciales ayant un chiffre d'affaires inférieur ou égal à 300 000 F étant par ailleurs exemptées.

Les calculs ont, semble-t-il, été faits sur une base de quatre cents radios bénéficiaires, et l'on attend, pour le fonds, un montant global de 50 millions de francs. La somme allouée aux radios sera fixée selon un barème à établir mais tiendra compte — avantageusement — des efforts accomplis par les radios pour diversifier leurs ressources.

Une commission va donc être mise en place par le ministre de la culture et de la communication. Elle sera composée de neuf membres nommés pour trois ans présidée par un membre du Conseil d'Etat, et elle comprendra, outre trois représentants de l'Etat, trois mandataires des radios concernées et deux des régies redevables. Les DRAC (directions régionales de l'action culturelle) collaboreront, pour leur part, à la constitution et à la mise en ordre des dossiers émanant de la province.

30 SEPT 87

LE ZENITH

20h30

4^e SAISON du THEATRE CONTEMPORAIN DE LA DANSE

■ ■ ■ Régine ■ ■ ■	■ ■ ■ Anne-Marie ■ ■ ■
CHOPINOT	BEYNAUD
■ ■ ■ Dominique ■ ■ ■	■ ■ ■ Bernard ■ ■ ■
BAGUET	LAVILLIERS
LES BALLETS	MAHLATHINI
TROCKADERO	MAHOTELLA
■ ■ ■ Mlle Marie-Carol ■ ■ ■	QUEENS
■ ■ ■ Daniel ■ ■ ■	■ ■ ■ U ■ ■ ■
LARRIERU	AMASWAZI
■ ■ ■ Jean ■ ■ ■	■ ■ ■ N ■ ■ ■
GUIZERIX	SERRE
■ ■ ■ Ingrid ■ ■ ■	■ ■ ■ Serge ■ ■ ■
PIOLLET	42-74-44-22
■ ■ ■ Angèle ■ ■ ■	■ ■ ■ Loc ■ ■ ■
PRELJOCAJ	■ ■ ■ TCD ■ ■ ■
	■ ■ ■ CLEMENTINE ■ ■ ■

MERCREDI

MARIE LAURE REYRE

JEAN HUGUES ANGLADE

NASTASSIA KINSKI

MICHEL PICCOLI

Ma la di e d'Amor

JACQUES DERAY

DANIELE THOMPSON JEAN-CLAUDE BRIALY SOUAD AMIDOU ROMANO MUSUMARRA

Radio-télévision

Informations « services »

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► Signifié dans « le Monde radio-télévision » □ Film à voir ► Ou peut voir ► Ne pas manquer ► ou Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 28 septembre

TF 1

20.35 Cinéma : Les Valseuses ► Film français de Bertrand Blier (1973). Avec Gérard Depardieu, Patrick Dewaere, Mireille Mathieu, Jeanne Moreau. ► 22.40 Magazine : Méditerranée. Émission de François de Closets, Richard Michel et Jean-Marie Perle. La décade provinciale. 23.40 Journal. 0.55 Permission de minuit. Émission de Frédéric Mitterrand et Jérôme Garcin.

A 2

20.35 Cinéma : Pour la peau d'un flic ► Film français d'Alain Delon (1981). Avec Alain Delon, Anne Parillaud, Michel Aumont, Daniel Coccia, Jean-Pierre Darraes. 22.20 Documentaire : Trente ans de télévision. 3. Trente ans de scandales à la télévision. Racontés par Pierre Bouteiller. 23.15 Magazine : Strophes. De Bernard Pivot. 23.30 Informations : 24 heures sur l'A 2. 0.00 Série : Brigade criminelle. (rediff.).

FR 3

20.35 Cinéma : Coiffeur pour dames □ Film français de Jean Boyer (1952). Avec Fernandel, Blanchette Brunoy, René Devilliers, Ariette Poirier. 22.05 Journal. 22.30 Magazine : Océaniques. De Michel Cazenave et Pierre-André Boutang. Le sacrifice d'Abraham. Avec Georges Steinier, professeur de lettres comparées à l'université de Genève, et Pierre Boutang, professeur de philosophie à la Sorbonne. 23.30 Musique. Mazurkas. De Chopin, par Rodion Shchedrin, piano.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Piel plat sur le Nil □ Film italien de Steno (1979). Avec Bud Spencer, Baldwin Dalka, Cinzia Monteleone, Vincenzo Cusumano. 22.15 Flash d'informations. 22.30 Magazine : Canal foot. Invité : Bernard Lacombe. 22.40 Les drives de Canal Plus. Dernières journées de la Ryder Cup de golf à Columbus (E.U.). 23.50 Football américain. Un match du championnat professionnel 1987-1988. 0.50 Cinéma : Piranhas ► Film américain de Joe Dante (1978). Avec Bradford Dillman, Heather Menzies, Kevin Mc Carthy, Keenan Wynn. 2.15 Les moines.

LA 5

20.30 Cinéma : Une femme à sa fenêtre ► Film français de Pierre Granier-Deferre (1976). Avec Romy Schneider, Philippe Noiret, Victor Lanoux, Umberto Orsini. 22.30 Série : Matlock. L'ange. 23.20 Série : Nero Wolfe. Un mort à la porte. 0.10 Série : Max la menace. Agent double (rediff.). 0.40 Série : Les chevaliers du ciel. 1.10 Feuilleton : Le temps des copains. 1.40 Les cinq dernières minutes. Une ballade de trop (rediff.).

M 6

20.30 Cinéma : La carte : Jerk à Istanbul □ Film français de Francis Rigaud (1966). Avec Michel Constantin, Jean-François Poiré, Anny Duperey, Pierre Richard. De les Assommoirs de l'ordre ► Film français de Marcel Carné (1970). Avec Jacques Brel, Catherine Rouvel, Charles Denner. 22.00 ou 22.25 Série : Brigade de nuit. 22.50 ou 23.15 Journal et météo. 23.05 ou 23.30 Club 6. Invités : Frédéric Rollet (écrivain), Francis Lalanne, Bernard Fresson, Michel Leeb. 23.50 ou 0.15 25 images seconde. 23.55 ou 0.20 Boulevard des clips. 1.40 Clip des clips.

FRANCE-CULTURE

20.00 Musique : mode d'emploi. Jean Sibelius. 20.30 Dramatique : La dame au bal, de Dominique Desanti. 21.30 Musique : L'atmosphère. Musique dans le comté de Nice. 22.30 La nuit sur un plateau. Censure. De la Bible aux Larmes d'Éros.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Renseignements sur Apollo. Concert (donné le 21 septembre à la Radio danoise) : Symphonie en si bémol majeur, de Scheibe ; Concerto pour haut-bois, clarinette, basson et cordes, op. 94, de Bentzon ; Symphonie fantastique, op. 14, de Berlioz, par l'Orchestre symphonique de la Radio danoise, dir. Lamberto Gardelli ; à 22.30, feuilleton : De l'opéra à l'opéra 145 (Carl Llewellyn, un génie méconnu du lied et de la ballade) ; à 22.45, Ouverture tragique, de Brahms ; à 23.05, Concerto en ré majeur, op. 61, de Beethoven ; à 23.47, Danse lente pour piano, de Franck. 0.00 Musique de chambre. Mozart, Beethoven, Schubert, Weber, Dufour.

Mardi 29 septembre

TF 1

13.35 Feuilleton : Haine et passions. (17^e épisode). 14.20 Feuilleton : C'est déjà demain. (17^e épisode). 14.45 Variétés : La chance aux chaussons. Émission de Pascal Sevran. Hommage à Vincent Scotto. Avec Colette Renard, Francis Lel, Lucette Rollat. 15.15 Série : Chasse d'Édouard Molinaro, d'après l'œuvre de Colette. 2^e épisode : Claudine à Paris. Avec Marie-Hélène Breil, Jean Desailly, Jacques Spiesser. 16.45 Club Dorothée. 17.00 Magazine : Pique sur le 16. Animé par Christophe Dechavanne. Mode, littérature, cinéma, théâtre, revue de presse et rubriques insolites. Avec Michel Jackson (clip), Michel Piccoli, Jean-Hugues Anglade. 17.50 Flash d'informations. 18.00 Série : Mannix. Le dernier des trois. 19.00 Feuilleton : Santa Barbara. 19.30 Jeu : La rose de la fortune. 20.00 Journal. 20.25 Météo. 20.35 Club-star : la Carapate ► Film français de Gérard Oury (1978). Avec Pierre Richard, Victor Lanoux, Raymond Bussières, Jean-Pierre Darraes. 22.25 Club-star (suite). Magazine de Michel Denisot. Avec Jean-Hugues Anglade et Nastassja Kinski pour Maladie d'amour. Caroline Cellier et Laurent Malet pour Charlie Dingo. Fanny Cottencin pour Journal d'un fou. Mussumarra. 23.35 Journal. 23.40 Permission de minuit. Émission de Frédéric Mitterrand.

A 2

13.45 Magazine : Domestique A2. De Liliane Bordon, présenté par Marc Bessou. Avec, pour la partie variétés : F. Feldman, Emmanuelle, Enrico Macias, Jacques Mailhot ; à 13.50, série : Chapeau melon et bottes de cuir (Le retour du cybermaître). 15.00 Flash d'informations. 15.05 Magazine : Domestique A2 (suite). 15.30 Feuilleton : Rue Carnot. 16.00 Flash d'informations. 16.05 Magazine : Domestique A2 (suite). 17.15 Baccarat A2. Barbaque : Bouquins copains : Les Campbell. 17.55 Flash d'informations. 18.00 Série : Ma sorcière bien-aimée. Une bunny surprise. 18.25 Jeu : Des chiffres et des lettres. D'Armand Jammot, présenté par Patrice LaFont. 18.50 Variétés : Un DB de plus. De Didier Barbelivien. Avec Jackie Quatre, Living la a Box. Aznavour, Marco Aitall. 19.15 Actualités régionales. 19.40 Jeu : Le bon mot d'A2. 20.00 Journal. 20.30 Cinéma : Coup de torchon ► Film français de Bertrand Tavernier (1981). Avec Philippe Noiret, Isabelle Huppert, Jean-Pierre Marielle, Stéphane Audran, Eddy Mitchell. ► 22.35 Documentaire : Le Corbusier. Rétrospective de l'œuvre de l'architecte à l'occasion du centenaire de sa naissance. 23.45 Informations : 24 h sur l'A 2. 0.15 Série : Brigade criminelle. Un mort pour un mort (rediff.).

FR 3

14.00 Magazine : Océaniques. Le sacrifice d'Abraham (rediff.). 15.00 Flash d'informations. 15.03 Série : Les dossiers noirs. De Jean-Michel Charlier. Les rois secrets de l'Indochine. 16.00 Documentaire : Histoire de la médecine : Le Rocher de la chirurgie à cœur ouvert. 17.00 Flash d'informations. 17.03 Feuilleton : Vive la vie ! 17.30 Dessin animé : Croc-note show. La trompette. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Feuilleton : L'or noir de Lormac. (dernier épisode). 18.30 Feuilleton : Thibault, ou les croisées. 17^e épisode : Le Rocher de la chirurgie à cœur ouvert. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.15 à 19.35, actualités régionales. 19.56 Dessin animé : Il était une fois la vie. La moelle osseuse. 20.05 Jeux : La classe. 20.30 DNC. 20.35 Cinéma : la Diligence vers l'Ouest □ Film américain de Gordon Douglas (1963). Avec Ann Margret, Rene Burton, Michael Connor, Alter Cord, Bing Crosby. 22.30 Journal. 22.55 Magazine : Décibels. Spécial Zoulou Rap-Dup. Avec Puppa Leale, Iode, Pablo Master, Mickey Mosman, Destroy Man et Johnny Go, Des Nasty, Solo, Sheek et Fat, le groupe Prince, Sly and Robbie, Martin Meisomer. 23.40 Époque francophone. Émission de Dominique Gallet. La chanson française de l'Ontario.

Audience TV du 27 septembre 1987 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

HORAIRE	POYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	47.3	7 sur 7	Stade 2	Tendre nuit	Fuseur vitesse	Adèle	Orléans 88
19 h 45	52.1	7 sur 7	Maguy	Tendre nuit	Flash info	Kopé	Dakota
20 h 16	64.9	Journal	Journal	Berry Hill	Flash info	Journal	Dakota
20 h 55	65.4	Signes est. Cade Roucas	27.7	5.3	3.2	3.2	1.6
22 h 08	60.6	Signes est. Cinéma cinémas	29.8	3.7	2.1	0.0	2.7
22 h 44	36.7	Sport cin. Cinéma cinémas	6.3	3.7	3.2	0.0	3.2

Echantillon : plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 183 reçoivent la 5 et 143 reçoivent M 6 dans de bonnes conditions.

MÉTÉOROLOGIE

Évolution probable de temps en France entre le lundi 28 septembre à 0 h TU et le mardi 29 septembre à 24 h TU.

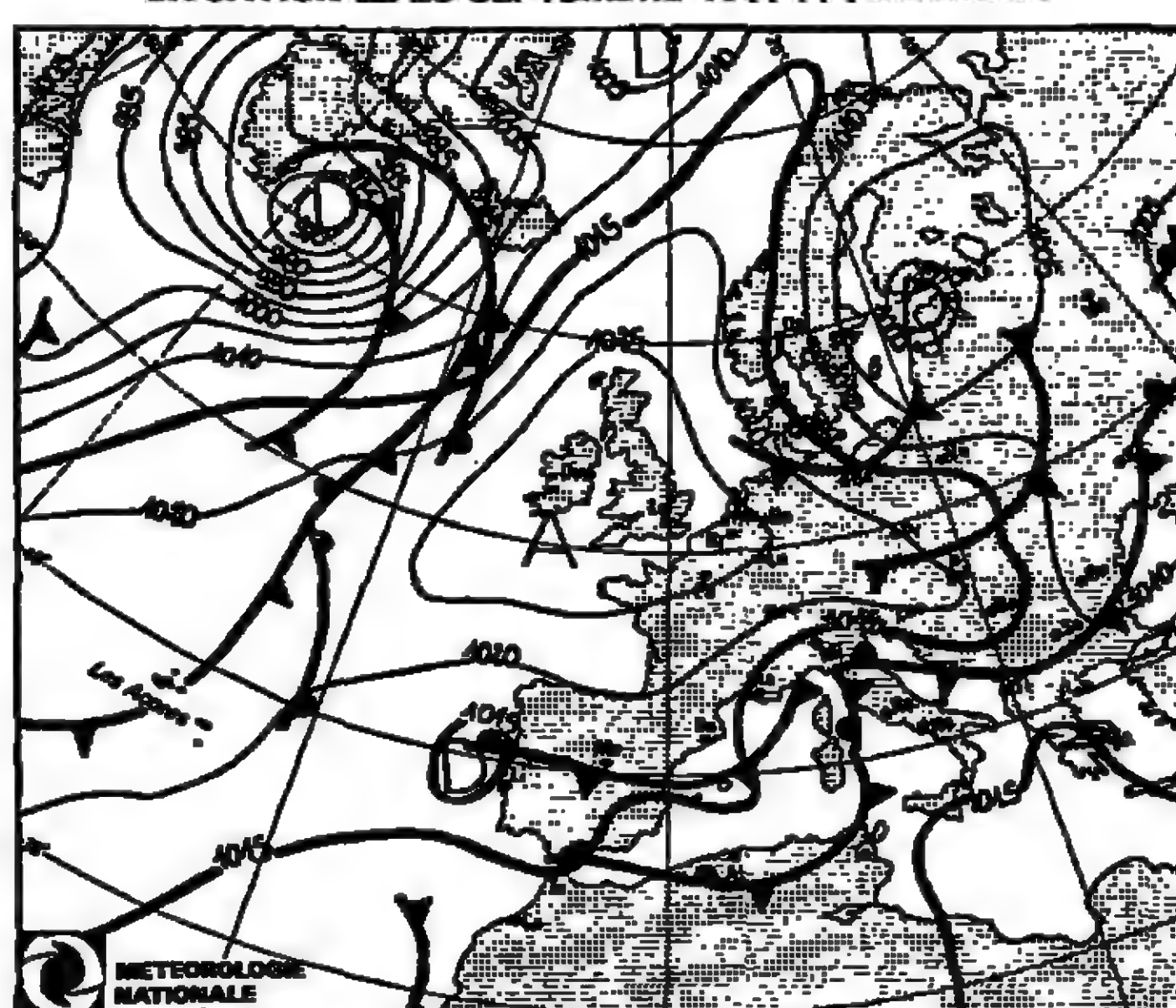
Un anticyclone centré sur les îles Britanniques domine sur la France du temps frais et sec. La perturbation orageuse s'éloigne en Méditerranée.

Mardi : le début de matinée sera très brumeux sur la plupart des régions. Les sables de brouillard seront épais et tenaces. Les régions au nord de la Loire et le Midi méditerranéen seront moins touchés. Dès le milieu de la matinée et toute l'après-midi, le ciel sera bien dégagé en toutes régions et le soleil brillera.

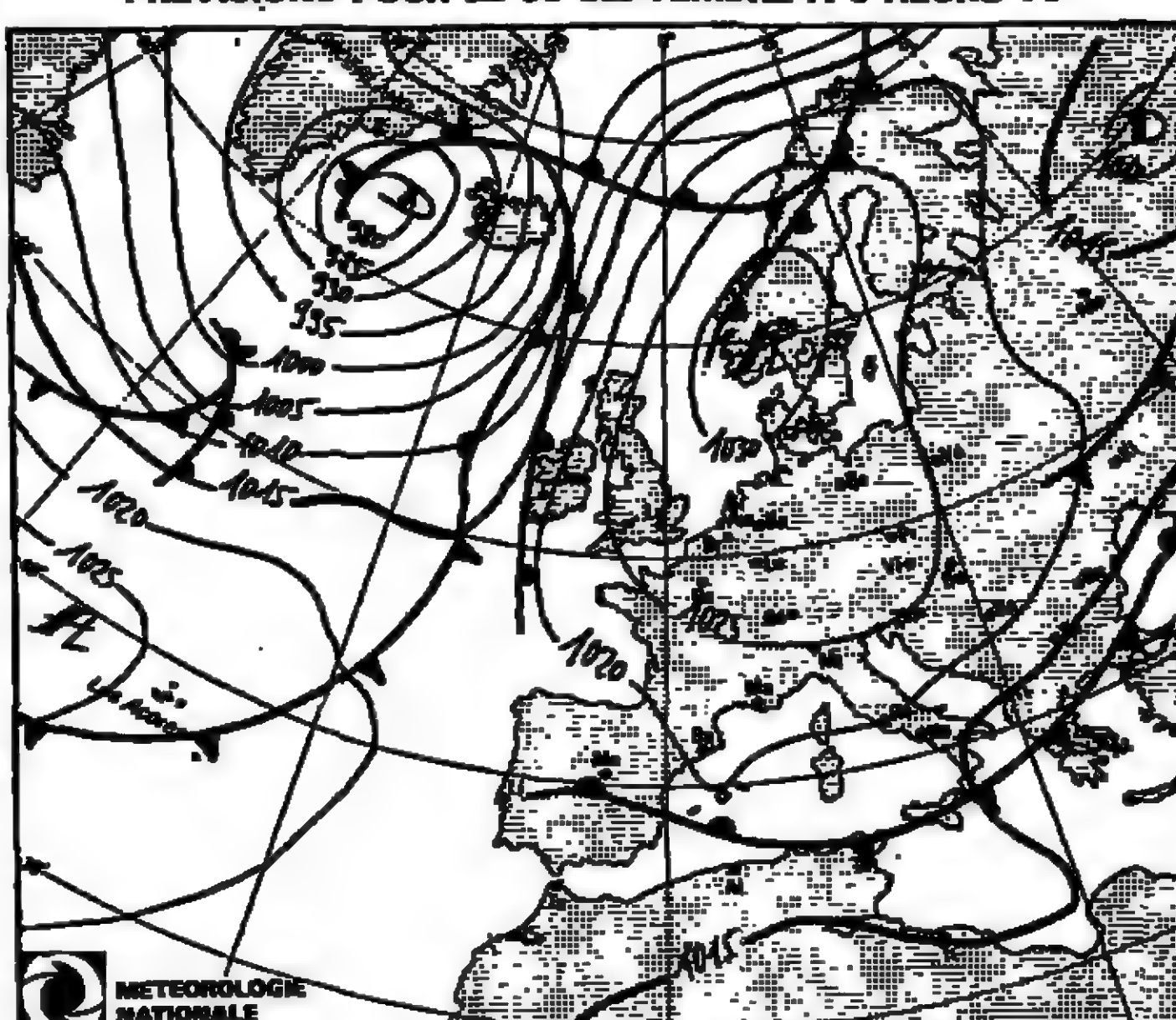
Le vent de nord-est soufflera en général assez faiblement, mais sur la vallée du Rhône le mistral se lèvera et atteindra les 40 à 50 kilomètres/heure par moments.

Les températures sont en dessous des normales. Les valeurs minimales seront entre 4 et 8 degrés sur la majeure partie du pays et entre 10 et 15 degrés des Pyrénées à la Méditerranée. Les maximales atteindront 15 à 18 degrés sur la moitié nord, 17 à 21 degrés sur la moitié sud et encore localement 24 degrés près de la Méditerranée.

SITUATION LE 28 SEPTEMBRE 1987 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 30 SEPTEMBRE A 0 HEURE TU



MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4580

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTALEMENT

I. Prit le taureau par les cornes. — II. Pour eux, piquet d'est véritablement du vol. — III. De quoi être chargé comme un mulet. Note. — IV. Habite les colonies. — V. Pour celui qui ne veut pas que toute la charge retombe sur lui. — VI. Est riche en couleurs. Temps ses lèvres. — VII. Avec lui, on ne s'entend pas à un « concert ». Pronom. — VIII. Pourvue du nécessaire pour éclairer et ainsi mettre fin à l'obscurité. — IX. Attaché à lui. Le comble pour lui aurait été de naître sous une mauvaise étoile. — X. Il vint une époque où il lui fut bien impossible de rester les bras croisés. — XI. Enlève le principal. Se plie à de nombreuses volontés.

VERTICALEMENT

I. De quoi en avoir plein le dos et même par-dessus la tête. — 2. Dans un cas comme dans l'autre, ouvre de nouveaux horizons. Porteur d'empreintes. — 3. Scie d'usage courant. — 4. Démontre. Arrivent en haut lieu par le moyen d'une élévation. — 5. Degré. Suscite l'intérêt aux heures de lever. Amène à s'animer. Point d'eau. — 6. Ne fait pas forcément monter à la tête. Nourrices pourvus du nécessaire pour l'alimentation. — 7. Possède autant que dépossède. Est concerné de près par un encaissement. Les circonstances l'amènent à s'intéresser à ce qui était à ses pieds. — 8. A du monde à ses côtés. Qui peut faire obstacle à l'odorat mais pas à la vue. — 9. Était réellement tenu à des engagements. Un qui doit s'attendre à ramasser éventuellement une veste.

Solution du problème n° 4579

Horizontalement

I. Obéissance. — II. Négociant. — III. Otaï. Etai. — IV. Mâle. UQ. — V. Ifs. — VI. Tête. Agée. — VII. Éloges. — VIII. Pi. Luc. Sa. — IX. Ené. Nain. — X. Entretien. — XI. Sec. Issue.

Verticalement

1. Onomatopées. — 2. Béta. Iné. — 3. Egalité. Etc. — 4. Lote. Fuller. — 5. IC. Ou. El. — 6. Sien. Agents. — 7. Qat. Age. Al. — 8. Unai. Essieu. — 9. Élique. Anne.

GUY BROUTY.

TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 27-9 à 6 heures TU et le 28-9-1987 à 6 heures TU

FRANCE	YOURS	17	7	D	LOS ANGELES	25	18	C
ALGER	27	16	D		LUXEMBOURG	15	4	D
BARCELONE	27	10	D		MADRID	25	10	D
BORDEAUX	19	7	D		MARRAKECH	29	18	D
BRESCIA	16	7	N		MEXICO	27	13	B
BRISTOL	16	7	C		MILAN	27	12	C
CAEN	15	4	N		MONTREAL	13	4	N
CHERBOURG	14	7	C		MOSCOW	12	4	B
CLEMONTE-FERR.	15	4	D		NAGASAKI	30	13	C
COCOT	16	6	N		NEW-YORK	23	15	N
CREMONA-SAR	15	11	N		OSLO	14	2	D
LILLE	15	9	A		PALMA-DE-MAJ.	31	19	D
LIMOUS	16	7	D		PARIS	26	12	O
LYON	16	9	C		PEKIN	28	10	D
MARSEILLE	22	12	D		REN-DE-HANNOY	28	20	D
NANCY	16	5	D		ROME	28	24	C
NANTES	18	7	D		SINGAPOUR	29	23	C
NICE	20	18	C		STOCKHOLM	10	6	P
PARIS-MONTP.	17	7	N		SYDNEY	—	—	—
PAU	16	10	C		TOKYO	24	18	P
PERPIGNAN	23	17	D		TUNIS	41	24	D
RENNES	17	7	C		YAKOWSKI	14	6	N
STRASBOURG	15	5	N		VIENNE	29	13	C
STRASBOURG	17	6	D		VIENNE	14	8	N

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Ce soir, difficile de se mettre d'accord!

Carrefour présente 'TV+', la 2^{ème} Télé Couleur pour 1790F!

Carrefour

Le Monde CINEMA

LEMONDE

Le Carnet du Monde

Décès

— Le président-directeur général, Le directeur général, Et tout le personnel de la Société française d'études et de réalisations d'équipements de télécommunications (SOFRECOM), ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean BIDAUT, ancien élève de Polytechnique, ingénieur général des télécommunications (E.R.), ancien directeur fédéral des PTT d'Afrique et d'Asie, ancien directeur général adjoint de SOFRECOM, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite,

survécu à Paris, le 24 septembre 1987.

La cérémonie religieuse a été célébrée en l'église de Saint-Augustin (Arlon), le lundi 28 septembre 1987, dans l'intimité familiale.

Né le 12 juillet 1918, à Yverdon (Suisse), M. Jean Bidaut a été successivement directeur fédéral des PTT de l'Afrique-Equatoriale française (1962-1967), puis de l'Afrique-Occidentale (1967-1969), chef des services de Bureau d'études des PTT d'Afrique-Occidentale (1969-1980) et directeur général adjoint de la SOFRECOM.

— Le président, Le conseil d'administration de la Caisse régionale de Crédit agricole de la Somme.

Le directeur général, Le comité de direction, Et l'ensemble du personnel, ont la douleur de faire part du décès de

M. Claude POULIARD, directeur des ressources humaines et de la communication,

survécu à Amiens, le 26 septembre 1987.

La bénédiction aura lieu en l'église Saint-Honoré d'Amiens, le mardi 29 septembre, à 9 heures. L'inhumation aura lieu, à 16 h 30, dans l'intimité, à Saint-Martin de Malo (Calvados).

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Pierrette et Raoul Rossi, Jean-Michel et Catherine Rossi, Françoise Rossi, Piers Rossi, Ethel Moustacchi, Annette Beisson, Jean-Jacques Beisson, Diane Perrier, Françoise Joseph, ont la douleur de faire part du décès de

Pierre Antoine ROSSI,

survécu le 18 septembre 1987, à l'âge de vingt-huit ans.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité au cimetière du Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Claude SILVAIN, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, directeur du service central de recherches à Eurocontrol,

survécu à Bruxelles, le 23 septembre 1987.

L'inhumation aura lieu le 29 septembre, à 15 h 30, au cimetière de Fayrac, Castelnaud-la-Chapelle (Dordogne).

119, avenue du Médecin-Général-Dorville, 1050 Bruxelles.

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel du samedi 26 septembre 1987 :

UN ARRÊTÉ

• Du 31 août 1987 complétant l'arrêté du 24 juillet 1978 relatif aux modalités de l'identification permanente et généralisée du cheptel bovin.

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 27 septembre :

UN DÉCRET

• N° 87-779 du 25 septembre 1987 modifiant le décret n° 85-1524 du 31 décembre 1985 modifié relatif au statut particulier des professeurs de lycée professionnel.

UN ARRÊTÉ

• Du 31 août 1987 modifiant l'arrêté du 5 novembre 1984 relatif à l'immatriculation des véhicules.

UNE CIRCULAIRE

• Du 23 juin 1987 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, prévention des risques industriels majeurs (directive n° 87-216 CEE du 19 mars 1987 modifiant la directive n° 82-501 CEE du 24 juin 1982).

BENNETON

FAIRE PART DE MARIAGE
PAPIER À LETTRE
EX-LIBRIS

CHEVALLERES
GRAVEES

75 bd Malesherbes
Paris 8 - tél. (1) 43.87.57.39

Publicité

Succédant à M. Bleustein-Blanchet

M. Maurice Lévy devient président du directoire de Publicis

Le 1^{er} janvier 1988, M. Maurice Lévy, en devenant président du directoire de Publicis, succède au fondateur de la première agence de publicité française, M. Marcel Bleustein-Blanchet. La décision de transformer la société anonyme classique avec conseil d'administration en société anonyme avec directoire et conseil de surveillance a été prise par le conseil d'administration vendredi 25 septembre, annoncé le soir même aux cadres supérieurs et aux plus anciens collaborateurs, et lundi à l'ensemble du personnel ; elle sera soumise pour ratification à une assemblée générale des actionnaires le 27 novembre.

Le conseil de surveillance, présidé par M. Bleustein-Blanchet, comprendra un vice-président, M. Roger Faraggi et six membres : son épouse, M^{me} Sophie Bleustein-Blanchet, ses deux filles, M^{mes} Elisabeth Badinter et Michèle Bleustein-Blanchet, et MM. Jean Forgeot, Jean Morin et Henri-Calixte Soaudon.

Le directoire comprendra, outre M. Lévy, MM. Claude Marcus (qui dirige les activités internationales du groupe) et Bruno Desbarats (qui dirige Régie-Presse). En 1986, le groupe Publicis a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 6,5 milliards de francs, et un bénéfice après impôts de 82 millions de francs. Il emploie 3 500 personnes.

Un saut de génération

« Mon cher Maurice, je vous confie les clés de l'avenir. C'est en ces termes que le plus ancien des publicitaires en activité, vendredi soir, transmis le flambeau à son successeur. Ce faisant, il ne délègue pas pour autant : président du conseil de surveillance, il entend bien continuer à assumer sa tâche. « Je reste à la barre, nous se-dit-il, mais je m'occupe d'un étage. » Et Maurice Lévy le confirme : « Je deviens le grand patron, mais je préfère qu'on dise avec Marcel Bleustein-Blanchet plutôt qu'après lui. » Maurice Lévy dirigera le groupe au quotidien, sous l'œil vigilant du fondateur qui conservera le « droit de démettre » et la haute main sur les grandes options stratégiques.

Alors ? Rien de changé, sinon un galon de plus — l'ultime — pour le jeune informaticien hirsute à qui, en 1971, le vieux lion avait dit : « Vous savez, jeune homme, un jour vous dirigerez cette maison ». En fait, tout est changé. La balance maintenant égale pendant des années entre Claude Marcus (soixante-trois ans), le neveu si proche entré à vingt ans à Publicis, et Maurice Lévy (quarante-cinq ans) avait déjà penché en faveur du plus jeune, lors qu'il avait été nommé, il y a un an, vice-président du groupe. On avait pu croire un instant que la mésaventure de TV 6, où Maurice Lévy s'était entièrement impliqué, le déstabiliserait. Mais il ne regrette rien : « Au bout d'un

an, l'exploitation de TV 6 était équilibrée. Quand je vois ce que font les autres, j'ai toutes les raisons d'être fier. »

Avec l'officialisation d'aujourd'hui, Marcel Bleustein-Blanchet annonce, à quatre-vingt-un ans, qu'il prend de la distance : « J'ai eu trop peur de finir comme Bouscass ou Prouvost. Si on veut se cramponner, cela ne finit pas très bien. On se trouve un jour devant un monde auquel on ne comprend plus rien. Il a donc choisi le saut de génération. »

Comment le nouveau patron de Publicis voit-il l'avenir ? « En face des grandes concentrations, qui ont agité le monde de la publicité ces dernières années, je crois que nous devons conserver la maîtrise de toutes nos structures. Nous avons bien sûr l'intention de nous développer, de conquérir des parts de marchés. Nous ne sommes pas là pour gérer les milliards, mais pour apporter le meilleur conseil à nos clients. Seul notre professionnalisme nous le permettra. »

Pour préparer le Publicis de l'an 2000, comme le patriarche l'en a chargé, Maurice Lévy prépare des changements de structure. Il a trois mois pour les mettre au point avec ses collaborateurs et, celui qui reste présent, avant de prendre tout à fait la direction de l'entreprise.

JOSÉE DOYÈRE.

Aéronautique

Faute de commandes militaires depuis deux ans

M. Serge Dassault juge « très préoccupante » la situation de sa société

La situation du groupe Dassault-Breguet est jugée « très préoccupante » par son président-directeur général, M. Serge Dassault, qui vient de l'écrire dans une lettre adressée au personnel. Aucune commande nouvelle d'avions militaires n'a en lieu depuis deux ans. « De nouveaux sacrifices » sont nécessaires pour « la pérennité de la société », et, dans cette éventualité, il faut s'attendre à une réduction des effectifs qui sont « surabondants ».

C'est la première fois depuis son accession à la tête de la société Dassault-Breguet, il y a un an dans trois semaines, que le fils du célèbre constructeur d'avions tire ainsi la sonnette d'alarme. Les résultats financiers n'incitent pas, en effet, à l'optimisme. Après une baisse de 36 % de son bénéfice net l'an dernier, le groupe vient d'annoncer, pour les six premiers mois de 1987, une chute de 90 % de ses profits (avant impôts) par rapport à la même période de 1986, et, à la Bourse, le titre a perdu plus de la moitié depuis son cours le plus haut de l'année. Dassault-Breguet amorce un piqué dans lequel une large part de l'aéronautique française, travaillant en amont et en aval, risque d'être entraînée.

Le ton de la lettre de M. Dassault est grave, même si son auteur rappelle que la société conserve, d'autre part, des atouts qui tiennent à la qualité de ses bureaux d'études et à son projet de nouvel avion Rafale.

Quatorze clients

A l'exception des avions civils, tels les Falcon séries 50, 200 ou 900, qui ont trouvé des acquéreurs aux États-Unis et au Japon, il n'y a aucune commande nouvelle d'avions militaires depuis deux ans, malgré le démarchage de la clientèle à l'exportation. M. Dassault indique qu'il a demandé à ses équipes de vendre d'intensifier leurs actions à l'étranger, mais il observe, aussitôt, que « jamais une conjoncture nationale et internationale n'aura été aussi mauvaise ».

Plusieurs raisons expliquent ce marasme du marché international. Les clients sont surendettés ou leurs disponibilités financières se sont réduites. Les avions existants durent plus longtemps que prévu, et, ainsi, de nombreux pays décident de les moderniser sans en acheter de nouveaux. Un marché de l'aviation militaire d'occasion commence à s'organiser, alors même que les avions neufs, de plus en plus chers, se vendent moins. Enfin, les clients exigent, maintenant, de fabriquer chez eux ou de recevoir une aide technique pour leur propre industrie, ce qui limite d'autant la production qui est confiée aux usines françaises.

M. Dassault cite plusieurs exemples rapportés, cet été, par ses équipes de vendeurs durant leur prospection à l'étranger. Ces faits intéressent, indistinctement, toutes les parties du monde ainsi démarchées et ils concernent tous les modèles d'avions militaires produits par la firme française : soit un total de quatorze clients.

Ainsi, l'Irak réclame l'installation, sur son territoire, d'une usine de maintenance (révision et entretien) pour les Mirage F-1 en service dans son armée de l'air. Ainsi, le Brésil et l'Argentine souhaitent acquérir que des Mirage-III (un modèle ancien) d'occasion et, sur ce double marché, Dassault-Breguet se heurte à la concurrence des Israéliens, qui, forts de leur expérience de longue date sur ce type d'appareil, prétendent faire mieux que son constructeur.

Ainsi, encore, le Pakistan se contente de demander un « retrofit », c'est-à-dire une modernisa-

tion ou une mise à niveau technologique, des Mirage-2000 précédemment achetés. Ainsi, enfin, les Indiens, qui ont préféré quarante Mig-29 soviétiques à un nouveau lot de Mirage-2000, pourraient commander quatre-vingt-trois Alpha-Jet à Dassault-Breguet en échange d'une assistance de la société française pour concevoir, localement, leur avion de combat léger national.

Des suppressions d'emplois

C'est « la nouvelle toile de fond du marché aéronautique », écrit M. Dassault, à laquelle « il nous faut nous adapter ». Le président du groupe Dassault-Breguet conclut qu'il faut réduire les coûts de production, développer les activités qui se rapportent à la rénovation du parc existant et faire encore évoluer les avions déjà conçus, en utilisant mieux les matériaux composites, les systèmes informatiques ou robotiques et les commandes de vol électriques, qui relèvent des technologies les plus modernes.

Dans l'immédiat, le constructeur français se trouve confronté, faute de commandes nouvelles, à un grave problème de plan de charge de production si, en revanche, les activités de ses bureaux d'études s'améliorent avec la décision du premier ministre de lancer le programme Rafale.

« Cette situation, écrit M. Dassault, va nous obliger à réexaminer le problème de nos effectifs, qui deviennent rapidement surabondants. Thomson-CSF, Aérospatiale réduisent leurs effectifs. Les sociétés américaines McDonnell-Douglas, General Dynamics, Northrop et Lockheed font de même. » Cependant, le président de Dassault-Breguet n'avance aucune estimation du nombre de ces suppressions d'emplois : il se pourrait que plus de mille postes soient concernés au sein d'une entreprise de quinze mille personnes.

M. Dassault ne fait aucune allusion, dans sa lettre, à la possibilité de limiter cette diminution des effectifs grâce à l'abandonnement, prochain, de deux contrats en cours. Le premier est, en effet, celui avec l'Inde, déjà évoqué : une commande de quatre-vingt-trois Alpha-Jet, même partagée avec l'Allemagne fédérale qui co-fabrique cet avion, devrait donner de l'oxygène aux usines Dassault. Le second a trait à l'achat par la France à Lockheed d'une demi-douzaine d'avions de transport Hercules : la société américaine a accepté de sous-traiter 30 à 35 % du travail à l'Aérospatiale, mais aussi une part équivalente à Dassault-Breguet.

JACQUES ISNARD.

CATASTROPHES

Un glissement de terrain fait de nombreuses victimes en Colombie

Quatre-vingt-quinze corps retrouvés, un nombre indéterminé de disparus, deux cents blessés : tel est le bilan provisoire du glissement de terrain qui s'est produit à Medellin (1 270 000 habitants), la deuxième ville de Colombie, le 27 septembre, à 14 h 30 (heure locale, soit 20 h 30, heure de Paris). Une masse de boue et de pierres s'est détachée du Pain de sucre, une colline qui domine le quartier pauvre de Villa-Tina. La coulée de boue a obstrué le fond de la vallée, créant ainsi un barrage fragile derrière lequel s'accumule l'eau d'un canal d'irrigation.

Rappelons que, le 13 novembre 1985, une coulée de boue, descendue du volcan Nevado del Ruiz, avait englouti la ville colombienne d'Armero, y tuant 25 000 personnes. — (AFP.)

DESTINATIONS

A PRIX "CHARTER" HIVER/PRINT. 87-88

PARIS/ LOS ANGELES	3.700'	PARIS/ MIAMI	3.550'
LOS ANGELES/ PAPEETE	4.495'	PARIS/ MEXICO	4.875'
LONDRES/ PAPEETE	8.800'	PARIS/ RIO	5.780'
PARIS/ SAN FRANCISCO	3.700'	PARIS/ BUENOS AIRES	6.660'
PARIS/ NEW YORK	2.480'	PARIS/ BOMBAY-DELHI	4.950'

INTER CHART AIR

SEULS LES PRIX SONT CHARTERS
PARIS : 32, rue du 4 Septembre - 42 66 42 44
LILLE : 20 55 54 56 - LYON : 78 95 16 40 - TOULOUSE : 61 21 16 75

JEU GAGNANT N° 42

LOTO SPORTIF

Equipe 1	Equipe 2	Equipe 1	Equipe 2
1 TOULOUSE	MATRA RACING	9 LE HAVRE	NICE
2 PARIS S.G.	ST ETIENNE	10 MONTPELLIER	NANTES
3 NORT	BREST	11 DIEUJON	LE PUY
4 MONACO	LILLE	12 AJACCIO	ISTRES
5 CANNES	TOULON	13 SETE	TOURS
6 BORDEAUX	LAVAL	14 LORIENT	MULHOUSE
7 MARSEILLE	AUXERRE	15 MELUN	BEAUVAIS
8 LENS	METZ	16 STRASBOURG	NANCY

Tirage des "7 Numéros de la Chance" du Dimanche 27 Sept. 1987 : 1 5 8 9 12 15 16

NOUVEAU

IMMOBILIER

Ventes + Locations
Une page d'annonces

Le Monde chaque mercredi
numéro daté jeudi

مكتبة فيلادلفيا

سكنا في ايجد

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Mardi 29 septembre 1987 19

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

COMBUSTION ENGINEERING



Filiale du puissant groupe américain COMBUSTION ENGINEERING, leader dans le domaine des systèmes de mesure et de contrôle de process, fournisseur privilégié de sociétés possédant de premier plan, recherche dans le cadre de son développement plusieurs

Jeunes ingénieurs d'affaires

Débutants ou ayant une première expérience, ils bénéficieront, dans un premier temps, d'une solide formation aux produits sur un site de production en Irlande, tout en participant aux installations des équipements en clientèle. Au-delà, ils se verront confier en France la mise en route et la recette des systèmes, jusqu'à l'habilitation des garanties contractuelles. Une évolution ultérieure vers la responsabilité complète d'affaires et l'animation d'une équipe sont d'ores et déjà prévues. Les candidats devront posséder une formation supérieure et possible à dominante électronique, instrumentation (ECP, AM, ENSI, EPR...), une première expérience professionnelle châtiaie, mise en route d'installations... serait très appréciée. Les qualités personnelles de dynamisme, de contact, d'ouverture, ainsi que les capacités d'adaptation au contexte international seront privilégiées dans les critères de choix. Langue anglaise et disponibilité géographique indispensables.

Ecrire sous réf. 39 B 628 - 7 M
Discretion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris



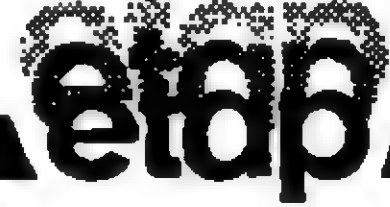
Société dynamique et performante leader dans son domaine - systèmes électroniques - renforce ses structures techniques pour assurer son développement et l'évolution de ses produits et recherche un

Ingénieur développement systèmes fort potentiel ESE, SUP. TELECOM, SUP. AERO, ENSTA, ENSIEG

Rattaché au Directeur Technique, il sera chargé dans un premier temps d'assurer la conception et le développement des systèmes pour le secteur Aéronautique, en relation étroite avec les différents porteurs (clients, fournisseurs). Au-delà (2 ans environ), il animera les équipes (15 personnes environ) Etudes et Industrialisation des systèmes pour l'ensemble des activités de la société. Ce poste ouvre également une perspective de responsabilité technique très large au sein de la société. Il sera en conséquence confié à un ingénieur diplômé de premier plan, d'environ 30 ans et possédant une expérience de 4 à 5 ans dans l'élaboration des systèmes électroniques (aéronautique ou process, télécommunications...). Des excellentes facultés intellectuelles (analyse et synthèse) et des capacités de contact et d'animation sont indispensables. Anglais courant nécessaire. Lieu de travail : banlieue ouest Paris (proche Versailles). Rémunération à la hauteur du potentiel recherché.

Ecrire sous réf. 39 B 688 - 7 M
Discretion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Au sein d'une grande usine chimique, rattachée à un important groupe industriel, nous recherchons

Ingénieur responsable entretien - travaux neufs (mécanique)

Il animera un service de 65 personnes. Il sera diplômé d'une école d'ingénieurs (généraliste ou mécanique) et il aura si possible une première expérience industrielle. réf. 39 A 759 - 7 M

Ingénieur responsable entretien - travaux neufs (électricité - instrumentation)

Il animera un service de 45 personnes. Il sera diplômé d'une école d'ingénieurs (généraliste ou électrotechnique), il aura impérativement une première expérience industrielle et de bonnes connaissances en automatique. réf. 39 A 760 - 7 M

Ces deux postes impliquent, outre de bonnes compétences pour assurer des responsabilités sur le plan technique, organisation, gestion de budgets et optimisation des coûts, de réelles capacités pour développer un management participatif au sein des équipes que ces ingénieurs animeront. Réelles possibilités d'évolution de carrière. Postes : ville nord France.

Ecrire en précisant la référence
Discretion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Groupe industriel français spécialisé dans les techniques de fixation recherche pour l'une de ses unités de production (transformation de grande série) son

Responsable de production

Rattaché au Directeur d'usine, il dirigera un effectif de 80 personnes environ regroupant les services ordonnancement/lancement, fabrication, outillage, approvisionnement. Au-delà de la réalisation des programmes de fabrication en quantité, qualité et délai, il participera à l'évolution technique, organisationnelle et humaine de cet établissement. Le candidat, ingénieur d'au minimum 30 ans, possèdera une expérience industrielle confirmée acquise en production de moyenne ou grande série dans le domaine de la petite mécanique, sensibilité aux aspects "qualité" et habitude à utiliser des outils informatiques, il disposera de capacités réelles d'animation et de gestionnaire.

Poste : banlieue nord-ouest Paris.
Rémunération 250.000 F + selon expérience.

Ecrire sous réf. 39 A 749 - 7 M
Discretion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris



CABLES SPECIAUX IMMERGES

Développement et ingénierie ECP, MINES, AM

Une société française de réputation mondiale réalisant des biens d'équipement de haute performance, recherche un ingénieur grande école pour participer au développement de câbles spéciaux.

Il aura 2 à 3 ans d'expérience technique, de préférence dans le domaine câblerie, et il sera à même d'assurer des responsabilités dans les domaines : calcul et dimensionnement, définition de structures, choix des matériaux, méthodes de calcul, essais de qualifications, relations techniques avec les clients. La réussite dans ce poste implique de fortes compétences techniques conjuguées avec du dynamisme et le sens du travail en équipe. Connaissance de l'anglais indispensable.

Poste : grande banlieue de Rouen.

Ecrire sous réf. 39 A 771 - 7 M
Discretion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris



AUTOMATISATION - ROBOTISATION...

Participer à l'étude et à la réalisation de 400 millions d'investissements

Une société française, CA 1,4 milliard, plusieurs usines, filiale d'un groupe américain, premier mondial dans son domaine, développe un plan ambitieux de croissance.

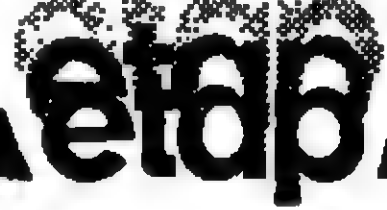
Pour y participer et y jouer un rôle moteur, nous recherchons un ingénieur ECP, AM ou grande école équivalente, ayant 5 ans d'expérience travaux neufs ou production acquise dans un domaine de fabrication en moyenne et grande série. Il animera une équipe, chargée de mener complètement des projets, sur le plan technique et économique : études, réalisations, contacts fournisseurs. Connaissance de l'anglais nécessaire (possibilité de stage de quelques mois aux USA).

La réussite dans ce poste permettra d'accéder à des responsabilités de direction opérationnelle de premier plan.

Poste : ville nord France.
Ordre de grandeur de rémunération : 280.000 F +

Ecrire sous réf. 39 A 769 - 7 M
Discretion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris



GROUPE MAC
Conseil de Direction

Consultant

GROUPE MAC
Conseil de Direction

Le Groupe MAC recherche des collaborateurs pour faire face à son expansion rapide en Europe et dans le Monde.

Le Groupe MAC est une société internationale de Conseil de Direction opérant à partir de 11 bureaux répartis dans le monde.

Notre domaine d'intervention est la formulation et la mise en oeuvre stratégique. Nous cherchons plusieurs consultants pour le bureau de Paris.

La vocation d'un consultant est de mener à bien, au sein d'une équipe, une partie d'un projet de stratégie ou d'organisation. Sa formation et son expérience devraient lui permettre de maîtriser rapidement les concepts stratégiques et d'organisation.

Profil idéal recherché : Diplômé d'une grande école (ingénieur ou commerciale), possédant un MBA (européen ou américain) et 2 à 4 ans d'expérience professionnelle.

Les candidats que nous recherchons ont l'ambition de travailler dans un environnement international et stimulant intellectuellement, sont prêts à une grande mobilité géographique et sont dotés d'une grande ouverture d'esprit.

Langues : La préférence sera donnée à des candidats maîtrisant parfaitement l'anglais plus l'allemand ou l'italien.

Ecrire au Groupe MAC, 11, boulevard De Latour-Maubourg 75007 PARIS à l'attention de Mlle Marie-Catherine JANSON en indiquant les prétentions.

PARIS - LONDRES - BARCELONE - MADRID - ROME - BOSTON
WASHINGTON - CHICAGO - SAN-FRANCISCO - BUENOS-AIRES - HONG-KONG

Vous envisagez la gestion de personnel sous l'angle informatique ?

Notre compagnie privée d'Assurances est l'un des précurseurs français en matière d'innovation et de création de nouveaux produits adaptés aux besoins du marché.

Dans cet environnement riche et évolutif, notre Direction du Personnel (12 personnes) s'efforce et intègre un jeune diplômé soucieux d'optimiser la gestion des Ressources Humaines par une informatisation croissante.

Jeune et volontariste, vous êtes titulaire d'une Maîtrise (Gestion des Ressources Humaines, Sciences Economiques...).

Vous êtes un homme de dialogue et de conseil : l'informatique vous intéresse : elle est pour vous un outil de travail indispensable.

Dynamique, vous déterminez les actions propres à améliorer la gestion des Ressources Humaines.

Formé à l'informatique dans notre entreprise, vous concevez et mettez en place les outils informatiques spécifiques nécessaires.

Cette création de poste ouvre des perspectives vers des responsabilités élargies.

Poste basé à Paris.

Nous confions notre recrutement à Thésy GIRAUD qui étudiera avec attention votre dossier (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions)

que vous lui adresserez sous la référence 07.09.85 à GDI, 24, rue de Madrid, 75008 Paris.

Les valeurs humaines de l'informatique.

IMMOBILIER
Ventes + Locations
Une page d'annonces

Le Monde

**SOREFI DE HAUTE NORMANDIE - Rouen**
Nous construisons l'avenir

Une SOREFI c'est bien sûr un établissement financier à compétence régionale, structure décentralisée d'un grand réseau national comportant plus de 6 000 agences et 15 000 guichets. Mais c'est aussi, au-delà de ce réseau, la mise en commun de moyens et de services d'animation et de gestion. C'est pour cela que nous avons été créés et c'est dans cette perspective que toute jeune SOREFI de Haute-Normandie connaît son organisation en vous proposant deux postes-clés.

Directeur du développement

Réf. DD 934 M

Votre champ d'action : l'Eure et la Seine-Maritime, une superbe région où nous sommes très bien implantés, 13 Caisses, 160 agences, 1 000 personnes. Votre mission, dans le cadre d'une stratégie régionale, est de les aider à élaborer leur plan de développement et à définir les priorités. Il s'agit de mettre en œuvre des moyens d'étude du marché local, d'imaginer des outils pour le pénétrer, de penser vente, marketing, communications, formation.

Vous avez obligatoirement l'expérience de ce type de responsabilité. Donc pas moins de 30 ans, une formation supérieure et une sérieuse connaissance de la distribution des produits et services financiers. Vous avez voulu et encadré des équipes de ventes.

Chez nous, vous trouverez le « plus » de la création.

Directeur des Ressources Humaines

Réf. DRH 935 M

Votre fonction est vaste et variée. Il s'agit d'abord d'apporter votre conseil à des caisses autonomes et d'aider ainsi la gestion des ressources humaines de notre région. Plus spécifiquement encore de gérer et de développer la formation professionnelle et d'être l'interlocuteur des organismes paritaires. Mais aussi, dans un cadre d'entreprise, de veiller au bon fonctionnement de notre SOREFI en prenant en charge bien sûr les problèmes de personnel, tous les services généraux et — si vous en avez la compétence — l'aspect juridique et contractuel.

Votre expérience professionnelle est donc un atout, votre formation supérieure une nécessité et votre autorité, dans la gestion des Ressources Humaines d'une structure en réseau et dans la formation, une condition incontournable à nos yeux. Car, ici, vous aurez beaucoup à faire.

Merci, en nous lisant, de réfléchir à nos exigences et à vos compétences, merci aussi de penser que vous serez les premiers de notre organisation et que nous avons un bel avenir devant nous.



11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTec.

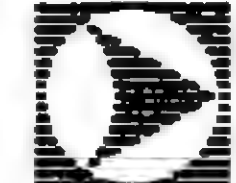
Diplômés de grandes écoles d'ingénieurs ou de gestion : développer la stratégie de télécommunication des plus grands groupes français

La dimension de notre groupe, une compétence dans la communication d'entreprise reconnue comme exceptionnelle, nous permettent de poursuivre avec succès, un ambitieux plan d'investissement et de recherche dans les secteurs de pointe qui touchent à la transmission des données, aux réseaux numériques.

Nos relations avec nos clients sont riches et passionnantes ; nous développons avec les plus grandes entreprises de l'hexagone qui ont une stratégie de télécommunication planétaire, au-delà de notre position de fournisseur de services, de véritables relations de partenaire.

Nous rejoindrons, c'est prendre toute la responsabilité en tant qu'ingénieur d'affaires grands comptes des dossiers stratégiques que vous saurez faire évoluer et aboutir. Votre rôle sera celui d'un homme qui sait convaincre mais aussi aider à réaliser concrètement des affaires ; celles-ci sont liées tant à l'utilisation des réseaux publics qu'à la conception de réseaux privés, ou simplement à l'usage de terminaux et de la transmission numérique. Vous aurez aussi à coordonner de façon opérationnelle l'ensemble des services intervenant chez nos clients. Polytechnique, Mines, Centrale, HEC ou ESSEC... vous avez la trentaine et l'envie de vous réaliser dans la vente de réseaux et services pour l'entreprise et déjà l'expérience de ce type de commercialisation chez un grand constructeur informatique ou dans l'une des entreprises du secteur télécom ou bureautique.

Merci de nous adresser, lettre, CV, photo, sous référence 4199 M (à mentionner sur le courrier et l'enveloppe) - 79-83 rue Baudin - 92300 Levallois-Perret. Nous vous assurons confidentialité et réponse.

**BERNARD JULHIET RESSOURCES HUMAINES**

Membre de Syntec

**Jeunes Ingénieurs ou Sup de Co
... et déjà une première expérience****MARKETING
INDUSTRIEL**

Principale filiale d'un Groupe industriel renommé, nous développons notre activité sur le marché des matériaux de construction. Nous avons déjà amorcé notre réflexion Marketing et souhaitons aujourd'hui l'accentuer en intégrant un jeune collaborateur.

Par vos études et analyses vous nous proposerez vos plans à moyen et long terme, par vos actions promotionnelles vous dynamiserez notre action sur le terrain. Reportant au Directeur Commercial, vous travaillerez en étroite collaboration avec nos Laboratoires et nos Chefs d'Agence.

Ingénieur ou diplômé d'une Ecole de Commerce, vous avez une première expérience de l'industrie et un goût prononcé pour le Marketing. Vous savez allier l'innovation et la rigueur, le goût des contacts et le sens de la gestion, et souhaitez à présent mettre en valeur vos capacités d'initiative.

Si l'opportunité de créer vous-même votre poste dans un Groupe en fort développement vous séduit, merci d'adresser votre résumé de carrière, sous la référence O/PRO/LM, à notre Conseil Christiane CHARBONNE, qui vous garantira une totale discrétion.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS



Nous sommes MECANORMA INTERNATIONAL, important fabricant et distributeur d'une gamme très diversifiée de produits destinés aux arts graphiques, au dessin technique et à la réalisation de produits de communication.

Nous recherchons aujourd'hui : 2 CHEFS DE PRODUITS. Vous assurerez la coordination des équipes internes et externes (designers, publicitaires...) et piloterez la création de nos produits.

2 possibilités s'offrent à vous d'intégrer une équipe expérimentée, en gardant toutefois une large autonomie :

- soit comme Chef de produit senior si vous avez : 30 ans environ, 4 ans d'expérience de marketing opérationnel et si vous êtes spécialiste dans la recherche, l'animation et dans la gestion de lignes de produits. (Réf. CPS/LM)

- soit comme Chef de produit junior si vous avez : 25 ans environ et si possible 2 ans d'expérience. (Réf. CPJ/LM)

Mais dans tous les cas, vous avez une formation supérieure type Sup de Co, vous parlez impérativement anglais et de préférence une 2^e langue.

Nous offrons une rémunération motivante et de réelles perspectives d'évolution.

Ces postes sont à pourvoir au Penry-en-Yvelines, 20 minutes de Versailles.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions, sous la réf. choisie, à Monsieur DEVAUD - MECANORMA - 14, rue de Houdan - 78610 LE PERRAY-EN-YVELINES.

**FRANCE OUEST**
**Important Cabinet de Conseil
en Ressources Humaines**

recherche

DIRECTEUR

Doté d'une large autonomie, il sera responsable du développement sur tout l'ouest de la France de l'ensemble des services de la Société (recrutement et gestion des ressources humaines) et gèrera ses activités en centre de profit.

35 ans au moins, de formation supérieure, le candidat possèdera idéalement une expérience diversifiée dans le conseil, le recrutement et/ou le développement des ressources humaines, la vente de services et l'animation d'équipe. Une pratique des responsabilités opérationnelles serait appréciée. La rémunération, en partie liée aux résultats, sera motivante.

Ecrire sous le n° 6 974, LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, Paris-7^e.

Pour ce poste les réponses seront transmises directement à notre client. Prière d'indiquer le nom des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées.

Un Institut de Recherche et de formation en matière de prévention des risques professionnels (NANCY)

recrute

INGENIEUR FORMATEUR (H/F)

Ingénieur ou universitaire 3^{ème} cycle aura pour tâche de concevoir, organiser et animer des sessions de formation à l'intention d'architectes et/ou d'ingénieurs dans le domaine du B.T.P. et de la maintenance et du levage en industrie.

Participera également à l'élaboration de supports pédagogiques et à des études à finalités pédagogiques.

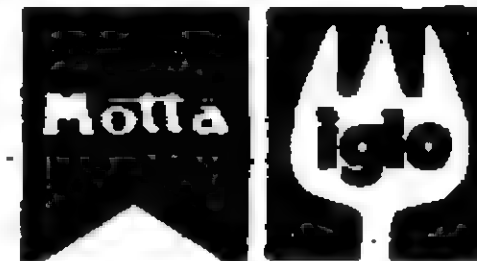
Les candidats devront posséder plusieurs années d'expérience dans le domaine du B.T.P. et dans la formation d'adultes.

FORMATEUR (H/F)

Se verra confier des études à finalités pédagogiques ainsi que l'élaboration des supports pédagogiques et devra également participer à des sessions de formation de formateurs.

Les candidats de niveau D.E.S.S. psychologie industrielle ou psychologie du travail devront posséder plusieurs années d'expérience en entreprises ou dans un organisme de formation.

Ecrire avec C.V. sous réf. 1288, à SWEERTS Publicité 9 rue du Delta, 75009 PARIS, qui transmettra.



recherche pour son réseau négoce

**UN RESPONSABLE
D'UNITE REGIONALE**

Basé aujourd'hui en région Lilloise, la mission de ce professionnel du négoce sera principalement d'assurer le développement d'un centre de profit en en prenant la Direction et en commercialisant crèmes glacées et produits surgelés en restauration, détaillants, collectivités, marchés régionaux, etc.

Pour cette responsabilité très opérationnelle, un bon niveau de formation (type ESC...) est nécessaire. Ce pourrait être pour un cadre commercial du secteur négoce une bonne opportunité d'élargir son champ d'action.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 59 à MONFORT - Service du Personnel 1, Place de la Boule - 92003 NANTERRE CEDEX.

Responsable des Relations Humaines et du Personnel

Un des tout premiers AGENT DE CHANGE DE PARIS
recherche son Responsable du Personnel

Ayant dû faire face à une forte croissance qui porte son effectif actuel à plus de 150 personnes, cette CHARGE souhaite mettre en place une gestion dynamique et efficace de ses ressources humaines.

Le poste proposé sera directement rattaché à la Direction Générale de la Charge.

La mission implique :

- La mise en place d'une politique de personnel privilégiant la gestion prévisionnelle des carrières et la valorisation des collaborateurs à potentiel ;
- La gestion administrative du personnel : recrutement, formation, paie et systèmes d'indemnité, retraites, information et expression des salariés ;
- Le suivi et l'application de la réglementation sociale.

Ce poste conviendrait à une candidate (ou candidat) - âgée environ 40 ans - de niveau DESS de gestion sociale ou équivalent ayant environ 5 ans d'expérience dans la fonction personnelle éventuellement acquise en milieu financier de préférence.

Outre de solides compétences juridiques, la candidate (le candidat) témoignera d'excellentes capacités d'animateur et un goût affirmé pour la mobilisation de la ressource humaine de l'entreprise.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo récente et prétentions sous n° 8038 M, LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, Paris-7^e.

**JEAN LEFEBVRE**
travaille pour vous

recherche pour sa Direction CENTRE - PAYS DE LOIRE

**INGENIEURS
MECANICIENS
débutants**

ENSAM de préférence.

Après 6 mois de formation interne, les candidats retenus se verront confier la responsabilité de maintenance d'importants parcs de matériels de travaux publics-rouliers (engins de terrassement et de transport, centrales de production et engins de mise en œuvre de matériaux, installations de carrières...).

Ecrire avec C.V. et photo à Monsieur TRANIER, Directeur du Personnel, ENTREPRISE JEAN LEFEBVRE, 11 bd Jean Mermoz, 92200 Neuilly-sur-Seine.

**Directeur gé.
PME informati.**

PA

**CONSTRUCTEUR MONO-
UNIS****Jeunes Ing.****Technicien****RESPONSABLE
DE DEVELOPPE****CHARGE DE MISSIO**

مكتبة من اجل

Directeur général PME informatique 400/500.000 F

Cette société filiale d'un groupe aux activités synergiques et complémentaires, réalise des solutions clés en main (distribution de mini + réalisation des logiciels d'application) pour l'information de la gestion des PME. Elle a l'ambition, la volonté et les moyens de poursuivre son expansion et d'accroître ses parts de marché. Le directeur général organise et anime les activités assurant la synchronisation optimale entre le commercial et le technique. Rend compte au président-directeur général du groupe, il développe le chiffre d'affaires et les bénéfices en trouvant de nouveaux clients et produits, en maintenant la rentabilité des affaires et en menant une politique de communication active. Ce poste s'adresse à une personne d'expérience et de motivation plus commerciale et marketing que technique. Un vécu professionnel de directeur commercial, responsable d'agence ou chargé d'affaires et projets (en SSI ou chez un constructeur informatique) constitue un atout intéressant mais pas absolument nécessaire. L'environnement professionnel, agréable et jeune, permet de travailler dans la sérénité. Le poste est basé dans une agréable ville universitaire de l'est de la France. Ecrire à G. LEHR en précisant la référence A/6494M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue du Général - 69555 STASBOURG Cedex - Tél. 03.22.41.44
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Responsable entretien et travaux neuf 220.000 F

Grande banlieue sud de Paris - Filiale d'un important groupe international, cette société française de taille humaine (chiffre d'affaires 200 millions de francs, 350 personnes) est leader dans son domaine d'activité (maintenance de construction). Elle recherche le responsable d'entretien de l'une de ses usines. Rattaché au directeur technique et à une équipe d'une dizaine de personnes, il sera responsable de l'entretien préventif et curatif de l'ensemble des matériels dans un établissement très automatisé et tournant en 3 x 8. Il apportera les modifications nécessaires à l'optimisation des équipements, participera à la définition et à la mise en place des investissements et sera garant de son budget d'entretien. Ce poste qui suppose une réelle polyvalence et une grande disponibilité, nécessite un ingénieur AM, ENSI, INSA, ou équivalent, âgé de 28 ans au moins. Il pourra bénéficier d'une expérience réussie dans la maintenance acquise en milieu industriel dans les domaines suivants : mécanique, hydraulique, vapeur et électricité. Une bonne connaissance des automates programmables constituera un atout apprécié. Un anglais conversationnel est souhaité. Selon l'expérience offerte, la rémunération annuelle brute de départ sera de l'ordre de 220.000 francs. Les opportunités de carrière sont de nature à intéresser une personne de valeur. Ecrire à D. MORETTE en précisant la référence A/R226M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 01.47.11.64
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Jeune chef du personnel

La filiale française (300 personnes) d'un équipementier automobile d'envergure internationale crée la fonction chef du personnel. Sous la responsabilité du directeur général, il devra préparer les réunions et dossiers concernant les relations avec les partenaires sociaux et l'administration, mettre en place une politique active de formation ainsi que les procédures de reporting social. Par ailleurs, il supervisera la gestion administrative du personnel effectuée par 2 personnes et anime les services généraux (gardiennage, cantine...). Ce poste conviendrait à un diplômé de l'enseignement supérieur ayant acquis une première expérience de gestion du personnel et possédant une maîtrise de la production. La pratique de l'anglais est impérative. La rémunération annuelle, fonction des compétences, sera de l'ordre de 180.000 francs. Le poste est à pourvoir en grande banlieue sud de Paris. Ecrire à P.H. LESAGE en précisant la référence A/D2844M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 01.47.11.64
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

2^e CONSTRUCTEUR MONDIAL EN INFORMATIQUE UNISYS

90 000 personnes dont 2 000 en France recherche pour son CENTRE D'ETUDES de Villers-Ecailles (proximité Rouen) des

Jeunes ingénieurs

De formation ingénieur ou universitaire, vous serez INFORMATICIEN, ELECTRONICIEN, AUTOMATICIEN ou MECANICIEN. Au sein d'équipes projets vous participerez au développement de nouveaux matériels ou logiciels pour le monde bancaire. Anglais souhaité.

Techniciens

De niveau DUT - BTS, vous prendrez en charge la rédaction de la documentation technique. L'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant le poste choisi sous la réf. 29381 à Francis KLOCK - UNISYS - B.P.5 - VILLERS-ECAILLES - 76360 BARENTIN.

DIRECTEUR GENERAL produits de marque

Région parisienne

+ 350.000 Frs.

Notre client britannique se situe parmi les leaders mondiaux dans son domaine. Déjà actif en France, il entreprend un développement rapide par la voie directe en établissant une entreprise autonome dont nous cherchons le gestionnaire.

Il s'agit de diriger, dès ses débuts, une petite unité dont la croissance dans un marché concurrentiel dépendra très largement du DG lui-même. Ce sera donc une personne maîtrisant les techniques classiques de la gestion, ayant déjà une expérience réussie dans le domaine des produits de consommation dans un secteur à dominante "mode et marketing". Ses connaissances seront consolidées par des qualités de chef d'équipe. Il saura communiquer, tant aux collaborateurs qu'aux clients et aux médias, son enthousiasme et sa volonté de réussir.

Une très bonne connaissance de la langue anglaise, parlée et écrite, est essentielle. La capacité d'assumer la responsabilité totale - en un mot, d'être chef d'entreprise - doit être démontrée et vérifiable. Le poste est d'avenir.

Si cette opportunité vous intéresse, écrivez-nous pourquoi dans une lettre. Joignez-y votre CV (en y notant les détails de votre évolution salariale) et donnez-nous votre numéro de téléphone personnel pour faciliter le contact. Notre adresse :

Noël Wickland & Associates

15, avenue Victor-Hugo, 75016 Paris

Ce poste est ouvert aux femmes comme aux hommes. Votre confiance sera totalement respectée et toute candidature recevra réponse. Les premiers entretiens auront lieu à Paris en octobre.

GERLAND Sols et revêtements

Responsable de la communication

Tout le monde l'a vu, tout le monde a ri, plus personne n'ignore les qualités adhésives des dalles GERFLOR ! Et nos ventes ont suivi. Merci.

Vous voulez prendre la responsabilité de notre communication pour les étapes suivantes ? Nous y consacrons un budget important mi-pub, mi-échantillonnage. Vous proposez politique et stratégie, travaillez avec les agences (pub, RP, salons...), élaborez, suivez, contrôlez. Là, pas d'improvisation, vous avez appris votre métier en agence et/ou chez l'annonceur.

Vous êtes aussi l'interlocuteur des responsables commerciaux et marketing pour toutes leurs activités promotionnelles : ils vous attendent comme un partenaire.

Vous contribuez enfin à assurer la cohérence de ce qui se fait dans nos filiales étrangères : anglais nécessaire et suffisant !

A trente ans, on peut déjà bien maîtriser les techniques, avoir des idées étayées et être impatient de les mettre en pratique dans une structure accueillante. On peut aussi être homme, femme, Sc.Po. ou Sup. de Co... Ce qui nous importe, c'est que vous vous épanouissiez chez nous et qu'avec votre esprit, votre talent et votre professionnalisme, nos produits et nos ventes progressent.

ET HOP !

Merci de nous adresser votre dossier en vous rappelant bien que le poste est à Lyon même s'il suppose de fréquents déplacements. Réf. GG 931 M

SEFOP

11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTIC



Après la fusion de deux établissements situés à Briey et à Pont-à-Mousson (90 personnes)
CAISSE D'EPARGNE DE MEURTHE-ET-MOSELLE NORD recherche

RESPONSABLE DE DEVELOPPEMENT

Chargé : • de structurer et animer le réseau de vente de cette nouvelle entité • d'élaborer son plan et sa stratégie de développement.

Le poste : • implique une forte capacité à dynamiser les équipes de vente • nécessite une formation supérieure et une expérience professionnelle commerciale d'au moins 5 ans, acquise de préférence dans le secteur bancaire.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo, salaire actuel et prétentions en indiquant la réf. 8492 à : Organisation et Publicité - 2, rue Marengo, 75001 Paris, qui transmettra.

CHARGE DE MISSION H/F

AMNESTY INTERNATIONAL vous propose d'être celui ou celle capable d'assurer la poursuite de ses opérations nationales de collectes de fonds et le développement de nouveaux moyens de communication, mais toujours avec bon sens, recherchant l'efficacité... Ce poste doit s'auto-financer.

Après d'excellentes études universitaires, vous avez acquis une expérience de marketing direct. Vous savez gérer, et mener de bout en bout vos projets. Vous alliez créativité et rigueur, fermeté et sens de la communication...

Vous nous intéressez et nous devons vous intéresser : merci d'adresser, sous référence 87911, lettre manuscrite, C.V., et prétentions à notre conseil qui vous garantira réponse et confidentialité.



Madame Claude FAVEREAU
58, rue de Suffren
75015 PARIS



ESCO CARRIERES

GFF LE GROUPEMENT FONCIER FRANCAIS 30 années d'expérience en immobilier

Notre Société a connu ces dernières années, grâce à ses hommes, à leur dynamisme et leur savoir-faire, une très forte expansion :

Montant global des investissements réalisés par le GFF (en million de FRs)	1983	1986
	916	2171

Nous ne comptons pas en rester là. Nous souhaitons renforcer nos structures en intégrant de nouveaux

CADRES DE HAUT NIVEAU

désireux de partager nos réussites futures.

Si vous êtes des professionnels passionnés et confirmés en PROSPECTION FONCIERE et/ou en MONTAGE D'OPERATIONS IMMOBILIERES (logement, bureaux, immobilier d'entreprise...), nous aimerions vous rencontrer afin d'envisager un challenge commun.

Nous vous assurons un développement de carrière réel ainsi qu'une rémunération à la mesure de votre compétence et de votre talent.

Merci d'adresser votre dossier sous Réf. 1758 ou transmettez-le à CV PLUS en composant le 36-15 code CV PLUS sur votre minitel.

Jean-Claude MAURICE S.A. 12, rue de Pontfieu 75008 PARIS.



FRANCE OUEST

DIRECTEUR

MEUR FORMATEUR (H/F)

FORMATEUR (H/F)

RESPONSABLE D'UNITE REGIONALE

JEAN LEFEBVRE

INGENIEURS MECANICIENS

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

"RESPONSABLE DU SERVICE DES COORDONNATEURS"

Poursuivant son développement, AMNESTY INTERNATIONAL cherche à renforcer l'animation de l'action de ses membres. Pour consolider le travail de ses équipes de "coordonnateurs" il crée un poste directement placé sous l'autorité du Directeur de la section française. Ce responsable aura pour mission l'assistance technique des 80 bénévoles qui, regroupés par régions mondiales, sont chargés de suivre pays par pays les actions engagées : faciliter leur travail, favoriser leur insertion dans la vie de la section en cohérence avec les activités des autres équipes ou services.

Excellent organisateur et animateur, la géopolitique vous intéresse, votre niveau culturel est de qualité ; naturellement vous maîtrisez l'anglais et vous managez, en entreprise, des équipes.

Si vous vous sentez attiré par notre proposition qui vous apporte la dimension que vous recherchez sans que, en dépit de votre âge, 30 ans environ, l'aspect financier en regard aux responsabilités du poste soit prioritaire pour vous, merci alors d'adresser sous réf. 87910 lettre manuscrite, C.V., préférences à notre conseil qui vous garantit réponse et confidentialité.



Madame Claude FAVEREAU
56, Avenue de Suffren
75015 PARIS

Britax Composants Automobiles

Filiale du Groupe BSG International recherche

BTS électrotechnique
quelques années d'expérience

pour son centre de recherche et développement

Technicien

diplômé BTS Fabrication mécanique

ayant l'expérience des productions pour l'industrie automobile, connaissant de préférence les matières plastiques, pour son service contrôle/qualité.

Lieu de travail : Fontainebleau.

Adresser C.V. et préférences à M^{me} Pichon-Faller
BRITAX-GECCO S.A., 1, route d'Ivry
77870 Vulaines sur Seine.

Société proposant ses services d'hébergement de standing aux sociétés, organismes et collectivités.
son développement en France et à l'étranger

son leader "ventes"
Directement rattaché au Directeur Commercial, il assurera les différentes équipes de vendeurs, assurera les marchés nouveaux et négociera personnellement les contrats importants. Le candidat idéal a 30 ans, une formation commerciale supérieure, il assume depuis quelques années des responsabilités d'encadrement au sein de l'équipe commerciale d'un Groupe International. Il parle obligatoirement anglais, allemand, et possède des connaissances en espagnol, italien. Merci d'adresser lettre manuscrite, Curriculum-Vitae, photo et préférences sous réf. 12.824, PUBLICITE BOYER BULEY, 101 rue Réaumur 75002 Paris

KL 89

recherche

COMMERCIAUX DÉBUTANTS EN INFORMATIQUE

- VOUS AVEZ :
- Bac + 3/4 ou équivalent ;
 - 1 année d'expérience en entreprise ;
 - Des notions d'informatique ;
 - Un tempérament de vendeur, du punch, de la vitalité et de l'énergie.

Envoyez lettre, c.v. et photo à :
KL 89, 10, rue Ménil, 75116 Paris.

IMPORTANT GROUPE DE DISTRIBUTION ALIMENTAIRE RECHERCHE POUR SA FILIALE DE MARTINIQUE UN DIRECTEUR COMMERCIAL

SA MISSION :
En plus de la responsabilité et de l'animation de l'équipe commerciale en place, il devra superviser les achats et les stocks, s'assurer du contrôle des préparations de commandes clients et des livraisons, élaborer une stratégie commerciale pour le développement des ventes des produits surgelés.

SON PROFIL :
Agé de 30 à 35 ans, le titulaire du poste aura une formation supérieure, enrichie d'une expérience professionnelle de plusieurs années dans la distribution des produits frais et surgelés. Disponible rapidement.

Adresser candidature (c.v. et préférences), à n° 4710 Havas, B.P. 1366, 76065 Le Havre Cedex.

Société d'interim spécialisée de sec. bancaire RECHERCHE

CLASSE V, VI, VII, VIII.
Env. c.v. + photo à BANK services, 71, rue de Duroc, 75009 Paris (ne pas se présenter).

SOCIÉTÉ FILIALE D'UN GRAND GROUPE COMMERCIAL DES SERVICES AUDIOVISUELS PAR ABONNEMENTS RECHERCHE D'URGENCE POUR SA DIRECTION COMMERCIALE

UN ASSISTANT ADMINISTRATION DES VENTES

- Profil :
- format. Ec. sup. de comm.
 - 4 ans min. d'exp. professionnelle
 - maîtrise parfaite de l'anglais et vous avez déjà acquis une expérience d'environ 5 ans de la vente de produits destinés à l'industrie.
 - maîtrise parfaite de l'anglais et vous avez déjà acquis une expérience d'environ 5 ans de la vente de produits destinés à l'industrie.
 - maîtrise parfaite de l'anglais et vous avez déjà acquis une expérience d'environ 5 ans de la vente de produits destinés à l'industrie.

INGÉNIEUR TECHNO-COMMERCIAL

Vous prendrez en charge l'animation et le suivi de la zone Moyen-Orient. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais et vous avez déjà acquis une expérience d'environ 5 ans de la vente de produits destinés à l'industrie.

Adresser vos C.V., lettre et préférences **Société AMRI** Service du Personnel "Les Mercuriales" - 40, rue Jean-Jaurès 93178 BAGNOLET CEDEX

BASF Peintures + Encres s.a.
Notre société - 1200 personnes, 5 établissements en France, filiale d'un des premiers groupes chimiques allemand, recherche

1 JEUNE CADRE

susceptible d'assumer rapidement des responsabilités opérationnelles au sein de la

Direction Logistique

Homme d'organisation et de communication, vous serez amené à piloter les approvisionnements, les transports, la gestion des stocks et l'exécution des commandes. En première ligne, pour l'amélioration du service et de la qualité, vous devrez vous informer sur ce qui se fait de mieux dans ces domaines. Vous êtes également intéressé par l'informatique et la micro-informatique.

Une année de missions (études et mise en place de projets) et de formation au siège de Clermont de l'Oise vous préparera à des responsabilités d'encadrement dans un des établissements de province.

De formation supérieure (Bac + 5), vous avez une expérience industrielle de 3 à 5 ans et une capacité d'autonomie vous permettant de devenir le patron d'une équipe.

Mobilité géographique indispensable, perspectives d'évolution dans le groupe.

Déjà motivé ? Alors vite, envoyez votre C.V., lettre manuscrite et préférences sous réf. Log 4/87 à BASF - Peintures + Encres s.a. Service du Personnel - B.P. 26 60002 CLERMONT CEDEX.

BASF

Telemecanique

les solutions de progrès

14.000 personnes - C.A. consolidé : 6 milliards F (dont 60% à l'exportation)
60 établissements à taille humaine
320.000 m² de bâtiments industriels et de bureaux, en France et à l'étranger
recrute pour base à RUEIL-MALMAISON

JEUNE ARCHITECTE

En équipe avec un Architecte « senior », IL AURA LA MISSION (pour la moitié des sites en France + certains à l'étranger) de « GÉRER » LES BATIMENTS EXISTANTS : EXTENSIONS - MODIFICATIONS - ENTRETIEN. Fonction large et autonome : études avec les Services concernés, préconisations, devis, budgets, achats, suivi et réception des travaux...

- 30 ans environ (en raison de la pyramide des âges du Service)
- ARCHITECTE diplômé ou formation et expérience équivalentes
- Pratique ALLEMAND ou ANGLAIS très appréciée
- EXPÉRIENCE OPÉRATIONNELLE INDISPENSABLE (3 à 5 ans) : mise au point de projets, lancement des travaux, leur suivi sur chantier...
- TRÈS DISPONIBLE pour déplacements (courts) : 50% de son temps.

S.C. vous garantit une DISCRÉTION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération) sous réf. 8733 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

UNIVERS DE LA GESTION

Un tremplin vers le contrôle de gestion...

Schlumberger Industries

■ COMPTAGE IMMOBILIER, société du groupe EAU & GAZ de Schlumberger Industries, est une entité spécialisée dans les services liés à l'immobilier : gestion de l'eau, de l'énergie et entretien de la robinetterie.

qui s'étend sur plusieurs sociétés en constant développement.

Ce poste formateur constituera pour vous un excellent tremplin vers une carrière de contrôleur chez Schlumberger. La pratique de l'anglais est indispensable.

Nous offrons au sein de notre contrôle de gestion, à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur (doté éventuellement d'un MBA ou d'un DECS...), la RESPONSABILITÉ DE LA COMPTABILITÉ ANALYTIQUE et du CONTRÔLE BUDGÉTAIRE. Il s'agit là d'une mission très large et très diversifiée

Merci d'adresser votre dossier de candidature au service du personnel Comptage Immobilier Schlumberger, 50 avenue Jean Jaurès, 92541 Montrouge Cedex.

Contrôleur Financier - Europe
Paris 300,000f p.a.

Notre client est une société multinationale active dans la production et marketing des traitements de surface. Il souhaite recruter son Contrôleur Financier, qui coordonnera les opérations financières de quatre sociétés européennes, réalisant un ca total annuel de 520 millions.

Faisant appel aux services d'une équipe très soudée de spécialistes, vous assurerez la coordination efficace de la gestion financière des quatre sociétés.

En rapport direct avec le Directeur Général, vous vous occuperez plus particulièrement de l'élaboration des budgets, de la comptabilité de gestion, des bilans et des implications fiscales - ce poste nécessite l'utilisation courante des outils informatiques et une très bonne pratique de l'anglais.

Il s'agit d'un rôle complexe de management, et notre client estime qu'il faut posséder la compétence et l'expérience nécessaires, vous aurez vraisemblablement entre 30 et 35 ans, et serez diplômé de formation supérieure, avec option gestion financière. Une vision européenne des affaires est exigée, ainsi que la capacité d'identifier les différentes attentes et attitudes des directions locales.

Le salaire proposé est de 300,000f p.a., avec des avantages correspondant à ce poste de cadre supérieur. Vos perspectives d'évolution seront en fonction de vos capacités, ainsi que des opportunités que peut présenter une société multinationale.

Lieu des entretiens : PARIS. Prière d'adresser une lettre manuscrite, ainsi qu'un curriculum vitae complet, sous la référence NH 1369, à :



Peter Hanley, Nicholls Hanley & Associates Ltd., Ashley House, 30 Ashley Road, Altrincham, Cheshire WA14 2DW, England.

UNIVERS DE
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

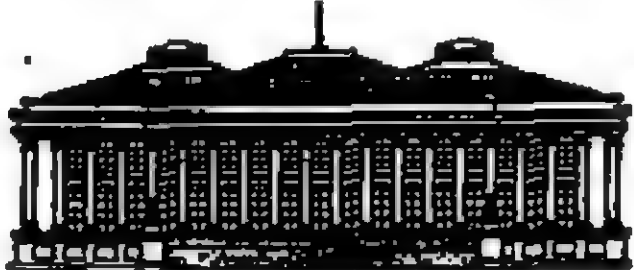
Un important groupe industriel recherche un
Contrôleur de Gestion Ind. Junior

Paris Est 150 KF
Le candidat sélectionné aura pour mission d'assister le contrôleur de gestion de la branche, de participer au reporting mensuel et d'effectuer des études économiques.
De formation supérieure, le candidat, débutant ou ayant une première expérience en milieu industriel, devra être doté de bonnes qualités de contact et être très dynamique.
Réf. IP/1043 LM

Contrôleur de Gestion Ind. Senior

Paris Est 240 KF
Le candidat retenu aura pour mission de contrôler les coûts standards, de superviser l'application de la politique en matière de prix et de contrôler la rentabilité des investissements.
Possédant une formation supérieure de type Ecole de Commerce, le candidat aura acquis une solide expérience de 3 à 5 ans en milieu industriel. Les deux candidats sélectionnés seront rattachés au contrôleur de gestion de la branche (CA : 2,2 milliards de FF) et auront de réelles perspectives d'évolution au sein du groupe.
Réf. IP/1044 LM
Contacter Ivan Pacaud au 40.70.00.36 ou envoyer CV + Tél + rémunération actuelle + photo à Michael Page Finance, 19 av. George V 75008 Paris en mentionnant la réf.

Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement financier
Paris, Londres, Bruxelles, Amsterdam, New-York, Sydney

**Gesper : de la paie... au système d'information...**

La profession boursière (5 300 personnes dans les charges d'Agents de Change à Paris et en Province et 600 personnes dans les services de la Chambre Syndicale des Agents de Change) est en pleine expansion du fait de la croissance et de la diversification des Marchés Financiers.
En outre, elle prépare activement la réforme du Personnel et des Affaires Sociales de la Chambre Syndicale des Agents de Change est conduite à renforcer son équipe et à accueillir un(e)

Assistant(e) de gestion

qui participera efficacement à l'exploitation des différents logiciels de gestion de personnel et sera conduite(e) à en proposer tous les développements et utilisations possibles.
Il s'agit, au-delà de simples études et statistiques, d'enrichir nos outils et méthodes et d'aboutir ainsi à un système d'information (tableaux de bord, bilan social, contrôle des coûts de personnel...), capable de rendre plus performante notre gestion des Ressources Humaines.
Jeune diplômé(e) (DUT Gestion de personnel, bonne pratique informatique), après une première expérience de 2 à 3 ans, vous souhaitez changer de dimension. A bientôt !
René DAGRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous la référence V/AGE/LM.

**Raymond Poulain Consultants** 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

BANQUE INTERNATIONALE, nous cherchons pour renforcer notre réseau d'agences à Paris et en province, de

Jeunes exploitants clientèle particuliers

Ils seront chargés de créer, développer et entretenir un fonds de commerce composé de clients sélectionnés.

Le sens commercial, le goût des contacts et de la négociation, du service à la clientèle, la mobilité sont les atouts nécessaires pour réussir dans ce métier tel que nous le pratiquons.

22 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez une première expérience d'1 à 2 ans de l'exploitation de la clientèle privée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence 542/2, à Catherine de La Roche Saint André, JACQUES TIXIER S.A. - 7, rue de Logelbach - 75017 PARIS.

Jacques Tixier S.A.
MEMBRE DE SYNTHEC

CHEF COMPTABLE

Un des leaders de la grande distribution (plus de 30 milliards de CA) recherche pour un de ses magasins un Chef comptable évoluant de formation BAC + 2 + DECS ou Ecole de Commerce option finance-comptabilité, débutant ou ayant une première expérience. Après une solide formation dans plusieurs de nos magasins, vous serez responsable de l'établissement des comptes d'exploitation et des bilans économiques et fiscaux.

Pour vous assister dans votre mission, vous aurez à animer une équipe d'une dizaine de personnes. Vos compétences techniques et vos capacités à travailler en équipe vous permettront de réussir dans cette fonction et d'évoluer dans notre Société vers le poste de Contrôleur de gestion.

Rémunération motivante et intéressante aux résultats.
Lieu de travail : région parisienne.
Merci d'adresser lettre man. + C.V. + photo + prêt, s/réf. 4987/LM, à

MEDIA BA 71, av. Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

Nous sommes l'un des tout premiers cabinets d'audit internationaux et nous recherchons pour Paris, Marseille et Strasbourg, des

auditeurs chefs de missions

Vous êtes diplômé d'une Ecole de Commerce et vous avez :

- 2 à 4 ans d'expérience en cabinet d'audit,
- une bonne connaissance de l'Anglais.

Nous vous proposons :

- des missions variées auprès d'entreprises très diverses, nationales et internationales,
- une formation de pointe aux techniques internationales d'audit,
- des opportunités diversifiées d'évolution de carrière

Merci d'adresser C.V., lettre et photo à Christine Duquenoy, 56, rue de Ponthieu, 75008 Paris.

CITIFINANCEMENT

GROUPE CITIBANK

Société financière, membre d'un groupe international, poursuit son expansion sur le marché français et recherche immédiatement :

Commerciaux

Directeurs d'Agences ou Attachés de Direction spécialisés dans le financement automobile pour les villes de : PARIS, MARSEILLE, TOULOUSE, GRENOBLE, LILLE, BORDEAUX, NANTES, ROUEN, NANCY.

Les candidats retenus seront jeunes et joindront à une formation supérieure une première expérience réussie au sein d'un réseau spécialisé dans le financement automobile. La mobilité sera un des éléments de leur évolution à terme.

Marketing senior (Paris)

Diplômé de l'Enseignement Supérieur, le candidat retenu connaîtra parfaitement le marché du financement automobile au travers d'un réseau d'apporteurs d'affaires toutes marques. Il aura tout à la fois un rôle de collecte des informations du marché, de conception des produits et des actions commerciales, d'information et d'animation

auprès du réseau d'agences. Ce sera réellement un professionnel, directement rattaché au Directeur de la Division Auto/Loisirs, susceptible d'évoluer à terme vers des responsabilités opérationnelles. Une bonne connaissance de la langue anglaise constituerait un plus.

Chef de produit (Paris)

Connaissant bien le marché français de la navigation de plaisance, cet homme de marketing spécialisé aura la mission de créer une ligne de produits de financement adaptés à ce marché spécifique. Il bénéficiera de l'image prestigieuse du groupe pour positionner ses produits

dans le haut de gamme. Il aura bien sûr une formation supérieure et aura déjà fait ses preuves dans une entreprise spécialisée présente sur le marché concerné. Par la suite, à la mesure de sa réussite, d'autres projets lui seront proposés au sein du groupe.

Cadre spécialiste crédit (Paris/Dijon)

Diplômé de l'Enseignement Supérieur, rattaché au Directeur de la Division Crédit, ce cadre sera un familier du développement et de l'utilisation des outils statistiques d'aide à la décision de crédit. Il participera de très près à l'élaboration de la politique de crédit sur nos différentes

lignes de produit. Il aura de plus un rôle permanent de formation auprès des décideurs placés dans le réseau. En contact fréquent avec les instances spécialisées au niveau européen, la langue anglaise lui sera indispensable.

Auditeur junior (Paris/Dijon)

Ayant au minimum une formation de type DECS ou ESC-Option Finances/Comptabilité, le candidat retenu devra veiller à l'application régulière des procédures de l'entreprise au sein des services et agences commer-

ciales. En contact régulier avec les instances européennes du groupe, il devra être capable de s'exprimer et de rédiger en anglais sans difficulté. Ce poste implique de fréquents déplacements de courte durée.

Pour chacun de ces postes, adresser candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions, en indiquant le poste choisi, à Franck DE BUCY, Directeur des Relations Humaines, CITIFINANCEMENT, B.P. 449, 21012 DIJON CEDEX.

**Groupe Limagrain**

Nous sommes l'un des premiers groupes internationaux dans le secteur stratégique des semences.

Responsable audit

Au sein de nos services holding, vous aurez en charge :

- la responsabilité de l'audit : encadrement d'une équipe d'auditeurs financiers et opérationnels,
- les problèmes d'organisation informatique : définition d'un schéma directeur, audit informatique.

Votre profil : Ecole de Commerce + DECS et une expérience de 3 à 5 ans de l'audit en entreprise ou en cabinet incluant nécessairement une pratique de l'organisation informatique. Anglais indispensable.

Ce poste, basé en Auvergne, est particulièrement évolutif dans un groupe à dimension internationale, composé de plus de quarante sociétés. Les candidatures (CV, photo, prétentions) sont à adresser, sous référence 389/LM, à Groupe Limagrain - Département du Personnel - BP 1 - 63720 ENNEZAT.

هذا من اصل

UNIVERS DE
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

OPPORTUNITES DE CARRIERE
A LA DIRECTION FINANCIERE

2 Jeunes Diplômés HEC - ESSEC - ESCP

Après une période de formation, vous participerez à l'ensemble des tâches de la Direction Financière et notamment au contrôle des procédures mises en place par cette Direction au sein des unités décentralisées du groupe (divisions, usines, filiales).
De formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP...) vous maîtrisez parfaitement l'anglais. Pour l'un des 2 postes, il est impératif de posséder, de plus, le DECS complet.
Déplacements fréquents mais de courte durée à prévoir.
De larges possibilités d'évolution seront offertes aux candidats à fort potentiel que nous recherchons.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) à DUNLOP FRANCE - Direction du Personnel BP 41 - 92133 ISSY-LES-MOULINEAUX.

DUNLOP FRANCE

cegos

stratégie
management

LA REUSSITE DE NOS CLIENTS est le moteur de notre développement. Nous les conseillons sur l'ensemble de leur management : stratégie, systèmes de gestion, hommes et structures. Nous travaillons au coude à coude avec eux depuis la conception jusqu'à la réalisation des projets qu'ils nous confient.

Cadre Financier

devenez CONSEIL EN PERENNITE ET TRANSMISSION D'ENTREPRISES

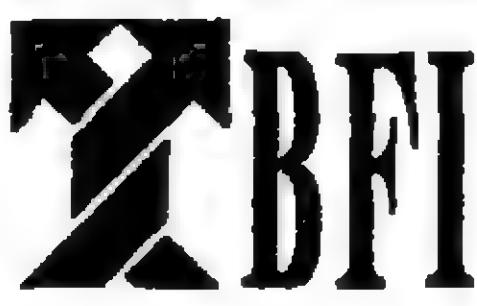
Notre équipe CEFA vous accueillera et vous formera aux spécificités de ce métier. Vous effectuerez des missions d'évaluation financière et de diagnostic de sociétés de taille moyenne, conseillerez les chefs d'entreprise sur leur stratégie financière et patrimoniale, conduirez la mise en œuvre des solutions définies. Vous serez pleinement responsable des projets dont vous aurez la charge.

Nous attendons de vous :

- une FORMATION SUPERIEURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE (ESC, Université, MBA) ;
- 5 à 7 ans d'expérience dans une fonction à RESPONSABILITE FINANCIERE ;
- la capacité et la volonté de construire avec des chefs d'entreprise une RELATION DE CONFIANCE ET DE PROGRES.

La Cegos, groupe international de Conseil et de Formation, poursuit sa croissance. La diversité de ses activités, la capacité d'entreprendre et d'innover de ses consultants (400 dans 15 pays) vous offrent de réelles possibilités d'initiative et de développement personnel et professionnel.

Adressez votre candidature (lettre manuscrite, C.V., et prétentions) sous la référence 719/M à Christine DEFECHÉ, CEGOS DRH, Tour Chenonceaux, 92516 Boulogne Cedex.



Banque
Française
d'Investissement

Cette jeune banque au capital de 100.000.000 F réunit les compétences d'un cabinet de conseil et les ressources d'une banque d'affaires. Elle offre un service global et sur mesure. Financement de haut et bas de bilan. Conseil stratégique et opérationnel. Opérations d'ingénierie financière. Prises de participation et capital risque.

Les hommes qui l'ont développée depuis sa création en février 1986 ont en commun le goût et la capacité de concevoir et d'agir de façon responsable et autonome. Venus de Directions d'Entreprises, du Conseil et de la Finance, tous parfaitement polyvalents, ils ont trouvé à la B.F.I. un terrain privilégié où exprimer leur sens des responsabilités.

Ils souhaitent que quelques autres, animés du même esprit, viennent aujourd'hui les rejoindre pour faire face à l'expansion rapide des participations, des engagements et des missions de conseil de la B.F.I.

DES EXPLOITANTS

• RESPONSABLES D'UNE CLIENTELE DE PME EN AGENCE,

ils ont, après leurs études supérieures, acquis en 5 ou 6 ans dans une grande banque une expérience variée qui leur donne envie d'aller plus loin dans la connaissance de l'entreprise.

• REDACTEURS - CREDIT, ils ont acquis, après des études supérieures, 3 à 4 ans d'expérience dans le montage et l'analyse de dossiers de crédit aux entreprises au sein d'une direction des engagements d'une grande banque.

• COMPTABLES HAUT NIVEAU, ils ont après le D.E.C.S. (I.T.B. appréciée) une expérience de 4 à 5 ans de comptabilité bancaire (fiscalité, consolidation, tableaux de bord, états financiers).

• GRADES DE BANQUE, ils ont plusieurs années d'expérience dans l'exécution de toutes les opérations bancaires liées à l'exploitation au sein d'une grande banque.

DES INGENIEURS-CONSEIL JUNIORS

• INGENIEURS GRANDES ECOLES-X, Centrale, Mines, Ponts...

• GRANDES ECOLES DE COMMERCE-H.E.C, ESSEC, E.S.C.P....

Ils ont déjà réalisé des dossiers d'études, analyses financières, projets d'investissements, audits, au cours des 2 à 3 premières années d'expérience dans des institutions financières, des banques d'affaires, des cabinets de conseil ou même en entreprise.

Les consultants de SIASS Ressources Humaines ont été chargés d'étudier les candidatures. Ecrivez-leur en précisant vos expériences et vos motivations. Ils vous en diront plus sur la B.F.I. au cours des premiers entretiens.
50, Boulevard de Courcelles 75017 PARIS.

Gestion et administration du personnel :
une fonction intégrant le développement social

Notre Groupe - Leader national d'équipements spécifiques destinés aux entreprises, administrations, commerces - connaît une expansion rapide. Nous sommes aujourd'hui 1000 personnes, réparties entre 5 sociétés et plusieurs unités industrielles. Vous, dans ce contexte, vous donnez à la fonction "Gestion et Administration du Personnel" - que vous créez - toute sa raison d'être : vous améliorez les systèmes existants (paie, gestion masse salariale...) et harmonisez statuts et avantages sociaux (classification, régimes complémentaires...).

Ce rôle de second, vous le tiendrez d'autant mieux auprès de notre Directeur des Relations Humaines, que vous avez acquis - après une formation spécialisée (DESS Personnel, Droit Social...) - une expérience de la gestion du personnel, de préférence dans une entreprise industrielle. Votre connaissance des systèmes informatisés (paie, fichier, bilan social...) sera un plus.

Lieu de Travail : Paris.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier à SEFOP, notre Conseil, sous la réf. FP 933 M.

SEFOP

11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTHEC

Responsable
des engagements

Banque

Une importante Banque de Dépôts privée - Paris 8^e, recherche son futur responsable des engagements. Il s'agit d'un poste à créer, qui réunira le service des crédits, le secrétariat bancaire et le service juridique (environ 25 personnes). Le candidat, qui sera placé sous l'autorité immédiate de la direction de la banque, devra être plus particulièrement apte à assurer l'étude et la surveillance des risques, la préparation des comités, la gestion des crédits et les relations avec les organismes extérieurs. Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre bancaire, diplômé de l'enseignement supérieur, ayant acquis une expérience bancaire d'au moins 10 ans, de préférence en qualité de responsable ou d'adjoint d'un service engagements. La rémunération sera fonction de l'expérience du candidat retenu. Ecrire à H. CÉLERIER en précisant la référence A/R9312M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Responsable
administratif et financier

300.000 F

Paris - La Biale française (effectif : 23 personnes, chiffre d'affaires : 200 millions de francs) d'un groupe pétrolier international, recherche un responsable administratif et financier. Placé sous l'autorité immédiate du directeur général et assisté de deux comptables, il couvrira l'ensemble des activités administratives, financières, comptables et juridiques de cette société dans un contexte où l'informaticien est très présent. Il sera notamment chargé du reporting et entretiendra une relation fonctionnelle avec le groupe. Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 28 ans minimum, doté d'une formation supérieure (type ESC + DECS) ou équivalente et parlant couramment l'anglais. Familiarisé avec la comptabilité anglo-saxonne, il doit impérativement justifier d'une première expérience de la fonction (3 ans minimum) acquise soit au sein de la filiale d'un groupe international, soit dans un cabinet d'audit anglo-saxon. Fonction des compétences précitées, la rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 300.000 francs. Ecrire à D. MORETTE en précisant la référence A/R9310M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Responsable des
services comptables

BNP BAIL

Paris - Ce groupe de sociétés de crédit-bail recherche son responsable des services comptables. Placé sous l'autorité du directeur des départements comptabilité, informatique et contrôle, il aura pour mission d'animer un service d'environ 20 personnes, d'en contrôler l'activité et de consolider les résultats comptables des 7 sociétés du groupe. Ce poste s'adresse à un cadre comptable âgé de 30 ans minimum et diplômé de l'enseignement supérieur (type ESC + DECS ou niveau équivalent). Il doit impérativement avoir de solides connaissances comptables et fiscales acquises au sein des services comptables informatiques d'un groupe prestataire de services (si possible une banque, un établissement financier ou une compagnie d'assurances) et également justifier d'une expérience réelle de l'encadrement. La rémunération annuelle de départ sera fonction de l'expérience et de la valeur des candidats rencontrés. Ecrire à JM. JACLOT en précisant la référence A/R9278M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Chargé d'affaires
crédit immobilier

Banque - 120/170.000 F

Une importante banque spécialisée dans les crédits immobiliers, notamment auprès des professionnels, recherche un chargé d'affaires. Basé au siège à Paris, il assurera après une période de formation, le montage complet de crédits, à court terme ou à long terme, accordés aux professionnels de la construction ou de la rénovation. La fonction comporte à la fois le contact avec une clientèle d'opérateurs, la mise en place et le suivi des financements de leurs projets, et l'étude d'opérations ponctuelles importantes ou complexes. Ce poste met en œuvre des compétences juridiques, fiscales et comptables. Il ne peut convenir qu'à un candidat âgé de 25 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (Sciences Po, ESC ou équivalent), débutant ou justifiant d'une courte expérience dans le domaine du crédit immobilier et/ou de la banque. La rémunération pourra éventuellement être supérieure à 170.000 francs si l'expérience le justifie. Ecrire à H. CÉLERIER en précisant la référence A/R9226M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

UNIVERS DE
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

RESPONSABLE
PAIE

280 KF +

Quand l'avenir d'un groupe...
rejoint celui d'un expert d'envergure

...ils se confondent dans la mise en place d'un système performant prenant en compte notre diversité et notre croissance. Nous ne confierons donc notre avenir sur ce point qu'à une personnalité créatrice, positive, active, concrète, recherchant les responsabilités et maîtrisant déjà les différents aspects de la Paie et de l'Administration du Personnel dans un Groupe Important, de préférence anglo-saxon. 17 000 personnes, des activités aussi variées que la Production, la Distribution ou la Création ; une rationalisation presque achevée de nos structures et la volonté de toujours faire mieux sont quelques éléments pour votre réflexion.

Notre Conseil, Didier LESUEUR se tient à votre disposition pour en discuter. Merci de lui faire parvenir votre résumé de carrière, sous référence O/PAI/LM.



Raymond Poullain Consultants

74, rue de la Fédération - 75015 PARIS / Algorithmes - route des Lucioles - 06560 SOPHIA-ANTIPOLIS

REUSSIR LE DEVELOPPEMENT
DE NOS MARCHES FINANCIERS...
C'EST CAPITAL !

PATRON DE NOS PRODUITS FINANCIERS,

TELEPHONEZ AU 47 54 57 46

Nous misons sur vous pour une réussite éminente dans notre région. Située en province, notre Banque Populaire (750 personnes-3,7 Mds de dépôts- aujourd'hui 1md de produits financiers- 6 départements -63 agences) dotée d'une nouvelle équipe dirigeante a décidé de concentrer son action vers le développement du marché des capitaux. Cette décision s'appuie sur la mise au point d'une gamme de produits financiers et une technique de gestion qui nous permettent d'ores et déjà d'être très concurrentiel sur ces marchés.

La mission que nous souhaitons vous confier fera appel à vos compétences en marketing, en gestion et en commercialisation. **Marketing**, car il s'agit d'étudier le marché régional et d'aider à concevoir les produits adaptés à sa potentialité. **Gestion**, car une fois ces produits élaborés, vous mettrez au point leur gestion technique dans un souci de rentabilité et de qualité du service client. **Commercialisation**, car vous définirez le plan d'action et de promotion de ces produits auprès de la clientèle de notre réseau. Vous animerez, formerez, conseillerez les équipes du réseau qui participeront activement au développement commercial.

Pour mener à bien cette mission très complète, vous avez une formation supérieure et maîtrisez la gestion et le développement de produits financiers : OPCVM, épargne salariale, gestion de trésorerie, gestion de patrimoine. Vous avez en ce domaine plusieurs années d'expérience. Si vous êtes prêt à passer à l'action appelez **Raymond Poullain** au 47 54 57 46 de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h ou écrivez-lui à la Chambre Syndicale des Banques Populaires 131 avenue de Wagram, 75847 Paris Cedex 17.



BANQUE POPULAIRE

UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

contrôleur de gestion

Une société spécialisée dans l'INFORMATION ECONOMIQUE et BOURSIERE recherche pour une de ses divisions assurant des prestations informatiques aux organismes financiers, actuellement en très forte croissance, un poste de RESPONSABLE ADMINISTRATION ET GESTION.

Rattaché au Directeur de la Division, et en liaison étroite avec la Direction Administrative et Financière, il assurera personnellement la préparation du budget de la division et le contrôle de son application. Il animera parallèlement l'équipe de trois personnes chargée d'assurer la facturation des prestations, le recouvrement, la préparation de la paie. Il participera étroitement à la vie de la division.

Ce poste impliquant de bonnes qualités relationnelles conviendrait à un Cadre ayant une FORMATION SUPERIEURE type SUP de CO -option FINANCES COMPTABLES- et une expérience de quelques années dans les services financiers d'une entreprise ou en cabinet conseil. Il lui permettrait d'acquiescer de bonnes procédures en matière de contrôle de gestion et une connaissance assez large du fonctionnement des Entreprises.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 3394 M - à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par :

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris

VALORISER VOTRE PREMIERE EXPERIENCE

C'est ce qu'offre Une importante et dynamique société française LARD très décentralisée qui recherche le

RESPONSABLE DE SON SECTEUR
ETUDES DES RESULTATS
DES CENTRES DE PROFIT REGIONAUX

A l'aide d'une petite équipe, il devra :

- effectuer l'analyse des performances des activités techniques et commerciales des centres de profit
- élaborer et éditer les comptes d'exploitation régionaux
- suivre et faire évoluer les tableaux de bord informatisés.

Une formation supérieure de gestion « une première expérience en gestion et statistiques d'entreprise » des qualités de communication et de management d'une petite équipe sont des atouts indispensables.

Une expérience de l'assurance et des outils bureautiques serait appréciée.

Si ce poste vous intéresse, adresser lettre manuscrite de candidature, CV, photo et prétentions sous référence LEM.1, à

OBIWAN
10, rue de la Victoire
75009 PARISCADRE de GESTION
ANALYTIQUE & BUDGETAIRE
CHAMBERY

transports de Savoie

Cette société, créée en 1955, compte actuellement 600 personnes et réalise un CA de 270 MF. Ses activités principales sont le transport par lots en régional, national et international (80% du CA), la messagerie (20% du CA) et la douane.

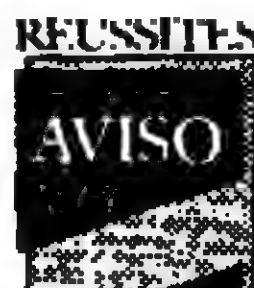
Son exploitation s'appuie sur un réseau d'une dizaine d'agences. Elle connaît une forte évolution depuis 1979, notamment grâce à la messagerie et renforce son potentiel d'encadrement en créant une fonction destinée à une meilleure maîtrise de la gestion interne.

Le collaborateur recherché sera chargé de mettre en place un système de contrôle de gestion qui passe par l'établissement d'une comptabilité analytique et budgétaire. Il travaillera pour ce faire, en étroite liaison avec le PDR et le service informatique.

Ce poste s'adresse à un jeune cadre de gestion (25 ans environ), de formation BTS, DUT ou similaire, possédant une expérience en comptabilité analytique et budgétaire en PME industrielle.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 0481 A, à REUSITES - 71, quai Rambaud - 69002 LYON.

Membre de Syntec

ADJOINT
DU CHEF COMPTABLE
CLASSE IV MF

Banque française appartenant à un groupe financier de premier ordre, nous recherchons l'ADJOINT DU CHEF COMPTABLE.

A 30 ans environ, de niveau DECS, vous justifiez d'une expérience (2-3 ans) de la comptabilité bancaire. Vous avez, de plus, de bonnes connaissances de la fiscalité. La pratique de l'outil informatique sera appréciée.

Vous serez chargé de seconder le Chef du service comptabilité bancaire.

Des possibilités d'évolution vous seront offertes, selon votre réussite à ce poste.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la réf. 4984/LM, à



71, av. Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

Filiale française d'un très grand Groupe américain, dans le domaine des technologies de pointe, nous avons un taux de croissance très important. Pour renforcer l'équipe de notre DAF, nous recherchons le futur

CHEF DU DEPARTEMENT
COMPTABLE H/F

(Adjoint du DAF)

Sous l'autorité du DAF, il dirige une équipe d'une dizaine de personnes. Il proposera et mettra en place une organisation et des procédures conformes aux exigences du Groupe et aux besoins de la filiale française, qu'il animera, coordonnera et fera évoluer par la suite.

Le reporting auprès de la maison mère lui sera rattaché dans un deuxième temps.

Vous avez au moins 35 ans, vous êtes expert-comptable et vous avez complété une première expérience en cabinet anglo-saxon par au moins sept années dans des responsabilités comptables de haut niveau au sein d'une société multinationale.

Votre sens de la rigueur, allié à vos dons pédagogiques, font de vous un excellent manager efficace qui saura se faire apprécier dans une structure jeune et dynamique.

Bilingue Français/Anglais indispensable.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions), en précisant la référence 4350 M à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantira une totale discrétion.

20 rue Pergolèse - 75116 Paris

ACTIMAN

Chef comptable



Neuilly (92) - Issu du rapprochement entre trois leaders de la profession (un européen, un américain et un japonais), nous sommes aujourd'hui l'un des plus importants groupes mondiaux de publicité. Notre développement nous conduit à recruter un chef comptable pour notre filiale parisienne (300 personnes). Sous la supervision du directeur administratif, il aura la responsabilité de la tenue de la comptabilité générale, des déclarations fiscales, les arrivées mensuelles, l'élaboration du bilan, l'animation et l'organisation d'une équipe d'une vingtaine de personnes. Le poste s'adresse à un cadre comptable âgé d'au moins 30 ans, possédant le DECS ou un niveau équivalent et une expérience professionnelle significative au travers de laquelle il aura affirmé son aptitude à l'encadrement, sa rigueur, son dynamisme, ainsi que son sens de la communication. La rémunération de départ sera fonction du niveau de compétences acquies. Ecrire en envoyant curriculum-vitae et prétentions à G. MASSON en précisant la référence S/2229M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Bragard

No 1 DE LA MODE AU TRAVAIL

recrute pour sa Direction Générale à EPINAL

UN CONTROLEUR
DE GESTION (HF)

Rattaché (e) au Directeur Général vous viendrez renforcer l'équipe de contrôle de gestion et serez plus spécialement chargé (e) dans un premier temps du secteur commercial et marketing du groupe.

Afin de mettre en place un réel contrôle de gestion, votre mission comprendra :

- la préparation et le suivi des budgets, le contrôle des réalisations.
- le développement des outils d'analyse appropriés à l'évaluation des centres de profit du groupe, en liaison avec les Directions opérationnelles concernées.
- l'amélioration des systèmes d'information.

Diplômé (e) de l'enseignement supérieur, vos excellentes connaissances comptables (DECS) et informatiques (Micro + Grand système), une première expérience réussie dans la fonction et des qualités personnelles de rigueur, d'adaptabilité, de diplomatie et de persuasion seront les clefs de votre succès.

Nous vous remercions d'adresser vos C.V., photo et prétentions à : Mme C. CORDIER Directrice des Ressources Humaines Et BRAGARD, 2, rue Christophe Denis - 88025 EPINAL CEDEX

BANQUE PARIS 8° recherche

Directeur
de la comptabilité

- Il assume la responsabilité d'ensemble des questions comptables, fiscales et réglementaires.
- Il a la charge de l'établissement des résultats mensuels, des comptes annuels et consolidés.

Le candidat devra impérativement avoir une formation supérieure (HEC, ESSEC, Sup de Co...) et être titulaire du diplôme d'expertise comptable.

Le poste requiert également une expérience d'au moins 6 ans en entreprise ou en cabinet.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions sous réf. 2547 M à

108 rue Saint-Honoré - 75001 Paris
qui transmettra en toute confidentialité.CONSEIL EN
ORGANISATIONResponsable du
Service Comptabilité

DIRECTEUR

CRITIKON

Jeune contr
de gestio

مكتبة من الكتب

مكتبة في الحدا

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde 29 septembre 1987 27

UNIVERS DE
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Importante Société
de distribution

Groupe
Dun La France

recherche son CONSEIL EN ORGANISATION

Il aura un rôle d'audit et d'assistance sur
l'ensemble des réseaux de magasins
dans le domaine des facteurs de pro-
ductivité : gestion - exploitation -
logistique...

La fonction comporte l'élaboration de
préconisations et de suivi des actions
correctives.

De formation supérieure, ingénieur ou
E.S.C., vous avez une expérience signifi-
cative de ce type de poste, acquise soit
en cabinet conseil, soit au sein d'une
entreprise avec des objectifs similaires.

Déplacements fréquents sur le SUD-EST
à partir de Lyon.

Merci d'adresser votre C.V. + prétentions à :

Service Emploi - B.P. 9179
69212 LYON CEDEX 03

COFRADEL

Une grande banque Française recherche un :

Gestionnaire Actions

Paris

FF 350.000 +

Au sein du groupe "Actions" des activités de marchés de l'établissement, il
aura pour mission : de gérer et développer les portefeuilles d'actions
françaises et étrangères des OPCVM de la banque et de ses clients
institutionnels français et étrangers ; de participer à l'élaboration et à la
définition de la politique de gestion.

Véritable spécialiste des produits classiques, SICAV et FCP, le gestionnaire
devra également connaître les nouvelles techniques boursières (options...).

Né d'une expérience d'au moins 6 ans acquise dans des fonctions
similaires, vous souhaitez valoriser vos compétences techniques et vos
qualités relationnelles en intégrant une structure souple et évolutive.

Vous parlez évidemment couramment l'anglais.

Contactez Frédéric Fournier au (1) 40.70.00.36 ou adressez CV + Tél. +
rémunération actuelle à Michael Page Banking, 19 avenue George V
75008 Paris sous réf. FBM19.

MP

Michael Page Banking

Spécialiste en recrutement bancaire
Paris.Londres.Bruxelles.Amsterdam.New-York.Sydney

Un important groupe britannique en pleine expansion, coté à la bourse de
Londres, recherche pour sa filiale française (35 MF de CA) un

Directeur Administratif et Financier

Paris Sud

280 KF +

Véritable numéro 2, le candidat retenu sera rattaché hiérarchiquement au
Directeur Général. Il encadrera et animera une équipe d'environ dix
personnes. Il aura la responsabilité de la comptabilité générale, du reporting, de la
facturation, du budget et du contrôle de gestion.

Le candidat retenu sera âgé d'environ 30 ans et aura une très bonne
formation supérieure (HEC, ESCA, etc.) complétée par le DECS. De plus,
un excellent niveau d'anglais ainsi qu'une expérience dans un milieu anglo-
saxon seront exigés.

Contactez Françoise Picaud au 40.70.00.36 ou envoyez CV + Tél. +
rémunération actuelle à Michael Page Finance, 19 avenue George V
75008 Paris sous réf. 1030/1PLM.

MP

Michael Page Finance

Spécialiste en recrutement financier
Paris.Londres.Bruxelles.Amsterdam.New-York.Sydney

MET

MATRA ERICSSON TELECOMMUNICATIONS, Société au
chiffre d'affaires de 1 200 MF, recherche son

Responsable du Service Comptabilité

Nous vous confierons l'encadrement des Services
comptables (comptabilité générale et analytique -
comptabilités auxiliaires). Vous serez également
chargé de la préparation des dossiers de consolida-
tion et de la mise en place du nouveau système infor-
matique comptable.

Diplômé(e) du DECS, vous avez une expérience de 5
ans minimum dans un environnement industriel ou
un cabinet d'audit.

Lieu de travail : MASSY PALAISEAU (RER).

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rému-
nération actuelle au Service du Personnel - MET -
19 avenue Carnot - 91346 MASSY Cedex.

MATRA ERICSSON TELECOMMUNICATIONS

Un Etablissement Financier spécialisé dans les marchés des Futures et Options
et crée par 3 institutions connues, recherche pour son démarrage son

Senior Salesman

Salaire + Bonus + Stock-options

Répondant au Directeur Général, il aura pour mission de développer la vente
des produits Matif à des institutions françaises et étrangères avec l'assistance
d'une équipe qu'il devra progressivement constituer.

A environ 30 ans, vous avez une solide formation supérieure et vous parlez
couramment l'anglais.

Après 3 à 5 ans d'expérience dans la Trésorerie Domestique d'une banque,
vous êtes rompu aux contacts avec les institutions et vous connaissez les
stratégies d'options.

Contactez Yves Boissonnat au (1) 40.70.00.36 ou adressez CV + n° de tél. +
rémunération actuelle à Michael Page Banking, 19 avenue George V,
75008 Paris sous réf. YB 07 MO.

MP

Michael Page Banking

Spécialiste en recrutement bancaire
Paris.Londres.Bruxelles.Amsterdam.New-York.Sydney

La filiale française d'un groupe anglais recherche son

Financial Controller

Fontainebleau

220 KF + voiture

Rattaché au Responsable de la Société, il s'occupera de la comptabilité, de
l'établissement et du contrôle des déclarations sociales et fiscales, du
reporting à la maison-mère, du suivi des stocks, du contrôle des achats et
du contrôle de gestion.

Le candidat, âgé d'environ 30 ans, aura une bonne formation comptable,
ainsi qu'une première expérience d'au moins deux ans de contrôle financier
dans un contexte anglo-saxon. Il aura de bonnes connaissances en
informatique et son niveau d'anglais sera excellent.

De bonnes possibilités d'évolution au sein du groupe peuvent être offertes
au candidat après quelques années.

Contactez Ivan Picaud au 40.70.00.36 ou envoyez CV + Tél. +
rémunération actuelle à Michael Page Finance, 19 avenue George V
75008 Paris sous réf. 9490 IPLM.

MP

Michael Page Finance

Spécialiste en recrutement financier
Paris.Londres.Bruxelles.Amsterdam.New-York.Sydney

DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, filiale du leader mondial de l'informatique de
communication vous propose un poste de :

Consultant marketing gestion financière et commerciale

Votre rôle :
Créer et promouvoir les solutions de Digital et de ses partenaires en gestion finan-
cière et commerciale sur l'ensemble des secteurs économiques français.

Votre profil :
Une expérience de 10 ans de la gestion financière acquise en grande entreprise, en
SSI ou chez un grand constructeur informatique et une bonne maîtrise de l'anglais.

Adressez votre candidature sous référence MON 444 à Anne CHEVALLIER -
DIGITAL EQUIPMENT FRANCE - 2, rue Gaston Crémieux - BP 136 -
91004 EVRY CEDEX.

Digital : un choix de société

digital

CRITIKON

marque Johnson & Johnson

Filiale de JOHNSON et JOHNSON, premier groupe mondial de l'hygiène
et de la santé, la société Critikon développe ses activités sur les marchés
des matériels d'anesthésie-réanimation. La Direction Financière de Critikon,
basée à Créteil, recherche un

Jeune contrôleur de gestion

Préparation des budgets, reporting interne et
externe, participation au Marketing plan, clôtures
de fin de mois, procédures administratives et
financières, telle est la mission que nous vous
proposons d'assurer sous la responsabilité directe
du contrôleur financier. Vous entretiendrez et
optimiserez l'ensemble des travaux du contrôle
de gestion.

Pour ce poste présentant de réelles perspectives

d'évolution, nous souhaitons une formation de
type ESC complétée par une première expé-
rience dans une fonction similaire au sein d'une
entreprise internationale. La maîtrise de l'anglais et
de la micro-informatique est indispensable.
Merci d'adresser lettre de candidature, CV, photo
et prétentions sous référence M889 à la Direction
des Relations Humaines, Critikon, 80 av.
du Général de Gaulle, 94009 Créteil Echat.

media-system

Seniors - chefs de mission

Jeunes SENIORS - CHEFS DE MISSION diplômés de l'enseignement supérieur,
vous avez, depuis au moins deux ans, mené à bien des missions d'audit dans un
cabinet.

Nous vous proposons de valoriser cette mission au sein des premiers réseaux mon-
diaux d'audit et d'acquies une expérience variée ainsi qu'une solide formation
interne dans un cadre jeune et dynamique.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 970-02 à notre Conseil
Aline MAUGER qui vous assure de sa totale discrétion.

COFROR
Tour Fiat - cedex 16
92084 PARIS LA DEFENSE

COFROR

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Crédit National

• Un des grands noms dans le financement des entreprises • Une gamme de produits et de services souple et variée • Une recherche permanente d'idées et de ressources nouvelles • Des équipes jeunes et de haut niveau.

Notre Département des Etudes et du Conseil aux Entreprises recherche des Collaborateurs pour développer ses prestations de services aux entreprises et aux autres départements du Crédit National.

Economistes Sectoriels

Profil : Grandes écoles scientifiques, Commerciales ou IEP, quelques années d'expérience, connaissance des méthodes d'analyse quantitative et pratique de la micro-informatique.

Ils seront chargés de suivre l'évolution de branches économiques et de réaliser des études de marchés. En collaboration avec les analystes financiers, ils participeront à des analyses de faisabilité et à des évaluations de projets.

C'est avec le plus grand soin que notre Direction du Personnel étudiera votre candidature. Merci de lui adresser en indiquant le poste souhaité, au Crédit National, 45 rue Saint Dominique, 75700 PARIS.

Ingenieurs Economistes

Profil : Grandes écoles scientifiques, quelques années d'expérience en économie ou en finance, une bonne maîtrise des statistiques et de l'informatique appliquée.

Ils effectueront des études approfondies de caractère économique, statistique, financier sur les entreprises en utilisant notamment les bases de données du Crédit National. Ils élargiront ensuite leur domaine de compétences : analyse des marchés financiers, évaluation de projets, ingénierie financière.

Responsable Administration Gestion

Une évolution pour un contrôleur de gestion confirmé

L'un de nos métiers est la **gestion locative** (patrimoine de 20 000 logements en région parisienne). Une structure décentralisée, une gestion par objectifs nous amènent à créer le poste : Responsable Administration Gestion.

Rattaché au Directeur des Unités, vous serez sur le terrain réalisateur et garant de la cohérence et de l'efficacité des actions assurant la mise à niveau et le suivi des unités décentralisées sur les plans : contrôle interne, organisation et productivité administrative, maîtrise budgétaire.

Votre formation Grande Ecole d'Ingenieurs ou Commerciale, votre expérience de 7 à 10 ans en contrôle de gestion, organisation et productivité administrative, votre rigueur ainsi que vos qualités relationnelles vous permettront de réussir dans ce poste et d'évoluer ensuite avec nous.

Pour recevoir des informations complémentaires, merci d'adresser lettre de motivation et C.V., sous référence 37 8209 M, à notre Conseil qui garantira la confidentialité.



EQUIPES ET CARRIERES

4, rue de la Bienfaisance 75008 PARIS

DEVELOPPER UNE AGENCE DE LA BANQUE POPULAIRE

LE DEFI D'UN PATRON

TELEPHONEZ AU 47 54 54 95

Imaginez-vous dans une région agréable, à la tête d'une équipe de collaborateurs, responsable d'un point de vente et de la gestion de 100 millions d'emplois et ressources ou plus... Vous êtes à la Banque Populaire. Pour rejoindre la réalité, vous

avez une formation supérieure et une expérience des responsabilités. Si vous avez l'esprit de développement, le sens de l'analyse, une bonne dose d'intuition, si vous savez manager les hommes sur le terrain : faites-en part à Eric Hauswirth en l'appelant au (1) 47 54 54 95 de 10 h

à 12 h et de 14 h à 18 h ou en lui écrivant à la Chambre Syndicale des Banques Populaires, 131, avenue de Wagram, 75017 Paris. **BANQUE POPULAIRE**

UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

SOCIÉTÉ D'INGÉNÉRIE D'UN GROUPE INTERNATIONAL FRANÇAIS DE PREMIER PLAN

recherche pour la proche banlieue sud de Paris

DIRECTEUR FINANCIER ADJOINT

Rattaché au Secrétaire général, ses responsabilités porteront la Direction du Service comptable et financier de la Société, et s'étendront sur le Groupe formé par la société et ses filiales en ce qui concerne :

- le contrôle et l'organisation des comptabilités et fiscalités des affaires réalisées à l'étranger ;
- les financements et la gestion de la trésorerie en francs et devises.

Les candidats seront titulaires d'un diplôme d'études supérieures (Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent, DECS apprécié) et auront un anglais courant (écrit et oral). Des déplacements de courte durée sont à envisager (zones méditerranéenne et africaine en particulier).

Une expérience réussie de 5 à 10 ans sera demandée.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. et prêt. sous référence 1630 à :

Centre de Psychologie et d'Efficacité 17 rue des Juifs - 75017 Paris

COMPTABLE EXPERIMENTE(E)

Préc. de rev. Contrôleur budgétaire. Connaiss. techniques appr. Adresser C.V. et prétentions à SEBDO LE PONT Pascale ALLEAU 140, r. de Rennes, Paris-9.

BANQUE PRIVEE PARIS recherche DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

Le poste comprend la direction d'une unité administrative, la responsabilité des rapports avec les auditeurs internes et recouvre également la mise en place et le suivi des relations avec la Direction Informatique, ainsi que la supervision du Département comptable.

Le candidat devra pouvoir justifier d'une expérience de plusieurs années dans un poste comparable.

Adresser C.V., photo et prétentions ss réf. 80278/M à HAVAS CONTACT 1, place du Palais Royal, 75001 PARIS

Banque spécialisée dans le crédit immobilier

recherche pour son département crédits aux professionnels

UN ANALYSTE DE CRÉDITS

Diplômé de l'enseignement supérieur (Bac + 4 ou IUT) et disposant impérativement d'une première expérience en matière de crédits aux professionnels.

Adresser lettre de candidature, C.V. + photo + prétentions sous n° 8041 M LE MONDE PUBLICITE 6, rue de Montparnasse, Paris-2.

Une importante société de négoce et de fabrication de produits industriels (CA 700 millions de F.) recherche pour son siège social à PARIS le

Responsable de son service Contrôle de gestion

Il sera chargé de :
- l'animation d'un service de 4 personnes,
- la mise en place de budgets et procédures,
- l'assistance et du conseil aux filiales et unités de production,
- la détermination des paramètres.

Vous avez une expérience d'au moins 5 ans du contrôle de gestion et si possible de l'utilisation de l'informatique. Anglais indispensable. Merci d'adresser votre dossier (lettre, C.V., photo et prétentions) en précisant sur l'enveloppe référence 9860 à PARFRANCE ANNONCES - 4, rue Robert Estienne - 75008 PARIS qui transmettra en toute confidentialité.

KRITER

Brut de Brut

Notre société de 500 personnes solidement implantée auprès de la distribution moderne par ses marques leaders (KRITER, PATRIARCHE, CRAMOISAY, CHAMPLURE) renforce son service Administration des Ventes et crée le poste de :

Contrôleur de gestion

Rattaché au Directeur du Service vous prendrez la responsabilité globale de gérer fonctionnellement les 40 commerciaux terrain.

Etablissement et animation des procédures budgétaires commerciales, suivi des réalisations, élaboration du tableau de bord de synthèse et les rapports mensuels des résultats, analyses permettant d'apprécier les performances par produits et d'engager les éventuelles actions correctives, autant de missions à mener sans exclure des études ponctuelles et l'évolution des procédures du système de gestion commerciale fortement informatisé.

La trentaine, une formation supérieure de gestion, une expérience de quelques années du contrôle de gestion et de solides qualités de rigueur lié à un sens poussé de la communication sont indispensables pour s'intégrer dans l'équipe commerciale.

De réelles perspectives d'évolution sont à prévoir au sein du groupe.

Poste à pourvoir à BEAUNE (21)

Merci d'adresser votre dossier sous référence 4021 M à Jacques VUARIER.

DEPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT

argos 89, rue de la Vilette - 69003 LYON

Tél. : 72.34.59.39

PARIS - LILLE - LYON - MONTREAL

GESTIONNAIRE DE FORTUNE

Banque privée ayant une longue tradition dans la gestion des fortunes privées, recherche GERANT DE PORTEFEUILLE (actions).

A 30-35 ans environ et de formation supérieure, vous avez 5 ans d'expérience de gestion de portefeuilles de valeurs mobilières.

Votre goût de la gestion et du développement des relations avec une clientèle privée de haut niveau, vous permettra de rejoindre notre Direction Financière où, en fonction de votre réussite, de larges perspectives d'évolution vous seront offertes.

Ce poste vous intéresse : merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la référence 151/LM, à O.C.B.F. SERVICES - 68, rue de la Chaussée-d'Antin - 75009 PARIS.



services

Jeune HEC, ESSEC, ESCP ou ESCL

ayant l'ambition d'une carrière évolutive, devenez

CADRE DE GESTION FINANCIERE

au sein d'une importante SOCIÉTÉ PETROLIERE FRANÇAISE de raffinage et distribution.

Vous êtes débutant ou possédez une première expérience en entreprise ou en cabinet d'audit/EC.

Titulaire du DECS ancien régime (ou équivalence nouveau régime), vous êtes apte à concevoir des systèmes informatiques.

Votre première mission s'effectuera auprès de notre Direction Financière et Comptable : après une période très formatrice dans ses divers départements, des responsabilités importantes et croissantes vous seront confiées. Votre réussite vous ouvrira ensuite de larges possibilités d'évolution au sein de notre Compagnie : nos autres Directions (Economique, Commerciale, Logistique...) vous permettront d'exprimer pleinement vos qualités humaines et votre savoir-faire professionnel.

Poste à pourvoir à notre siège parisien.

Si ces perspectives répondent à vos aspirations, merci d'écrire avec C.V. + prétentions + enveloppe à votre adresse, sous la référence SP/LM3, à

michel jouhannaud conseils
182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS



Leader dans la conception, la réalisation et la diffusion de services auprès des cabinets d'experts comptables et de leurs clients PME - PMI, recherche pour son Institut de formation et de conseil

Consultant senior

GRENOBLE

Responsable de vos objectifs, vous aurez pour mission de vendre et d'animer des actions de conseil et de formation dans les domaines de la communication, de la vente et du management.

Agé de 27/30 ans, de forte personnalité, niveau d'études BAC + 5, vous justifiez d'une grande ouverture d'esprit, d'une excellente culture d'entreprise et/ou d'environ 3 ans d'expérience professionnelle en conseil et formation.

Vous avez un goût prononcé pour les contacts et les relations humaines et souhaitez intégrer une jeune équipe dynamique et sympathique.

Poste basé à Grenoble (38) nécessitant de fréquents déplacements sur le plan national.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo sous référence CF à

f.p.conseil. 130, montée de Choulans 69005 LYON.

REDUIRE D'IMPLANTATION NATIONALE 360 personnes recherche pour sa Direction technique située à PARIS

FISCALISTE

Niveau DESS fiscalité, ENI ou DECS juridique et fiscal.

5 ans d'expérience minimum en Cabinet exigés.

Adresser C.V., photo et prétentions sous référence 68596 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris, qui fera suivre.

Chef d'agence

POSTE BASE A PARIS

Une des toutes premières sociétés de NETTOYAGE INDUSTRIEL en France, recherche pour la Région Parisienne, un CHEF D'AGENCE. Si vous avez une expérience réussie de la gestion d'un centre de profit et de l'animation des hommes dans les services, veuillez adresser votre candidature (lettre, C.V., photo et prétentions), sous référence 5996-M à Marnégies 3 rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

كلمة من السيد

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mardi 29 septembre 1987 29

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Faites-vous une place au soleil...

4 sociétés (bientôt une cinquième), 5 ans d'existence, un chiffre d'affaires consolidé d'environ 100 MF, notre jeune groupe, déjà leader sur certains marchés, poursuit son expansion. Pour mieux maîtriser notre croissance, nous créons, auprès de notre Directeur Général, le poste de

Directeur Administratif et Financier

Pointe à Pitre

Améliorer la qualité des informations comptables, harmoniser les procédures au sein du groupe, mettre en place la comptabilité analytique et introduire la gestion prévisionnelle seront vos premiers objectifs. Bien entendu, vos responsabilités seront en fait beaucoup plus larges, associées étroitement à la vie de l'entreprise en tant que bras droit de notre Directeur Général. 30/35 ans, diplômé ESC et niveau DECS, vous avez une expérience d'une dizaine d'années à divers postes relevant de la Direction Financière dans un environnement tant industriel que de prestation de services. Si la perspective de créer et de participer au développement d'un groupe vous attire, et si la pêche à l'espadon ne vous rebute pas trop, alors...

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV et rémunération actuelle) sous référence C110M à Ernst & Whinney Conseil, 150 Bd Haussmann 75008 Paris, qui étudiera votre dossier avec soin et discrétion avant de vous répondre.

EW Ernst & Whinney Conseil

IMPORTANT CABINET CONSEIL JURIDIQUE ET FISCAL

offre situation à

JURISTE CONFIRME

en DROIT DES AFFAIRES et CONTRATS

Le candidat de niveau doctorat en droit privé aura une expérience de 3 à 5 ans en Cabinet ou Entreprise.

Le poste est axé sur la consultation et la négociation, il nécessite le goût des contacts, de l'imagination et du sens pratique.

Poste évolutif et d'avenir selon l'envergure du candidat.

Adresser lettre manuscrite et C.V. sous référence 8469 à

HERTZ CONSULTANTS
34, rue de l'Arcade - 75008 PARIS

Contribuez à la croissance en EUROPE d'une des plus importantes sociétés dans le domaine du matériel médical et de diagnostic. Nous renforçons nos structures européennes de support à nos actions marketing, et nous recherchons :

CONTRÔLEURS DE GESTION

Pour contribuer activement à l'élaboration, préparer, suivre et analyser les budgets et les plans d'un ou plusieurs Centres Stratégiques européens. Il faut un DECS ou équivalent et au moins 6 ans d'expérience comptable, financière ou administrative dans un environnement multinational (de préférence US).

ANALYSTE FINANCIER

Chargé d'assurer la conformité et l'analyse des rapports comptables de la Division. DECS souhaité avec plusieurs années d'expérience comptable en milieu anglo-saxon.

Tous ces postes demandent une parfaite maîtrise de l'anglais parlé et écrit, ainsi que de la micro-informatique.

Adresser C.V., photo et indication du salaire recherché au Directeur des Relations Humaines, Europe.

BECTON DICKINSON
5, Chemin des Sources
38240 MEYLAN GRENOBLE
FRANCE

A 30 ans prenez la barre d'un centre de distribution

Diplômés d'Etudes Supérieures



Gervais Danone
Gervais Danone, 7 usines et 4000 personnes en France, 1^{er} producteur mondial de produits laitiers ultra frais. Qualité, fiabilité et rapidité trois règles d'or pour satisfaire chaque jour 1 million de consommateurs.

Diplômé ESC, universitaire ou ingénieur en poche, vous avez fait d'emblée le choix d'intégrer une petite structure responsabilisante, donnant libre cours à vos initiatives et à votre personnalité. Aujourd'hui la trentaine, vous avez acquis une expérience de 3-5 ans de la gestion et de l'animation d'une PME ou d'un centre de profit. La compétition quotidienne pour les délais, les résultats, pour maintenir un niveau élevé de motivation de vos équipes, de satisfaction de vos clients... vous avez appris. Aujourd'hui, être le n° 2 ne vous suffit plus. La structure Distribution de Gervais-Danone FRANCE, vous propose le challenge de la direction

d'un de ses centres de distribution. Votre mission : distribuer nos produits aux meilleures conditions de coût et de qualité de service, dans le cadre d'un budget défini. Vous serez responsable d'un CA de plusieurs centaines de millions de francs. Vos moyens : un établissement de 30 à 60 personnes à diriger, des installations adaptées, une gestion de stocks performante. Vous intégrerez une équipe de professionnels de la distribution mobilisés autour de la valorisation de notre image de qualité du service et des produits. Votre évolution de carrière est ouverte. Notre Groupe sait donner de la valeur aux talents.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. CT 62 M, en précisant votre rémunération actuelle, à BSN - Service Recrutement Cadres - 7, rue de Téhéran, 75001 Paris Cedex 08.

BSN
LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

Une nouvelle étape vers la DAF

Filiale d'un important Groupe industriel notre croissance interne nous conduit à accentuer la dimension Analyses et Prévisions dans l'ensemble de nos actions. Notre forte croissance externe réclame par ailleurs une coordination entre nos différentes Sociétés.

Diplômé d'Etudes Supérieures, Contrôleur Budgétaire ou Audit, vous vivez actuellement votre 1^{re} expérience. Nous vous offrons l'opportunité de votre 2^e étape.

An-delà...

Vos connaissances vous aideront à reprendre sur place l'ensemble de la Comptabilité et des Finances... ou à évoluer vers le siège parisien. Votre expérience du milieu industriel est déjà un atout pour réussir. Si vous possédez en plus des qualités d'initiative, d'organisation et le sens des relations humaines, vous serez à l'aise parmi nous.

Poste basé en Franche-Comté.

Merci d'adresser votre résumé de carrière, sous référence D/GES/LM, à notre

Conseil Didier LESUEUR, qui vous garantira une totale discrétion.

Raymond Poullain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS / Algorithmes, route des Lucioles - 06560 SOPHIA-ANTIPOLIS

DELAHAYE RIPAUT S.A.

AGENT DE CHANGE - PARIS-2^e

recrute

pour son Département Institutionnel Actions

ANALYSTE FINANCIER

DÉBUTANT OU EXPÉRIMENTÉ

Diplômé(e) d'une école de commerce (ou équivalent), motivé(e) pour l'étude et la prévision financière portant sur les sociétés cotées en Bourse, excellent rédacteur, le (la) candidat(e) se joindra à une équipe de 3 analystes où il aura la responsabilité du suivi d'un ensemble de valeurs et sera en relation avec la clientèle institutionnelle française et étrangère de la Charge.

Rémunération motivante + intéressement lié aux performances du Département.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions à J.-C. ADJEMIAN - 178, rue Montmarie, 75002 PARIS.

IMPORTANT CABINET DE CONSEILS PARIS

FISCALISTE

de haut niveau

Spécialisé en fiscalité immobilière, de formation universitaire il aura au minimum 6 années d'expérience.

Merci de nous adresser C.V. + lettre manuscrite + photo + prétentions sous n° 8014 M, LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montessuy, PARIS-7^e.

Filiale d'un important groupe international bancaire Nord-Est de Paris

recherche dans le cadre de son expansion

COMPTABLE

Confirmé

comptabilité générale

De niveau DECS ou BP, il sera chargé de la comptabilité générale tenue sous système informatique intégré. Dépendant directement de la direction financière il devra assurer avec l'assistance d'une petite équipe la tenue et la justification des comptes, l'établissement d'états périodiques jusqu'au bilan. Une expérience de 4 ans au minimum est exigée. La connaissance de la comptabilité anglo-saxonne sera appréciée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 2949S à Condesse Publicité 28, avenue de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01 qui tr.

ETABLISSEMENT FINANCIER DE 1^{er} PLAN

recherche

Gestionnaire financier

Responsable de la gestion financière d'un portefeuille très important (l'actif d'une compagnie d'Assurance) il :

- participera à la définition de la stratégie de placement de ce portefeuille,

- coordonnera les investissements réalisés par les différents opérateurs.

Pour ce poste qui requiert autant de sens de la négociation que de goût pour l'organisation, nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur ayant une expérience significative d'au moins 3-4 ans dans le tertiaire financier, si possible dans l'assurance.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions s/réf. 29966 à CONDESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01.

Secteur bancaire Lyon Une nouvelle dimension pour un senior...

Diplômé d'une Grande Ecole de Gestion, depuis 3/4 ans dans un cabinet d'audit anglo-saxon vous souhaitez élargir le champ de vos compétences. Un grand groupe bancaire (siège à Lyon) vous propose d'intégrer d'abord son service Audit. Au sein d'une équipe très professionnelle, rattachée au plus haut niveau, vous piloterez des missions de diagnostic général auprès du réseau, du siège et des filiales.

Ce contexte stimulant va de pair avec les perspectives de développement que nous vous proposerons.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à notre Conseil ALGOE, en écrivant sous référence 175 M à Michèle GOMEZ, 9 bis route de Champagne, 69134 ECULLY CX

ALGOE
DE LOIRE A D'ACTION



S.A. SEB

Proximité DIJON

recherche pour

DIRECTION GESTION

Assistant contrôleur budgétaire

MISSION : Assurer la centralisation du contrôle budgétaire des Etablissements Industriels.

FORMATION EXPERIENCE : DUT Gestion + 3 années d'expérience de la gestion de production en milieu industriel.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à S.A. SEB - Direction du Personnel - 21261 SELONGEY Cédex.



UNIVERS DE
LA GESTIONGROUPE INDUSTRIEL
D'IMPLANTATION MONDIALE
recherche POUR SES SERVICES FISCAUX
JEUNE CADRE FISCALISTE

- Formation Ecole Nationale des Impôts,
- Expérience en fiscalité des entreprises,
- Anglais souhaité.

Envoyer CV, photo, sous référence PO 3, à
CONSENSUS - 61, rue de Turenne 75003
PARIS, qui transmettra.

LE CLAP recherche
**RESPONSABLE DE LA
GESTION FINANCIÈRE
ET ADMINISTRATIVE H/F**

Francophone ou bilingue
vous possédez :
- une formation supérieure de
gestion ;
- une expérience de la gestion
d'une PME ou d'une association ;
- une maîtrise de l'outil infor-
matique (micro) ;
- une expérience d'équipe ;
- un esprit d'initiative ;
- des facilités pour la rédaction
de rapports ou argu-
mentaires.
La connaissance du milieu
associatif est un atout.
Nécessité d'une grande
disponibilité en week-end.
Salaire annuel brut 145.000 F.
Heures mensuelles 160 h.
Contrat à durée indéterminée.
Période d'essai de 6 mois.
Envoyez vos candidatures par
écrit au Président du CLAP,
25, rue Gandon, 75013 PARIS
pour le 9 octobre dernier délai.
Inutile de téléphoner
les candidatures
seront examinées
par une Commission d'examen.

Le Monde
CADRES

Le Groupe EGOR rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a proposés
cette semaine :

Concevez le système de transport du tunnel sous la Manche
**JEUNES INGENIEURS ELECTRONICIENS
ET ELECTRICIENS** Réf. VM 40/1626 D

Important groupe industriel français
**RESPONSABLE IMPLANTATION
ATELIERS AUTOMATISES** Réf. VM 32/813 N

Concevez nos systèmes de Télécommunications militaires
INGENIEURS ELECTRONICIENS Réf. VM 40/1386 AG

L'opportunité de travailler avec les U.S.
INGENIEUR SYSTEMIER TELECOMS Réf. VM 32/1386 AJ

**INTERAIDUELL
ASSISTANCE**
**JEUNE INGENIEUR
INFORMATICIEN H/F** Réf. VM 1/2351 A
Nort

**YORK
INTERNATIONAL**
Bens d'équipements industriels
INGENIEUR DE VENTE EXPORT Réf. VM 17/1017 I
Lyon

RSCI
Ingénierie en informatique industrielle et scientifique
**INGENIEUR COMMERCIAL FRANCE
(HEC, ESSEC, ESCP)** Réf. VM 40/2360 A

Constructeur Automobile
**JEUNES INGENIEURS
GRANDES ECOLES** Réf. VM 40/813 F

SUPRA
La flamme de l'invention
**DIRECTEUR DU DEVELOPPEMENT
INTERNATIONAL** Réf. VM 30/1995 F

Notre métier : Le Tassement et le Génie Civil
Votre expérience : 3 à 5 années de chantiers
INGENIEURS GRANDES ECOLES
Etudes et Méthodes
Coordination de Chantiers
Direction des Travaux
Réf. VM 16/1317 F
Réf. VM 16/1317 D

Proche banlieue Parisienne
SECRETAIRE GENERAL H/F Réf. VM 46/2157 C
300 KF

Haute-Savoie
RESPONSABLE INFORMATIQUE Réf. VM 15/106 J

Rejoindre un grand de l'audiovisuel
**INGENIEURS ELECTRONICIENS
EXPERIMENTES X, TELECOM, SUPELEC**
Strasbourg
Marseille
Réf. VM 50/2326 A
Réf. VM 50/2326 B

Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, nous vous proposons de nous
adresser un dossier de candidature en précisant la référence choisie à :

GROUPE EGOR
8, rue de Berni - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

egor

**DEMANDES
D'EMPLOIS**

Professeur certifié, retraité,
étudiant toutes propositions
pour présenter éditions
en milieu scolaire.
Ecrire sous le n° 8008 M
BP 442, 86004 Puygamon Cedex.
J.F. 38 ans, diplômé, spécialiste
commerce internet. (BTIS) perf.
langues anglaise (maternel), très
bonnes connaissances, allem., ch.
poste cadre de service internet.
Ecrire sous le n° 8039 M
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montessuy, Paris-7^e.

**CADRE SUPERIEUR
D'EXPLOITATION BANCAIRE
RESPONSABLE
« Entreprises » ordet, intégrale
RECHERCHE**
**« FONCTION
DE DIRECTION
COMMERCIALE
DE BANQUE**
« MISSION :
DEVELOPPEMENT clientèle
industrielle et commerciale
toute importance, sous se-
crets.
« Vocation territoriale Ile-de-
France, par préf.
« Tout autre secteur à étudier,
éventuellement.
« Disponibilité 3 mois.
Ecrire sous le n° 8035
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montessuy, Paris-7^e.

Homme 33 ans, ch. place stable de
GESTIONNAIRE DE STOCK
sur Paris ou proche banlieue
nord. 10 ans d'exp. dans la
gestion des stocks informatiques
téléphonie, informatique, élec-
tronique... Libre sous 2 mois.
Toutes propositions sous réf.
3504 à LTA, 31, boulevard
Bonne-Vieille, 75003 Paris
Cedex 02, qui transmettra.

J.F. 48 ans, cherche responsa-
bilité publicité, presse, édition,
communication. Trente (20 ans)
expérience dans société en
expansion. Libre de suite.
Ecrire sous le n° 8071
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montessuy, Paris-7^e.

J.F. 38 ans, dynamique,
méthodes réf. dans l'industrie,
rech. porte à responsabilité
dans la restauration classique
ou d'entreprise.
Ecrire sous le n° 8971
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montessuy, Paris-7^e.

J.H. licence lettres et arts,
compétences littéraires,
cinéma, musique, peinture
rech. emploi lié
à ces domaines
librairie, disque, édition, jour-
nalisme, pign. marketing, réf.
culturelles.
Eric MINTHE : 43-40-39-80.
Notaire 38 ans envisageant
changer son office propose à titre
société ou expertise bancaire
financier ou juridique, de mettre
à sa disposition son expérience
et ses compétences pro.

Ecrire sous le n° 8016 M
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montessuy, Paris-7^e.

**ENSEIGNEMENT EN ELECTRO-
NIQUE ET MICRO-
PROCESSUS, ch. engr. m. tps.**
43-52-82-21.

J.F. ch. place stable HÔTESSSE
D'ACCUEIL, russ., franç., angl.
TEL : 42-62-48-40.

J. Forme, 38 ans, secrétaire
traitement l'arte, 17 ans
d'expérience, recherche poste
stable à responsabilité avec
contacts clientèle. Libre de
suite. Etude très précise.
Ecrire sous le n° 8977
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montessuy, Paris-7^e.

**propositions
diverses**

**ARTISANS, PROFESSIONS
LIBERALES** assurez vous
secrétaires téléphoniques.
Tél. : (1) 49-11-11-11.

FORMATION
PROFESSIONNELLE**Formation de Formateurs à Dauphine**

L'Université de Paris Dauphine (Département d'Education Permanente) propose un cycle de formation professionnelle supérieure aux métiers de la formation des adultes (conception, animation, gestion) comprenant les activités de Conseil auprès des Entreprises et des Administrations.
Le processus de formation est fondé sur l'alternance de mises en situations professionnelles réelles et de situations de formation (apprentissage techniques et réflexions sur le métier).
Les stagiaires acquièrent ainsi une qualification et des références de nature à faciliter leur insertion professionnelle.

Durée : 2 ans à temps plein (décembre 87 à décembre 89).
Sanction : Diplôme Universitaire de Formateur d'Adultes (DUF).
Conditions : Diplôme de 2^e cycle ou équivalent + 3 années d'expérience professionnelle minimum.
Statut : Stagiaire (bourse : 70 % du salaire antérieur).
Dossier à déposer jusqu'au 30/10/1987.

**UNIVERSITE
PARIS DAUPHINE**
Département
d'éducation
permanente

Informations et dossiers d'inscription
Michèle MARCHAND - Tél. : 47 27 28 37.
Université Paris Dauphine - Département d'Education Permanente
Place du Maréchal de Lattre de Tassigny - 75775 Paris Cedex 16

IAE

INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES
Université Paris I - Panthéon Sorbonne
162 rue Saint-Charles 75740 Paris Cedex 15

Diplômes d'Etudes Supérieures de 3^e cycle

DESS Systèmes d'Information
(16 séminaires de 3 jours consécutifs sur 2 ans)
Marie Josée FREXAS : 45 58 00 21

DESS MISSIL
(temps plein sur 1 an pour demandeurs
d'emploi ou salariés)
Karin RIPOCHE 45 58 02 28

DESUP A.M.I.
Concepteurs de systèmes Micro Informatiques
(temps plein sur 3 mois
pour demandeurs d'emploi ou salariés)
Patricia BORGES 45 57 28 41

LE SAVOIR-FAIRE DE L'IAE

**CENTRE DE PERFECTIONNEMENT
AU COMMERCE INTERNATIONAL
(C.P.C.I.)**

NOTRE OBJECTIF :
Former les commerciaux qui développeront les exportations des entreprises de la région.

VOTRE PROFIL :
- forte motivation pour l'activité commerciale
- pratique courante de l'anglais
- diplôme Bac + 2 ou équivalent
- expérience confirmée en entreprise, de 2 ans minimum.

NOTRE PROPOSITION :
Une formation de commercial export à temps plein durant 9 mois à partir de janvier 1988.
Rémunération par la région Pays de Loire pendant la durée de la formation.

Renseignements :
C.P.C.I. Chancery de Commerce et d'Industrie de Nantes.
18 X, 44049 NANTES CEDEX. Tél. 40-73-50-50.

L'IMMOBILIER**appartements ventes**

2^e arrdt
SÉLECTION DOLEAC
LES HALLES, 5 m. pour
investisseur mais libre, apt
p. 100 m², 100 m², 100 m²,
clair, calme, 1.500.000 F.
42-33-12-28.

SÉLECTION DOLEAC
STUDIOS, 20 m², 20 m²,
p. 280.000 F. 42-33-12-28.

5^e arrdt
RUE DE L'ARBALETTE
Petit immeuble, rue de ch. +
2 ét. + terrasse. Professionnel
et bourgeois.
Tél. : 47-30-07-28.

PRÈS PL. MAUBERT
Beau grenier aménagé, 60 m²,
calme, chambre, ch. solai,
Serge KAYSER (1) 43-25-00-50.

6^e arrdt
FLEURUS
Cherche-Mid, 2 p., 800.000
Sec. récent 35 m²
Durac, 2-3 p., 55 m²
Appel, 3 p., 1.700.000
Cherche-Mid, 100 m², 3.150.000
Recherches après tas surfaces.

RASPAIL RECENT STAND.
40 m², 40 m², 40 m², 40 m²,
p. 1.700.000.
Cherche-Mid, 100 m², 3.150.000
Recherches après tas surfaces.
FLEURUS 45-44-22-36.

SEVRES-BAYLONNE, part. vd
STUDIO DESIGN très par.
(1) 46-16-16 (11) 85-55-12-91.

7^e arrdt
DURAC PIERRE DE T.
Et. élevé, 7 p., triple récept.,
4 ch. solai, 2 ch. solai, 2 ch.
w.c., 218 m², b. solai, 3 ap-
part. URGENT - 43-35-19-36.

FG SAINT-GERMAIN
Imm. ancien grand standing, au
2^e étage avec ascenseur
SOMPTUEUX 240 m²
3 réceptions, 3 chambres,
cuisine, ch. solai, ch. solai,
décoration très raffinée
(parking en location).
Tél. : 43-53-24-03.

10^e arrdt
RÉPUBLICAINE, 29 m² à réno-
ver, 2 pos. ch. 150.000 F.
Immo Marcadet, 42-52-01-02.

**locations
non meublées
demandes**

Paris
EMBASSY SERVICE
8, avenue de Messine, 75006
Paris, redécorée, APPARTE-
MENTS DE GRANDE
CLASSE, belles réceptions
avec minimum 3 chambres.
Tél. : (1) 45-62-78-99.

INTERNATIONAL SERVICE
Recherche pour SA CLASSE
TELE DE QUALITÉ 4, 5,
6, 8 pièces et maisons ban-
lieues Ouest. BON STANDARDS.
L.S.J. Tél. : 45-26-18-95.

**locations
meublées
demandes**

Paris
MONDIAL MERCURE
Recherche STUDIOS et
2 pièces pour clientèle étran-
gère APPTS DE STANDING
pour ambassades et sociétés.
2 arr. ; SERVICE ACCUEIL.
Tél. : 42-55-28-18.

propriétés
PART. VD SUD DE PARIS.
F. 3^e arr. ex. p. 100 m²,
au calme, dans partie ancienne
et verdoyante d'une vigne
écoulée, toutes commodités
SUPERBE PROPRIÉTÉ
entier ensemble rural restauré
à l'orée des forêts de Dourdan et
Rambouillet, standing, grand
comfort, sur 1 800 m² ext.
cl. solai, 2 ch. de bain, 2 ch.
cl. solai, 2 ch. solai, 2 ch. solai,
vastes dépend., gar., terr.,
châssis, chauffage, piscine, etc.
Prix 2 250 000 F. Vis. les 18 et
19 sept., ent. 18 et 19 h.
Prendre r.-v. entre 12 et
13 heures au 45-30-02-17.

PTE VERSAILLES
Imm. pierre de t., ch. solai,
3 ch., 100 m², gd ch. balcon.
1.500.000 - 47-35-00-05.

Province
ANTIBES, part. vd 3 p., 63 m²
part. de jardin 57 m², 2 appor-
tements, commerces, écoles.
470 000 F. Tél. 93-33-32-00.

**appartements
achats**
Recherche 1 à 3 p. PARIS,
offres RM, GEM, avec ou
sans travaux, PAIE COMPTANT
chez notaire, 45-73-20-07,
même le soir.

CABINET DOLEAC recherche
pour clientèle de qualité à Paris
et banlieue STUDIOS 2, 3, 4,
R. 5 p. avec ou sans ch.
cuisine, cuisine, réfrigérateur,
rapide. Tél. : 42-33-12-28.

bureaux**Locations**

**VOTRE SIÈGE SOCIAL
A L'ÉTOILE**
19 CHAMPS-ÉLYSÉES
ou AVENUE VICTOR-HUGO.
Loc. bure. avec 3 ch. solai.
Domiciliation : 170 à 350 F/m.
CIDES, 47-20-41-08.

DOMICILIATIONS
Formes des Huites Bureaux,
constitution de sociétés, récep-
tion, secrétariat.
ACCESS : 40-35-15-12.

Votre adresse commerciale ou
SIÈGE SOCIAL
bureaux, secrétariat, stég
CONSTITUTION STES
Prix compétitifs. Délais rapides.
ASPC 42-93-50-50 +

**VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS**
SARL - RC - RM
Constitutions de Sociétés
Déclarations et tous services
Permanence téléphonique
43-55-17-50.

Domiciliation depuis 90 F/m
en des Champs-Élysées (Etoile)
rue St-Hippolyte (Concorde)
21 bis, rue de Tolbiac, Paris-13^e
Constitution SARL, 1.500 F HT
INTER DOM tel. 43-40-31-48.

SIÈGE SOCIAL
Secrétariat + Bureaux neufs
Déclarations R.C. et R.M.
SODOS SERVICES
Champs-Élysées 42-23-51-87
Nation 43-41-81-81

ENTREPRENEZ MALIN
Domiciliation depuis 90 F/m
location de bureaux équipés
pour siège social ou antenne
12^e Sous Office (1) 43-45-12-13
17^e Sous Bureau (1) 42-28-08-08.

**immobilier
information**

Pour vendre ou acheter
maison - appartement
château - propriété
terrain - commerce
sur toute la France
LAGRANGE
R. L. La Courbe, 75017 Paris
Tél. : 78 (1) 45-54-08-08.

Faut-il brûler I

LA DETTE DU TIERS-MONDE

Une étrange alchimie

En jouant du marché parallèle, les gouvernements et les banques cherchent à transformer les créances douteuses en investissements productifs.

DANS la curieuse alchimie de la dette, née de la crise mexicaine en août 1982, banquiers et débiteurs cherchent à transformer en placements rentables des créances qui les menacent d'asphyxie. Cette quête se retrouve en filigrane dans les débats des assemblées annuelles du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, cette grande messe traditionnelle d'automne qui se déroule actuellement à Washington.

Lentes, lourdes, laborieuses, souvent tendues par leurs implications politiques, les négociations sur la restructuration et l'allègement de la dette du tiers-monde « sont de plus en plus liées à l'effervescence du monde financier sur un dossier qui lui brûle les doigts », constate, sans plaisir, un expert international. Alors que les gouvernements surendettés se sont engagés sur la voie de la rigueur, alors que leurs créanciers publics, comme les organismes multilatéraux, affinent ou accroissent leurs opérations d'aide — « avec un bonheur inégal, il est vrai », — les banques privées bloquent aujourd'hui la recherche d'une croissance assainie des pays en développement et surtout d'une reprise de l'investissement, actuellement en chute libre.

Face aux réticences persistantes des créanciers privés à s'engager plus avant, l'idée d'un « menu de la dette » a fini par émerger. Il s'agit d'intéresser à nouveau les banques à des pays qu'elles ont courtisés du temps où elles recycloient les pétrodollars, avant de les fuir avec l'explosion de la crise de la dette. Un menu de plus en plus varié et raffiné qui s'appuie sur de nouveaux instruments financiers créés autour de

la vieille idée de conversion des dettes en prises de participation ou en biens.

Ce type d'approche ne touche guère les pays les plus démunis de la planète. « Leurs difficultés

appellent plus des solutions politiques et humanitaires de la part des gouvernements prêteurs », estime un haut fonctionnaire européen. Dans leur cas, il s'agit essentiellement de trouver les

moyens d'alléger les remboursements en jouant sur les délais ou sur de nouveaux crédits publics à taux d'intérêt privilégiés. Le système des conversions de dettes s'applique, en revanche, très bien

aux surendettés à revenus dits : « intermédiaires », dans lesquels les banques se sont lourdement engagées dans les années 70, parfois inconsidérément.

Pour comprendre l'intérêt porté, désormais, aux pratiques de conversion de dettes, il faut remonter aux années 1983-1984 et à la découverte, par les instituts de crédit, que la crise de la dette n'était pas un phénomène provisoire. « Des banques, notamment espagnoles, ont pensé limiter les dégâts en vendant purement et simplement leurs prêts », se rappelle un banquier. Elles se sont vite heurtées au problème de la présentation des bilans.

Limites
des dégâts

Annuler une perte sèche, après avoir cédé certaines créances moyennant une décote, a un effet déplorable auprès des actionnaires. Le masquer par quelques artifices comptables est délicat. De ce constat est né un marché parallèle des échanges de créances.

Les instituts de crédit, directement ou grâce à des intermédiaires, ont d'abord cherché à rééquilibrer leurs portefeuilles d'engagements sur un même pays en troquant des dettes privées contre des dettes publiques. Cette première esquisse a vite été affinée par des échanges de créances

entre pays d'une même région, puis d'une région à l'autre.

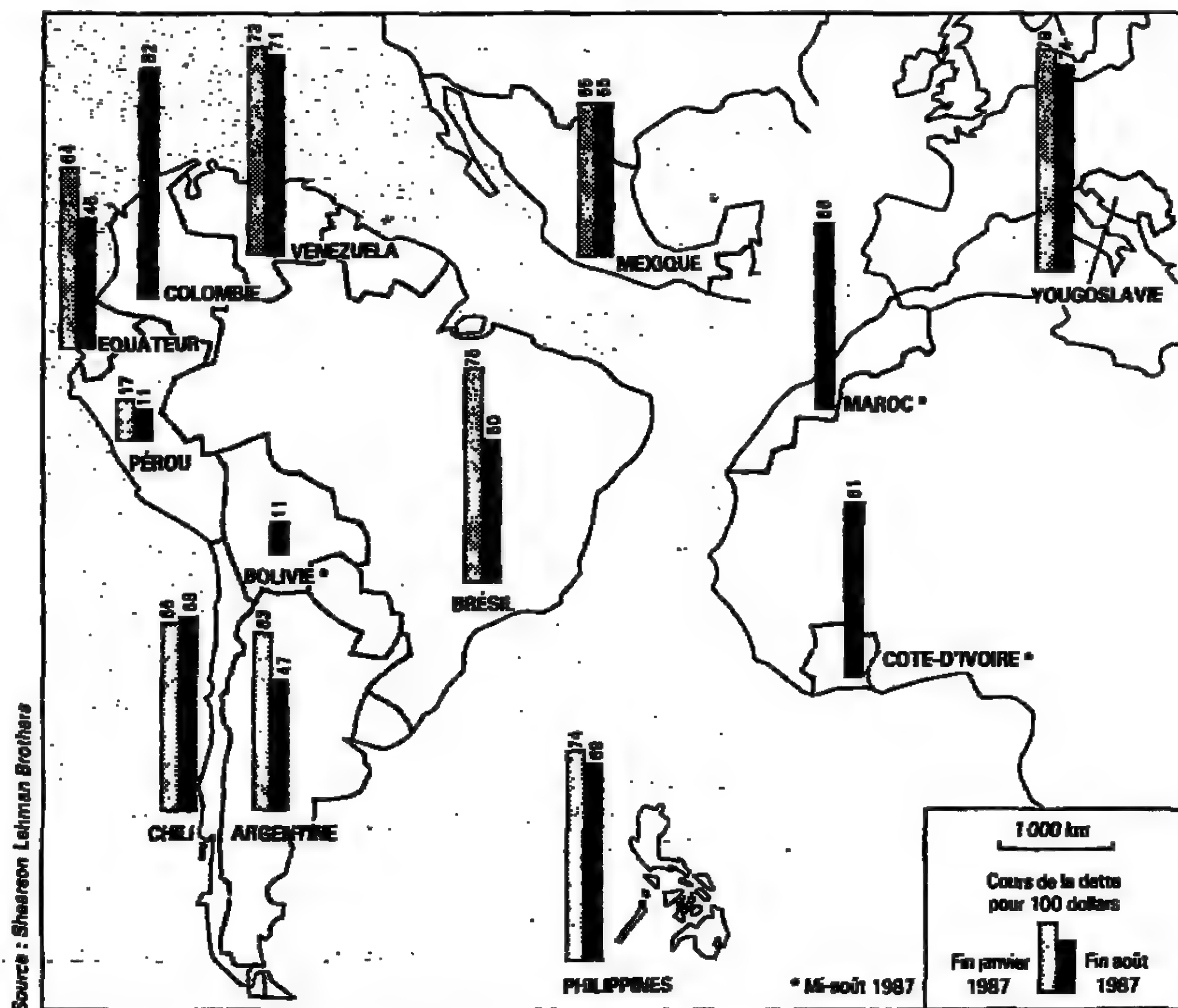
Le jeu, à somme nulle, consiste à arbitrer entre la valeur marchande des dettes établies selon l'offre et la demande. Les cotations qui petit à petit sont apparues restent indicatives, tant le marché est « psychotique ». estime un expert, agacé du comportement aisément moutonnier des banquiers. Elles ont surtout chuté depuis mai dernier, (voir carte).

A cette époque, la Citicorp américaine accomplissait brutalement ce que nombre de banques européennes avaient déjà prudemment réalisé. En annonçant 5 milliards de dollars de provisions pour créances douteuses, elle clarifiait son bilan. Une décision dont les conséquences ont été doublées. Sur le marché parallèle de la dette, « les acheteurs se faisaient rares et les vendeurs de plus en plus nombreux, entraînant un assèchement des opérations d'échanges ». Sur le fond, la fiction, soigneusement entretenue d'une dette intégralement remboursable, déjà affaiblie par les trocs de créances, était sérieusement mise à mal.

Ce tournant marque pour les banques un intérêt nouveau pour les plans de conversion de dettes que les gouvernements des pays du tiers-monde proposent de plus en plus souvent dans leurs programmes de restructuration. Ces systèmes, greffés sur l'idée même des décotes entérinées sur le marché parallèle des créances, sont multiples.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

(Lire la suite page 33.)



Faut-il brûler les banques d'aide au développement ?

par GILLES NICOLAS (*)

LES dirigeants des puissances industrielles ne cessent de réaffirmer leur soutien aux institutions multilatérales d'aide au développement du tiers-monde. Ce soutien, renouvelé par les sept principaux pays industriels lors de leur sommet à Venise en juin, ne sera pas démenti à l'occasion de l'assemblée générale du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. Pourtant, les conflits s'amplifient au sein même de ces institutions sur le rôle qu'elles sont appelées à jouer dans le développement comme dans la recherche de solutions au surendettement de nombre de pays.

Cela est particulièrement sensible au sein de la Banque mondiale, véritable poids lourd en la matière, mais aussi de la Banque asiatique de développement (BAD) et de la Banque interaméricaine de développement (BID). L'origine de ces dissensions est la même : la remise en cause par l'administration Reagan de l'influence des autres pays membres, une polémique amplifiée par l'opposition croissante entre cette même administration et le Congrès américain sur le financement des organismes multilatéraux.

Les Etats-Unis ont joué un rôle crucial dans la création de ces banques à une période où l'économie comme les finances américaines dominaient sans conteste la scène mondiale. En ces lendemains de seconde guerre mondiale, l'idée même de multilatéralisme épousait étroitement les intérêts de Washington. Cela est moins vrai depuis le début des années 70 et l'émergence d'un monde multipolaire où Japon, Etats-Unis, Europe, nouveaux pays industriels, s'affrontent ouvertement sur le marché mondial.

Face à cette évolution, les Américains ont paru de moins en moins convaincus du bien-fondé des financements multilatéraux. L'aide bilatérale ne servirait-elle pas mieux leurs intérêts ? Certains membres de l'équipe Reagan ont clairement répondu

par l'affirmative dès leur arrivée au pouvoir, en soutenant que les Etats-Unis devaient limiter, voire cesser, leur soutien aux institutions multilatérales ne répondant pas étroitement à l'attente de Washington. Paradoxalement, l'approche proposée par le secrétaire au Trésor, M. James Baker, pour résoudre le problème de la dette du tiers-monde — le désormais fameux « plan Baker » (1) — exige un rôle accru de la part des institutions multilatérales d'aide au développement ainsi qu'un accroissement de leurs opérations dans les pays endettés où la politique économique s'ajuste au modèle libéral d'économie de marché.

Un contrôle
plus strict

La nécessité de concilier ces deux approches contradictoires a conduit le gouvernement américain à négocier son appui aux organisations internationales contre l'assurance d'un contrôle plus strict de leur action. Au sein de la Banque asiatique de développement, qualifiée de trop japonaise, les Américains ont critiqué la qualité des prêts. Ils ont fini par obtenir une réorganisation visant à durcir les conditions dont ces crédits sont assortis, tout en s'opposant à une augmentation des contributions japonaises, qui renforceraient le poids du Japon au sein de cette institution.

Au sein de la Banque interaméricaine de développement, jugée trop latino-américaine, ces mêmes Américains dénoncent également la faible qualité des projets. Ils posent une double condition à un accroissement des ressources financières de l'institution : l'assurance de la mise en place d'une politique macro-économique acceptable aux yeux de Washington comme préalable à l'octroi de crédits, ainsi qu'un droit de veto américain sous forme de minorité de blocage pour l'ensemble des opérations de la BID. L'impasse est actuellement totale.

La situation est quelque peu différente à la Banque mondiale, où les Etats-Unis disposent d'un pouvoir plus étendu. Le nouveau président, choisi par la Maison Blanche comme le veut la tradition, a entrepris une réorganisation radicale de l'institution qui vise à en diminuer la taille et à lui permettre de mieux appliquer le « plan Baker ». Deux objectifs clairement inspirés par Washington.

Ces positions ont provoqué des situations conflictuelles dues plus à la forme qu'à la substance même des interventions de l'administration américaine. Les autres pays industriels et les pays emprunteurs les soutiennent : le consensus est quasi total sur la nécessité d'un allègement des structures de la Banque mondiale et d'une accélération de ses processus de décision (le Monde du 25 juillet 1987). L'accord est également large pour reconnaître que la réussite des projets de développement passe souvent par des réformes de politique économique globale et sectorielle.

Enfin, un terrain d'entente existe sur la nature même de ces réformes. Les modèles de croissance protectionniste, basés essentiellement sur la planification centrale et l'investissement public, perdent leurs derniers défenseurs. Rarement dans le passé, les thèses américaines libérales de privatisation, de dérégulation ou d'amélioration de la compétitivité par l'exportation ont bénéficié d'une aussi large audience.

Apparemment moins sensible à cette réalité qu'à la remise en cause de leur hégémonie économique et financière, affaiblie par la réticence bien connue du Congrès à financer les mesures qui lui sont proposées, l'administration américaine fait preuve d'un manque de confiance envers ses partenaires qui se traduit par une totale inflexibilité lors de la recherche de compromis acceptables par tous. Ce phénomène est préoccupant au

moment où il serait nécessaire aux grandes puissances, établies ou naissantes, d'apprendre à coexister.

Les banques multilatérales d'aide au développement ont pourtant démontré au fil des années leur utilité. Mieux que tout autre forme de financement extérieur provenant notamment des banques commerciales ou de l'aide bilatérale, les opérations de ces organismes cherchent à favoriser le secteur social, essentiel au développement à long terme des pays du tiers-monde. Elles soutiennent les groupes défavorisés, mettent l'accent sur la protection de l'environnement.

Des conflits
attisés

Parallèlement, la mise au point de systèmes d'évaluation des opérations leur permet d'en relever constamment la qualité. Alors même qu'elles sont en position d'amplifier et d'améliorer leurs interventions, les conflits attisés par les Etats-Unis paralysent leur évolution, rendent stérile une part de leur potentiel.

Ces conflits apparaîtront comme simplement conjoncturels, s'il se révèle qu'ils n'étaient dus qu'à la vision du monde d'une équipe dirigeante américaine — celle du président Reagan, — à des difficultés de transition vers de nouvelles formes de prêts, voire un nouveau partage des responsabilités reflétant l'évolution des rapports économiques et financiers mondiaux. Mais il est possible que ces dissensions soient révélatrices d'une remise en cause plus profonde du rôle et de l'avenir des banques d'aide. Si tel est le cas, elles pourraient être absorbées dans un champ de forces limitant

(*) Haut fonctionnaire international.

de plus en plus leur action. L'enjeu majeur deviendrait celui de leur contrôle politique au détriment de leur efficacité.

Autant admettre la nécessité de brûler ces institutions pour leur substituer de nouveaux modes de financement chargés d'assurer le développement des pays ou des régions vulnérables d'un monde de plus en plus interdépendant. Encore faudrait-il être certain que ces systèmes nouveaux soient aussi efficaces que ceux dont nous disposons. Rien n'est moins sûr et

la sagesse prônerait l'amélioration des institutions existantes. Quitte pour les Etats-Unis et les pays industriels, anciens ou nouveaux, à accepter une coexistence constructive et à mettre un terme à une guérilla interne dangereuse pour chacun.

(1) Lancé à l'automne 1985, ce « plan » prévoyait un apport financier accru des banques, gouvernements et organisations multilatérales en faveur des surendettés, essentiellement latino-américains.

MBA UNIVERSITY :
L'EXCELLENCE FRANCO-AMERICAINE

Le Master of Business Administration (MBA) est sans conteste le titre académique le plus prisé dans le monde. Il est l'équivalent pour accéder à des niveaux de responsabilité majeure dans les affaires.

Le programme MBA University, créé en 1966 par l'Institut Franco-Américain de Management (IFAM) en association avec Pace University (New York), permet aux participants d'obtenir le diplôme MBA délivré par Pace University ainsi que le certificat IFAM 31 cycle.

UN VRAI MBA AMERICAIN
Le cycle de quatre mois aux Etats-Unis (sur les onze mois du programme), qui plus est à New York, le corps professoral américain, y compris à Paris, la réputation incontestable du programme MBA de Pace University garantissent aux participants l'assurance de posséder un vrai MBA reconnu sur le marché international du travail.

UNE FORMATION GLOBALE
L'intérêt du programme MBA University est de développer deux types de qualités indispensables pour le manager moderne :
— les compétences et l'efficacité techniques ;
— la maturité et l'adaptabilité, donc l'intelligence dans l'action.

Les professeurs, tous de haut niveau académique (PhD), sont également des praticiens opérant dans les vivants exceptionnels qui constituent les communautés des affaires de Paris et New York.

Le séjour de seize semaines à New York contribue à développer des capacités d'adaptation et d'agrandissement de l'horizon culturel.

UN RECRUTEMENT INTERNATIONAL ET DIVERSE
La dernière promotion de MBA University comprenait 40 % de Français pour des nationalités représentées dont 60 % d'Européens. Plus de 20 % des participants avaient déjà eu une expérience professionnelle de plus de cinq années.

Les très bons résultats obtenus aux différents cours par les participants sont le fruit d'un travail de groupe (de 4 à 7 participants) très intensif (douze heures de travail quotidien) et de l'encadrement personnel.

UNE CARRIERE ASSUREE
Un certain nombre de nos participants sont déjà financés par leur entreprise. Pour les autres, de nombreuses opportunités sont offertes par les entreprises qui viennent recruter sur place des participants.

DUREES DU PROGRAMME :
11 mois (7 à Paris, 4 à New York) : octobre 1987 à août 1988.

ADMISSION :
sur dossier, tests et interview.

LANGUES DE TRAVAIL :
anglais et français à Paris.

ORIGINE GEOGRAPHIQUE :
10 nationalités dont 60 % d'Européens en 1988.

AGE MOYEN : 27 ans.

AIDE FINANCIERE : prêts bancaires.

MBA University

Pour toute information
écrite ou téléphonique :
MBA University - IFAM
18, rue Copernic, 75015 PARIS
Tél. : (1) 42.73.26.53

Voici des extraits du courrier provoqué par les « Devoirs de vacances » qui ont été publiés en août dans « Le Monde Économie ». Quatre responsables politiques, deux de la majorité, deux de l'opposition, avaient alors traité les sujets du baccalauréat d'économie (juin 1987). Sont ainsi successivement intervenus M. Michel Noir, ministre du commerce extérieur, et M^{me} Edith Cresson, ancien ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, sur le déficit de la balance française des

Devoirs de vacances

échanges, M. Michel Delebarre, ancien ministre du travail, et M. Alain Juppé, ministre du budget, sur le financement des retraites en France.

Un certain nombre de lecteurs ont répondu à l'invita-

tion de noter les « copies » des ministres et anciens ministres, jouant ainsi le rôle de professeurs. Les jugements apparaissent sans indulgence, et les candidats bacheliers peu ordinaires n'obtiennent pas obligatoirement la moyenne. D'autres lecteurs n'ont pas résisté à la tentation de faire des propositions ou même de rédiger leur propre devoir. Malgré l'intérêt de ces contributions à la réflexion commune, il ne nous a pas été possible, faute de place, de tout publier.



CORRESPONDANCE

Une convergence très large

SUR l'essentiel du sujet qui était l'analyse des causes du déficit de la balance commerciale de la France depuis 1970, M^{me} Cresson met fort justement en évidence trois raisons essentielles : des raisons conjoncturelles, des raisons structurelles et des raisons politiques. L'analyse des causes conjoncturelles et structurelles est fort bien menée ; par contre, l'analyse des causes politiques est assez maladroite.

M^{me} Cresson, en effet, explique le déficit de la balance commerciale depuis 1970 par les erreurs de la politique économique suivie depuis 1986, après avoir d'ailleurs dans le paragraphe relatif aux causes

conjoncturelles de notre déficit commercial écarté tout reproche qui pourrait être fait à la politique salariale du gouvernement socialiste. Il n'est pas interdit, dans une épreuve scolaire, de défendre une thèse ; mais encore faut-il que cela ne conduise pas à un défaut de rigueur dans la démonstration.

Au total, l'examinateur pourrait noter ainsi : 12/20, avec le commentaire : bon début et conclusion intéressante, mais démonstration manquant de rigueur.

L'élève Michel Noir prend le parti de minimiser les causes conjoncturelles pour s'attacher aux

causes profondes et permanentes du déficit commercial ; ce qui est un point de vue intéressant. L'analyse de ces causes profondes est assez complète puisqu'il étudie successivement la structure géographique et sectorielle de nos échanges (...). La conclusion est brève : plutôt qu'un arsenal d'interventions étatiques, M. Noir évoque un changement de mentalité sans dire comment il pourra se produire.

L'appréciation du devoir pourrait être : 15/20, avec le commentaire : introduction incomplète, conclusion rapide, mais bonne analyse du problème, qui est traité en profondeur

et répond assez complètement au sujet tel qu'il est posé.

Au-delà de cet exercice de corrections, il est intéressant de noter qu'il y a une convergence très large sur l'analyse des causes du déficit de notre balance. Il est consolant pour le simple citoyen que je suis de voir que le diagnostic concorde. Malheureusement, si je suis pour voir que le diagnostic concorde, « ma fille est muette », les « Diafoirus », qu'ils soient de gauche ou de droite, n'apportent guère de remède au mal.

ANTOINETTE RIOUFOL
(Versailles).

Hors sujet

S I le travail de M. Michel Noir n'appelle, de ma part, aucun commentaire particulier (je serais même tenté de lui décerner une assez bonne note), la prestation de M^{me} Edith Cresson me paraît devoir encourir une appréciation moins indulgente. En réalité, si un candidat avait traité de la sorte le sujet proposé, ses chances d'admission eussent été minces.

Le plan de la dissertation est déséquilibré : une colonne pour la première partie, quatre colonnes pour la deuxième. Le sujet n'est pas traité en son entier et il y a tendance au hors-sujet. Il était question des causes du déficit de la balance commerciale française depuis 1970. Or M^{me} Cresson traite surtout des résul-

tats de la balance commerciale en 1986, années où elle a été équilibrée !

La tonalité générale du devoir est nettement polémique alors que les prises de position politiques sont déconseillées et proscrites aux candidats. Ceux-ci doivent en effet ne jamais se départir de la plus parfaite impartialité. Un professeur compétent et consciencieux, fût-il de gauche, n'aurait pas apprécié que la confusion ait été faite entre l'exposé d'une question technique permettant d'importer les convictions et le discours électoral propre à enflammer les foules, grâce à force d'effets d'étréme.

RAYMOND PALLIES,
professeur de sciences économiques à Blagnac.

Copies conformes

AU niveau de la forme, les deux « copies » sont très académiques : introduction, plan en 2 parties avec des sous-parties, conclusion ; et si la conclusion de M. Noir est un peu rapide, les deux parties de son devoir sont plus équilibrées que celles de M. Cresson. La maîtrise de la langue est parfaite pour les deux « potaches » et le vocabulaire économique est bien assimilé et utilisé à bon escient.

Au niveau des idées, on ne peut manquer de relever certaines concordances entre les deux diagnostics : pour M^{me} Cresson comme pour M. Noir, les faiblesses du commerce extérieur français sont déjà anciennes, et tiennent à des causes tant structurelles (structures géographiques et sectorielles de nos échanges, mentalités) que conjoncturelles (chocs pétroliers, contre-choc, fluctuations du dollar) auxquelles s'ajoutent les « à-coups » ou les « crises » de la politique économique. (...)

Finalement, la seule originalité de M^{me} Cresson réside dans son rappel (en conclusion) du « désintérêt traditionnel des détenteurs de capitaux pour l'industrie », problème que dénonce régulièrement le PCF.

Quant à M. Noir, soucieux de réformer la mentalité « hexagonale », il propose une ouverture plus grande des entreprises et des esprits à l'« international ».

En fin de compte, (...) on voit mal ce qui distingue fondamentalement l'ancien ministre socialiste et l'actuel ministre RPR car tous deux formulent, à quelques nuances près, le même diagnostic, tous deux touchent vers le modèle japonais (ou ouest-allemand), tous deux regrettent le manque d'esprit d'entreprise en France et tous deux, enfin, font appel au même effort de restructuration et d'ouverture pour, selon eux, redresser l'économie de la France. On peut alors craindre le pire pour l'emploi et le niveau de vie, déjà si malmenés.

JEAN-PIERRE PALACIN,
professeur d'économie à Mazamet.

Laborieuse compilation

EN fait de « devoir de vacances », Michel Noir nous a gratifiés d'une laborieuse compilation de ses services, excitant toute idée originale ou personnelle [et] axée comme à l'ordinaire, sur l'« effet du pétrole » et les responsabilités des entreprises, ce qui dispense d'en chercher d'autres. De longues explications sur la multiplication par dix du prix du baril et ses effets pervers, mais pas un mot sur l'effondrement récent du prix du même pétrole, qui n'a nullement entravé la dégradation constante de la balance commerciale. Quant à l'« extrême dépendance de la France », elle ne l'est pas plus que celle de la RFA ou du Japon.

Les responsabilités sont d'abord politiques ; elles se trouvent dans les

incohérences des décisions d'embarco sur les exportations à destination des pays qui les payent « cash » et les préférences manifestes pour ceux auxquels il faut prêter de l'argent pour qu'ils vous achètent quelque chose. Il est inutile de dire que nos partenaires allemands, anglais et italiens « pour ne pas parler des autres » n'ont pas de ces scrupules à l'égard de l'Afrique du Sud, de Taiwan, du Chili, pour ne pas parler de l'Iran et de quelques autres.

Elles se trouvent aussi dans les erreurs accumulées par des gouvernements qui, par démagogie, ont systématiquement matraqué les entreprises, voué aux gémonies le profit, découragé les investisse-

ments, ridiculisé le travail et l'effort au profit de la faiblesse et de l'assistance généralisée. A cet égard, l'actuel septennat et le précédent ont rivalisés dans des domaines et sur des registres différents.

Elles se trouvent enfin dans l'incapacité permanente, quels que soient les responsables, de réformer sérieusement l'appareil du commerce extérieur, de transformer une bureaucratie qui, à l'image de la bureaucratie française, est surtout là pour interdire et empêcher, en un instrument de dynamisme, de promotion, de prospérité, à l'instar de nombre de nos concurrents.

PHILIPPE MALAUD,
ancien ministre, député européen.

Intolérance ?

COMMENT M. Alain Juppé (ou les collaborateurs de celui-ci qui ont « planché pour son compte » a-t-il pu ne pas s'apercevoir qu'il s'agissait de réfléchir, non pas tant sur les difficultés actuelles et futures à financer les retraites en France et les moyens d'y remédier, sur la question de savoir si, d'un certain type de financement, on devait passer à un financement d'une autre nature. En clair, si d'un système de répartition on pouvait (ou devrait ?) passer à un système de capitalisation ?

Tout correcteur serait en droit d'insister entre deux appréciations : ou bien M. Juppé n'a pas perçu le problème, ou bien il élimine le point de vue opposé au sien, sans même prendre la peine de l'examiner (intolérance ?). En tout état de cause, je ne crois pas que j'aie jamais décerné une note supérieure à 9/20 à une telle copie, même si j'en reconnais les incontestables mérites (qualité de construction, d'analyse, de style...).

R. P.

Et les robots...

LE discours actuel doit-il être : « Les salariés payent de moines en moines, comment diminuer équitablement les retraites ? » Ne devrait-il pas plutôt : « Comment faire participer tous les créateurs de richesses, salariés, professions libérales, gestionnaires, commerçants... mais aussi robots, machines, ordinateurs... à ce devoir de solidarité nationale ? »

Les revenus des salariés ne représentent pas fidèlement la création de richesses. Trouver une autre assiette pour ce calcul. Une autre partie de la solution pour le moyen terme, probablement aussi difficile à mettre en œuvre, serait évidemment la résorption de tout ou partie du chômage.

J.-P. LABOURET
(Le Seys-sur-Mer).

POURQUOI refuse-t-on absolument d'envisager une cotisation sociale de la part des industriels utilisant des robots dans leur entreprise ? L'automatisme, la robotique ont supprimé des cotisants et créent des chômeurs, des laissés-pour-compte et, par conséquent, un déficit permanent de la Sécurité sociale.

MARC VÉRANTIN
Retraité et militant CFDT,
Ruelle-sur-Touvre.

Peut mieux faire

LA première partie de la copie d'Alain Juppé consacrée au déséquilibre de l'assurance-vieillesse et à ses causes est claire et intéressante. Deux regrets toutefois.

D'abord, le ministre du budget paraît brouillé avec les chiffres. Un chômage de deux millions de personnes représenterait un manque à gagner de 12 milliards de francs pour les régimes d'assurance-vieillesse ? J'aurais dit bien davantage...

M. Juppé s'en prend ensuite vivement à l'abaissement de l'âge de la retraite introduit en 1982. Il a raison. Mais on s'étonne alors de son silence sur le nouveau mode de rupture du contrat de travail institué par la loi du 31 juillet 1987 : la « mise à la retraite ».

Au lieu de souligner que les salariés qui désirent continuer de travailler doivent pouvoir le faire tant qu'ils en sont capables et d'interdire toute discrimination fondée sur l'âge, cette loi autorise les chefs d'entreprise à mettre fin au contrat de travail de ceux qui sont susceptibles d'obtenir une pension de retraite à taux plein. Dès soixante ans donc dans le cas type.

Pour la première fois dans le secteur privé, la loi fait ainsi de l'âge une cause légitime de renvoi ! Après tant de fustigations contre l'ordonnance de 1982, cela surprend...

Par la suite, l'auteur de la copie oublie complètement le sujet posé, qui portait précisément sur les incidences de diverses évolutions « sur la nature du système de financement des retraites ». Cotisation ou impôt ? Pas un mot !

Or, dans un article remarqué (Le Monde du 21 mai 1987), le ministre du budget avait rappelé que les cotisations dites patronales n'étaient que des retenues à la source, le salarié le plus humble subit un prélèvement de l'ordre de 45 % sur la valeur de son travail. Pourquoi ? Parce que le poids des cotisations sociales est démentiel, de telles cotisations (parties patronales, donc dégressives...) assurant le financement des dépenses, dont certaines, de pure solidarité, devraient être financées par l'impôt.

C'est évidemment le cas pour les prestations familiales fiscalisées ailleurs, mais toujours financées chez nous par des cotisations dégressives. Mais la

question se pose aussi pour l'assurance-vieillesse dans la mesure où cette assurance prend en charge quantité d'avantages sans rapport avec sa logique propre, notamment ceux accordés aux mères de famille. Soit une trentaine de milliards de francs en rythme de croisière !...

Ces avantages devraient être couverts par l'impôt. Mais, encadrés dans l'assurance-vieillesse, ils sont financés par les cotisations plafonnées de cette assurance... Silence de M. Juppé.

En réalité diverses évolutions conduisent inéluctablement à remettre en question des modes de financement dans lesquels les cotisations sociales occupent une place tout à fait excessive : telle est la réponse, assurée à l'argument, qu'appelle le sujet du bac. Mais personne n'était plus mal placé pour le traiter que le représentant d'un gouvernement qui axe sa politique socio-fiscale sur une réduction de l'impôt sur le revenu (déjà dérisoire en France au regard de ce qu'il est dans tous les pays comparables) et sur un alourdissement continu des cotisations, spécialité dans laquelle notre pays est déjà champion du monde...

JEAN-JACQUES DUPEYROUX.

LE SUCRE MATIERE A SCANDALES
SCIENCE DE VIE
ECONOMIE
OCTOBRE

Devenir ministre !
E la publication de cette série de « copies » je tire la conclusion suivante : si des ministres ou d'anciens ministres peuvent aussi fortement enfreindre les canons de la dissertation d'économie à une épreuve du niveau du baccalauréat, tous les espoirs sont autorisés aux candidats (même recalcés) à cet examen, et notamment celui, pour lequel pas, de devenir ministre.

Le Monde
sur minitel
VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL
Bourse : suivez l'évolution de vos actions grâce à un code personnel et secret.
3615 TAPÉZ LE MONDE

DOMINIQUE et JANINE SOLANE
DANSE expressive et musicale, création personnelle.
ENFANTS de tous âges. Mise en forme et technique pour ADULTES.
1 bis, rue de la Grande-Chaumière, 75006 PARIS - Tél. 43-64-79-78

Pour votre DEMENAGEMENT
ODOUL AGENT DE demeco
16, rue de l'Atlas - 75019 Paris - 42 08 10 30

NOUVEAUX METIERS POUR JEUNES CHOMEURS
ECONOMIE

LA N O

مكتبة من الكتب

LA DETTE DU TIERS-MONDE

Une étrange alchimie

(Suite de la page 31.)

On peut les ranger dans deux types d'approche : transformer une part de l'endettement en obligations, surnommées les « bons de sortie », dans la mesure où ils permettent aux banques, généralement de petite ou de moyenne taille, de se retirer d'un jeu jugé trop dangereux et de ne plus participer aux tours de table pour l'attribution d'argent frais lors des rééchelonnements de dettes ; convertir des prêts en prises de participation dans des banques ou des sociétés privatisables ou pour le financement d'investissements nouveaux (voir encadré). Dans ce cas, les banques se transforment directement en investisseurs ou cèdent leurs créances à des entreprises cherchant à s'implanter ou à développer leur présence dans un pays endetté.

Investir à bon compte

Les multinationales américaines ont été les premières à tirer parti d'un système leur permettant, par le biais du rachat de créances, d'investir à bon compte, notamment en Amérique latine, région voisine et privilégiée. Les Japonais s'intéressent de très près aux secteurs miniers et à l'énergie. Les Européens commencent tout juste à étudier les possibilités désormais

ouvertes. Après s'être récriées qu'elles « n'étaient pas des épiciers », les banques françaises soupèsent avec intérêt quelques projets, notamment au Mexique, dans l'hôtellerie par exemple.

Ce relais industriel à un problème purement financier se fait malgré tout lentement. Le quart du marché parallèle de la dette, évalué à environ 10 milliards de dollars cette année, sera sans doute consacré à des opérations de conversion de créances. L'endettement des pays latino-américains, où se concentrent les pays à haut risque, frôle les 400 milliards de dollars. Peut-on en conclure que cette technique, marginale, ne mérite guère qu'on s'y arrête ?

« Il ne s'agit jamais d'une panacée. Mais, en réamorçant la pompe des investissements productifs, les conversions de dette peuvent faire évoluer dans le bon sens les esprits dans les milieux bancaires et industriels internationaux. » Cette appréciation d'un expert soucieux d'éviter les phénomènes de mode autant que les conclusions hâtives repose sur un bilan contrasté des avantages et inconvénients de la méthode des conversions de créances.

Pour les banques, le choix est clair entre la sortie pure et simple, l'amélioration des structures de portefeuille ou la plongée dans l'investissement productif :

« Chercher à gagner de l'argent ou tout au moins à en perdre le moins possible » sur des actifs durablement dépréciés par les difficultés des débiteurs.

Pour ces derniers, l'évaluation est plus complexe. Les dangers sont maintenant bien connus. En partant d'un marché parallèle où la décote est parfois importante, les gouvernements des pays endettés offrent aux investisseurs des conditions extrêmement avantageuses qui s'assimilent à une subvention de projets qui auraient pu, parfois, être réalisés directement sans ce cheminement tortueux. Certains spécialistes craignent de voir ainsi « brader » quelques fleurons, ce que les milieux politiques latino-américains traduisent, dans leur discours, au nationalisme sourcilieux, par les risques de « malinisme étranger ».

Les partisans des conversions de dette estiment, en revanche, qu'en l'absence de cette technique, des investissements promoteurs ne verraient jamais le jour. L'apport de technologies et d'une gestion rigoureuse par entreprises étrangères interposées leur paraît, en outre, précieux, à partir du moment où il s'intègre dans un programme bien défini de développement de l'économie de chaque pays.

Eviter la spéculation

Autre obstacle, les rachats de créances s'effectuent en monnaie locale et risquent, si les autorités monétaires n'y prennent garde, d'alimenter une création monétaire excessive et par là même un dérapage inflationniste. Enfin, les cours du marché parallèle étant par définition fluctuants, il paraît difficile, voire impossible, d'éviter des détournements d'objectifs et une spéculation purement financière malsaine. Mais, outre l'assurance d'un petit flux d'investissements, les gouvernements de pays endettés voient, dans ces nouveaux instruments, une possi-

lité d'alléger quelque peu leur fardeau financier.

Plus que les commissions engrangées, lors de chaque opération, généralement par la Banque centrale, les conversions de créances permettent de réduire un peu la dette extérieure globale et le montant des rembour-

ment de quelque 500 millions de capitaux. Le Mexique, pour sa part, devrait avoir allégé sa facture internationale de quelque 2 milliards de dollars d'ici à la fin de l'année.

Cette voie de sortie a en tout cas aiguisé l'imagination de chacun. Ainsi, le Pérou vient d'anno-

banques allemandes et autrichiennes, rompues au jeu des compensations commerciales, s'y intéressent. Mais, selon un haut fonctionnaire international, il s'agit là d'une « perversion inquiétante du système ». L'objectif final des conversions de dettes devant rester la promotion des investissements productifs.

D'autres applications sont également envisagées, comme le rachat de créances par la Bolivie qui voudrait bénéficier d'une décote de 50 % sur le marché parallèle pour limiter son endettement. Les financiers américains ne sont pas en reste. Le gourou de Drexel Berham, M. Michael Milken, met la dernière main à un projet de fonds de placement de créances douteuses, lointain cousin des « junk bonds », ces obligations sur sociétés à haut risque qui font les délices de Wall Street.

Ce foisonnement d'idées ne doit pas faire illusion. Intéressante, la solution par la conversion de dettes restera partielle. Au moins fera-t-elle évoluer les règles du jeu si, comme le souligne un banquier, cette technique aboutit à prendre en compte l'immédiat des secteurs, et non plus la réalité globale d'un pays endetté, sans compter la possibilité de voir écarter les « petits », petites banques créancières et petits pays débiteurs.

« On se retrouvera alors entre grands, ce qui implique des négociations plus dures, mais sans doute plus saines sur l'avenir des surendettés », prophétise un habitué de ce type de tour de table. Encore faudrait-il que la conjoncture s'améliore dans les pays industriels, que les taux d'intérêt ne se durcissent pas et que la guérilla protectionniste se calme. Trois éléments majeurs dont l'influence, considérable pour l'ensemble de la planète, peut favoriser ou réduire à néant les efforts d'assainissement des finances des pays du tiers-monde dont la nécessité est aujourd'hui reconnue par tous.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

Les règles du jeu

CONVERTIR des dettes en investissements est un processus plus complexe qu'il n'y paraît et implique des montages financiers d'autant plus subtils que les acteurs sont nombreux.

Pour simplifier à l'extrême, prenons le cas d'une banque prête à vendre 10 millions de dollars de créances sur un pays latino-américain dont la décote sur le marché parallèle est de 50 %. Un prestataire de services connaît, parmi ses clients, un industriel désireux d'étendre son implantation dans ce pays endetté. L'intermédiaire rachètera la créance pour 5 millions à la banque qui cherche à alléger son portefeuille de prêts risqués et la revendra à l'industriel, moyennant une commission, par exemple à 6 millions de dollars.

Cet industriel devra alors obtenir des autorités du pays en développement le feu vert pour l'investissement qu'il veut réaliser. Fort de cet accord, il obtiendra de la Banque centrale l'allocation de l'équivalent, en

pesos par exemple, de la créance nominale de 10 millions de dollars rachetée pour 6 millions dans les faits. Le montant de ces pesos sera diminué de la commission que la Banque centrale prend au passage et qui varie selon la priorité accordée par le gouvernement au type d'investissement envisagé. Soit, pour une commission de 10 % par exemple : 1 million de dollars.

Dans ce jeu simplifié à trois, la Banque centrale allège de 10 millions de dollars la dette extérieure du pays et obtient une petite recette supplémentaire au passage. La banque créancière étrangère subit une perte sèche de 5 millions de dollars, mais limite par le même occasion des engagements estimés excessifs sur un pays donné.

Le principal gagnant paraît, à court terme tout au moins, l'investisseur : il parvient à financer un projet de 10 millions de dollars en ne déboursant que 7 millions de dollars, soit une économie de 30 %.

Le cas du Chili, l'un des premiers à s'être lancé dans un programme de conversion de dettes en 1984, est significatif : 1,7 milliard de dollars d'emprunts ont, entre 1985 et 1987, été convertis en prises de participation. Ce mouvement se poursuit à raison de 80 millions par mois et a permis le rapatrie-

ver en proposant aux banques créancières assurant l'écoulement d'exportations de matières premières ou de produits finis de se rembourser à hauteur du tiers des recettes tirées de ces opérations assimilables à un troc. Pour le moment, la First Interstate américaine et la Midland Bank britannique ont accepté. Les

NOUVEAUX METIERS POUR JEUNES CHOMEURS

SCIENCE VIE OCTOBRE **ECONOMIE**

BROTHER EM 1000. LA GRANDE VEDETTE INTERNATIONALE DU PETIT ÉCRAN.

POUR SE HISSER AU SOMMET ELLE ECRASE TOUTES SES RIVALES.



Avec elle, tout s'imprime sur grand écran et on peut corriger, mettre en page, avant d'imprimer. Elle a l'art de vous simplifier la vie. D'autant plus qu'elle dispose d'une mémoire extensible jusqu'à 180 K et qu'elle peut se transformer en imprimante d'ordinateur. Ne vous étonnez donc pas si les rivales de la EM 1000 meurent d'envie, depuis qu'elle remporte dans les bureaux le triomphe que l'on sait.

MACHINE A ÉCRIRE BROTHER EM 1000

brother

BROTHER FRANCE - 8, rue Nicolas Robert - BP 141 - 93623 - Aubry-sous-Bois cedex - Tél. : (1) 48.69.96.18 - Téléc. : 212.905.F

Les Communications

MANAGEMENT

La chronique de Paul Fabra

La grande tradition social-démocrate

L'HOMME qu'on présente à Stockholm comme le membre le plus influent du gouvernement, sachant se faire écouter des syndicats tout en jouissant de la confiance des milieux d'affaires, Kjell-Olof Feldt, est aussi modeste d'apparence que l'était son prédécesseur de la deuxième moitié des années 60 et de la première partie des années 70, Gunnar Sträng.

Ce dernier était un homme formé par le mouvement ouvrier. Il savait parler aux gens leur langage, c'était une de ses forces principales. Ses camarades contribuèrent à se reconnaître en lui après son accession au sommet de la hiérarchie politique. A cause de son intégrité et du respect que ce grand politicien avait pour l'économie, ses lois et ses exigences, Sträng fut pour une génération l'âme du « modèle » suédois, si souvent cité en exemple en France et ailleurs.

Pour ses électeurs, Sträng était la promesse que le pouvoir social-démocrate utiliserait toutes ses cartes pour créer, dans une société reconnaissant la morale du travail, un bien-être aussi élargi que possible. Pour le capitalisme privé, dont la prospérité était considérée comme la condition indispensable à la réalisation du programme, il était le garant qu'on lui laisserait les coudées franches pour investir ses profits sur place ou à l'étranger, comme il l'entendait.

Kjell-Olof Feldt n'a pas un passé de militant aussi long. Une fois diplômé des universités d'Uppsala et de Lund, il travailla pour diverses commissions chargées de préparer la réforme des pensions de retraite qui, il y a une trentaine d'années, fut la grande affaire de la politique intérieure suédoise. Entré au ministère des finances, il devint directeur du budget en 1965; il était alors âgé de trente-quatre ans.

Dans le bureau ministériel sans appareil qu'il occupa aujourd'hui, orné seulement de quelques peintures sombres du dix-neuvième siècle représentant des paysages nationaux, la seule note de fantaisie est la présence de son chien. Le petit animal ne le quitte pas, sauf pour

sauter sur les genoux du visiteur. Et le regard ironiquement attentif du maître des lieux est un autre signe que l'homme ne se laisse facilement dominer par aucune situation.

Au contraire de Sträng, qui ne parlait guère que le suédois, Feldt a une longue pratique internationale. Ministre du commerce de 1970 à 1975, il fut un habitué des réunions de l'OCDE; il est tout aussi rompu aux interminables négociations tarifaires du GATT à Genève.

« L'A Suède ne fait pas exception » : pour lui, sa patrie, gouvernée par le Parti social-démocrate au comité directeur duquel il participe, ne constitue pas une expérience unique. Pour conserver ses particularités, et notamment les acquis de son système social, elle doit au contraire procéder aux adaptations qui s'imposent aujourd'hui à toute société industrielle. Le ministre des finances suédois s'est taillé dans son pays une solide réputation de rigueur pour les coupes budgétaires appliquées de la façon la plus expéditive qui soit, amputations proportionnelles dans l'ensemble des crédits programmés.

Soucieux de ne pas rompre brutalement avec la tradition socialiste, il a continué, bien qu'à un rythme ralenti, au cours des trois premières années de sa charge de ministre des finances (il fut appelé à ce poste en octobre 1982) d'engager de nouveaux efforts dans la fonction publique, tout en laissant les collectivités locales poursuivre cette même politique d'embauche à une échelle encore plus grande — surtout pour le personnel féminin. Mais, en 1986, coup d'arrêt : pour la première fois, le nombre des fonctionnaires n'augmenta plus.

Le ministre veut introduire pour l'an prochain un système d'enveloppes,

connu dans les pays anglo-saxons — dont s'inspire beaucoup la Suède — sous le nom de « cash limits ». La méthode a été utilisée avec un succès mitigé en Grande-Bretagne pour essayer de freiner les dépenses locales. Mais Kjell-Olof Feldt espère que, transposée dans le milieu suédois, plus rigoureux et plus respectueux des engagements pris (il ne dit pas cela de façon aussi directe), elle pourrait mieux réussir. Cela signifie, comme il le dit cette fois sans ambages, que, si les administrations et les collectivités dépassent les crédits qui leur seront alloués, elles devront compenser l'excès par une productivité accrue, c'est-à-dire au moyen d'une réduction de leurs effectifs, par non-remplacement des départs à la retraite ou, le cas échéant, licenciement des personnels auxiliaires.

La dévaluation d'octobre 1982, superbe cadeau fait aux entreprises (voir notre chronique précédente), aura été accompagnée, selon une logique implacable recommandée par M. Feldt, par l'abolition de la quasi-totalité des subventions industrielles. Comme je lui demande s'il est disposé à franchir un pas de plus et à supprimer les subventions versées directement ou indirectement aux ménages sous forme, par exemple, d'aides massives à la construction et, deuxièmement, de subsides encore plus importants destinés à faciliter l'écoulement de la production agricole, plus protégée encore que celle du Marché commun, il me répond de manière encore plus franche que je ne m'y attendais : « Ce sera déjà très difficile de ne pas consentir une augmentation des crédits aux logements ! Quant aux agriculteurs, soyons satisfaits pour l'instant par leur prise de conscience de la nécessité, dans un avenir plus ou moins proche, de revoir de fond en comble les systèmes de soutien dont ils bénéficient, comme tous les membres de

l'OCDE s'y sont engagés au printemps dernier. »

Difficile à faire admettre par la gauche du Parti social-démocrate et des syndicats — tous deux opposés à une nouvelle réduction du taux d'imposition pour les plus hauts revenus, — la réforme fiscale devrait pourtant, semble-t-il, voir le jour d'ici le début des années 90. Kjell-Olof Feldt, qui en est un partisan déterminé, résume ainsi la situation : « Il est clair que notre système fiscal impose trop durament les revenus du travail et de l'épargne, tandis qu'il traite par comparaison trop favorablement les plus-values du capital. En outre, il continue, malgré les mesures correctives prises il y a trois ans, à avantager beaucoup trop le crédit à la consommation. »

EN Suède, les intérêts de tout emprunt — fût-il contracté pour acheter un manteau de fourrure — sont déductibles du revenu imposable. « Il est beaucoup trop facile chez nous de s'endetter », dit le ministre des finances. « La priorité des priorités est la révision de ce système de déductions », renchérit le gouverneur de la Banque de Suède, Bengt Dennis, un des économistes les plus talentueux d'un pays où ils sont moins rares qu'ailleurs dans la haute administration. En Suède, les revenus sont classés en six catégories. Le déficit relevant d'une catégorie peut être porté en déduction d'une autre variété de revenu, ce qui n'est pas possible en France (où le coût d'investissement immobilier ne peut être déduit que des revenus locatifs, et non pas, par exemple, du salaire).

Pour préparer le débat, Kjell-Olof Feldt a exposé ses arguments dans un rapport largement diffusé. L'idée qui l'inspire pourrait s'exprimer de la manière suivante : « Il convient de maintenir un système progressif d'imposition mais, mais... » C'est précisément sur les

« mais » qu'il insiste, sans doute parce que la remise en question de la progressivité est devenue un thème très répandu depuis la grande réforme fiscale de Ronald Reagan et aussi parce que en Suède le préjugé selon lequel l'impôt progressif = redistribution des revenus = justice sociale est encore considéré par beaucoup comme un article de foi.

Le premier « mais » consiste à rappeler que, même en Suède, des trois principales sources de recettes fiscales, une seule, l'impôt sur le revenu, est à caractère progressif, les deux autres, à savoir la TVA et les cotisations de sécurité sociale, étant à caractère proportionnel. Au surplus, selon le ministre suédois, la composante proprement progressive de l'impôt sur le revenu ne représente qu'environ 6 % du total des recettes encaissées par le fisc. Autrement dit, lit-on entre les lignes, beaucoup de bruit pour un enjeu relativement limité.

Le deuxième « mais » consiste à démontrer que même un système proportionnel peut être un facteur de redistribution. Cela est, de façon manifeste, le cas pour la sécurité sociale puisque les cotisations payées par les titulaires de revenus servent à alimenter le budget de personnes dont le revenu professionnel est devenu soit insuffisant soit inexistant. Tel est le cas pour le remboursement des dépenses de santé et pour le versement des retraites. Une autre importante partie du rapport vise à montrer que le système très compliqué de déductions allège considérablement la charge fiscale des plus riches.

Kjell-Olof Feldt voudrait ramener à 60 % (contre actuellement 75 à 78 %) le taux le plus élevé du barème de l'impôt. Le Parti libéral, traditionnellement proche du Parti social-démocrate pour les questions fiscales, demande un taux maximal de 50 %, ce qui, semble-t-il, paraîtrait suffisant au ministre des finances, qui se plaît à rappeler qu'en Norvège le taux maximal ne dépasse pas 59 %, au Danemark 56 % et en Finlande, 50 %. Le débat ne fait que commencer...

POINT DE VUE

Energie : le superbe isolement

par MICHEL ROLANT (*) et BERNARD LAPONCHE (**)

Le premier ministre a demandé l'avis du Conseil économique et social sur le rapport Perspectives énergétiques de la France à l'horizon 2000, rédigé par l'Observatoire de l'énergie (le Monde du 3 mai). Il a bien fait ! Les professionnels ont leur mot à dire sur cette question. Le Conseil, sans avoir, semble-t-il, entendu les organisations de consommateurs, va en débattre les 29 et 30 septembre prochain en séance plénière. Un « projet d'avis » a été préparé qui contient des orientations dangereuses et antiéconomiques qui doivent être relevées.

Le rapport initial de l'Observatoire de l'énergie constituait un document de qualité utilisant la rigueur intellectuelle à la transparence de l'information. On ne pouvait lui reprocher que son manque d'ouverture au rôle et à la place des régions et des énergies renouvelables dans une saine politique énergétique à long terme.

Par contre, le projet d'avis apparaît comme une habile entreprise de désinformation, un travail partial dominé par le choix de la poursuite du « Tout électrique, tout nucléaire », émaillé de quelques concessions, judicieuses, au pétrole et au gaz. C'est ainsi qu'est, tranquillement, proposée aux gouvernements de la France et à l'opinion publique la thèse, stupide, selon laquelle la consommation d'énergie, pratiquement stabilisée depuis dix ans, « doit » reprendre à un rythme soutenu !

Pour cela, tous les arguments sont bons : on critique la méthode analytique du rapport pour ressortir du placard une méthode « globale » qui donne des résultats supérieurs... comme tous ceux, aberrants, produits par la même méthode, depuis vingt ans et plus. On minimise les résultats obtenus et ceux que l'on pourrait atteindre par la maîtrise de l'énergie, dont les prévisions, pourtant modestes, sont déclarées inaccessibles.

On gomme les problèmes posés par le suréquipement nucléaire et l'inadaptation du parc de production électrique. On ignore l'évolution des comportements des usagers et on passe sous silence les progrès techniques réalisés comme les résultats de la recherche pour l'utilisation rationnelle de l'énergie.

On abandonne le charbon et les énergies renouvelables et on se garde, comme technique d'avenir, que le surgénératateur (coûteux et en panne). Bref, l'adoption d'un tel projet d'avis, constituerait une extravagante régression par rapport à l'analyse économique internationale de l'énergie.

La notion de libre marché, par ailleurs supposée devoir régler à terme les problèmes, est, on le sait, en la matière, une dangereuse illusion idéologique. L'Agence internationale de l'énergie, qui n'est pas un repaire de théoriciens collectivistes, le reconnaît elle-même.

La France a besoin d'une politique énergétique qui permette de mettre à la disposition du consommateur le meilleur produit au meilleur coût pour un besoin donné, en économisant les devises et le capital. Elle n'a que faire de la prolongation d'une partie de bras de fer, érigée en système, entre les producteurs et les distributeurs d'énergie.

A moins de se résigner, s'il persévère dans l'impasse du « Tout électrique, tout nucléaire », notre pays ne peut que s'isoler de la communauté mondiale... et perdre encore quelques marchés à l'exportation (dans le pétrole, le gaz, le charbon, les énergies renouvelables, et plus généralement les techniques performantes de consommation). La maîtrise de l'énergie, la diversification des ressources, l'utilisation rationnelle de l'énergie, de toutes les énergies, sont des orientations stratégiques incontournables pour tous les pays du monde, concurrents ou partenaires.

Le Conseil économique et social peut et doit, dans ce domaine, proposer au gouvernement un avis qui préserve les atouts que notre pays a su se donner depuis le premier choc pétrolier.

(*) Ancien président de l'Agence française pour les économies d'énergie. (**) Ancien directeur général de la même agence.

DROIT SOCIAL
direction J.-J. Dupeyron

17^e colloque 9-10 octobre 1987

Philippe SÉGUIN Paul MARCHELLI Michel ROCARD

Conventions et Accords d'Entreprise

Tél : (1) 46.34.10.30
3, rue Soufflot Paris 5^e

(Publicité)

Aujourd'hui, les toutes dernières affaires en

FONDS DE COMMERCE boutiques, bureaux, locaux commerciaux

alimentation, cafés, librairies, comm. divers, gérances

Tous les lundis, dans le journal spécialisé depuis 42 ans

"LES ANNONCES"

En Vente Partout 5,00 F et 36, rue de Mitry, 75011 PARIS. TEL: (1) 48.05.38.30

RELEVÉ LE DÉFI EUROPÉEN AVANT 1992

LES ASSISTANTES DE DIRECTION ONT LEUR ECOLE EUROPEENNE DE MANAGEMENT AVEC

L'ESAM Première école française habilitée à préparer un diplôme européen.

UN JOB ASSURÉ : selon les entreprises, 1 recrutement sur 3 va concerner des assistantes de direction trilingues, ayant les responsabilités, maîtrisant la micro-informatique et la bureautique, la communication dans l'entreprise en France et à l'étranger.

UNE FORMATION EFFICACE : 30 mois dont 20 en France, 5 en Calédonie ou en Allemagne, 5 en entreprise.

ADMISSION sur tests en 7^e année, niveau Bac direct en 2^e année (niveau DEUG, DUT, BTS...)

ESAM ECOLE SUPÉRIEURE D'ASSISTANTES DE MANAGEMENT Membre du groupe IGS et de l'Académie Européenne de Secretariat de Management

Bon à retourner à ESAM, 63, av. de Villiers, 75017 Paris - Tél. 47-85-84-22

Nom : _____ Adresse : _____

Tél : _____ ☐ souhaite recevoir une documentation

Chambre de commerce et d'industrie de Paris

PREPARATION AUX DIPLOMES DES CHAMBRES DE COMMERCE ÉTRANGÈRES

Langue	Début des cycles	Managements
ALLEMAND	18 octobre	EAP
ANGLAIS	13 octobre	CENTRE
ESPAGNOL	5 décembre	MALESHIERRES
ITALIEN	3 décembre	Paris (17 ^e)
RUSSE	18 novembre	Tél : 47-84-85-00

L'ECONOMIE EN POCHE

TABLEAUX DE L'ECONOMIE FRANÇAISE 1987

Un petit guide pratique, qui propose chaque année l'essentiel des données économiques et sociales

TEF 87 Un précieux outil de travail et de culture nécessaire à chacun.

BON DE COMMANDE

A retourner au CNCP - INSEE BP 2718 80027 AMIENS CEDEX

Veuillez m'adresser : _____ exemplaire(s) des TABLEAUX DE L'ECONOMIE FRANÇAISE

Edition 1987 - Format 16 x 24 cm - 192 pages - 45 F

Nom ou raison sociale : _____

Adresse : _____

Ci-joint, en règlement, la somme de : _____ F

☐ Mandat ☐ Chèque bancaire ☐ Chèque postal

à l'ordre de TEF87

سكندر بن ابراهيم

SOMMAIRE

■ Le président Reagan se résigne à accepter les nouvelles règles du jeu imposées par le Congrès pour réduire le déficit budgétaire. (Page 37.) ■ Prouvost : après la bataille boursière

de ces dernières semaines, les deux industriels se retrouvent face à face prêts à une nouvelle manche. (Voir ci-dessous.) ■ Le projet de loi de mutualisation du Crédit agricole risque de mettre

en cause les liens spécifiques établis entre la « banque verte » et le monde rural. (Voir ci-contre et page 38.) ■ La Bank of New York vient de lancer une OPA sur l'Irving Bank. (Page 38.)

Une banque comme les autres

C'EST un véritable nouveau Crédit agricole que nous propose le projet de mutualisation de la banque verte du ministère de l'Agriculture : un Crédit agricole davantage soucieux de la compétition internationale et d'une clientèle citadine que d'un marché rural à faible revenu. Certes, depuis plusieurs années, le Crédit agricole est sorti des champs pour devenir la banque des ménages. Les prêts au logement comptent pour plus de la moitié de son bilan. Mais le transfert de ressources en faveur du monde paysan reste important : il reçoit 31 % des crédits offerts par le « banque verte ». A travers le projet se dessine une nouvelle logique financière au sein de la Caisse nationale.

En prévoyant la possibilité de regroupements entre caisses régionales, le projet de loi donne de surcroît le feu vert pour l'absorption des petites caisses à vocation agricole par les caisses plus riches des grandes villes.

La direction de la « banque verte » refuse de croire qu'une telle logique de l'argent est inhérente à la mutualisation. « Comment considérer que ces représentants [des caisses régionales] d'une certaine conception de la distribution du crédit du service à la clientèle se transformeraient parce qu'ils accèderaient au pouvoir à la Caisse nationale, en d'affaires capitalistes ? », s'offusque le directeur général de la CNCA, M. Auberger, le 30 juin. Les documents préparatoires adressés le 23 septembre par la FNCA aux responsables des caisses régionales, dans la perspective de la future mutualisation, sont pourtant explicites. A la question : « Pourquoi acheter la CNCA ? », le document répond par trois séries de raisons : « Accroître l'efficacité de la gestion ; préparer le Crédit agricole à l'ouverture de l'espace financier européen et lui donner les moyens de développer ses missions au niveau international. » L'objectif consistant à « mettre en œuvre un projet au service de l'économie, et notamment au service de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt », vient en dernier.

Si les agriculteurs espèrent détenir la majorité qualifiée (au moins 75 %) au sein des conseils d'administration des caisses régionales (le Conseil d'Etat a cependant estimé cette disposition anticonstitutionnelle), les droits de vote à la Caisse nationale sont autrement répartis : un tiers est attribué de façon égalitaire à raison d'une voix par caisse ; deux tiers sont partagés entre les caisses, en fonction de leur quotité dans le capital de la CNCA. Les grosses caisses régionales, implantées en zone urbaine, sont assurées de détenir une position de force.

Pour les caisses d'Ile-de-France, du Sud-Est ou de Toulouse, la tentation sera grande

— une fois levée la tutelle de l'Etat — de concentrer leur présence dans les villes et de fermer leurs succursales dans les petites communes. Croiser le fer avec la BNP et la Société Générale sur le terrain du nombre de guichets ou des crédits à la consommation est plus rentable que prêter main-forte à une paysannerie émietlée. La Caisse nationale s'intéressera avant tout à l'« agro-management », symbole de l'agriculture haut de gamme.

E. F.

(Lire page 36.)

Après la bataille boursière, l'enjeu industriel Prouvost : la deuxième manche

La première manche de la bataille boursière pour le contrôle de Prouvost a été remportée par Christian Derveloy. Le président du groupe laitier, avec « ses amis financiers » (le Crédit commercial de France et la Mutuelle générale française), a acquis 51 % du capital de la firme rouennaise, distillant les Châteaufort, qui ont rassemblé 46,8 % des actions. Il reste donc un peu moins de 3 % des titres dans le public. Une part insuffisante pour changer le rapport de forces, mais intéressante cependant pour celui qui souhaiterait conforter sa position. La bataille boursière qui aura duré deux mois est pour ainsi dire terminée. Maintenant commence la deuxième manche, qui concerne directement l'avenir du groupe textile.

Prouvost est devenu en l'espace d'un été une « vedette médiatique ». Tout a commencé un 22 juillet dans le quartier de la Madeleine, à Paris. En soirée, le président des Châteaufort est venu rencontrer son homologue du groupe Prouvost pour envisager une éventuelle coopération. Partant en vacances deux jours plus tard, Christian Derveloy suggère alors qu'ils se reviennent dès son retour à la mi-août. Rendez-vous est pris. Entre-temps, les Châteaufort annoncent détenir 5 % du capital à la fin du mois de juillet, puis 12 % le 6 août et 28 % le 17 août. A la grande surprise de Christian Derveloy, « Quand j'ai vu Jérôme Seydoux la première fois, il ne m'a pas fait part de son intention d'entrer dans le capital. J'aurais à la rigueur compris son attitude agres-

sive si je l'avais éconduit. Mais il n'en a rien été. » Réponse du président des Châteaufort : « A tort ou à raison, j'avais pris conscience qu'aucune discussion n'était possible si je n'avais pas une part importante dans le capital de Prouvost. D'ailleurs, Christian Derveloy ne m'a jamais expliqué sa position personnelle dans le groupe. Et depuis le début de cette affaire, il m'a en permanence le double langage... »

Dès la fin du mois de juillet, les cours de l'action s'envolent. Jérôme Seydoux continue son ramassage. Le président de Prouvost, lui, mobilise le système de protection qu'il avait patiemment élaboré depuis quelques années dans la plus totale discrétion. Par l'intermédiaire de holdings il contrôle avant même le début des hostilités 31 % du capital de Prouvost.

Une onéreuse course aux actions

Cette nouvelle provoque une surprise chez les Châteaufort qui, n'imaginant pas que Christian Derveloy détenait une telle part de capital, avaient cessé à la mi-août leur ramassage en Bourse. C'est aussi l'émotion chez les descendants des familles fondatrices, qui se sentent trahies par celui qu'elles avaient appelé à la tête du groupe en 1977. Elles décident d'apporter leurs participations aux Châteaufort.

La course dure jusqu'au 21 septembre, jour où Christian Derveloy annonce détenir la majorité. L'opé-

ration dans les deux camps a été onéreuse. Près de 1 milliard de francs pour les Châteaufort, dont le groupe dispose encore de 4 milliards de trésorerie, et 300 millions de francs pour le groupe de Christian Derveloy.

Stratégies diamétralement opposées

Le face-à-face vient donc de débuter. Les protagonistes, par l'intermédiaire de leurs banquiers — Lazard pour l'attaquant, le CCF pour l'attaqué, — vont maintenant étudier toutes les solutions pour sortir de l'impasse. Christian Derveloy accepte une éventuelle collaboration, mais son adversaire la refuse énergiquement. Deuxième possibilité peu probable : une cession d'actifs au profit d'un désengagement des Châteaufort.

Sur quoi les deux industriels peuvent-ils alors s'entendre ? Apparemment sur pas grand-chose car leurs stratégies sont diamétralement opposées. Pour le président de Prouvost, l'entreprise dans les trois années à venir, devrait doubler son bénéfice net en privilégiant la croissance interne. D'où dans l'immédiat peu de besoins de fonds propres, les investissements étant réalisés par autofinancement. Néanmoins, depuis le mois de juin, le conseil dispose, selon Christian Derveloy, de toutes les autorisations nécessaires pour réaliser des opérations financières.

Le président des Châteaufort, lui, juge la politique industrielle de son rival trop timorée. Le plan qu'il pro-

pose s'étend sur cinq ans et a pour objectif d'atteindre un chiffre d'affaires de 15 milliards de francs avec une rentabilité de 5 % après impôt. Mais à condition de se séparer des activités hors textile. Les activités de peignage seraient doublées aux Etats-Unis et en Australie et multipliées par trois ou quatre en Amérique latine. Des acquisitions seraient réalisées dans le domaine du fil et du tissage. Les Châteaufort prévoient également, dans le secteur du vêtement, un renforcement dans la maille (Rodier). Cette politique ambitieuse s'accompagnerait d'une accélération des investissements en machines (400 millions de francs par an), d'une modernisation de l'informatique et d'un renforcement de la publicité (300 millions de francs par an). Ce programme nécessiterait une augmentation de capital d'environ 1 milliard de francs qui permettrait de réduire l'endettement estimé à 3 milliards.

Le statu quo entre les deux adversaires peut-il durer ? Peut-être, mais il n'est pas souhaitable. Le rapport de forces peut-il s'inverser ? Peu de chances, et de toute façon cela ne résoudra rien le problème de fond. Jérôme Seydoux et Christian Derveloy resteront face à face. En attendant, le PDG de Prouvost affirme qu'il n'a nullement l'intention — tant que les problèmes ne sont pas réglés — de faire entrer son actionnaire minoritaire et encombrant dans son conseil d'administration.

DOMINIQUE GALLOIS.

Air France et 12 Compagnies Européennes lancent AirPlus.



Les voyages d'affaires sont l'affaire des compagnies aériennes. C'est pourquoi nous avons créé la carte AirPlus, la carte des voyageurs d'affaires.

Pour vous-même et votre Société, elle offre une meilleure gestion de vos déplacements. En effet, la carte AirPlus vous permet de régler tous vos frais de voyages, d'hôtels, de locations de voitures, de représentations, etc. Quant à votre Société, elle recevra une

facturation personnalisée, adaptée à ses besoins spécifiques.

AirPlus, c'est votre meilleure carte de visite. Celle que nos compagnies aériennes réservent au voyageur d'affaires en lui offrant partout et toujours dans le monde, l'assistance de leurs puissants réseaux internationaux.

Pour tout renseignement, contactez Air France ou votre Agent de Voyages.



La carte des voyageurs d'affaires.

FRAIS DE VOYAGES • HOTELS • RESTAURANTS • LOCATIONS DE VOITURES

Economie

Les réunions monétaires de Washington

Accord des pays industrialisés pour stabiliser le dollar

(Suite de la première page.)

Le ton entre les pays industrialisés est celui de l'expression polie des divergences qui continuent à les opposer sur la façon dont ils conduisent leur politique interne respective. La médiane réciprocité qui s'exprime parfois ouvertement dans les séances de travail est soigneusement masquée dans les textes officiels. Cependant, pour ne pas provoquer de commentaires ironiques dans la presse, les ministres des Sept ont, au dernier moment, modifié quelque peu la rédaction de leur communiqué, dont la version originale faisait état d'une satisfaction mutuelle pour la façon dont leur politique était conduite.

Cependant, il serait erroné de minimiser la portée du communiqué des Sept. S'agissant du renouvellement d'un accord de stabilisation monétaire qui était intervenu après une période au cours de laquelle on avait enregistré une baisse record du dollar, la confirmation des engagements pris est plus qu'une simple formalité. Le communiqué est des plus explicites puisque ses signataires « y renouvellent leur engagement de poursuivre leur étroite coopération en vue de promouvoir la stabilité des changes autour du niveau actuel ». « Autour du niveau actuel » est la précision importante destinée à impressionner les marchés.

Réduction du déficit américain

Le secrétaire américain au Trésor, M. James Baker, a fait état de la considérable réduction du déficit américain, qui serait passé de 220 milliards de dollars pendant l'exercice précédent à 155 milliards de dollars pour l'exercice annuel qui sera clos à la fin de ce mois. Au total, donc, une diminution de quelque 65 milliards de dollars dont une vingtaine seraient dus à des mesures non reconductibles. Alors que le président Reagan a déclaré publiquement samedi qu'il signerait à contre-cœur le texte de loi adopté par le Congrès pour la réduction automatique, du déficit budgétaire, M. Baker, c'est de bonne guerre s'est au contraire prévalu de cette signature pour mettre en relief l'ampleur de l'effort consenti par les Etats-Unis pour tenir leur promesse d'assainissement de leurs finances publiques.

Pour ce qui concerne les pays excédentaires, Allemagne fédérale et Japon, le communiqué fait état de l'augmentation de leur demande interne. Celle-ci croît désormais plus vite que le produit national. Cependant, il était réclamé « à certains de ces pays » d'aller plus loin. C'est l'Allemagne qui est visée. Aux journalistes, le ministre des finances allemand, M. Gerhard Stoltenberg, a précisé que cela n'impliquait nullement la mise en œuvre automatique de mesures nouvelles. L'Allemagne a décidé, comme il est rappelé dans le texte officiel, d'effort à partir de jan-

vier 1988 son programme de réduction d'impôts.

Le communiqué renouvelle l'engagement pris par les Sept de promouvoir un taux élevé de croissance non inflationniste et durable. L'engagement est également répété de réduire les déséquilibres externes. Notons cependant que le communiqué reste muet sur deux questions liées entre elles, sources d'inquiétude soit pour l'ensemble des membres, soit pour certains d'entre eux. En particulier, il n'est rien dit sur la hausse récente des taux d'intérêt à court terme et surtout à long terme. L'interprétation officielle, du moins en France et aux Etats-Unis, est que les marchés n'ont pas encore compris l'intensité du mouvement de désinflation : « les marchés ne sont pas conscients de la réussite de la désinflation, cela est particulièrement vrai pour la France », a notamment dit M. Edouard Balladur dans une conférence de presse.

Le texte officiel ne fait aucune allusion, même indirectement, aux interventions massives (achats de dollars par les banques centrales d'Europe et du Japon pour en soutenir le cours) durant les premiers mois qui suivent l'accord du Louvre. Depuis le début de l'année, l'ensemble de ces opérations se serait monté, au bas mot, à une cinquantaine de milliards de dollars, dont une quinzaine de milliards achetés par la Grande-Bretagne en vue de reconstruire ses réserves de change et de raffermir la livre sterling par rapport au dollar (objectif que l'on peut considérer comme étranger à l'accord du Louvre proprement dit).

Dans le passé, ce sont des interventions massives de ce genre qui ont toujours été à l'origine des vagues d'inflation qui ont submergé le monde. La résurgence beaucoup plus modeste de l'infla-

tion que l'on perçoit ici et là serait-elle sans rapport avec les achats de dollars ainsi effectués ? Les chances de durée de l'accord du Louvre sont d'autant plus grandes que la stabilisation pourra être obtenue par des moyens moins artificiels. Le fait que les Etats-Unis, pays déficitaire, ont récemment relevé leur taux d'escompte va certainement dans le bon sens.

Un petit pas sur la dette

Au sujet de l'endettement, les pays créanciers ont un double souci commun : 1) donner plus de flexibilité aux banques commerciales dans leurs négociations avec les pays débiteurs ; 2) refuser de reconnaître directement qu'une partie des dettes devra être un jour abandonnée. Malgré les graves menaces que fait peser la détérioration de la situation économique et financière de certains pays débiteurs, dont l'Argentine, le Nigeria et les Philippines, la conjoncture apparaît relativement favorable pour franchir un petit pas.

Au Brésil et au Mexique, la situation, à terme, n'est probablement guère meilleure, mais les résultats de la balance des paiements de ces deux pays sont de nouveau très positifs et cela inspire une relative confiance. Le Mexique, en particulier, a été capable, à la suite des quelque 8 à 9 milliards de dollars qu'il a reçus, d'accumuler d'impressionnantes réserves de change, de l'ordre de 15 milliards de dollars.

Cela donne l'assurance que, pendant les deux ou trois années à venir, il sera capable d'assurer la totalité du service de sa dette. Quant au Brésil, on note le flou dans lequel le ministre des finances de ce pays, M. Bresser Pereira, laisse ses propositions.

Meilleurs équilibres en France

WASHINGTON de notre envoyé spécial

Les prévisions économiques du Fonds monétaire rendues publiques dimanche ont constitué la toile de fond des discussions de Washington. Pour la hausse des prix et le déficit budgétaire, la France se trouve assez bien placée dans les prévisions du Fonds monétaire. Si ces prévisions sont justes, la hausse des prix en France pour les trois années 1988, 1989 et 1990 ne devrait pas dépasser globalement 8 %. Seule le Japon et l'Allemagne feraient mieux parmi les Sept. En ce qui concerne le déséquilibre budgétaire, celui de la France serait égal, en 1988, à 2,1 % du produit national brut (contre 2,8 % en 1987). Là encore, seuls le Japon (1,6 % en 1988 contre 1,2 % en 1987) et l'Allemagne (2 % l'année prochaine contre 1,5 % cette année) feraient mieux.

En revanche, la France se trouve la plus mal placée dans les prévisions du Fonds monétaire sur le plan du chômage et de l'emploi. Le chômage se stabiliserait, en France, à 11,5 % de la population active en 1988. Elle serait dépassée seulement par l'Italie (avec 11,8 % en 1988 contre 11,5 % en 1987). Quant au taux de croissance — mais rétrogradi qu'il ne s'agit là que de prévisions — il s'établirait pour la France en 1988 à 1,8 % (estimation du Fonds monétaire pour cette année : 1,4 %). Ce 1,8 % est le chiffre le plus faible cité par le FMI pour les sept pays. Le plus fort est celui du Japon (3,4 %), suivi par le Canada (3,2 %) et les Etats-Unis (2,7 %). La Grande-Bretagne et l'Italie feraient 2,3 %, et l'Allemagne 2,1 %. Il n'est pas inutile de rappeler que, dans le passé, les prévisions du FMI, soumises à de strictes hypothèses, se sont rarement réalisées.

P. F.

AFFAIRES

La mutualisation du Crédit agricole

La « banque verte » à guichets fermés

Le ministre de l'économie devait communiquer, le lundi 28 septembre, à la Fédération nationale de crédit agricole, le projet de loi de mutualisation de 75 % des caisses régionales (soit soixante-dix caisses) de souscrire à la part de capital en actions qui leur est offerte. Le gouvernement veut s'assurer de cette adhésion avant le 1^{er} octobre, date d'ouverture de la session d'automne du Parlement et de la conférence des présidents du Sénat, qui fixe l'ordre du jour. M. Balladur entend régler au plus vite, entre le 8 et le 15 octobre, le sort de la « banque verte », avant la discussion du projet de loi de finances. Pendant l'été, les sénateurs contrariés ont tacitement accepté de ne pas se battre sur ce dossier. La voie paraît libre, même si l'opposition socialiste, menée par l'ancien ministre de l'Agriculture, M. Henri Nallet, a fait provision d'amendements.

Avec la mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole (CNCA) s'ouvre la « privatisation » la plus contestée dans son principe, y compris au sein de la majorité et des organisations professionnelles censées en bénéficier. Le ministre de l'économie, M. Edouard Balladur, a d'ailleurs pris bien soin de l'exclure du champ des véritables privatisations.

La vente, par l'Etat, de la CNCA aux quatre-vingt-quatre caisses régionales de Crédit agricole (à hauteur de 90 % du capital) et à ses salariés (pour les 10 % restants) ne donne pas lieu à une transaction de marché sanctionnée par une introduction en Bourse. Il s'agit d'une opération en circuit fermé, dont M. Balladur n'a jamais caché qu'elle lui déplaisait, n'en voyant pas la justification économique.

Ammoncé le 10 avril 1986 par le ministre de l'Agriculture, M. François Guillaume, qui a su convaincre M. Chirac de son bien-fondé, la mutualisation de la Caisse est d'abord l'affaire de l'ancien leader de la FNSEA. A son arrivée rue de Varenne, il s'est empressé de « renvoyer l'ascenseur » à M. Lucien Douroux, secrétaire général de la Fédération nationale de crédit agricole (FNCA), l'organe politique de la « banque verte », qui regroupe les responsables des caisses régionales. A ce stade, dont l'appui fut précieux lorsque la FNSEA bataillait contre le gouvernement socialiste, M. Guillaume a fait miroiter la direction d'un Crédit agricole mutualisé. Cet accord implicite entre les deux hommes, qui soutient l'engagement personnel du ministre de l'Agriculture sur ce dossier, a été écorné par des motivations plus avouables : rendre la « banque verte » aux (gros) agriculteurs (qui sont déjà aux commandes des caisses régionales) ; faire du Crédit agricole une banque de 1992, armée pour évoluer dans un espace bancaire européen concurrentiel.

M. Balladur a, un moment, contrarié ce « plan Guillaume-Douroux » en imposant, début juin 1986, M. Bernard Aubergier à la direction générale de la CNCA. Au printemps dernier, les sénateurs contrariés ont bloqué le projet de loi de mutualisation, adopté en conseil des ministres, craignant de voter un texte qui les priverait du soutien de leurs électeurs ruraux. Mais ces contretemps sont maintenant oubliés. On dit à la Caisse nationale qu'après la « privatisation » le pouvoir sera « à 90 % » à M. Douroux ». En annonçant, le 25 septembre, que, dans la perspective du prochain débat parlementaire, le ministre de l'économie avait consulté, à titre préparatoire, la commission de la privatisation, M. Guillaume a lancé un processus dont le gouvernement pourrait ne pas sortir indemne, politiquement s'entend.

Précipitation

Le 10 septembre, le président et le directeur de chacune des quatre-vingt-quatre caisses régionales, désignées par le projet comme les acheteurs de droit de la Caisse nationale, ont reçu un télégramme de la FNCA. M. Balladur devant leur annoncer le prix estimatif du Crédit agricole le 28 septembre, elle leur demandait de décider, au plus tard le 30 septembre, de la participation de leur caisse au rachat de la CNCA. C'est donc sur la base d'un prix provisoire, dont le montant pourra être modifié après le vote de la loi de mutualisation, que les caisses devront se déterminer. Les comités d'entreprise ont été convoqués en hâte pour une réunion le 30 septembre, entre 7 h 30 et 8 h 30 du matin, la loi exigeant leur consultation avant la décision du conseil d'administration des caisses. Ils auront disposé de seulement vingt-quatre heures pour prendre connaissance des termes de l'opéra-

tion, alors que le code du travail prévoit un délai de trois jours.

Pourquoi tant de précipitation ? Le projet de loi subordonne la mutualisation à l'acceptation par 75 % des caisses régionales (soit soixante-dix caisses) de souscrire à la part de capital en actions qui leur est offerte. Le gouvernement veut s'assurer de cette adhésion avant le 1^{er} octobre, date d'ouverture de la session d'automne du Parlement et de la conférence des présidents du Sénat, qui fixe l'ordre du jour. M. Balladur entend régler au plus vite, entre le 8 et le 15 octobre, le sort de la « banque verte », avant la discussion du projet de loi de finances. Pendant l'été, les sénateurs contrariés ont tacitement accepté de ne pas se battre sur ce dossier. La voie paraît libre, même si l'opposition socialiste, menée par l'ancien ministre de l'Agriculture, M. Henri Nallet, a fait provision d'amendements.

Un désengagement de l'Etat

Du côté de l'opposition, en effet, on imagine mal qu'en quarante-huit heures un acheteur puisse se déterminer, sans possibilité de changer d'avis, sur un projet susceptible d'évoluer et dans le cadre d'une loi instable. On s'étonne que ces conditions aient été fixées par la FNCA, dont la puissance politique dans l'organisation du Crédit agricole ne l'autorise pas à se substituer à l'Etat, seul vendeur de la « banque verte ». Enfin, les caisses qui refuseraient de souscrire ignorent quel statut leur sera réservé. Difficile dans ce contexte de choisir en connaissance de cause.

Mais, au-delà de la procédure, se pose la question de l'identité nouvelle du Crédit agricole mutualisé. Aujourd'hui encore, une « banque verte » est pour l'essentiel une organisation bipolaire. La CNCA, établissement public à caractère industriel et commercial, jouit de la garantie de l'Etat et dispose de la meilleure signature internationale (AAA) sur les marchés financiers extérieurs. Elle détient le monopole de la distribution des prêts bonifiés à l'agriculture, gère seule les dépôts des notaires, centralise et redistribue la collecte des ressources des caisses régionales. Ces dernières, entités privées mutualistes déteintes par les agriculteurs, sont, pour la plupart, enclavées dans le milieu rural. Elles portent à bout de bras des milliers de petites exploitations, financièrement exsangues, qu'aucune autre banque ne voudrait prendre en charge.

Les adversaires de la mutualisation, dont la FGA (Fédération générale agro-alimentaire), CFDT, soulignent les dangers d'éclatement du réseau bancaire qu'elle présente. Au moment où l'agriculture française est surendettée (270 milliards de francs en 1986), le projet de loi consacre le désengagement de l'Etat. Il n'est prévu nulle part que la « banque verte » conserve le monopole de distribution des prêts bonifiés à l'agriculture. M. Guillaume s'y est seulement engagé verbalement. Mais le marché unique de 1992 limitera cette attribution exclusive.

Demandeur aux caisses régionales de consacrer au moins 10 milliards de francs pour le rachat de la CNCA, c'est aussi risquer de grever les fonds propres des moins riches, même si le paiement est étalé sur cinq ans. Les caisses devront puiser dans leurs ressources financières. Dans les deux cas, il est probable qu'elles prendront désormais en compte des critères de stricte rentabilité pour « digérer » l'acquisition de la CNCA. Les petits agriculteurs pourraient bien faire les frais de cette politique moins volontariste à leur égard.

ERIC FOTTORINO.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Investissements des particuliers

Sicav Société Générale

La compétence du financier

Pour faire fructifier vos économies, profiter des avantages fiscaux, affronter les imprévus, préparer votre retraite ou la réalisation d'un projet qui vous tient à cœur, il existe une réponse personnalisée à la Société Générale.

Ses spécialistes de la gestion financière ont créé et gèrent pour vous une gamme très large de placements : Fonds Communs de Placement, produits de capitalisation, de préparation à la retraite et, parmi les Sicav : Intersélection France, Sogépar, Soginter, Convertimmo, Sogéparne et Interoblig. Nos conseillers choisiront avec vous la solution appropriée à votre situation personnelle.

Décider de confier vos intérêts à la Société Générale, c'est choisir la compétence d'un grand financier de la scène internationale.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

PRENEZ CONSEIL DANS L'UNE DE NOS 2200 AGENCES EN FRANCE

CRÉATEURS D'ENTREPRISES

VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 HT PAR MOIS

Réception et réexpédition du courrier

Permanence téléphonique

Sur options : Permanence téléx

Bureau meublé

Rédaction d'actes et constitution de sociétés.

GEICA/42-96-41-12

58 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

مكتبة من الأصول

Economie

ÉTRANGER

Après une bataille perdue avec le Congrès américain
Le président Reagan s'est résigné à accepter
un plafonnement des déficits budgétaires

WASHINGTON
de notre correspondant

« Une fois de plus, le Congrès a émis un vote qui me pousse à accepter une loi que je désapprouve fondamentalement. » C'est par ces propos amers que le président Reagan a annoncé, samedi 26 septembre, qu'il s'était résigné à donner son aval à un nouveau dispositif législatif qui impose une réduction du déficit budgétaire et prévoit des coupes « automatiques » si le président et le Congrès ne parviennent pas à s'entendre sur des économies.

M. Reagan n'avait guère le choix. S'il avait refusé de signer, les États-Unis se seraient trouvés pour la première fois dans leur histoire en cessation de paiement. En effet, les nouvelles dispositions de réduction automatique des dépenses ont été votées par le Congrès comme un amendement à une loi autorisant un relèvement du plafond de la dette publique des États-Unis qui passe de 280 milliards de dollars à 290 milliards de dollars.

Un tel relèvement s'imposait, faute de quoi le gouvernement américain n'aurait pu faire face à ses obligations dès le 1^{er} octobre. Comme l'a déclaré le secrétaire au Trésor, M. James Baker, le président avait « le pistolet sur la tempe ».

La bataille, perdue pour le président devant être suivie de beaucoup d'autres, car M. Reagan se dit désormais décidé à user de son droit de veto pour s'opposer à une nouvelle réduction du budget militaire. Selon lui, une telle réduction minerait la position américaine dans les négociations avec l'URSS et rendrait plus difficile un accord de désarmement. Il n'est pas non plus décidé à accepter des relèvements d'impôts qui iraient à l'encontre de ce credo personnel sur lequel il a fondé son action.

Le fond du problème est l'énorme déficit budgétaire américain qui a atteint 220 milliards de dollars en 1986. Cette année devrait être un peu moins mauvaise avec « seulement » 150 milliards de déficit, mais c'est encore beaucoup trop compte tenu de la persistance d'un fort déficit de la balance des comptes courants et des menaces de désordres monétaires internationaux que ces déséquilibres font peser. Les ministres des finances des pays membres du Fonds monétaire international viennent de le rappeler (voir l'article de Paul Fassin).

C'est pour imposer un retour progressif à l'équilibre budgétaire que le Sénat avait voté en 1985 une loi dite Gramm Rudman, qui introduisait pour la première fois l'obligation de procéder à des coupes automatiques dans les dépenses. La loi avait ensuite été déclarée partiellement inconstitutionnelle par la Cour suprême, car l'organisme chargé de l'appliquer dépendait du Congrès, ce qui était contraire aux principes de la séparation des pouvoirs. La nouvelle loi votée la semaine dernière corrige cet impair et, de plus, est un peu moins contraignante : le retour à l'équilibre n'est prévu que pour 1993 et les plafonds fixés pour chaque année (156 milliards de dollars pour 1989, 100 milliards pour 1990, 54 milliards pour 1991 et 18 milliards de déficit pour 1992) sont largement théoriques. D'ici là, un nouveau président aura été élu et une partie du Congrès renouvelée.

Malgré le problème des économies à réaliser dans le cadre de la préparation du budget de 1989, c'est-à-dire pendant la campagne électorale avec M. Reagan toujours au pouvoir, reste entier. Dès l'année fiscale

1988 qui commence le 1^{er} octobre prochain, il faudra aussi trouver le moyen de réduire les dépenses de 23 milliards de dollars. Si le président et le Congrès ne trouvent pas de terrain d'entente, les réductions automatiques seront pour moitié supportées, aux termes de la nouvelle loi, par le budget de la défense. Le programme de l'IDS (Initiative de défense stratégique) auquel le Congrès s'est déjà attaqué par d'autres moyens risque de souffrir encore un peu plus. C'est pourquoi tant le Pentagone que le département d'État avaient suggéré de refuser d'entériner la loi. M. Reagan a préféré se ranger aux arguments du secrétaire au Trésor qui évoquait la crédibilité financière des États-Unis. Mais il a tenu à manifester sa mauvaise humeur et à jouer l'opposition publique contre un Congrès qui en est pourtant, comme lui, l'émanation directe.

JAN KRAUZE.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PENARROYA

RÉSULTATS DU PREMIER SEMESTRE 1987

Le chiffre d'affaires non audité du groupe Penarroya s'élève à 1 809 millions de francs contre 1 525 millions de francs au premier semestre 1986, soit une diminution de 1 %, essentiellement due aux modifications du périmètre de consolidation : l'évolution à périmètre constant se traduit par une augmentation réelle de 5 %. Les cours internationaux de certains métaux exprimés en dollars se sont redressés, mais le produit des ventes en monnaie nationale a été fortement affecté par l'affaiblissement de 15 % de la monnaie américaine entre le premier semestre 1986 et le premier semestre 1987.

Pour la Société Penarroya, le résultat au 30 juin 1987 ressort en profit de 5 millions de francs contre une perte de 153 millions de francs au premier semestre 1986 (dont 25 millions de francs de pertes exceptionnelles). Ce résultat correspond à un résultat courant en perte de 100 millions de francs à des éléments exceptionnels prou-

nant, essentiellement, de cessions d'actifs.

Le résultat consolidé (part du groupe) s'établit en perte de 110 millions de francs au 30 juin 1987, contre une perte de 262 millions de francs pour le premier semestre 1986. Il comprend un résultat exceptionnel de 80 millions de francs constitué principalement de profits sur cessions d'actifs réalisés par la Société Penarroya.

L'évolution du résultat courant, malgré un environnement économique plus défavorable qu'au premier semestre 1986 pour les activités de la Société, par suite de la baisse de la monnaie américaine, traduit donc les premiers effets du plan de redressement mis en œuvre. Si les taux de change et les cours des métaux se maintiennent à leurs niveaux actuels jusqu'à la fin de l'année 1987, les pertes d'exploitation de l'exercice hors éléments exceptionnels devraient être en sensible diminution par rapport à celles de l'exercice 1986.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330



TOTAL COMPAGNIE FRANÇAISE DES PÉTROLES

COMPTES AU 30 JUIN 1987 (société-mère)

Le conseil d'administration de Total Compagnie française des pétroles, dans sa séance du 23 septembre 1987, a examiné les comptes de la société-mère au 30 juin 1987.

Le bénéfice net s'établit à 603 MF contre 863 MF au premier semestre 1986 et 1 013 MF pour l'ensemble de l'année 1986.

Les dividendes, encaissés au cours du premier semestre, ont atteint 986 MF sur un total à recevoir en 1987 d'environ 1 700 MF. Au 30 juin 1986, ils avaient atteint 1 437 MF sur un total annuel de 1 945 MF. Pour l'essentiel, ces dividendes proviennent des filiales de production, notamment celles de la mer du Nord.

L'ensemble des dotations aux provisions pour dépréciations et risques financiers, nettes des reprises, s'élève à 398 MF. Une partie, 196 MF, correspond aux dépenses d'exploration pétrolière financées par la maison-mère.

Dans le secteur du raffinage et de la distribution, la cession de Total Italiana, qui a eu lieu au mois d'août 1987, n'a pas eu d'incidence sur les comptes du 30 juin, mais se traduira par des reprises de provisions importantes (de l'ordre de 1 milliard de francs) au deuxième semestre de l'année.

GROUPE TOTAL

GROUPE DES BANQUES POPULAIRES

EMPRUNT 10 %

SEPTEMBRE 1987

Émis par la Caisse Centrale des Banques Populaires.

Montant : F 500 millions.

Nominal de l'obligation : F 5.000.

Prix d'émission : 98,8 % soit F 4.840 par obligation.

Date de jouissance et de règlement : 19 octobre 1987.

Intérêt annuel : 10 % soit F 500 par obligation, payable le 25 janvier de chaque année. Exceptionnellement, un premier coupon de F 636,11 sera payable le 25 janvier 1989.

Taux de rendement actuariel : 10,50 %.

Durée : 10 ans 98 jours.

Remboursement : en totalité le 25 janvier 1998.

Les demandes seront reçues, dans la limite du nombre de titres disponibles, aux guichets des Banques Populaires. Ces obligations feront l'objet d'une demande d'admission à la Cote Officielle (Bourse de Paris) dès la clôture de l'émission. Une note d'information (visa COB n° 87-345 en date du 23 septembre 1987) est tenue sans frais à la disposition du public. Balo du 28 septembre 1987.



Dans le cadre de sa collection « ANALYSES DE SECTEURS »

La société EUROSTAF-DAFSA vient de publier une étude sur le secteur suivant :

L'AUDIOVISUEL EN EUROPE : ENJEUX, ACTEURS ET STRATÉGIES

L'Europe de l'audiovisuel vit une période transitoire de passage d'une présence prépondérante des pouvoirs publics à l'émergence d'un marché où finances, concurrence, compétitivité, stratégie, remplacent peu à peu les termes de « service public », information, pédagogie, etc.

Cette période est marquée par trois questions fondamentales :
- Le marché européen de l'audiovisuel existe-t-il ?
- Quels enjeux déterminent tous les changements en cours ?
- Quels sont les acteurs qui opèrent dans ce secteur et comment définir leurs stratégies ?

Antant de questions auxquelles il importe de trouver des éléments de réponse tant les évolutions en cours sont rapides et parfois peu prévisibles.

Si l'attention s'est surtout portée sur l'audiovisuel « télévision », il ne faut pas oublier que le cinéma en constitue le programme le plus demandé et donc le plus porteur de ressources publicitaires, mais aussi que, inversement, la télévision est la plus grande vitrine du cinéma.

De plus, les évolutions en cours vont toucher les rapports, encore très conflictuels, entre cinéma et télévision et amener les parties prenantes à s'interroger davantage aux problèmes de financement d'un audiovisuel qui, même au niveau européen, reste une industrie de taille modeste.

Toutefois, les perspectives de croissance et de rentabilité et l'impact de notoriété que procurent les médias poussent des groupes industriels privés à investir le champ de l'audiovisuel et à influencer les mouvements en cours. Ces nouveaux acteurs proviennent d'horizons différents : médias (audiovisuel, presse), industrie (bâtiment et travaux publics ; distribution d'eau et assainissement ; transport), finance (banques) et donc peuvent poursuivre des stratégies diverses, parmi lesquelles diversification d'activités et opportunités financières prometteuses paraissent être des axes majeurs. Il est à noter que, pour l'instant, les groupes publicitaires et les producteurs de cinéma, indépendamment, demeurent à la périphérie d'un système audiovisuel, dont ils sont pourtant, de toute évidence, des acteurs potentiels.

Pour recevoir gratuitement la présentation des différents chapitres traités dans cette étude, téléphoner à EUROSTAF : 42-61-51-24. Bureau de vente : 16, rue de la Banque, 75002 Paris.



Sur proposition du Président Marcel BLEUSTEIN-BLANCHET, le Conseil d'Administration de PUBLICIS S.A., au cours de sa séance du 25 septembre 1987, a décidé la transformation du mode d'administration de la Société - actuellement de type classique avec Conseil d'Administration - pour la soumettre au régime des Sociétés Anonymes avec Directeur et Conseil de Surveillance.

Le Président Marcel BLEUSTEIN-BLANCHET a rappelé le parcours de PUBLICIS depuis la création de l'agence de publicité en 1926 jusqu'au Groupe International d'aujourd'hui, devenu un des tout premiers en Europe : un parcours jalonné par les innovations que PUBLICIS a suscitées ou accélérées au sein d'une profession publicitaire en constante évolution.

« Il s'agit maintenant, a expliqué le Président Marcel BLEUSTEIN-BLANCHET, de fournir au Groupe PUBLICIS les moyens d'affronter les mutations qui s'annoncent dans l'univers de la Communication, en le dotant d'une structure susceptible d'assurer à la fois la continuité et le développement. C'est pourquoi, tout en restant présent à la tête du Groupe, dont je continuerai à inspirer les grandes orientations et à exercer le contrôle, j'ai décidé de confier à une équipe qui a fait la preuve de ses capacités, conduite par M. Maurice LEVY, la mission de poursuivre l'essor du Groupe et son adaptation aux changements du monde qui nous entoure ».

Le Conseil de Surveillance réunira sous la Présidence de Monsieur Marcel BLEUSTEIN-BLANCHET, M. Roger FARAGGI, Vice-Président, Mmes Sophie BLEUSTEIN-BLANCHET, Elisabeth BADINTER, Michèle BLEUSTEIN-BLANCHET et MM. Jean FORCÉOT, Jean MORIN et Henri-Calixte SUAUDEAU.

Le Directoire, placé sous la Présidence de M. Maurice LEVY, se composera, avec lui, de MM. Bruno DESBARATS et Claude MARCUS.

Ces décisions seront soumises à l'approbation d'une Assemblée Générale Extraordinaire et Ordinaire qui sera convoquée pour le 27 novembre. Elles prendront effet à compter du 1^{er} janvier 1988.



elf aquitaine

RÉSULTATS D'ELF-AQUITAINE AU PREMIER SEMESTRE 1987

COMPTES CONSOLIDÉS

Les principaux résultats du groupe ELF-Aquitaine pour le premier semestre 1987 sont les suivants :

(EN MILLIARDS DE FRANCS)	PREMIER SEMESTRE 1987	PREMIER SEMESTRE 1986	ANNÉE 1986
Chiffre d'affaires	62,5	69	119,7
Marge brute d'auto-financement (après charge d'exploration stérile)	7,5	11	16,5
Résultat net consolidé (part groupe)	2,2	3,4	4,3
Résultat net par action (en francs)	22	34	43

La diminution du chiffre d'affaires provient de la baisse des prix du gaz et de celle des prix des produits pétroliers raffinés, cette dernière se conjuguant à une diminution des quantités commercialisées par le secteur du raffinage et de la distribution.

La marge brute d'auto-financement réalisée a permis de maintenir un flux d'investissements identique à celui du premier semestre 1986 et de conforter la bonne situation financière du groupe déjà constatée à la fin de 1986.

Le bénéfice net consolidé au 30 juin 1987 s'établit à 2 220 millions contre 3 444 millions de francs au 30 juin 1986. Cette évolution traduit des mouvements contrastés selon les secteurs et la prise en compte d'éléments exceptionnels :

- Les bénéfices tirés des productions d'hydrocarbures sont en réduction de près de moitié par rapport à ceux du premier semestre 1986. Les volumes de ces productions ont été globalement stables (augmentation pour l'huile, mais recul pour le gaz). La réduction du bénéfice a été essentiellement due au secteur gazier en France et en mer du Nord en raison de la baisse des productions de Lacq et du plein effet des formules d'indexation des prix du gaz. En ce qui concerne le pétrole, notamment en Afrique, les résultats se sont améliorés avec l'évolution des prix des bruts.

- Les résultats du raffinage et de la distribution se sont renversés par rapport au premier semestre 1986 qui avait enregistré des marges élevées grâce notamment à des conditions d'approvisionnement exceptionnelles, liées aux contrats à marges garanties dits « oil-back ». Les prix des produits finis n'ayant pas suivi au même rythme la remontée des prix du brut, les marges d'ELF-France et des filiales étrangères de distribution se sont considérablement détériorées de même que le résultat économique pris en compte dans le résultat net du groupe, qui est exprimé hors effet prix sur stocks. En revanche, la hausse de valeur des stocks sur la période s'est traduite par un effet prix positif de 690 millions de francs dans les comptes sociaux d'ELF-France. Enfin, les sociétés spécialisées dans les lubrifiants et les gaz de pétrole raffinés ont vu leurs bénéfices continuer d'évoluer favorablement.

- L'ensemble du secteur chimie, notamment en France, ainsi que le secteur de l'hygiène-santé et des bio-industries ont amélioré très sensiblement leurs résultats.

Le résultat net du premier semestre 1987 s'entend hors effet prix sur stocks et après prise en compte d'un montant d'amortissements de 4 854 millions de francs contre 4 034 millions de francs pour les six premiers mois de 1986. L'évolution du montant des amortissements résulte à hauteur de 400 millions de francs de dotations exceptionnelles concernant certains actifs miniers aux États-Unis.

Enfin, le groupe a procédé dans les comptes du premier semestre à une reprise, pour un montant de 1 milliard de francs, sur les provisions constituées pour impôts différés. En effet, au cours des exercices antérieurs, il avait constitué, par précaution sur ses résultats, des provisions destinées à couvrir ses engagements fiscaux à terme. Ces provisions avaient été calculées sur la base des taux d'imposition en vigueur à la fin de chacun des exercices concernés. Les baisses de taux intervenues dans plusieurs pays conduisent aujourd'hui à reprendre une partie de ces provisions.

COMPTES SNEA - MAISON MÈRE

Le bénéfice de la SNEA, maison mère, s'élève au 30 juin 1987 à 2 041 millions de francs contre 3 172 millions de francs pour le premier semestre 1986 et 3 040 millions de francs pour l'année 1986.

Le résultat du premier semestre 1987 a été établi selon les mêmes méthodes que celui du premier semestre 1986.

Le résultat de la maison mère, composé pour l'essentiel des remontées des filiales au titre de leurs résultats 1986, se trouve affecté par la situation qui a régné sur les marchés pétroliers l'année dernière.

Les remontées des filiales à la maison mère, comme en 1986, s'effectuent principalement au cours du premier semestre.

Marchés financiers

La Bank of New York lance une OPA sur Irving Bank

La plus ancienne banque américaine ne manque pas de tonus. Créée il y a plus de deux cents ans par Alexander Hamilton, le premier secrétaire d'Etat américain au Trésor, la Bank of New York Corp (BONY) a annoncé, vendredi 25 septembre à New-York le lancement d'une offre publique d'achat pour un montant de 1,4 milliard de dollars sur l'une de ses rivales, la prestigieuse Irving Bank Corp (IBC).

La Bony, au vingt-septième rang parmi les banques américaines, avait d'abord fait une proposition de rachat, à titre amical, aux dirigeants d'IBC, vingt-troisième banque aux Etats-Unis. Les dirigeants de cette dernière ayant opposé une fin de non-recevoir jeudi, la Bony a révélé son intention d'acquiescer la totalité du capital d'IBC dans un document déposé auprès de la (SEC) Security Exchange Commission, chargée du contrôle des marchés boursiers aux Etats-Unis.

Il s'agit de la plus importante tentative d'OPA outre-atlantique dans le secteur bancaire. En cas de réussite, la réunion des deux banques donnerait naissance à une entité qui se placerait au onzième rang parmi

les banques américaines, avec un actif total de près de 40 milliards de dollars. Elle occuperait une place importante sur le marché des titres de l'Etat fédéral.

La Bony détient déjà 4,9 % du capital d'IBC, ont indiqué ses dirigeants. Ils se proposent d'acheter pour 80 dollars au comptant par action l'équivalent de 47,4 % du capital ordinaire d'IBC, le reste en échangeant un titre IBC contre 1,9 action de Bony.

A l'annonce de cette OPA, le titre IBC a fait un bond de 25,75 dollars, atteignant vendredi à Wall Street près de 78 dollars. Celui de Bony n'a progressé que de 1,5 dollar à 43,375 dollars. La direction de l'entreprise attaquée, IBC, a fait savoir, par un communiqué, qu'elle allait étudier avec ses conseillers juridiques « l'offre non sollicitée », précisant que son conseil d'administration y « répondrait en temps voulu ». Par ailleurs, l'agence de notation Moody's a réagi en indiquant qu'elle mettait « sous revue » et « pour un éventuel déclassement » une partie de la dette à long terme des deux banques concernées.

E. L.

La privatisation de BP débutera le 15 octobre

La compagnie pétrolière British Petroleum sera entièrement privatisée le 30 octobre, jour où les deux milliards de titres cédés par l'Etat seront cotés. La date du lancement a été officiellement fixée au 15 octobre, ce jour-là sera annoncé le prix des titres pour les investisseurs non institutionnels.

Cette privatisation, la plus importante à ce jour en Grande-Bretagne, devrait porter sur 7,5 milliards de livres (environ 75 milliards de francs). Elle concerne les 31,5 % encore détenus par l'Etat dans BP et le 1,5 milliard de livres d'une récente augmentation de capital. Le gouvernement a choisi une formule hybride pour cette opération. Environ la moitié de l'offre sera « à prix fixe » pour les

investisseurs privés britanniques et les actionnaires actuels de BP. L'autre moitié, l'offre internationale, sera destinée à un pool déterminé en fonction de la demande, aux institutionnels et aux étrangers.

Le premier prix devrait être inférieur d'environ 5 % aux cours des titres BP déjà en Bourse. Le second devrait être supérieur au premier. Le montant de l'offre internationale pourrait être réduit par une limitation automatique en cas de forte demande pour l'offre à prix fixe. En ce qui concerne l'offre internationale, la Banque MM. Rothschild And Sons, chargée par l'Etat de l'ensemble de l'opération, a indiqué qu'elle serait proposée au Royaume-Uni, en Europe, aux Etats-Unis, au Canada et au Japon.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SUPRA

La flamme de l'invention

Le chiffre d'affaires de l'exercice 1986/1987, arrêté au 30 juin 1987, s'inscrit en hausse de 14 % par rapport à l'exercice précédent : il ressort à 424 millions de francs, à comparer à 373 millions de francs. Ce score est d'autant plus satisfaisant qu'il est atteint après de très fortes progressions réalisées lors des exercices précédents (respectivement + 52 % entre 1984-1985 et 1985-1986 et + 38 % entre 1983-1984 et 1984-1985).

Le bénéfice net, après impôts, s'établit à 43,9 millions de francs par rapport aux 38,7 millions de francs de 1986-1987, en augmentation de 27 % ; il permet de dégager un taux de marge nette sur chiffre d'affaires de 11,6 %.

Cette performance, malgré une attribution gratuite de une pour six en mars 1987, représente, par action, un bénéfice net de 66,4 francs contre 60,8 francs l'exercice précédent.

En ce qui concerne l'exercice en cours, il est pour le moment, l'ajustement d'appareils de chauffage, difficile de pronostiquer l'impact possible des conditions climatiques actuelles sur le volume de nos ventes.

La Commande Electronique

Résultats du premier semestre 1987

Le chiffre d'affaires du premier semestre 1987 s'est élevé à 112 MF (+ 23 %) et le résultat net à 8,4 MF (+ 162 %).

Les prévisions révisées de 1987 sont de 278 MF (+ 36,2 %) pour le CA et de 24 MF (+ 18,8 %) pour le résultat net.

Cette révision en baisse des prévisions 87 s'explique de la manière suivante :

— L'activité logicielle répond aux prévisions (+ 46 %) et va être renforcée dans l'immédiat par le lancement de Rapidfile et de Base Mac.

— Cette extension de la gamme logicielle, qui va s'accentuer en 88, a nécessité le doublement de l'effectif, ce qui pèse maintenant sur les résultats. Nous avons de plus mis en chantier une extension de 6 000 mètres carrés de notre usine de Domains, livraison en avril 1988.

— Un important contrat avec versement cash d'un droit d'usage de 3,5 MF vient d'être signé avec le ministère de l'Éducation nationale pour l'enseignement de classe III Plus dans les lycées et collèges. D'autres contrats administratifs sont attendus.

— L'activité extension PC est en stagnation à cause de l'arrivée du standard PS/2, pour lequel les cartes additionnelles ne sont pas encore disponibles. Pour compenser ce manque de dynamisme, nous avons pris la distribution pour la France des micro-ordinateurs Miac, d'une technologie très avancée, que nous offrons en vente directe aux grands comptes et administrations. Cette activité ne pèsera pas sur notre trésorerie car les machines sont disponibles sans délai.

Carte de communication. Nous lançons la carte LCE 123, qui a obtenu le plus grand succès lors de la récente LCE-Expo qui s'est tenue les 16, 17 et 18 septembre 1987.

Notre nouveau laboratoire de développement de Grenoble prépare une gamme de produits majeurs de télématique et de modémique.

Ashton-Tate. M. Luther Nussbaum, président d'Ashton-Tate, a annoncé, lors de LCE-Expo, une double extension de sa gamme en logiciels liés aux grands systèmes, d'une part, et aux produits série économique pour PC, AT et Macintosh, d'autre part.

Le rapport d'activité complet du premier semestre 1987 peut être obtenu sur simple demande à :

La Commande Electronique
service Communication
7, rue des Près,
27920 Saint-Pierre-de-Bailleur.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Indice général, base 100 : 31 décembre 1986

18 sept. 25 sept.

Valeurs étrangères	123,3	125,9
Valeurs domestiques	104,5	101,9
Prix-Valeur Energie	104,5	101,9
Ordonné	112,8	110,5
Montants des ordonnances	125,1	122,2
Montants des ordonnances	103,5	102
Émissions et ordonnances	128,2	124,5
Ind. de consommation, sur aff.	125,1	122,2
Aut. administrative	118,7	116,1
Distributions	103,5	102
Transport, liaison, services	93,8	93,5
Accidents	97,9	98,2
Crédit Impôts	97,9	98,2
Social	77,8	79,4
Immobilier et Ventes	91	90,5
Investissement et participations	93,1	93,5
Base 100: 31 décembre 1980		
Valeurs fixes, à revenu fixe ..	96,7	96,9
Emprunts d'Etat	96,7	96,9
Emprunts garantis et assimilés ..	96,7	96,9
Sociétés	96,4	96,5

Marchés financiers

BOURSE DU 28 SEPTEMBRE

[illegible]**Comptant** (selection)[illegible]**SICAV** (sélection)

VALEURS		VALEURS		VALEURS				
Emission	Rachet	Emission	Rachet	Emission	Rachet			
Prêts Inc.	Prêts Inc.	Prêts Inc.	Prêts Inc.	Prêts Inc.	Prêts Inc.			
A.A.A.	856 92	616 63	Franc-Hongrie	1330 67	1302 96	Chinois Suez	1380 07	1033 40
A.A.A.	200 86	200 86	Franc-Italie	1240 49	1340 48	Oligations Convert.	458 03	458 03
Actions France	463 14	476 32	Franc-Japon	305 05	300 35	Orléans	1074 25	1063 61
Actions Invest.	389 59	376 70	Franc-Luxembourg	1038 16	1038 16	Optimisme	686 68	686 68
Actions Maroc	674 30	607 94	Franc-Pologne	247 39	243 73	Papierettes	601 26	674 01
A.E.F. Actions Ind. C.P.	614 13	618 91	Franc-Roumanie	491 41	629 69	Papierettes	601 26	674 01
A.E.F. S.O.S.	330 22	322 44	Franc-Suisse	581 94	584 23	Papierettes	601 26	674 01
A.E.F. S.O.S.	630 04	616 26	Franc-Turquie	581 94	584 23	Papierettes	601 26	674 01
A.E.F. S.O.S.	1070 48	1058 88	Franc-Tunisie	823 09	823 04	Papierettes	111 04	1052 16
A.E.F. S.O.S.	402 66	441 82	Franc-UE	569 92	561 90	Papierettes	119 81	116 72
A.E.F. S.O.S.	100 10	104 85	Franc-UE	1101 94	1089 10	Papierettes	587 85	586 70
A.E.F. S.O.S.	1063 58	1078 19	Franc-UE	1018 24	1072 22	Papierettes	93 95	92 47
A.E.F. S.O.S.	1025 28	1028 28	Franc-UE	569 92	561 90	Papierettes	1009 96	1005 47
A.E.F. S.O.S.	673 32	659 90	Franc-UE	375 73	358 69	Papierettes	1627 98	1605 96
A.E.F. S.O.S.	211 20	203 38	Franc-UE	105 44	103 68	Papierettes	247 20	245 97
A.E.F. S.O.S.	186 03	177 38	Franc-UE	156 95	162 40	Papierettes	1001 81	1001 81
A.E.F. S.O.S.	598 36	598 36	Franc-UE	1003 05	1002 05	Papierettes	2007 48	2007 48
A.E.F. S.O.S.	705 92	705 92	Franc-UE	758 03	724 42	Papierettes	6537 93	6537 93
A.E.F. S.O.S.	572 78	555 10	Franc-UE	758 03	724 42	Papierettes	6537 93	6537 93
A.E.F. S.O.S.	5475 76	5484 77	Franc-UE	662 02	658 45	Papierettes	6537 93	6537 93
A.E.F. S.O.S.	423 98	420 33	Franc-UE	149 10	147 31	Papierettes	15830 12	15827 12
A.E.F. S.O.S.	2480 57	2480 57	Franc-UE	62 08	64 77	Papierettes	10350 02	10350 02
A.E.F. S.O.S.	1182 40	1182 40	Franc-UE	770 78	728 68	Papierettes	1003 31	1004 48
A.E.F. S.O.S.	1423 38	1381 50	Franc-UE	1176 13	1175 13	Papierettes	10332 90	1031 95
A.E.F. S.O.S.	116 89	127 10	Franc-UE	1201 38	1201 38	Papierettes	21676 28	21676 28
A.E.F. S.O.S.	127 02	121 26	Franc-UE	1305 11	1305 11	Papierettes	11610 10	11605 10
A.E.F. S.O.S.	477 68	452 02	Franc-UE	2044 04	2017 16	Papierettes	11610 10	11605 10
A.E.F. S.O.S.	2861 06	2853 08	Franc-UE	1676 01	1657 58	Papierettes	10332 90	1031 95
A.E.F. S.O.S.	187 25	96 28	Franc-UE	1272 40	1272 40	Papierettes	11610 10	11605 10
A.E.F. S.O.S.	1893 35	1893 35	Franc-UE	1489 03	1427 02	Papierettes	10332 90	1031 95
A.E.F. S.O.S.	119 88	114 51	Franc-UE	1709 58	1145 51	Papierettes	10332 90	1031 95
A.E.F. S.O.S.	426 98	387 20	Franc-UE	1076 82	679 02	Papierettes	10332 90	1031 95
A.E.F. S.O.S.	1253 30	1263 30	Franc-UE	174 03	157 45	Papierettes	10332 90	1031 95
A.E.F. S.O.S.	900 01	1029 93	Franc-UE	1137 43	1137 43	Papierettes	10332 90	1031 95
A.E.F. S.O.S.	979 84	929 48	Franc-UE	1030 32	1030 32	Papierettes	10332 90	1031 95
A.E.F. S.O.S.	519 20	504 06	Franc-UE	1030 32	1030 32	Papierettes	10332 90	1031 95
A.E.F. S.O.S.	286 02	276 52	Franc-UE	1030 32	1030 32	Papierettes	10332 90	1031 95
A.E.F. S.O.S.	594 34	845 67	Franc-UE	1242 72	1422 72	Papierettes	10332 90	1031 95
A.E.F. S.O.S.	2591 67	2614 08	Franc-UE	1770 38	1769 04	Papierettes	10332 90	1031 95
A.E.F. S.O.S.	869 67	869 67	Franc-UE	180 18	181 45	Papierettes	10332 90	1031 95
A.E.F. S.O.S.	719 03	886 04	Franc-UE	241 34	237 68	Papierettes	10332 90	1031 95
A.E.F. S.O.S.	118 02	114 85	Franc-UE	294 94	272 02	Papierettes	10332 90	1031 95
A.E.F. S.O.S.	289 77	287 47	Franc-UE	894 01	1040 01	Papierettes	10332 90	1031 95
A.E.F. S.O.S.	156 88	124 72	Franc-UE	884 01	854 12	Papierettes	10332 90	1031 95
A.E.F. S.O.S.	314 82	1167 28	Franc-UE	347 07	348 08	Papierettes	10332 90	1031 95
A.E.F. S.O.S.	170 05	301 88	Franc-UE	745 26	745 26	Papierettes	10332 90	1031 95
A.E.F. S.O.S.	1129 88	1129 88	Franc-UE	369 82	343 90	Papierettes	10332 90	1031 95
A.E.F. S.O.S.	985 27	3322 21	Franc-UE	144 12	138 16	Papierettes	10332 90	1031 95
A.E.F. S.O.S.	276 35	270 78	Franc-UE	6400 62	6400 62	Papierettes	10332 90	1031 95
A.E.F. S.O.S.	408 93	408 70	Franc-UE	216 44	203 78	Papierettes	10332 90	1031 95
A.E.F. S.O.S.	3485 37	2428 88	Franc-UE	1132 07	1132 07	Papierettes	10332 90	1031 95
A.E.F. S.O.S.	761 97	772 83	Franc-UE	11900 14	11900 14	Papierettes	10332 90	1031 95
A.E.F. S.O.S.	1685 21	1640 11	Franc-UE	2270 42	2270 88	Papierettes	10332 90	1031 95
A.E.F. S.O.S.	612 78	776 85	Franc-UE	6970 42	6980 18	Papierettes	10332 90	1031 95
A.E.F. S.O.S.	725 80	708 37	Franc-UE	191 09	183 09	Papierettes	10332 90	1031 95
A.E.F. S.O.S.	5326 01	5326 01	Franc-UE	2585 26	2585 26	Papierettes	10332 90	1031 95
A.E.F. S.O.S.	185 73	186 70	Franc-UE	458 39	468 76	Papierettes	10332 90	1031 95
A.E.F. S.O.S.	1008 12	1008 12	Franc-UE	593 39	593 39	Papierettes	10332 90	1031 95
A.E.F. S.O.S.	1357 08	1265 54	Franc-UE	5129 91	5129 91	Papierettes	10332 90	1031 95
A.E.F. S.O.S.	440 91	429 11	Franc-UE	6485 85	6485 85	Papierettes	10332 90	1031 95

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix	COURS 28/8	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES		COURS	COURS 28/8	Cotation
			Acteur	Vendeur					
Etats-Unis (U \$)	6 072	6 063	5 930	5 980	Or fin 240 en barre	94000	93200	Copélique	130 50
ECU	1 652	1 623	1 523	1 541	Or 240	94000	93200	C. Océan, Française	180
Allemagne (100 DM)	337 609	335 419	323	341	Pièce française (20 fr)	621	622	Copélique	428
Autriche (100 S)	101 677	101 066	15 500	18 400	Pièce italienne (20 li)	582	581	Subito Int. (Cana.)	1020
Belgique (100 F)	236 320	236 320	297	302	Pièce suisse (20 fr)	586	587	Dabul	205
Brésil (100 R)	86 870	85 920	267	270	Pièce néerlandaise (20 fl)	582	581	Hydro-Energie	320
Canada (100 C)	91 080	91 560	97	94	Pièce espagnole (20 P)	512	522	Microgramme	26
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Sucre	646	654	Motile	1000
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Sucre	646	654	Protona-R.L.	3400
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 20 dollars	3020	2990	Horvath	265
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 10 dollars	1550	1515	Reuten	151
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 5 dollars	775	750	S.P.R.	590
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 2 dollars	312	305	Ulfert	606
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 1 dollar	156	153	Witten	268
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 50 centimes	77	75		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 25 centimes	38	37		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 10 centimes	15	14		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 5 centimes	7	6		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 2 centimes	3	2		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 1 centime	1	1		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 50 centimes	77	75		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 25 centimes	38	37		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 10 centimes	15	14		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 5 centimes	7	6		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 2 centimes	3	2		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 1 centime	1	1		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 50 centimes	77	75		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 25 centimes	38	37		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 10 centimes	15	14		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 5 centimes	7	6		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 2 centimes	3	2		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 1 centime	1	1		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 50 centimes	77	75		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 25 centimes	38	37		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 10 centimes	15	14		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 5 centimes	7	6		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 2 centimes	3	2		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 1 centime	1	1		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 50 centimes	77	75		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 25 centimes	38	37		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 10 centimes	15	14		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 5 centimes	7	6		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 2 centimes	3	2		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 1 centime	1	1		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 50 centimes	77	75		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 25 centimes	38	37		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 10 centimes	15	14		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 5 centimes	7	6		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 2 centimes	3	2		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 1 centime	1	1		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 50 centimes	77	75		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 25 centimes	38	37		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 10 centimes	15	14		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 5 centimes	7	6		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 2 centimes	3	2		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 1 centime	1	1		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 50 centimes	77	75		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 25 centimes	38	37		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 10 centimes	15	14		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 5 centimes	7	6		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 2 centimes	3	2		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 1 centime	1	1		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 50 centimes	77	75		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 25 centimes	38	37		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 10 centimes	15	14		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 5 centimes	7	6		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 2 centimes	3	2		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 1 centime	1	1		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 50 centimes	77	75		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 25 centimes	38	37		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 10 centimes	15	14		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 5 centimes	7	6		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 2 centimes	3	2		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 1 centime	1	1		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 50 centimes	77	75		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 25 centimes	38	37		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 10 centimes	15	14		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 5 centimes	7	6		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 2 centimes	3	2		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 1 centime	1	1		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 50 centimes	77	75		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 25 centimes	38	37		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 10 centimes	15	14		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 5 centimes	7	6		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 2 centimes	3	2		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 1 centime	1	1		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 50 centimes	77	75		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 25 centimes	38	37		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 10 centimes	15	14		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 5 centimes	7	6		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 2 centimes	3	2		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 1 centime	1	1		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 50 centimes	77	75		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 25 centimes	38	37		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 10 centimes	15	14		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 5 centimes	7	6		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 2 centimes	3	2		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 1 centime	1	1		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 50 centimes	77	75		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 25 centimes	38	37		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 10 centimes	15	14		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 5 centimes	7	6		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 2 centimes	3	2		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 1 centime	1	1		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 50 centimes	77	75		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 25 centimes	38	37		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 10 centimes	15	14		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 5 centimes	7	6		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 2 centimes	3	2		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 1 centime	1	1		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 50 centimes	77	75		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 25 centimes	38	37		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 10 centimes	15	14		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 5 centimes	7	6		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 2 centimes	3	2		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 1 centime	1	1		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 50 centimes	77	75		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 25 centimes	38	37		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 10 centimes	15	14		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 5 centimes	7	6		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 2 centimes	3	2		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 1 centime	1	1		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 50 centimes	77	75		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 25 centimes	38	37		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 10 centimes	15	14		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 5 centimes	7	6		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 2 centimes	3	2		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 1 centime	1	1		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 50 centimes	77	75		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 25 centimes	38	37		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 10 centimes	15	14		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 5 centimes	7	6		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	Pièce de 2 centimes	3	2		
Chèque (100 C)	4 398	4 369	9 500	10 350	P				

Marché libre de l'or

[illegible]

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
2 La visite de M. Madelin à Alger. 3 L'inauguration du métro du Caire. 4 Le voyage du roi d'Espagne aux États-Unis. 5 Le congrès du Parti travailliste. 6 Le putsch du 25 septembre aux îles Fidji.	7 La préparation de l'élection présidentielle. 8 Le comte de Paris prépare sa succession. SPORTS 12 Le championnat de France de football ; le Grand Prix d'Espagne de formule 1 ; le Grand Prix des Nations.	9 La période de la télématique dans les universités. 10 L'ex-CRS Jean-Paul Tailleur remis en liberté. 11 Deux extrémistes italiens arrêtés en France.	14 Charles Trenet au Théâtre des Champs-Élysées. 15 Le Ventre de l'architecte, de Peter Greenaway. 16 Musica 87 à Strasbourg. 17 Communication : Europe 1 et M. Le Pen. 18 La Cinq face aux publicitaires.	35 Prouvost : la deuxième manche. 36 Le Crédit agricole : une banque verte à guichets fermés. 37 Le plafonnement des déficits budgétaires aux États-Unis.	Abonnements 2 Météorologie 17 Mots croisés 17 Carnet 18 Radio-télévision 18 Annonces classées 19 à 30 Loto, Loto sportif 18	● Abonnez-vous au Monde I ABO ● Sondage : Quel président en 88 ? S1 La semaine du médiane. MUS Actualités. Sports. International. Bourse. Culture. Abonnements. 3615 Tapez LEMONDE

Accusé de « corruption »

Un ancien proche de l'ayatollah Montazeri est exécuté en Iran

Mehdi Hachemi, ancien chef du bureau iranien d'aide aux mouvements de libération et proche collaborateur de l'ayatollah Montazeri, le successeur désigné de l'imam Khomeiny, a été exécuté lundi matin 28 septembre notamment pour avoir répandu « la corruption sur terre ». La peine capitale contre Mehdi Hachemi avait été prononcée par le tribunal religieux devant lequel il avait été traduit en août dernier.

Personnage fort controversé, Mehdi Hachemi — qui était le frère du gendre de l'ayatollah Montazeri, en même temps que son disciple parfois encombrant — avait fait parler de lui pour la première fois en octobre 1986, lorsque ses partisans avaient enlevé et passé à tabac M. Ayat Mahdoun, le chargé d'affaires syrien à Téhéran, accusé par ses rivaux d'être intervenu dans les problèmes de la succession et d'avoir comploté contre l'ayatollah Montazeri.

L'hodjatolislam Raychahri, le ministre des renseignements, avait

ordonné l'arrestation de Mehdi Hachemi, et des tonnes de documents compromettants, dont des centaines de faux papiers et titres de voyage, avaient été saisis.

L'ayatollah Montazeri s'était senti visé par cette arrestation et avait offert sa démission de successeur de l'imam à l'ayatollah Khomeiny, qui l'avait refusée. Le « guide de la révolution » avait par la suite autorisé son ministre des renseignements à poursuivre les proches de son propre dauphin, accusés de « meurtres commis avant et après la révolution, d'enlèvements, de détention illégale d'armes et de documents d'Etat, de fabrication de faux papiers, d'opérations clandestines et de tentatives de semer la division dans le pays ».

Mehdi Hachemi, en particulier, avait été sous le régime du chah condamné à la prison à perpétuité pour avoir étranglé de ses propres mains, en 1973, un religieux d'Ispahan, l'ayatollah Chamsabadi, qui était à l'époque le principal adversaire de l'ayatollah Montazeri.

L'arrestation de Mehdi Hachemi et de son frère Hadi, le gendre de l'ayatollah Montazeri, donnait le signal d'une véritable chasse aux sorcières parmi les proches de ce dernier. L'ayatollah s'était dissocié de son disciple qui, à son tour, s'était « confessé » à la télévision, affirmant avoir trahi la confiance de l'ayatollah Montazeri.

Les adversaires religieux et politiques du dauphin de l'imam à Qom n'avaient cependant pas désarmé dans leur objectif qui était d'isoler politiquement le successeur désigné. Amoinir moralement et politiquement, l'ayatollah Montazeri avait cependant tout fait pour empêcher l'exécution de celui qui avait été le chef de file de la tendance radicale dont il est le champion.

En août dernier, il avait notamment, après le début du procès de Mehdi Hachemi, plaidé pour une

amnistie à l'égard de ceux qui ont reconnu leurs erreurs.

Cette vibrante plaidoirie n'a pas été entendue par les adversaires de l'ayatollah Montazeri et en particulier le tout-puissant Hachemi Rafsandjani qui, semble-t-il, n'a pas craint, alors que la République islamique est assaillie, de réprimer ses propres radicaux.

JEAN GUEYRAS.

M. Gorbatchev de retour mardi au Kremlin

Moscou (AFP). — Le secrétaire général du Parti communiste soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, recevra au Kremlin, mardi 29 septembre en fin de matinée, une délégation de personnalités françaises, a indiqué lundi à l'AFP une source officielle soviétique.

Le chef du Kremlin devrait ainsi reprendre ses activités publiques après cinquante-trois jours d'absence, relégué-t-on à Moscou. Il n'a toutefois pas été possible de déterminer si le numéro un soviétique était déjà de retour lundi dans la capitale. Officiellement, M. Gorbatchev poursuivait ces jours derniers des vacances dans le sud du pays et est « en excellente santé ».

M. Pierre Mauroy, ancien premier ministre, devrait faire partie de la délégation française. Il était attendu lundi soir dans la capitale soviétique.

Prêtre et cinéaste

Jean-Marie Poitevin est mort

Jean-Marie Poitevin, pionnier du cinéma québécois, est mort, la semaine dernière, à l'âge de quatre-vingt ans.

En 1942, ce prêtre catholique réalisait le premier long métrage de l'histoire du Québec, *A la croisée des chemins*, sur un scénario de René Lévesque, le futur premier ministre de la Belle Province. Il avait débüté en tournant des documentaires en Chine, où il fut missionnaire de 1933 à 1939. Son second film de fiction, *Mystère sur ma route* fut réalisé à Cuba en 1950. Il dirigea par la suite à Rome l'Office catholique du cinéma et organisa pour les Pères du concile Vatican II une projection du film de Pasolini *L'Évangile selon saint Matthieu*.

Les prix en août : + 0,2 %

Les prix en France ont augmenté en août de 0,2 %, a confirmé l'INSEE lundi 28 septembre. Cela porte à + 2,6 % l'augmentation depuis le début de l'année, et à 3,5 % sur les douze derniers mois.

Ordinateurs est maintenant en KIOSQUE

CETTE SEMAINE EN SUPPLÉMENT UN MAGAZINE

MAC

Par l'auteur de Shérizade. Deux jeunes paumés se racontent.

Le mal de vivre d'une génération.



Stock

Prochain remaniement du gouvernement Chirac

Un remaniement technique du gouvernement de M. Chirac pourrait intervenir très prochainement.

M. André Santini, secrétaire d'Etat aux rapatriés, serait nommé ministre délégué auprès de M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, pour pouvoir au poste laissé vacant par le départ en juin dernier de M. Philippe de Villiers, qui avait le titre de secrétaire d'Etat. M. Camille Cabanis, ministre délégué auprès du premier ministre chargé de la réforme administrative, sera également chargé des rapatriés.

Les relations entre la France et l'Australie

MM. Raimond et Hayden se sont rencontrés à New-York

New-York (Nations unies) (AFP). — Les ministres français et australiens des affaires étrangères, MM. Jean-Bernard Raimond et Bill Hayden, se sont rencontrés, le samedi 26 septembre, à New-York, pour des retrouvailles qui marquent la fin de la brève diplomatie entre Paris et Canberra à propos de la Nouvelle-Calédonie. Le gouvernement français avait décidé, en janvier dernier, de suspendre les rencontres ministérielles de haut niveau entre les deux pays, en réaction à l'attitude jugée inacceptable de l'Australie lors du dernier débat aux Nations unies sur la Nouvelle-Calédonie. Le référendum qui vient d'avoir lieu sur le territoire ayant clairement justifié la politique française aux yeux de Paris, on estime normal, du côté français, que les deux ministres reprennent leurs rencontres.

Le ministre français a dit à son homologue australien que Paris espérait que les pays amis de la France adopteront au moins une attitude modérée, a indiqué le porte-parole de M. Raimond, qui dépend de l'Australie que les deux pays représentent un dialogue sérieux, sans légèretés dans les affaires intérieures de l'un ou de l'autre, a précisé M. Raimond, selon son porte-parole. M. Hayden a donné des assurances dans ce sens, ajoute-t-on de même source.

EN BREF

● Le FN dans les conseils régionaux. — M. Edmond Hervé, maire socialiste de Rennes, a demandé au président RPR de la région Bretagne, M. Yvon Bourges, de « retirer aux deux élus du Front national leurs obligations dans les conseils d'administration des établissements scolaires ». En Auvergne, M. Albert Chabaud, président du groupe socialiste du conseil régional, a écrit au président du conseil régional, M. Valéry Giscard d'Estaing, pour lui demander de suspendre les délégations de deux élus du Front national au sein des conseils d'administration et commissions permanentes d'établissements scolaires, de l'Allier et du Puy-de-Dôme.

● Les rénovateurs favorables à la candidature de M. Juppé. — Tandis que le comité central du PCF se réunit, le lundi 28 septembre, pour entendre un rapport de M. Pierre Bédin sur le thème : « Les communistes avec les gens pour l'action et le vote communiste », la coordination nationale des rénovateurs communistes, réunie samedi à Paris, a constaté qu'une large majorité des membres des coordinations départementales des rénovateurs communistes s'était prononcée en faveur de la candidature de M. Pierre Juppé à l'élection présidentielle. L'ancien membre du bureau politique du PCF n'a pas encore fait connaître sa décision.

Sur le vif

C'est pas normal

Il en prend à son aise, le petit père Gorby, vous ne trouvez pas ? Ça fait plus de sept semaines que phut... Disparu, envolé, volatilisé. En pleine transparence. Parait que, d'habitude, quand il part en voyage ou en vacances, c'est marqué dans les journaux. Là, rien, pas un mot. Il s'est taillé à l'anglaise. Sur la pointe des pieds en espérant qu'il pourrait tirer au flanc sans que ça se voie. Et puis, bon, au bout de bientôt deux mois, ces vieilles pipelettes de diplomates se sont mises à jaser : Tiens, mais il y a un moment qu'on n'a pas vu Gorby, où c'est qu'il est passé ?

Moi, le rumeur, je le laisserais volontiers courir. Simplement, je trouve que c'est pas poli. Prenez ce pauvre Jospin. Fallait le voir faire le pied de grue la semaine dernière devant le Kremlin. On l'appelait toutes les deux heures en duplex sur Europe 1 : Alors ce rancard, vous allez l'avoir ou pas ? Peut-être bien que oui, peut-être bien que non. Ils l'ont laissé maronner toute la journée et ils ont fini par lui balancer : Décroche ! Il se repose Gorby.

C'est pas poli et c'est pas juste. C'est encore un exemple

du sixième ambiant. Dans la même position, une nana ne peut pas se permettre le tiers du quart de ce que s'autorise un mec. Prenez Meggie. Jamais elle n'aurait osé se mettre au vert depuis le 6 août sans laisser d'adresse. Vous imaginez la tête des British ? Non, mais qu'est-ce qu'elle se croit ? On la paye à faire quoi ? Même quand elle a des petits amis de santé, mal aux dents, mal au doigt, et qu'elle va à l'hôpital, il y a une meute de photographes accrochés à ses talons. Elle s'en dépêche difficilement à l'entrée et elle les retrouve inmanquablement à la sortie. Son panaris s'étale dans toute la presse.

Et il ferait beau voir qu'elle arrête de bosser sous prétexte que son mari a été opéré de l'appendicite. On raconte que c'est ce qui est arrivé à Raissa. Gorby, il est resté à lui tenir la main. Normal. Ça part d'un bon sentiment. Moi, j'approuve à mille pour cent. Je regrette seulement que dans le monde capitaliste, un monde de concurrence sauvage, une femme d'Etat ne puisse pas jouer les infirmières sans risquer de perdre sa place.

CLAUDE SARRAUTE.

ELF Aquitaine et Honda Motors renforcent leur collaboration dans les sports mécaniques

ELF Aquitaine et Honda Motors ont conclu, lundi 28 septembre à Paris, d'importants accords commerciaux dans les domaines de la moto et de la formule 1 automobile. Les négociations menées depuis plusieurs mois ont abouti au rachat par les Japonais de treize des vingt brevets déposés pour la moto ELF 4. Cette machine, conçue en 1977 par l'ingénieur André de Cortanze, a fait l'objet d'un grand nombre d'innovations technologiques souvent qualifiées de « révolutionnaires » (le Monde du 1^{er} août).

Au lieu d'être fixés à une poterie, le moteur (Honda 500 cm³) participe à la rigidité du châssis et porte des

éléments de suspension originaux à l'avant et à l'arrière. Le train avant, baptisé VCC (variation géométrique contrôlée), est un compromis entre la fourche classique et un double bras conçu à l'origine de la moto. La suspension arrière est constituée d'un monobras traversé par la chaîne.

Ces innovations confèrent à la ELF 4 une « assiette » plus constante à l'accélération et au freinage. La moto, qui a fait ses débuts en championnat du monde de vitesse en Tchécoslovaquie (23 août), a marqué ses premiers points au Grand Prix du Portugal (13 septembre).

Pour la formule 1, ELF Aquitaine et Honda resteront associés au sein de l'écurie Lotus. Toutefois il n'est pas exclu qu'un deuxième accord intervienne avec l'écurie McLaren, qui changera la saison prochaine son moteur TAG-Porsche pour le turbo Honda. ELF reconstruit alors avec Alain Prost, que le pétrolier français avait soutenu à ses débuts.

G. A.

LE TELEX FACILE

ON MINITEL OU UN MICRO ORDINATEUR

LE SERVICE MISSITEX

VOTRE TELEX PERSONNEL

A votre bureau En week-end En voyage - A l'étranger 24 heures sur 24

SIMPLE FACILE IMMEDIAT AVEC

Missitex

Renseignements et documentation 27 rue Paul Laing 75002 Paris

NUMERO VERT 05 30 63 29

COMMENT SAUVER LA SECU?

SCIENCE VIE ECONOMIE

OCTOBRE